Parti Socialiste
Congrès extraordinaire de l'Arche - La Défense
13, 14 et 15 décembre 1991

Sommaire

Le président (Claude Estier) 2
Jean-François Merle 3
André Billardon 6
Michel Charzat 14
André Bellon 20
Gérard Lindeperg 22
Jean Poperen 26
Laurent Fabius 32
Pierre Moscovici 44
Jean Glavany 50
Jean-Yves Autexier 52
Daniel Vaillant 52
Jérôme Lambert 53
Jean-Luc Laurent 54
Françoise Seligmann 55
Gérard Fuchs 55
Le président (Christian Pierret) 59
Ahmed Ghayet 59
Alain Claeys 60
Robert Chapuis 63
Jean Le Garrec 66
Jean-Pierre Chevènement 68
Philippe Marchand 75
Jean Auroux 80
Pierre Mauroy 83
Edith Cresson 84
René Souchon 90
Denise Cacheux 92
Jacques Chérèque 93
Le président (Jean Auroux) 96
Jean-Christophe Cambadélis 97
Yves Dollo 99
Gérard Collomb 101
Yvette Roudy 103
Jean-Paul Planchou 106
Christian Pierret 108
Henri Emmanuelli 112
Pierre Mauroy 117

Fondation Jean-Jaurès

Kofi Yamgnane 127
La présidente (Sylvie François)..... 129
Lionel Jospin 129
Julien Dray 136
Michel Rocard 140
Jean Casanova 153
Michel Vauzelle 156
Gérard Fuchs 158
Jacques Salvator 162
Jean-Pierre Bayle..... 164
Jean-Luc Mélenchon 166
Gérard Le Gall..... 169
Roland Carraz..... 171
Pierre Moscovici..... 174
Yannick Bodin..... 177
Michel Charzat 181
Pierre Mauroy..... 186

Séance du vendredi 13 décembre (Matinée)

La Séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

Chers camarades, j'ai l'honneur de déclarer ouvert le Congrès extraordinaire du Parti Socialiste sur le projet.

En ouvrant ces travaux, je voudrais seulement exprimer le souhait, qui doit être celui de la grande majorité d'entre vous, que ce soit un Congrès d'unité et de rassemblement, qui nous permette d'affronter, dans les meilleures conditions les échéances difficiles qui nous attendent. Jamais peut-être la cohésion dans notre Parti n'a été aussi nécessaire. J'espère que ce Congrès en portera témoignage en ouvrant véritablement un nouvel horizon pour la France et le Socialisme. Je vous remercie.

(Applaudissements)

Je voudrais vous donner quelques indications sur la façon dont va se dérouler cette première après-midi de notre Congrès : je vais, dans un instant, donner la parole à Jean-François Merle, premier fédéral des Hauts-de-Seine qui nous accueille dans cette salle.

Nous mettrons ensuite en place le bureau du Congrès et la Commission de vie interne, après quoi André Billardon présentera l'introduction au débat, puis Michel Charzat le rapport sur le projet, et nous ouvrirons ensuite la discussion générale sur le projet qui se poursuivra tout au long de la journée de demain.

En fin d'après-midi, Gérard Fuchs accueillera les délégations étrangères qui nous ont fait le plaisir et l'honneur d'assister à notre Congrès et que je salue dès maintenant.

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)
La parole est à Jean-François Merle.

Jean-François Merle

Chers camarades, je vous souhaite la bienvenue dans ce département des Hauts-de-Seine au nom des 2300 militants de notre fédération et de l'ensemble des élus Socialistes et républicains de ce département.
Oui, bienvenue dans les Hauts-de-Seine, car n'en déplaise à beaucoup, le site de la Défense est dans les Hauts-de-Seine et même si nous savons qu'un puissant voisin à l'est annexerait volontiers l'image, la richesse, le potentiel de ce triangle d'or de la région Ile de France, nous sommes attachés au fait que la Défense est dans notre département, disons, si vous le voulez bien, que c'est aussi notre façon à nous de défendre le droit du sol, et s'il nous arrive de critiquer la façon dont se passe l'aménagement de ce secteur, de combattre les maires de droite qui ont longtemps négligé les aspirations sociales de la population et du monde du travail, nous avons, voyez-vous, la faiblesse de penser que la Défense n'est ni la 19ème province de Paris, ni son 21ème arrondissement.
Dans les Hauts-de-Seine, dans ce département, nous sommes dans une terre qui est plus de reconquête que de mission, car au lendemain de la libération, dans les communes qui composent actuellement ce département, plus d'un maire sur deux appartenait à la SFIO, au courant du Socialisme démocratique.
Mais aujourd'hui, voilà vingt cinq ans que la Droite dirige la région Ile de France, la ville de Paris et cinq des départements de la couronne. Depuis 1967, l'appareil du RPR; et quel appareil, contrôle le Conseil général des Hauts-de-Seine, et à quoi ressemble après tant d'années ce département ?
Les familles modestes, les jeunes, les artisans, les classes moyennes sont chassés, repoussés de plus en plus loin en raison des difficultés à y trouver un emploi, un logement, une formation.
Sous la pression de la spéculation immobilière et devant le refus de la Droite d'agir pour réduire les déséquilibres, l'aménagement des Hauts-de-Seine obéit de plus en plus à une logique qu'il faut bien appeler l'apartheid social où voisinent îlots pour privilégiés et ghettos pour population défavorisée.
Dans ce département, les dirigeants de la Droite se flattent volontiers des performances économiques qu'il recèle, il leur arrive de comparer la richesse des Hauts-de-Seine à celle de certains pays étrangers, mais, croyez-moi, cela ne signifie pas grand chose dans la vie de tous les jours de nos concitoyens et l'aggravation des déséquilibres sociaux illustre clairement que tout ce qui est à l'ouest de Paris n'est pas riche, parce que tout ce qui est riche n'est pas à l'ouest de Paris.
(Applaudissements)
La Droite cherche à masquer cette réalité par une politique de prestige fondée généralement sur l'illusion et bien souvent sur la démagogie. Il; y a à peine six mois l'ensemble des électeurs de ce département recevait à domicile ce que nous avons appelé le vrai faux mensonge de M. Pasqua où les questions dictaient les

réponses sur l'aménagement de ce département et au moment même où je vous parle, le Conseil général est réuni pour sa session budgétaire et nos camarades Conseillers généraux de ce département se voient soumettre un projet de budget où la Droite départementale consacre 21 millions de francs à une radio privée de propagande que seuls 40 000 personnes écoutent dans le département, alors qu'elle n'accorde que un million et demi aux actions de développement social des quartiers.

Voilà la réalité, chers camarades, d'une gestion de droite telle qu'elle s'exerce au niveau du département et de la région et pour ceux qui douteraient encore qu'entre la Droite et la Gauche il y a des différences, n'y a t-il pas là un des exemples les plus frappants de ce que nous vivons et de ce que nous rencontrons tous les jours ?

La proximité de Paris, la vie dans une région qui est aussi la région capitale et puis des siècles et des siècles de centralisme ont conduit à sur-valoriser en Ile de France les responsabilités de l'Etat, mais il faut savoir qu'ici comme ailleurs l'influence des pouvoirs locaux, Conseil général, conseils municipaux est essentiel et que c'est elle qui conditionne directement la vie de nos concitoyens.

Or, aujourd'hui, une seule logique commande l'aménagement de notre département, celle de l'argent, l'argent de la spéculation foncière qui fait grimper les loyers, le prix des terrains, l'argent qui chasse du département tous ceux, les jeunes, les familles modestes, les activités économiques artisanales, lorsqu'ils n'ont pas les moyens, l'argent qu'il faut dépenser pour l'automobile, parce que la région Ile de France ne consacre sur son budget transport que 30% aux transports en commun et puis l'argent qu'il faudra demain dépenser pour la formation si la Droite aboutit, comme le veut M. Pasqua, dans ce département, à réaliser une université privée où l'inscription coûtera 30 000 F par an.

A cette logique de l'argent, nous proposons d'en substituer une autre, celle d'un nouvel équilibre d'aménagement du département fondé sur la solidarité, la solidarité entre les catégories de population, la solidarité entre les âges, le nouvel équilibre entre les logements sociaux et les autres catégories de logements, entre les bureaux et les activités de production, entre les transports en communs et l'automobile privée, car, voyez vous, si nous sommes dans un département riche, les importantes poches de pauvreté qui ici subsistent, qu'il faut encore soulager, les handicaps qu'il faut rattraper font que nous plaçons au cœur de notre démarche le discours sur la solidarité, et pour les militants Socialistes de ce département, ceux qui se battent avec la foi dans le Socialisme chevillée au corps dans des communes comme Neuilly, Rueil, Saint-Cloud, Levallois, Courbevoie, croyez moi ce n'est pas facile d'expliquer tous les jours ce qu'est l'exigence de solidarité, mais je crois que c'est la raison d'être des Socialistes que de faire comprendre à tous, qu'il s'agisse des transferts entre communes, des contributions entre communes riches ou communes pauvres ou transferts entre catégories, sociales, tout le monde a à gagner à la solidarité, ceux qui contribuent comme ceux qui reçoivent et face à l'égoïsme ou à la démagogie de la Droite, il n'y a pas d'autre espoir à tracer pour nos concitoyens que celle d'une logique de progrès, de solidarité. P comme pauvreté, S comme solidarité,

P comme PS S comme Solidarité.
Chers camarades, si nous voulons arriver à faire progresser cette volonté, il faut que nous soyons capables de nous rassembler. Nous le sommes dans ce département et dès le mois de juin nous nous sommes mis en ordre de travail autour de Michel Sapin ministre délégué à la Justice qui conduit la liste aux élections régionales dans ce département et qui sera le porte-parole des Socialistes de l'Ile de France pour les élections de mars 1991.
Nous sommes mobilisés et nous avons un projet à faire partager à nos concitoyens.
Ce projet pour l'Ile-de-France, ce projet pour les Hauts-de-Seine existe, et c'est pourquoi nous attendons beaucoup de ce Congrès extraordinaire qui doit adopter notre projet pour la France de l'an 2000, pour le Socialisme de l'an 2000.
Lorsque certains camarades de la fédération ont su que ce Congrès extraordinaire avait lieu à la Défense, ils m'ont demandé si je croyais bien utile, bien judicieux, de souligner comme je l'ai fait en commençant que la Défense était dans les Hauts-de-Seine, car peut-être avaient-ils encore en mémoire la réputation bien fâcheuse que notre Congrès précédent avait laissée à la ville et au département qui nous accueillaient en Bretagne.
Mais sachant que ce Congrès à la Défense se tiendrait dans la Grande Arche, je me suis dit qu'après tout, en faisant appel à l'ensemble des délégués rassemblés ici, nous pouvions leur donner le choix entre plusieurs symboles : oui, nous sommes dans les fondations de cette grande Arche de la Défense, et il dépend de nous, chers camarades, que cette Arche soit l'Arche de Noé, dans laquelle on fera monter deux par deux les éléphants du Parti et quelques autres espèces que l'on voudra protéger en attendant le déluge que certains redoutent ; ou alors il dépend de nous que cette Arche soit l'Arche de l'alliance, d'une alliance qu'il faut retrouver entre la pensée et l'action, entre le débat idéologique et la présence militante sur le terrain, de l'alliance qu'il faut retremper entre l'avenir qui s'imagine et le présent qu'il faut conquérir, de l'alliance qu'il faut retrouver entre notre Parti et le peuple de France. Et puis ce que je souhaite pour nous, pour notre Parti, chers camarades, c'est que cette Arche soit celle de la fraternité, celle de notre capacité à débattre et à vivre ensemble, dans l'unité, dans le coude à coude du combat militant, en vue des échéances qui nous attendent.
Demain soir, en fin d'après-midi arrivera ici même sur le parvis de la Défense la flamme olympique ranimée aujourd'hui dans ce village de Grèce où sont nés les Jeux, il y a un peu plus de deux mille ans. Mais pour la flamme du projet, qui nous anime, chers camarades, et dussé-je peiner le baron de Coubertin, l'essentiel ce n'est pas de participer, c'est de gagner !
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Jean-François Merle.
Je vous propose pour le bureau du Congrès les camarades suivants : Pierre Schapira, Michel Debout, Pierre Brana, Françoise Seligmann, Michel Charzat,

Jean-Luc Laurent.
Il n'y a pas d'objection ?
Le bureau du Congrès est ainsi constitué.
Pour la Commission "Vie interne" : Daniel Vaillant, Yannick Bodin, Christophe Caresche, Jérôme Lambert, Le Roux, Dupeyron, Debout, Frachon, Richard, Rollot, Pers, Cuillandre, Bichat, Rebsamen, Ravailhe, Joachim, Baumer, Josette Durrieu, Michel Charzat, Jean-Luc Laurent.
Il s'agit de la Commission "Vie interne" et non pas de la Commission des résolutions qui sera nommée ultérieurement.
Je donne maintenant la parole à André Billardon pour l'introduction au débat.

André Billardon

Chers camarades, j'éprouve un grand plaisir en tant que Secrétaire national à la coordination à ouvrir les travaux de notre Congrès extraordinaire.
Auparavant, qu'il me soit permis de vous accueillir au nom de la direction du Parti, de saluer en votre nom chaleureusement toutes les délégations françaises et étrangères qui nous font l'amitié de leur présence, de remercier tous ceux qui ont organisé ce Congrès et qui assureront son bon déroulement et d'adresser un salut tout particulier aux camarades de la fédération des Hauts-de-Seine, et à son Premier secrétaire, Jean-François Merle.
Aussi ma responsabilité est-elle grande, car je souhaite par mon intervention donner le ton qui devrait être le nôtre, durant ces trois jours que nous allons passer ensemble à travailler.
Nous ferons bien sûr que le cadre général, l'objet essentiel de ce Congrès, que vous connaissez, reste bien sûr le projet des Socialistes, le nouvel horizon que Michel Charzat dans quelques instants vous présentera. Ce qui signifie par conséquent que mon propos sera consacré essentiellement à l'environnement du texte, à la totalité et au déroulement du Congrès, à la problématique de l'exercice qui sera le nôtre durant ces trois jours.
Ce texte, vous le connaissez, car vous venez d'en débattre dans vos sections, dans vos fédérations, et la Commission de recollement des votes examine et examinera les nombreux amendements qui sont remontés des fédérations.
A ce stade, je me contenterai de relever l'injustice de certains commentaires concernant l'intérêt soulevé dans notre Parti par la discussion sur le projet et la participation aux différents votes soumis aux militants. Il s'agit là d'une méthode démocratique que je n'observe guerre ailleurs et n'en déplaise à certains, les militants, certes sans se bousculer, ont néanmoins beaucoup plus participé que certains ne le pronostiquaient.
Ma responsabilité est grande, je vous l'ai dit, car il faudra convaincre les nombreux observateurs qui attendent avec impatience nos débats, guettant souvent ce qui sera susceptible de faire l'événement.
Chacun sur ce thème d'ailleurs peut laisser libre cours à son imagination.
Mes chers camarades, et si l'événement c'était que les Socialistes se sont rassemblés et unis dans leur immense majorité sur leur projet ! Car en dehors de

Fondation Jean-Jaurès

notre unité, il n'est point de salut. Sans le rassemblement des Socialistes, il n'est point de sursaut. Rassemblons-nous sur ce qui est pour des hommes et des femmes de gauche l'essentiel, à savoir les idées. Et si l'événement c'était que cette unité retrouvée est le signal de la reconquête tant attendue par les militants et l'opinion de gauche ! Car si vous êtes ici, c'est bien parce que vous refusez la résignation, une certaine morosité ambiante où ces balivernes qui voudraient que notre Parti n'ait plus d'avenir.

Et si enfin, chers camarades, l'événement c'était que cette reconquête passe par une action extérieure forte et résolue, contre l'extrême droite fascisante et ses propositions démagogiques et racistes et contre la Droite et son programme de régression sociale.

Il est de notre impérieux devoir de mener ce combat résolument. C'est donc ce triple appel que je lance, mais je le redis, la condition nécessaire à la pleine réussite de notre Congrès, celle qui est le point de départ de tout, c'est le rassemblement et l'unité des Socialistes.

Il ne s'agit pas là d'une incantation, si j'osais, je dirais qu'il s'agit presque d'une injonction, même si cela n'est pas convenable à votre égard. Mais je crois profondément que notre Parti ne peut supporter de division, son avenir est en jeu.

Et si je vous dis cela, c'est bien parce que dans la morosité ambiante, face aux grandes difficultés, pourquoi ne pas les reconnaître, qu'affrontent et la Gauche et le Parti, et le gouvernement, nous sommes vraiment à un tournant de notre histoire.

Cette expression pourrait paraître galvaudée, voire emphatique, elle traduit cependant ce que les Socialistes ressentent. Soit nous réagissons, nous tenons bon tous ensemble, refusant de céder aux sirènes du défaitisme, du découragement, et de la division, sur la base d'une analyse lucide de nos faiblesses, de nos réussites et de nos échecs, comme d'ailleurs nous y invite le projet et nous saurons remonter la pente. Soit les vieux démons apparus lors de notre dernier Congrès auxquels s'en sont ajoutés, plus récemment quelques autres, sur la nature et l'utilité même de la politique et des partis, resurgissent et nous serons alors emportés comme fétu de paille par la rivière en crue d'un libéralisme sauvage trop souvent considéré comme unique réponse à l'état du monde. Car chers camarades, depuis l'époque, il y a plus de dix ans, où nous avons comme aujourd'hui débattu au fond, comme aujourd'hui, et cela même depuis Rennes, mes chers camarades, que de bouleversements doivent être analysés car leur onde de choc a touché le Parti. Et dans le monde d'abord !

Avec la rupture de l'équilibre est-ouest, né de Yalta, la chute du mur de Berlin, la guerre du Golfe, la désintégration de l'URSS, la balkanisation de l'Europe de l'est, le monde est passé en quelques mois de l'euphorie à l'angoisse. Nous avons quitté une période de certitudes nées de l'après-guerre, certitudes basées certes sur un équilibre de la terreur mais qui ont été, d'une certaine manière, le confort de nos références ; c'est-à-dire tout un ensemble de repères qui nous ont longtemps permis d'envisager et de comprendre notre monde, de l'analyser et d'agir.

Fondation Jean-Jaurès

Tout cela est aujourd'hui balayé. Le caractère bipolaire du monde a disparu et les Etats-Unis tendant à s'affirmer comme la seule superpuissance mondiale. Même si la guerre du Golfe a été conduite à crédit, les USA par leur suprématie technologique et militaire portée par la faillite des régimes Communistes, ont su conforter leur vocation déjà ancienne à s'investir un peu partout dans le monde. Et face à cette superpuissance, l'Union soviétique et l'actualité récente en attestent et avec elles ce qui reste du Communisme s'effondre inexorablement. Comme les statues de bronze des tsars ont été mises à bas en 1917, celles de Lénine gisent au pied de leurs socles. Sans prétendre faire un tableau, je développerai deux ou trois idées sur l'évolution de la situation de l'Europe de l'est, et je dirai quelques mots des conséquences que cela peut avoir sur la vie politique française.

Alors que l'Europe - je veux dire la nôtre - vient de franchir une étape essentielle de sa construction à Maastricht, au moment où l'ouest s'agrège, l'est se désagrège.

Voilà que derrière les Alpes, au fil du Danube, sur ces Carpates dont on ne trouvaient plus trace que dans quelques romans du 19ème siècle, le voile est levé, des pays aux situations économiques calamiteuses sont mis en lumière et des nationalismes longtemps enfouis resurgissent. Deux guerres mondiales, 40 ans de guerre froide, 70 ans de Communisme ne sont pas venus à bout des velléités indépendantistes baltes, de l'impérialisme serbe, des revendications des peuples des Balkans et de Hongrie.

On pourrait croire parfois que l'histoire de ce siècle bouclant la boucle nous remet dans la même situation qu'à la veille de la première guerre mondiale. C'est un étrange séisme qui se passe à notre porte, là tout près de nous, à deux heures d'avion de Paris. Nous voici spectateurs de bouleversements qui vont parfois jusqu'au conflit armé, à la guerre civile, comme en Yougoslavie ou qui se traduisent par l'émergence de nationalismes meurtriers.

Mais cette balkanisation atteint l'empire lui-même. Moscou se voit peu à peu privé de toutes ses prérogatives : le centre s'efface, toutes les Républiques affirment leur désir d'indépendance se déconnectant des réalités économiques ou géopolitiques.

Paradoxe né de ces bouleversements, l'Europe de l'est exorcise son passé Communiste, se jette à corps perdu dans un libéralisme maximum quand l'Europe de l'ouest semble voir de plus en plus dans la social-démocratie le moyen de corriger les excès et les inégalités de ce même libéralisme.

Le bilan de 70 ans de Communisme en ce début d'hiver 1991, ce n'est rien de moins que le retour aux grandes famines de 1917. Face à cela la nouvelle Europe des 12 ne doit avoir qu'une exigence, celle de la solidarité.

Solidarité incarnée par une aide accrue et efficace, sauf à aller plus loin dans cette régression. Je veux parler bien sûr, et au premier chef, de certaines formes de nationalisme qui, s'écartent du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, peuvent conduire à une grave déstabilisation de notre continent.

Nous assistons ainsi à une fulgurante accélération de l'histoire. Comme nos anciens, à tous, avaient à analyser l'échec du totalitarisme Communiste, nous

devons étudier avec la même rigueur les effets de l'onde de choc de la révolution russe de 1991 sur la société française. Aujourd'hui, tout l'espace est disponible pour le Socialisme démocratique. Dans une période récente, beaucoup de doutes ont entouré ce grand espoir que constitue l'idée européenne. Ce n'est pas la première épreuve qu'elle a eu à subir. Aussi le résultat historique du sommet de Maastricht est une formidable réponse à ce qu'il convient d'appeler l'euro-péssimisme de la classe politique.

Il fallait dresser le pas dans une démarche entamée depuis des décennies. Le sommet se présentait comme le rendez-vous de tous les espoirs mais également de tous les dangers.

Durant les crises que nous avons traversées récemment et pour l'une d'entre elles, bien loin d'être achetée. Je pense à la crise yougoslave, l'Europe avait montré sa faiblesse.

Et pourtant, il fallait bien avoir des raisons d'espérer, des objectifs à atteindre, un destin peut être pour nous tous à imaginer. La France, par le passé, a su prendre des initiatives en ce sens : CECA, Euratom, Politique agricole commune, Eureka, grand marché. J'ai parfois l'impression que l'on a vite oublié ce qui a été et demeure la motivation première et essentielle, la construction de la paix. Faut-il que celle-ci soit désormais bien assurée pour qu'elle paraisse si évidente qu'on oublie de la mentionner ? Les Socialistes derrière François Mitterrand ont été parmi les précurseurs de cette Europe, au nom de l'internationalisme, partie intégrante d'un discours de gauche.

Un internationalisme lucide, patient et pragmatique, qui n'est en aucun cas celui qui nous promettait "l'avenir radieux du Socialisme" assis sur un antiaméricanisme primaire mâtiné de tiers-mondisme aveugle, le tout consolidé par une conception stratégique qui voudrait nous faire croire que la France pourrait survivre seule, dans un environnement hostile, et dont on voit quelques traces dans tel amendement alternatif à notre projet, dont la portée s'est avérée bien limitée.

Maastricht est un très grand succès et c'est d'abord le succès de l'action de François Mitterrand.. Construction irréversible de l'union politique, vote à la majorité permettant le développement d'une Europe sociale, d'une politique étrangère de sécurité et de défense commune, d'une monnaie unique, puissant levier pour la croissance et l'emploi, enfin, amélioration du contrôle démocratique, voilà des décisions que nous saluons, et dans lesquelles nous nous retrouvons.

Dans le respect des identités nationales, ce formidable bon en avant marque un progrès historique qu'après nous la postérité reconnaîtra à François Mitterrand. C'est grâce à lui que l'Europe, cette Europe que nous voulons, celle de l'ambition sera capable de mettre en œuvre des régulations sociales, régionales et écologiques fortes, susceptibles de conduire des politiques volontaires.

Maastricht s'estompe, le doute et le recul de l'adhésion de nos concitoyens qui ont alimenté le front du refus de la construction européenne, alimentant ainsi, avec une bonne dose de nationalisme, couplée à l'exacerbation d'intérêts catégories, l'extrême droite européenne. Car sur fond de ralentissement de

Fondation Jean Jaurès

l'activité économique avec un chômage élevé, la montée et la généralisation du vote d'extrême droite en Europe est un phénomène majeur, extrêmement préoccupant, qu'il faut combattre avec une énergie farouche.
Et si chaque pays a des raisons propres à une telle situation, le péril n'est pas simplement à notre porte, il est aussi à l'intérieur de la maison. La France vit actuellement une crise. Peu importe que cette crise soit ou non superficielle et artificiellement exploitée, grâce à une médiatisation excessive, peu importe que par certains côtés, elle ne soit pas propre à notre pays, elle secrète la morosité et l'inquiétude, fait le lit du Front National.
Dans un monde qui chaque jour se reconstruit, je préfère évoquer la reconstruction du monde plutôt que sa décomposition. Notre société vacille sous les coups de cette crise puissante.
Crise sociale d'abord, tout à la fois multiforme et contradictoire. Multiforme car qu'y a-t-il de commun entre les revendications des infirmières et celles des routiers, qu'y a-t-il de commun entre la violence de certains et le défilé sympathique, d'autres, contradictoires puisque dans un même mouvement social - je pense à celui des professions de santé, on peut entendre en tête du cortège les slogans les plus ultra-libéraux et en queue de cortège d'autres sur le rôle de l'Etat. Crise de la représentation politique qui porte tous les ingrédients de la démagogie, voire de l'aventure et ouvre un espace considérable au Front National.
Le désintérêt de nos concitoyens pour l'engagement collectif, l'uniformisation culturelle mondiale, l'éclatement des classes sociales, les difficultés de la construction européenne, la peur de l'autre et son exploitation malodorante, à des fins électorales, la banalisation de la misère, les difficultés économiques, la rupture des solidarités, la faiblesse des contrepouvoirs. Tout cela suscite morosité ou indifférence et peut devenir explosif.
A la crise elle-même, j'ajouterai le "sentiment de crise" qui en réalité en est la composante première et qui, dès lors, la renforce. Ce constat rend particulièrement pertinent l'exercice, auquel nous nous livrons d'élaboration de notre projet, car à une remise en cause générale, de tous les ressorts de la société, des règles qui régissent les rapports entre les hommes ou entre les groupes, doit correspondre une réponse globale : celle qui consiste à dire "voilà ce qu'être Socialiste aujourd'hui". Chers camarades, pour combattre le Front National, nous devons d'abord compter sur nos propres forces. Pourquoi faut-il que, très souvent, ce soit à l'extérieur du Parti que l'on agisse contre la montée de l'extrême droite ?
Toutes les initiatives prises actuellement sont bonnes. Elles seront meilleures encore quand l'ensemble du Parti Socialiste s'investira dans ce combat. Nos forces sont grandes quand nous savons les mobiliser, alors faisons-le, tous ensemble au service de la lutte contre le Front National et contre Le Pen.
Chers camarades, prenons sur ce terrain des initiatives à tous les niveaux du Parti dans toutes ses structures, dans toutes les sections, dans les fédérations, au niveau national. Mettons en place des instances de vigilance, et d'observation, des actions, des écrits, des déclarations, des mouvements fascistes. Faisons

ensemble que le plus grand nombre d'entre nous soit familiarisés, formés à la polémique implacable contre l'extrême droite.
Chers camarades, quand on parle de l'extrême droite, il faut aussi parler de la Droite, de la Droite ô combien ambiguë sur ses relations avec l'extrême droite et qui donc abuse l'opinion. Reconnaissons-le ! Pour une déclaration de Michel Noir, combien de propos inacceptables chez Giscard, Chirac, et d'autres, sans oublier le Front National de service, ou d'autres, tels que Poniatowski. La Droite est trop cramponnée à son petit pouvoir de notables régionaux qui n'ont pas hésité à passer en catimini, alors que les médias ne s'intéressaient à l'époque, en 1986, qu'à la victoire du RPR et de l'UDF aux législatives, des accords de gestion avec le Front National.
Elle est trop pénétrée des slogans, des fausses solutions et des propositions illégales du Front National sur l'immigration. Un ancien ministre RPR de la Sécurité ne vient-il pas de proposer de recréer les Bat d'Af et les chantiers de travail pour la jeunesse. Elle est tellement avide de revanche qu'un homme comme Gaudin ne peut répondre à la question simple "entre un Socialiste et un extrémiste de droite pour qui voteriez-vous ? Il est clair que le péril est là. La vérité du Front National est éclatante : la tentation fasciste est chez nous. Désormais un parti xénophobe, raciste et antisémite est susceptible de recueillir bien plus de 10% des suffrages.
Cela nous pose un problème considérable, moins, me semble-t-il, de savoir si le Front National doit avoir ou non des élus que de voir comment le priver de suffrages ou de chercher à répondre à cette question : comment traiter un tel Parti, sans céder à la provocation qu'il recherche systématiquement dans un état de droit où les lois repoussent le racisme. Le dégoût que suscitent les mesures du trop célèbre Mégret vis-à-vis des étrangers nous renvoie à des systèmes politiques honnis qu'il s'agisse des pages sombres de notre histoire ou de l'Afrique du sud, de l'apartheid.
Appuyés sur nos valeurs, offensifs sur tous les terrains, le rassemblement de tous les démocrates, à notre initiative, doit engager une bataille sans merci avec ceux qui ternissent l'image de notre pays. Mais dans le même temps, et encore une fois, nous ne pouvons imaginer des actions communes avec les Partis conservateurs car décidément la Droite est trop démagogique à travers ces propositions. Il suffit de voir ces tentatives pour récupérer le malaise des catégories touchées par la crise pour être convaincus qu'elles ne souhaitent pas constituer le moindre rempart à la montée du Front National.
A qui cette droite fera-t-elle croire que sa récente découverte du social, n'est autre chose qu'un habillage électoraliste face à une politique dont l'application nous ferait faire un grand bon en arrière. Quel handicap elle aurait pour le pays, si d'aventure elle avait exercé le pouvoir au moment de la relance de la construction européenne à Maastricht, divisée comme elle l'est sur un sujet aussi fondamental.
Revenant à ces compromissions avec l'extrême droite à qui elle emprunte trop de thèmes, je pose cette question : qui en dehors des Socialistes peut lui faire échec ? Certes, nous ne le ferons pas seuls. Notre rôle, notre mission sont

essentiels.
Pour les mener à bien, il faut satisfaire à trois conditions.
La première condition, c'est de ne pas être ce que j'appelle des Socialistes honteux. Il faut mener la lutte idéologique et politique, faire ou refaire de la politique, ne pas baisser les bras ni sombrer dans la morosité. Si certains d'entre nous ici ou là sont las des combats, et cela peut se comprendre, alors qu'ils laissent la place, une nouvelle génération apparaîtra, elle est là, combative. Nous ne devons pas la craindre, bien au contraire. C'est même sans aucun doute un des enjeux essentiels des temps qui viennent pour notre Parti.
On ne peut aller à des élections, à la rencontre de nos concitoyens, sans une valorisation des actions passées ou en cours, un programme pour le présent, un projet pour le futur, un nouvel horizon, comme nous le propose Michel Charzat. Les actions des gouvernements Socialistes qui se sont succédés depuis 1981, ceux de Pierre Mauroy, de Laurent Fabius, de Michel Rocard, aujourd'hui d'Edith Cresson, nous n'avons pas à en rougir, nous devons en être fiers.
Je ne citerai pas tout ce que nous avons fait avec eux, un document réalisé par le Secrétariat national aux études a été remis à chacun d'entre vous. Je vous dirai que nos décisions et notre action ont été fidèles à nos valeurs et ont apporté plus de démocratie, plus de justice, plus de solidarité, plus de liberté, plus de responsabilité. Je le dis avec force, disons le ensemble.
Et puis, mes chers camarades, quoi qu'en disent certains, à un moment où les recettes du thatchérisme l'emportaient dans une bonne partie de l'Europe, il n'était pas si facile dans le contexte d'avoir pu maintenir le service public et les outils de régulation sociale et de distribution. Cela a été fait et bien fait, il faut le dire, alors que la Droite annonce la couleur avec son projet de démantèlement de l'Education nationale, en écho aux sinistres propositions du Front National. Encore une fois l'emballage est différent, mais le contenu est le même.
Bien sûr, et la démarche du projet nous y invite, il faut aussi dire ce que nous n'avons pas pu faire et pourquoi, et l'expliquer. Pour autant, soyez en sûrs, si ce bilan peut paraître aux yeux de certains aujourd'hui quelque peu dévalué, il suffirait de quelques mois de gestion de la Droite pour le réévaluer aux yeux de tous les Français, et certains, je le sais bien, sur la base de ce raisonnement, sont parfois tentés de dire : vive l'alternance ! Nous referons ainsi nos forces et nous assurerons le retour du clivage Droite/Gauche.
Ne sombrons pas dans cette tentation défaitiste, car si perdre des élections dans un système démocratique n'est pas une catastrophe en soi, reste que dans les circonstances actuelles, le retour de la Droite au pouvoir, celle que je viens de dépeindre, entraînerait une nouvelle rupture des solidarités, des fractures graves dans le tissu social, et j'ajoute ferait courir à notre pays le risque d'une aventure extrémiste. Ce clivage nécessaire entre la Gauche et la Droite n'attendons pas d'être revenus dans l'opposition pour l'évoquer, c'est à nous de l'assumer aujourd'hui, sur nos valeurs et par nos actions.
Je conclus sur ce point. Le bilan, nous l'avons, alors ayons confiance en nous-mêmes.
Du second aspect, je ne dirai que quelques mots.

C’est à partir du projet d’une part et de l’action gouvernementale d’autre part que nous définirons le programme sous la bannière duquel nous irons à la bataille des législatives en 1993. Qu’il me soit permis de souligner que les décisions prises par le gouvernement sont politiquement bien positionnées, et pour cela il suffit de dresser la liste, bien loin d’être exhaustive, et je cite : le plan PME-PMI, le plan emploi, la volonté farouche du Premier Ministre de lutter pour renforcer notre industrie, préparer l’Europe de 1993, continuer la modernisation du secteur public, aménager le territoire, tout ceci sans négliger la redistribution des fruits d’une croissance certes modeste, mais qui est là. Je pense notamment au coup de pouce pour le SMIC, aux accords salariaux dans la fonction publique et à la relance de la politique contractuelle. C’est dire combien sont injustifiés certains jugements qui fleurissent aujourd’hui dans les salons comme hier on faisait la révolution aux Deux Magots.

Et s’il manque, je suis prêt à le reconnaître, à ces initiatives parfois une mise en perspective plus nette, plus grande, pour susciter l’adhésion de nos concitoyens, n’est-ce pas, en partie du moins, le rôle de notre Parti ?

La troisième condition pour l’action, c’est que notre Parti, et j’y reviens, soit capable de se rassembler sur son projet. C’est par là que je terminerai, parce que c’est par là que j’ai commencé.

Il ne peut y avoir un Parti Socialiste sans projet, sinon les querelles de personnes reprennent inévitablement le dessus. Le projet, c’est la réponse sur le moyen terme. Celui qui a l’œil rivé sur le futur immédiat est condamné à l’inefficacité, et donc à l’échec. Le projet éclaire l’avenir, il inscrit les objectifs, il trace les perspectives. Il doit enfin permettre de tirer les moyens d’action immédiats. Michel Charzat nous en rappellera dans quelques instants l’économie. Il mettra en évidence novation et audace. Prenons le pour ce qu’il est, ce projet, un cadre de principes et d’idées.

Retenons l’apparition de notions nouvelles pour nous : je pense aux mécanismes de régulation d’une économie de marché aujourd’hui acceptée, je pense également à la dimension écologique, et à ce stade du propos, m’acheminant vers ma conclusion, je voudrais devant vous me poser une question en forme d’incidente.

Cette question que j’entends parfois, la voici : peut-on rénover le Parti et reconstruire la Gauche en assumant les responsabilités gouvernementales ? Si la question mérite d’être posée, c’est parce qu’ici ou là je crois discerner la réponse négative de ceux qui considèrent que la reconstruction se fera sur fond d’opposition et donc de défaite électorale, et alimentent ainsi le pessimisme ambiant.

Vous avez compris que je propose une réponse diamétralement opposée. Car, chers camarades, c’est dans la triple démarche, cohérence Parti-gouvernement, rénovation idéologique et programmatique, rénovation du Parti et mobilisation, que se recomposera la Gauche et le camp du progrès. C’est dire l’importance qu’il convient d’attacher à ce que notre Parti soit un parti rénové et modernisé, où le débat enrichit sans diviser, où les militants sont des acteurs et non des spectateurs.

Fondation Jean Jaurès

J’ai la conviction que notre Parti doté d’un nouveau projet saura rapidement créer la dynamique d’un aller et retour plus fréquent et plus approfondi entre sa direction et ses militants, puis avec les sympathisants et ensuite avec les citoyens.
Le goût de la réforme, sur lequel j’insiste car la réforme fait partie de nos valeurs, l’esprit de conquête retrouvé créeront ce nouvel état d’esprit et cette volonté collective auxquels nous aspirons. Ainsi, chers camarades, il faut faire de ce Congrès d’abord celui du rassemblement autour de nos idées, c’est-à-dire notre projet. Ensuite celui de l’unité des Socialistes, comme vous l’avez demandé par votre vote très majoritaire. Enfin celui de la reconquête par un parti à nouveau mobilisé.
L’exigence est d’autant plus forte que la situation est difficile. Cela ne dépend que de nous.
Alors je vous dis tout simplement : au travail et bon travail !
(Applaudissements)

Le président - Merci à André Billardon.
Je donne maintenant la parole à Michel Charzat pour le rapport sur le projet.
(Applaudissements)

Michel Charzat

Chers camarades, j’ai le sentiment de vivre un moment important de l’histoire du Parti Socialiste. Après dix huit mois de travail collectif, vous allez parachever la mise à jour de nos analyses et de nos objectifs. L’aggiornamento Socialiste est désormais réalisé. Quatre militants sur cinq ont approuvé le texte "Un nouvel horizon", et cela malgré la morosité ambiante et le calendrier politique.
Après plus de dix ans de confrontation à la réalité du pouvoir, vous avez fait le pari de l’invention collective d’un projet commun. Vous avez refusé de fermer le Parti pour indigence intellectuelle ou pour défaitisme, fût-il refondateur...
Notre tâche, je dois l’avouer, n’était pas aisée. Il est tellement difficile de se projeter dans l’avenir. A juste titre, nous ne croyons plus aux certitudes préfabriquées ni aux représentations d’un avenir nécessairement radieux. C’est pour cela que nous avons tant de peine à concevoir le monde de l’an 2000, d’autant plus que l’expérience du pouvoir en France nous a appris qu’une société ne change pas seulement par les décrets d’une majorité.
Je pense que nous devions prendre la mesure de la période énigmatique que nous vivons. Répondre aux craintes qu’elle suscite, comprendre que la société et les individus changent moins vite que les systèmes de production et de pensée. Enfin être capable d’un retour réflexe sur nous-mêmes, sans masochisme ni triomphalisme.

Le président - S’il vous plaît, camarades, je vous demande d’éviter de circuler et d’éviter aussi les conversations particulières qui entretiennent un brouhaha dans la salle.

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)
La parole est à Michel Charzat et à lui seul.

Michel Charzat - Le courage, c'est de comprendre sa propre vie, de la préciser, de l'approfondir, de l'établir et de la coordonner cependant à la vie générale. C'est être tout ensemble, et quel que soit le métier, un praticien et un philosophe. Nous avons fait nôtre cette exhortation de Jaurès.
Filtré par les médias, notre monde est devenu au fil des années un kaléidoscope irréel et magique. Il nous fallait retrouver des repères. Nous avons donc questionné le présent, mis en évidence les faits porteurs d'innovation. Bref, nous devons considérer l'avenir comme un chantier ouvert.
Pour nous, Socialistes, la politique est porteuse d'un espoir, l'histoire d'une fatalité modifiable, le progrès d'une belle imprudence. Nous ne croyons plus comme jadis à la bonté naturelle de l'homme, mais nous continuons à croire que l'homme est perfectible dès lors qu'une organisation sociale intelligente et généreuse lui donne ses chances. Chers camarades, le monde vient de changer de bases, en quelques années, avec la révolution technologique et l'effondrement du Communisme. C'est donc bien la fin d'une époque qui se joue sous nos yeux. Mondialisation du capitalisme, nouvelle architecture du pouvoir et du savoir, ébranlement de l'histoire, crise finale du prophétisme révolutionnaire. Le Socialisme doit offrir à tous, et notamment aux orphelins du Communisme, de nouvelles perspectives.
Dans le monde nouveau où nous entrons, deux conceptions de l'avenir vont s'affronter : le libéralisme et le Socialisme démocratique. Il est naturel que dans un premier temps, nous assistions à l'est à un formidable retour de balancier. Mais il y en aura d'autres, et à l'échelle du monde la voie reste ouverte pour le Socialisme de la liberté. Notre Socialisme est désormais le seul point de ralliement pour ceux qui croient que l'humanité vient à peine d'entamer sa marche vers l'émancipation. En France, alors que se ferme aussi la parenthèse historique ouverte en 1920, il est nécessaire de concevoir le projet d'une Gauche rénovée, forte de tous les courants du mouvement social et de toutes les cultures de la réforme. Aujourd'hui, avec notre projet, nous proposons à toutes les composantes démocratiques de la nation de participer à la redéfinition d'une culture politique de progrès. Soyons fiers d'être la seule formation politique à présenter un projet qui voit loin et pense neuf, qui voit neuf et pense loin.
Au moment où s'ouvre le Congrès du projet, j'ai pour ma part trois motifs d'espoir.
D'abord nous avons su élaborer ce texte de façon ouverte et novatrice. Au terme de cette démarche de 18 mois, nous avons su être le Parti capable d'écouter et d'impliquer les acteurs de la vie économique, sociale et culturelle.
Nous avons conçu des ronds-points, des carrefours, jeté des ponts entre les différentes disciplines et les principaux courants de la pensée contemporaine. Nous avons dialogué avec Edgar Morin, Paul Ricœur, Pierre Mora, Cornelius Castoriadis et beaucoup d'autres, plus de deux cents, grands témoins de notre temps. Nous avons conclu notre travail en présentant un texte ouvert,

Fondation Jean Jaurès

comportant des options et des amendements dont certains alternatifs.
Ensuite, nous avons voulu que notre projet parte de la vraie vie, qu'il procède des bonheurs et des souffrances de nos concitoyens. Parti de gouvernement, nous avons pris la réalité du moment, telle quelle. Rompant avec la langue de bois, nous avons authentifié la vaste consultation qui a précédé l'élaboration de notre texte. La première partie de notre projet décrit une société en métamorphose, sans farder la réalité. Elle analyse la crise propre à la France, cette crise d'une identité nationale qui doit être construite tous les jours.
Enfin, nous avons posé le premier jalon de la rénovation intellectuelle et morale du Socialisme démocratique. Peut être avions nous oublié de nous occuper des grands problèmes, à force de nous préoccuper de petites questions ?
Toujours est-il que notre texte a été élaboré dans une exceptionnelle convivialité, chacun apportant sa part de vérité ; notre projet réalise la synthèse des différents courants de pensée qui nous enrichissent, du moins lorsqu'ils ne se déchirent pas dans des querelles subalternes. Désormais, avec notre projet, nous savons ce qui nous rassemble : la synthèse porte sur les idées, les valeurs, les objectifs, c'est le gage de la cohésion à la veille des épreuves, c'est la promesse d'un nouveau commencement. Chers camarades, nous avons réaffirmé notre identité. Le Socialisme que nous voulons est avant tout mouvement, démarche personnelle et action collective. C'est un chemin qui se construit en marchant, c'est une morale et une méthode selon l'expression de Pierre Mendès France. Notre Socialisme ne procède pas des décrets d'un prince fut-il éclairé ou d'une classe providentielle ou des déterminations de l'économie. Il se situe à la fois en deçà et au-delà d'un Socialisme marqué par les illusions scientistes du début du siècle.
En deçà, il propose un retour aux sources d'un Socialisme juridique et éthique illustré par Proudhon et Jaurès comme par Owen et Bernstein. Au-delà, il réintroduit le sujet et les passions humaines dans la dialectique du mouvement historique. A l'heure de l'individualisme de masse, notre Socialisme veut fonder une pensée démocratique autonome sur une anthropologie politique et sur une analyse de la complexité. Complexe, la réalité n'est pas pour autant inaccessible. Ancrée dans le patrimoine de la Gauche, l'interprétation critique de la réalité assure la voie à l'invention de nouvelles valeurs de nouvelles formes d'organisation. Chers camarades, je crois qu'il faut savoir être à la fois fidèles à nos racines et résolument modernes. Le goût du risque, la volonté d'entreprendre, le refus de la délégation, l'inspiration à un environnement et à une vie de qualité peuvent être mis au service d'une société solidaire, équilibrée respectueuse d'autrui. Plus la liberté de s'accomplir individuellement progresse, plus il faut de solidarité et de règles communes. Plus il faut affirmer une éthique de la vie en société, une éthique du devenir de la planète.
Notre morale, la morale du Socialisme démocratique est fondée sur des valeurs puisées à la source de l'humanisme, comme la référence à l'homme et le devoir de non-indifférence à autrui.
Ces valeurs sont fondatrices des droits et des devoirs de l'homme en société, indépendamment de ses qualités morales ou physiques et de ses convictions.

Mais le Socialisme affirme en plus notre responsabilité collective à l'égard de l'humanité. Tous les hommes sont aujourd'hui responsables les uns des autres. Le souci de préserver l'avenir, de l'homme comme de la planète, constitue la dimension écologique de notre projet. Je pense, pour ma part, que le Socialisme d'aujourd'hui exige une nouvelle évaluation des valeurs. Héritier d'une grande tradition ouvrière, le Socialisme est historiquement un anticapitalisme démocratique. Par exemple, nous reconnaissons le marché, élément indispensable d'une économie efficace, mais nous combattons le modèle du tout marché, principe sur lequel les libéraux fondent une conception mutilante de la société. Le Socialisme doit être révélateur des zones inexplorées du marché. Il affirme un rapport critique au capitalisme et veut conduire une bataille intense pour maintenir, introduire ou réintroduire ces zones ignorées par le marché dans le champ de la délibération politique. Pour nous, Socialistes, tous les biens ne sont pas marchands. Toutes les hiérarchies sociales ne sont pas fondées sur la réussite matérielle. Tout le prix de la vie, sa qualité, sa beauté ne doit pas être apprécié à la seule mesure de l'argent.

J'en viens maintenant à la méthode, à notre méthode.

La méthode du Socialisme démocratique est créatrice de droits. Elle fait des antagonismes de classes, de générations, de goûts culturels, de convictions morales ou religieuses, le moteur de la lutte pour le droit. Elle revendique l'indétermination de la démocratie qui, seule, autorise le projet de transformer le système social. C'est pourquoi la visée Socialiste ne peut être voulue que dans une société d'invention démocratique, dans une société ouverte qui accepte une interrogation active et sans fin sur les formes de l'égalité et les normes de la justice. D'où l'importance que nous accordons aux conditions qui permettent l'expression personnelle, la discussion réglée. Ainsi l'éducation, le pluralisme de l'information et des projets culturels dans un espace public de délibération sont les ressorts d'une République moderne et conquérante.

Mes chers camarades, je crois que la Gauche a plus que jamais besoin de mobiliser des acteurs sociaux pour faire vivre son projet. Elle ne peut se satisfaire du dépérissement des médiations politiques et sociales. Aussi doit-elle reconstruire un nouveau mouvement populaire, reconstituer des processus d'identification à de nouveaux groupes, voire à de nouvelles classes.

Nous retenons la logique du contrat et de la loi pour conduire le changement. Cette logique tisse un réseau d'engagements réciproques ; elle déplace le conflit sur le terrain du compromis et de la réforme. Elle définit des garanties et des obligations qui rendent plus lisibles les rapports entre individus et groupes. Dans cette optique, le renforcement du rôle des acteurs collectifs, la rénovation des partis et des syndicats, la pleine reconnaissance de la vie associative et du pluralisme social constituent des exigences démocratiques essentielles et incontournables. Chers camarades, comme vous avez pu l'étudier, la troisième partie du projet dessine les objectifs du Socialisme démocratique à moyen terme et se veut une base commune pour définir nos orientations programmatiques, en vue des prochaines échéances politiques. Nous avons retenu quatre grands objectifs qui tracent le nouvel horizon.

Fondation Jean Jaurès

1) La citoyenneté intégrale, une utopie concrète, que nous plaçons au cœur de notre réflexion sur le ressourcement de la démocratie : mieux représenter, mieux impliquer, rapprocher les citoyens des pouvoirs, rééquilibrer les institutions, enfin élargir le cercle de l'égalité par une grande politique d'intégration et de lutte contre l'exclusion.
2) Le droit à l'activité, une volonté qui structure notre rapport critique avec le capitalisme. L'originalité de notre démarche est de vouloir concilier le développement économique, la protection de l'environnement et la création d'emploi. Nous avons l'intuition d'une société de partage des projets de vie, assurant l'indépendance et la dignité de chacun dans une civilisation du temps liberté.
3) L'espace international que nous voulons solidaire et pacifique dans la perspective à l'horizon lointain, d'une République universelle. L'organisation d'un système de développement mondial, la rénovation de l'OnU, garant de la paix, doivent jeter les bases de ce nouvel ordre international.
4) Enfin, quatrième objectif, au lendemain du sommet de Maastricht, les nouveaux horizons de l'Union Européenne doivent permettre à notre pays de renforcer son influence. La France, acteur de la construction européenne, a des atouts qu'elle met au service d'une conception ambitieuse, démocratique de la construction européenne : une vision économique et sociale à laquelle les Socialistes sont particulièrement attachés, avec une économie mixte, un service public et une protection sociale de qualité, la garantie de la laïcité et enfin une notion d'espace public liée à notre histoire républicaine.

Ces quatre objectifs, ces quatre piliers de notre ambition, sont étayés par une série de propositions réalistes, audacieuses qui illustrent notre volonté de conduire la transformation de la société. A ceux qui critiquent le modérantisme de ces propositions, je conseille une relecture plus attentive, plus responsable.

A nous, chers camarades, de traduire dans nos programmes, au plan national, régional, local, ces propositions. A nous d'organiser de nouvelles rencontres avec les Français pour faire vivre notre démarche. A nous de nourrir un débat permanent dans le Parti et dans le pays par la tenue de rendez-vous fixes, permettant une adaptation et une re-formulation continue de notre projet.

Sortant quelques instants de mon rôle de rapporteur du texte, je souhaite maintenant plaider pour un usage offensif de notre projet.

Chers camarades, ne nous le cachons pas, nous sommes dans une impasse. Le gouvernement et le Président de la République ne bénéficient plus des résultats de leur action. Le Parti Socialiste a perdu confiance dans sa mission. La Gauche ne parvient plus à mobiliser les siens.

Il nous reste quelques mois pour réagir. Pour refuser que la lecture des deux septennats de François Mitterrand soit faite par nos adversaires, pour refuser que notre Partie continue à stériliser son énergie dans un sur place interminable et suicidaire.

Ce Congrès est extraordinaire. Et s'il l'était vraiment ? Pourquoi ne pas effacer

Rennes, donner le signal du rassemblement, transformer la paix armée entre les courants en ardente mobilisation au service de la reconquête ?
(Applaudissements)
Mes chers camarades, vous êtes les garants de la réussite de ce Congrès. Ne laissez pas passer cette occasion, faites entendre l'exigence du sursaut. Bien sûr, beaucoup dépendra de la cohérence du dispositif d'ensemble, mais beaucoup dépend de notre volonté.
Lorsque nous avons commencé à préparer notre projet, le scepticisme prévalait.
Nous avons ouvert le débat avec les intellectuels, avec les animateurs de la vie sociale et économique, et cela a marché.
Nous avons demandé d'aller à la rencontre des Français, nous avons reçu plus de mille contributions, et ça a marché. Nous avons fait le pari du projet et ça a marché.
Maintenant, faisons le pari de la rénovation de nos comportements et de nos structures.
(Applaudissements)
Chers camarades, au terme de dix huit mois de travail, de consultation et de dialogue, j'ai acquis une conviction : le moment est venu d'impliquer directement les citoyens de faire vivre des formes de participation directe afin de ressourcer la démocratie.
Cette conviction elle vaut aussi pour notre Parti. Tout notre travail montre qu'existe un potentiel d'énergie qui ne demande qu'à être mobilisé. C'est le mental qui est malade. Ce sont nos comportements scléroses, notre système ossifié qui démoralisent et paralysent.
(Applaudissements)
Les courants de pensée sont indispensables, c'est une tradition des Socialistes dont nous sommes fiers ; mais ces courants doivent s'incliner devant l'intérêt collectif.
Après l'aggiornamento des idées, il faut faire vivre autrement les Socialistes, dépasser les courants actuels, déverrouiller le système, retrouver la fraternité et donc en finir avec ces comportements, ces cabales suicidaires, ces campagnes délétères, cet immobilisme tactique. Autour d'une majorité efficace, d'une direction soudée, une volonté nouvelle doit être impulsée pour reconquérir l'opinion. J'en appelle à toi, Pierre, qui a tant voulu ce Congrès et ce projet, mais j'en appelle aussi à vous, Michel, Lionel et Laurent ainsi qu'à vous tous, mes camarades. Décrétons la pause des courants, décidons de réformer nos structures en rendant aux militants un choix plus libre de leurs responsables. Demandons à la direction de consacrer tous ses efforts, tout son temps, toute son énergie à ranimer la vie du Parti.
Décidons, dans la logique du projet, de grandes campagnes dans le pays pour combattre la Droite et l'extrême droite et faire connaître nos objectifs nos propositions.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, j'ai souhaité que notre texte ne dise rien sur le Parti. Nous proposons aux Français avec le projet; de faire vivre la démocratie. De

Fondation Jean-Jaurès

reconstituer l'espace public de la délibération et des choix politiques.
Appliquons-nous à nous-mêmes ce nouvel horizon et faisons maintenant le projet d'un parti uni, rénové, capable de rassembler toutes celles et tous ceux qui appartiennent à la Gauche. A vous d'écrire la conclusion de notre projet. A vous de faire triompher le pari de la réussite.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Michel Charzat, que je salue à nouveau en votre nom pour le formidable travail qu'il a fait depuis tant de mois.
(Applaudissements)
Je voudrais maintenant ouvrir la discussion générale sur le projet. Le temps de parole a été réparti équitablement entre les différentes sensibilités. C'est pourquoi j'annoncerai pour chaque orateur le temps qui est prévu pour lui et je demande à chacun de se retenir dans les limites ainsi fixées. Premier orateur André Bellon pour cinq minutes.

André Bellon

Camarades, je pense que c'est parce que Roger Quillot et moi-même avons signé un amendement n°1 que j'interviens en numéro un, je ne vais pas épiloguer longuement sur le sens de cet amendement et sur les résultats qu'il a obtenus : 57% des votants et 80% des exprimés ont été favorables à ce texte et je dirai tout simplement, si vous voulez bien m'écouter, tout d'abord merci.
Avec un résultat aussi net sur un amendement, on pourrait penser qu'il reflète de ci delà quelques ambiguïtés, alors je voudrais les préciser. Tout d'abord, ambiguïté sur le rôle de l'Etat : en effet, le débat sur la démocratie peut se résumer pour certains et je l'ai entendu dire, dans un débat anti-fonctionnaires, anti-administration, un débat relativement facile.
Il peut au contraire être un angle d'approche essentiel pour poser la question du renouveau de l'Etat et si l'amendement a rencontre une sensibilité profonde chez les militants, c'est aussi parce que beaucoup d'entre vous vous sentez l'Etat qui s'éloigne des citoyens contrairement à la tradition républicaine.
Il me semble que deux attitudes extrêmes doivent être combattues en la période actuelle, celle qui consiste à considérer que la technique serait par nature l'ennemi du politique, ensuite, celle beaucoup plus répandue et plus dangereuse, parce que plus opératoire qui consiste à penser que la capacité des techniciens serait d'une nature supérieure à celle de l'expression populaire.
Je voudrais aujourd'hui souligner, comme beaucoup de parlementaires, les risques qui pèsent de ce point de vue sur le bon fonctionnement de nos institutions, par exemple face au débat budgétaire.
Tout d'abord dans notre pays, encore plus en perspective dans le fonctionnement européen communautaire, pourrait-on admettre, comme je l'entends de ci de là, dans le groupe Socialiste, par exemple que le budget national ou le budget communautaire ne soit plus un objet de débat politique, que la science économique maîtrisée par des experts impose des contours et les contraintes de

l'économie plus que le débat des contraintes, que la science économique ne sorte de ce fait du champ du débat.
S'il y a une période, mes camarades, où l'économique et le social doivent être des objets de débat démocratique, c'est bien aujourd'hui, faute de défis, on nous expliquera qu'il n'y a qu'une politique possible ce que personnellement je ne crois pas.
Pour ma part, je crois qu'il existe quelque part des choix, des arbitrages, et sans que personne ne pense à ériger un quelconque laxisme économique d'un projet politique, je pense que ces choix ne doivent pas se régler entre techniciens mais dans le cadre du débat démocratique et donc au sein du peuple, faute de quoi nous risquons de voir le mouvement social hors du champ normal de la démocratie, parfois de façon extrémiste, parfois en se réfugiant dans l'abstention. Qui plus est la technique étant par nature parcellisée, et comme on ne peut pas faire le rapport entre les diverses branches de la technique, sinon dans le débat politique, je crois qu'il convient en termes d'efficacité de revaloriser ce débat politique.
Et où serait enfin la part de l'humain si demain les contraintes jugées comme incontournable devaient l'emporter sur les espoirs ?
Je ne vois pas pour ma part les espoirs comme un simple résidu du débat politique mais comme un élément positif, nécessaire, indispensable de ce débat.
Je pensais de ce point de vue à notre projet et j'écoutais Michel Charzat, il n'a échappé à personne, même si les conditions d'audience sont un peu spéciales, qu'il ne s'agit plus dans ce projet de rupture avec le capitalisme ; dans le même temps il n'échappe non plus à personne que notre acceptation du fonctionnement de l'économie du marché, si elle n'est pas située dans le cadre d'un renouveau, d'une bonne prise en compte du mouvement social, nous situe en dehors de toute une fraction de la société peu ou pas concernée du tout par le libéralisme économique. Et cette fraction du peuple continue à penser peu ou prou en termes de rupture, et si nous n'y répondons pas, elle va dériver soit vers l'extrémisme, soit vers l'intérêt et l'abstention et de ce point de vue, ne nous y trompons pas, la lutte contre le Front National ce n'est pas uniquement une lutte de principe et de moralisation, c'est aussi la capacité de répondre politiquement à une problème qui n'est pas purement moral, même si cela va de soi, mais qui est profondément un problème politique.

Le président - Il te reste une minute.

André Bellon - Nous sommes, par notre tradition, porteurs d'une aspiration de ces catégories. La bonne gestion ne doit pas être l'acceptation de leur mise à l'écart, en ce sens la critique de la technocratie conçue non pas comme la critique de ceux qui maîtrisent la technique, mais comme la critique de ceux pour qui il n'existe qu'une vérité, qu'une politique, nous paraissait à Roger Quillot et à moi-même, au cœur même de notre débat et de notre projet. Ceux qui maîtrisent la technique n'ont pas à l'imposer comme une vérité divine, mais à la soumettre au débat, et à la politiser.

Je pourrais parler de la question du nucléaire où s'affrontent les techniciens sûrs de la pérennité de leurs valeurs, et de l'autre des écologistes sûrs de leur opposition. Ne résumons pas le problème à l'affrontement, de cela nous sommes l'élément du débat. De tous temps, le bon fonctionnement de la démocratie a eu besoin par ailleurs de couches moyennes intermédiaires, je crois que les techniciens pourraient parfaitement jouer ce rôle.
J'en termine en disant que j'avais l'impression, la volonté après cette brève prestation, d'avoir non pas critiqué l'Etat et ses agents, mais au contraire chercher les voies de leur revalorisation. La tradition française de l'Etat est effectivement pas obligatoirement la tradition de notre pays, l'Etat français en France a une tradition républicaine, l'Etat en Allemagne est plus fonctionnel. Dans notre pays aujourd'hui, et plus globalement dans la recherche européenne, ce terme sera particulièrement au cœur de tout débat politique, revaloriser la démocratie mes camarades, c'est mettre la technique au service de la République.
(Applaudissements)

Le président - Merci André Bellon.
La parole est maintenant Gérard Lindeperg pour quinze minutes, ce sera ensuite Jean Poperen pour dix minutes.
Je renouvelle mon appel à tous de cesser les conversations particulières, il y a un brouhaha extrêmement désagréable.

Gérard Lindeperg

Chers camarades, cette salle, je crois, est vraiment très difficile.
Notre projet décrit parfaitement les grandes mutations de la société française qui viennent de nous être rappelées par Michel Charzat. Je veux à mon tour en remercier les rédacteurs et au-delà tous ceux qui ont contribué à nourrir nos analyses. Les transformations de l'économie, de la société, et des mentalités, ont bien entendu des conséquences sur le rapport que les citoyens entretiennent avec la politique, et conduisent à un véritable bouleversement de notre paysage idéologique.
C'est ce point que je voudrais développer, en consacrant mon intervention à un seul thème, celui qui me paraît être l'événement politique le plus important, et le plus lourd de menace, de ces dernières années. Je veux parler de la poussée de l'extrême droite. Et je voudrais le faire en essayant d'y mettre toute la force de ma détermination, à combattre les idées du Front National.
La politique est parfois assimilée à une espèce de spectacle, car elle a ses rituels, ses jeux, ses codes, et ses exercices formels, auxquels on se livre selon les circonstances par habitude, par amusement, ou par lassitude.
Mais il est des causes politiques, où l'on ne se sent pleinement engagé tant sur le plan intellectuel, culturel, qu'affectif et je dirai même physique.
Le combat contre le national populisme et tous les avatars du nazisme, fait partie de ces causes qui nous mobilisent tout entier, car il touche à nos racines les plus

Collection Jean-Jaurès

profondes, et les plus intimes, menace nos valeurs les plus fortes, et met en cause tous les fondements sur lesquels repose notre identité.
Mes camarades, nous devons être très clairs, parce que la poussée de l'extrême droite n'est pas un phénomène banal, elle ne doit pas être banalisée, parce que le Front National représente un mal absolu, il doit être combattu absolument, et nous devons répondre aujourd'hui à trois grandes questions.
Quelle analyse faisons-nous du phénomène ? Où situons-nous les responsabilités ? Et troisième question : quels moyens voulons-nous nous donner pour combattre le Front National ?
La première percée électorale du Front National en 1983-1984 a trop souvent entraîné la différence, pour certains il était prévisible que l'extrême droite française jusqu'ici anesthésiée par le souvenir de sa participation à la collaboration et au régime de Vichy redresse un jour la tête, brise les tabous et reprennent la place qui avait été la sienne avant la guerre.
Puis la montée en puissance dans les années 1985-1988 a suscité une légitime inquiétude qui malheureusement a donné raison à ceux qui avaient tiré la sonnette d'alarme dès le début des années 80. Certes la poussée électorale du Front National, ses déclarations antisémites et ses méthodes de plus en plus provocatrices, ont suscité de la part de larges secteurs de l'opinion des réactions d'indignation massive à plusieurs occasions. Mais reconnaissons-le, le discours humaniste et les protestations antiracistes n'ont pas suffi à circonscrire un mouvement qui a progressivement réussi à fidéliser un électorat dans toutes les couches de la population et tout particulièrement dans les quartiers populaire.
Où en sommes-nous aujourd'hui ?
Un récent sondage permet de mesurer les dégâts provoqués par les thèmes véhiculés par le Front National, depuis une dizaine d'années, et fait apparaître que la société française commence à être gravement contaminée, parce que la pénétration des idées d'extrême droite va très au-delà de son actuel électorat, elle permet de comprendre pourquoi aujourd'hui le Front National dispose d'une véritable armée de réserves électorales. Il est donc plus que jamais indispensable que chacun mesure toute l'ampleur du mal, et que nous affinions notre diagnostic afin de mieux définir notre stratégie. Nous l'avons dit souvent, la Droite porte une lourde responsabilité dans la mesure où elle a contribué à banaliser des thèmes qui depuis la libération étaient tenus à l'écart de l'espace républicain. En reprenant certains de ces thèmes, en développant certaines de ces idées, en employant délibérément des mots qui débrident les fantasmes et les pulsions racistes, un ancien Président de la République et son ancien Premier Ministre, ont apporté une caution dont on peut mesurer tous les ravages.
En courant après le Front National, ils respectabilisent Le Pen, et légitiment ses thèses, mais ils courent à leur perte car l'électeur déboussolé préférera toujours l'original à la copie.
Ainsi sous prétexte de récupérer une partie de son électorat, la Droite renforce le Front National, et on a récemment souligné après les dernières élections en Belgique que la montée de l'extrême droite était un phénomène européen, certains y ont trouvé une espèce de soulagement, de lâche soulagement, car la

généralisation des phénomènes à l'Europe évitait aux Français de s'interroger sur leur propre responsabilité. Il nous faut, au contraire, y regarder de plus près, et souligner le cas français.
Mes camarades, nous sommes malheureusement le seul pays d'Europe où la Droite se pose la question de savoir si elle doit ou non s'allier avec un parti national populiste fascisant pour diriger le pays. Nous sommes malheureusement le seul pays d'Europe où les limites entre la Droite et l'extrême droite sont aussi floues, les connivences aussi nombreuses, les filiations aussi anciennes et les relations aussi intimes. Nous sommes malheureusement le seul pays d'Europe où des régions sont gérées avec les alliances clairement affichées qui ont contribué à faciliter la contamination de la société française. Une telle contamination a été rendue possible en raison des bouleversements du monde et des mutations de la société qui ont broyé les références traditionnelles. Un vieux membre disparaît, et des idéologies s'effondrent alors que le monde nouveau n'a pas encore trouvé son équilibre et que les repères du siècle qui s'ouvre sont encore incertains.
L'immigration et l'insécurité demeurent l'essentiel d'un fonds de commerce que le Front National exploite en attisant toutes les formes de peur, depuis 1981 la Gauche confrontée à l'exercice difficile du pouvoir, est au prise avec des contraintes de toutes natures, a cessé de faire rêver, les solutions miracles, simplistes, soulagent parfois, et donc l'illusion que toutes les difficultés sont surmontées, lorsque le dernier immigré aura quitté le sol national.
Le Front National a su s'engouffrer dans le terrain que nous avons souvent abandonné dans les quartiers populaires, et prospérer sur ce terrain grâce à une stratégie concertée de pénétration de la société, à travers l'infiltration des structures et associations existantes, et la création de multiples réseaux, souvent communs à la Droite et à l'extrême droite. Aujourd'hui, nous pouvons dire que toutes les couches de la société sont touchées, y compris les milieux intellectuels la haute administration, les syndicats professionnels, voire certains syndicats de salariés que les militants du Front National ont consigne d'infiltrer. Il s'agit d'un véritable mitage de la société, soutenu par une multitude de refus, et entretenu par un militantisme actif et bien organisé.
Mais au-delà de ces considérations, nous devons trouver les moyens de concrétiser les grandes orientations de notre projet afin de redonner de l'espoir à cette partie de l'électorat en proie à la désespérance. Les arguments ne manquent pas, et vous les trouverez dans les brochures, dans le secrétariat à la formation, qui ont été mises sur vos tables. Vous trouverez dans une troisième brochure, qui sera publiée en janvier, une stratégie de communication politique et la présentation d'expériences à l'initiative de militantes Socialistes. Je pense par exemple à ce qui a été fait dans le cadre de "Marseille Fraternité", de "Villeurbane contre Le Pen" et à toutes les initiatives développées autour du mouvement "Le manifeste" animé par contre camarade Cambadélis.
Toutes ces actions individuelles ou collectives à l'initiative d'associations, ou de militants, doivent être soutenues par l'ensemble des Socialistes, et nous serons présents dans les manifestations chaque fois que les bases politiques de

rassemblement seront claires, et que les moyens utilisés contribueront efficacement à affaiblir le Front National et à la progression des idées d'extrême droite.
Mes camarades, je voudrais insister sur ce point, le Parti doit être également présent en tant que tel, et ne doit pas déléguer à d'autres, fussent-ils proches de nous les responsabilités politiques qu'il lui appartient d'assumer en propre.
(Applaudissements)
Faute de quoi, nous risquerions d'accréditer l'idée que le Parti Socialiste ne s'engage pas pleinement dans ce combat et d'alimenter les mauvais procès qui nous sont parfois faits ici ou là.
Les Socialistes n'ont pas cessé de se dresser contre le Front National, mais nous devons le faire aujourd'hui avec plus de force, plus de détermination, plus de constance, et également nous interroger sur l'efficacité de certaines de nos actions. Le Bureau exécutif m'a donné le mandat d'animer un groupe de travail sur cette question et de faire des propositions d'actions précises.
Hier, j'ai présenté ces propositions au Secrétariat national qui a consacré l'essentiel de ses travaux. Je me réjouis de ce débat d'hier matin et de ses conclusions, qui seront présentées dans le détail et mises en œuvre dès le mois prochain.
Mes camarades, nous n'avons plus le droit de nous tromper, le rappel des grands principes et les références historiques sont toujours nécessaires, mais reconnaissons qu'elles ont peu de prise dans les quartiers populaires. Cessons de nous laisser piéger sur des terrains choisis par Le Pen, et sachons poser les vraies questions, en déplaçant le débat de l'immigration aux questions économiques et sociales, parlons logement social, SMIG, IVG, sécurité sociale, droit du travail, éducation, et montrons aux électeurs potentiels du Front National qu'ils seraient les premières victimes d'une politique de régression sociale sans précédent dans notre histoire.
Et aussi, soyons clairs sur certaines questions sensibles, lorsque nous parlons des droits des étrangers, n'oublions jamais les devoirs, lorsque nous parlons du respect des différences, prenons garde de ne pas les exalter, si nous devons dénoncer tous les actes de racisme, prenons garde de ne pas transformer en crimes racistes toutes les agressions de droit commun auxquelles sont mêlées des personnes d'origine étrangère.
Si nous devons prendre toutes les initiatives pour associer davantage les populations d'origine étrangère, à la vie de leur quartier, évitons de polariser prématurément et imprudemment les conflits autour du droit de vote des immigrés.
Mes camarades, ce droit de vote des immigrés, nous en parlons depuis dix ans. Sans jamais le réaliser. Alors cessons de parler de ce que l'on ne peut pas faire, ou de ce que l'on ne veut pas faire. Cessons d'alimenter ce débat stérile et sans passions qui, au bout du compte, alimente le fond de commerce du Front National.
Je reste convaincu que ça n'est pas cette question qui préoccupe au premier chef les populations d'origine étrangère, et en tout cas, qu'elle est très mineure par

rapport à l'emploi, au logement et à l'éducation. Je reste convaincu qu'une citoyenneté à deux vitesses n'est pas le meilleur facteur d'intégration, qu'il vaut mieux accélérer les procédures de naturalisation pour en faire des citoyens de plein droit.
Faute d'être suffisamment clairs sur toutes ces questions, nous risquons d'alimenter toutes les frustrations et toutes les suspicions. Cette volonté de clarté doit également s'exprimer sur le terrain politique. Partout où cela est possible, nous devons agir sans exclusive, avec tous ceux qui veulent protéger le champ démocratique en établissant une éthique contre les idées d'exclusion et les pratiques fascisantes. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faille dissoudre notre identité dans un front républicain, qui sous prétexte de lutter contre l'extrême droite, laisserait occupé tout l'espace de droite par le Front National et offrirait un boulevard à Le Pen.
L'affrontement Gauche/Droite n'a rien perdu de sa pertinence. Il doit continuer à structurer nos débats et à muscler notre vie démocratique. N'oublions pas que moins nous aurons de députés du Front National, à l'Assemblée, et mieux la démocratie se portera.
(Applaudissements)
Parce que les Socialistes ont placé les libertés et les Droits de l'homme au cœur de leur engagement et c'est pour cela qu'ils doivent être les meilleurs adversaires du Front National.
Fort de leur projet, et des perspectives qu'ils offrent à la France et aux Français, ils doivent savoir rassembler tous ceux qui veulent poursuivre les réformes pour rendre notre projet plus solidaire. Pour conclure, je voudrais citer l'un de nos amis travaillistes, ministre du cabinet fantôme, Roy Hattersley qui déclarait à Londres le 6 décembre à l'occasion de la venue du chef du Front National - je le cite - : "les opinions de Monsieur Le Pen sont répugnantes pour tous les gens qui ont les idées saines. Sa présence, ici, à Londres, est un affront pour la population asiatique et noire de Grande-Bretagne. Plus tôt il partira, mieux cela vaudra".
Eh bien, mes chers camarades, à nous d'agir pour que M. Le Pen ne fasse plus honte à la France.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Gérard Lindeperg.
La parole est maintenant à Jean Poperen pour 20 minutes et ensuite à Laurent Fabius.

Jean Poperen

Chers camarades, et donc avec un peu d'avance sur l'horaire prévu de mon intervention, je voudrais dire à mon tour que notre sentiment est que nous avons un bon projet. Et, à mon tour, je voudrais rendre hommage au travail fait sous l'impulsion de Michel Charzat pour parvenir aujourd'hui à ce résultat. Il fallait cette réactivation idéologique. Il fallait ce projet, adopté maintenant à une large majorité malheureusement pas massive, puisque, signe des temps, un grand

nombre de militants n'a pas participé... mais il reste une large majorité.
Cependant, nous le savons, nous ne gagnerons pas seulement les batailles qui viennent, qui s'annoncent avec un projet, même s'il le fallait... et nous le savons aussi, le climat - cela a déjà été dit - n'en rajoutons pas, mais partons du constat des faits, le climat n'est pas bon. Il ne l'est guère souvent dans notre Parti. Il ne l'est guère dans le pays. Je pense pourtant qu'il faut essayer de s'interroger sur les raisons pour lesquelles il y a ce malaise... il me semble que dans l'inquiétude que nous ressentons, il y a d'abord - et je ne peux l'évoquer que très brièvement, mais c'est tout de même le cadre dans lequel se situe notre délibération d'aujourd'hui - il y a cette inquiétude diffuse, rampante, insidieuse qui naît de l'incertitude de l'avenir.
Depuis que le monde figé paraissait assuré, carré, des deux blocs face à face, depuis que ce monde vient d'être bousculé par la tornade que nous avons vécu ces dernières années, et surtout ces derniers mois... et du coup, nous mesurons tous, et je pense que de notre part, aux uns et aux autres, cela ne peut pas être une simple salutation de principe, de bienséance, et du coup, l'événement qui vient de se produire à Maastricht, prend tout son poids, tout son sens, parce qu'il est clair d'abord que grâce à cette avancée, oui, pour une fois le mot peut être employé, donc cette avancée décisive, l'anomalie dont nous nous demandions au moment de l'unité, si elle n'allait pas dériver vers l'est... L'Allemagne me paraît... je reste prudent naturellement encore, mais l'Allemagne me paraît solidement amarrée à l'Europe. C'est là un fait considérable pour aujourd'hui et pour demain.
(Applaudissements)
Mais nous sentons bien au-delà justement de ce pays, et c'est là que toutes les incertitudes, toutes les menaces, tous les risques de jour en jour, presque d'heure en heure, paraissent se préciser... car s'il est bon d'avoir amarré l'Allemagne à cette Europe, je crois naturellement - c'est pour nous tous une très grande question - la meilleure parade à ces risques, à ces menaces d'aventure, dont nous savons que si elles étaient d'aventure internes à l'ancien empire soviétique, elles pourraient dégénérer en bien autre chose, et en véritable cataclysme, l'une des garanties, l'une des parades c'est que nous ouvrions, dès que possible - cela ne peut pas se faire d'un coup, sur le moment, et sur simple injonction, dès que possible donc - les structures politiques communes, politiques d'abord et autre chose ensuite, à cet ensemble qui est en train de se constituer à l'est de l'Europe.
Oui l'idée sur laquelle on a parfois ironisé, mes chers camarades, je dirai pas seulement dans les rangs de la Droite, l'idée sur laquelle on a parfois ironisé d'une confédération européenne, elle prend toute sa valeur maintenant quelles que soient les difficultés, quelles que soient les péripéties.
C'est la direction, dès maintenant, nous le sentons bien, vers laquelle il nous faut aller.
Mais la condition, c'est que l'Europe soit plus forte, plus cohérente, et vous avez, comme moi, saisi combien parmi les résultats acquis, lors du récent sommet, l'un des points qui restait encore fragile, incertain, pour ne pas dire plus, marquerait une avancée réelle dans les textes : c'est cette fameuse Europe

sociale... eh bien, mes chers camarades, sur cette question, donc, sur d'autres, permettez-moi de vous dire que mon obstination ne se décourage pas.
Il me semble que l'un des tâches que nous devrions nous fixer, c'est de faire tout ce qui dépend de nous, Parti Socialiste de France, pour organiser l'action commune du monde du travail, de l'ouest européen, de ces organisations politiques et syndicales, pour peser dans la réalisation de l'Europe sociale.
Il est bon qu'il y ait un pas important à Bruxelles, mais pas un de nous, ici, n'imagine que l'Europe sociale se fera seulement à Bruxelles, bien sûr il faut la faire avancer, là aussi, et tant mieux si le sommet enfin a fait bouger un peu les choses, mais il y faut les forces elles-mêmes de ce monde du travail… c'était mon expression mais on peut en prendre une autre... pour aller vers ce contrat social qui devra être européen, puisque nous serons soumis à un certain nombre de contraintes y compris économiques, qui seront désormais trans-hexagonales et qui seront européennes.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, ayant dit cela, vous sentez bien, je pense, un certain nombre le pressentent, que nous voilà ramenés à l'hexagone parce qu'elle est, me semble-t-il l'autre cause de ce malaise diffus que j'ai appelé "rampant" de la société française.
L'incertitude sur le monde, soit... mais aussi parmi ceux-ci nombreux, oui là j'emploierai encore l'expression... elle est commode, elle dit bien ce qu'elle veut dire... du monde du travail qui considère qu'en fin de compte, après tout, au bout d'une dizaine d'années, le compte n'y est pas... allons, dans un grand élan de générosité verbale, je veux dire "le compte n'y est pas tout à fait".
Mes chers camarades, nous sommes au cœur de notre interrogation. Je ne me plaindrai pas qu'on n'y ait pas apporté des réponses plus tôt. Je vous le dis devant ce Congrès et au moment où on commence les travaux. Le temps presse. Nous avons en 1983... (applaudissements)... pris le tournant économique qu'il fallait prendre. J'ai eu l'occasion de dire souvent que, pour ma part, je l'avais assumé. Je l'assume toujours... au moment où le gouvernement de Pierre Mauroy a décidé ce qu'il fallait décider. Mais je le répète, avec quelque gravité, avec quelque inquiétude, à nous voir traîner les pieds, je dis que nous n'avons pas su définir la stratégie sociale qu'impliquait ce tournant économique.
(Applaudissements)
Le jugement est sévère. J'espère qu'il sera seulement sévère... ce mouvement que nous sentons monter, que nous craignons de voir s'affirmer dans quelques semaines au fond des urnes. Il est avant tout le reproche plus ou moins clair dans les termes, naturellement, plus ou moins formulé, mais le reproche que nous ayons préféré tous, il n'est fait de procès à personne mais il est temps d'en tirer les conséquences, à savoir que nous ayons préféré la non-stratégie sociale, le pragmatisme. Le coup par coup, la réplique au jour le jour... Bref, une attitude sociale défensive et qui, naturellement, aujourd'hui, amène les jugements que j'ai évoqués parfois injustes, parce que du coup certains se laissent emporter et parce que n'avons pas tout fait ce qu'ils attendaient. Rien n'a été fait, ce qui est injuste et inexact... sachons bien que leur jugement global est fondé sur ce

regret, sur ce reproche.
Cela explique l'éloignement de ceux là qui nous avaient fait confiance, qui nous ont porté à la responsabilité des affaires, qui, pour la plupart, d'entre eux, bien que déjà certains s'étaient éloignés irrémédiablement, nous y ont ramenés en 1988...
Cela explique aussi, me semble-t-il ce qui se passe du côté du Front National.
Je viens d'entendre avec grand intérêt, comme à chaque fois qu'il s'exprime, la très pertinente analyse de Gérard Lindeperg. Mais le fond de l'affaire à mon avis, il est là. C'est parce que la cohésion sociale est ébranlée, parce que l'équilibre social est en train de se rompre, que des forces populaires importantes basculent vers le nihilisme abstentionniste, populiste de droite... Nous ne combattrons pas le Front National simplement avec des déclarations d'intention, de principe sur les Droits de l'homme.
(Applaudissements)
Il faut le faire mais cela ne saurait suffire. Parce que dénoncer ceux qui veulent écarter les exclus, mais le dire à ceux qui ont le sentiment qu'ils sont exclus de cette société, par leur propre difficulté quotidienne, par ceux là qui n'ont pas de travail, ceux qui ne savent pas quel sera le lendemain de leurs enfants, par ceux là qui vivent dans des quartiers non rénovés, parce qu'ils ne peuvent pas vivre ailleurs... ceux-là se sentent exclus.
Si vous prononcez seulement des rapports de condamnation politique à l'égard du Front National et si d'autre part vous dites "cette formation est exclue du jeu politique normal de la démocratie" alors vous risquez de l'identifier davantage à tous ces exclus et qui s'y retrouvent plus encore.
Croyez-moi, il est tout à fait urgent que nous donnions la seule réponse qui en même temps peut leur montrer le combat qu'il faut mener. J'approuve ce qu'a dit Gérard Lindeperg contre cette agression fantastique sans précédent contre, chez nous, les Droits de l'homme, et en même temps, nous devons apporter la réponse d'une nouvelle donne sociale, d'une nouvelle stratégie sociale.
Cela veut dire que le Parti Socialiste, que la Gauche se retrouve. J'ai lu une déclaration intéressante de l'un d'entre nous, et non des moindres, qui me paraît, comme on dit, aujourd'hui, interpeller.
Michel Rocard disait hier ou avant-hier : la tâche du moment, c'est de réconcilier les Français.
Quoi ? Seraient-ils donc en guerre entre eux ? Est-ce vraiment le problème de la société française d'aujourd'hui ? Et par rapport à ceux que je viens d'évoquer, qui se sentent les exclus de la société ?
La vérité, mes chers camarades, c'est que la tâche du moment, c'est de réconcilier d'abord la Gauche et ce que nous appelions, et qui l'est toujours, le peuple de Gauche avec lui-même.
(Applaudissements)
Cela veut dire ne pas se laisser aller à nouveau aux délices de je ne sais quel consensus mou qui nous a déjà coûté si cher. Affirmer sur notre stratégie sociale ce que nous sommes, et l'affirmer avec la volonté de rassembler.
Naturellement, ici tout le monde est pour le rassemblement. Mais là encore, mes

Fondation Jean Jaurès

chers camarades, quels moyens en aurons-nous ?
Dès le mois d'août, et après la grande tornade que nous avions subie quelques jours avant, j'ai dit pour ma part : la page de ce Parti Socialiste d'Epinay, construit pour l'alliance de deux grandes formations de force égale, cette page, elle est en train de se tourner. Il faut dès maintenant prévoir la grande structure de rassemblement qui recueillera toutes ces diasporas éparses autour de nous et dont nous devons, puisque nous sommes la force prépondérante, prendre l'initiative.
Alors comme il arrive souvent quand on lâche une idée un peu nouvelle, on ne l'a pas bien comprise, ou on a fait semblant de ne pas bien la comprendre. D'aucuns ont dit : Poperen demande la dissolution du PS. Je voudrais tordre le cou à cette légende et à ce que je considère un peu, permettez-moi le mot, comme une "canaillerie".
Non, le PS non seulement ne doit pas être en voie de dissolution, mais il doit être la force d'initiative pour ce rassemblement.
Mais ce qui est vrai, et je le répète devant vous, mes chers camarades, c'est que si nous réussissons à regrouper autour de nous toutes ces forces éparses, le moment viendra où cette structure dans laquelle nous vivons depuis vingt ans sera dépassée et devra être remplacée par autre chose.
(Applaudissements)
Et ce moment est arrivé ou est proche.
Je salue notre camarade Michel Rocard, qui a entendu à l'instant que je parlais de lui !
(Applaudissements)
Je pense, président, que tu as décompté le temps ?
Merci !
(Applaudissements)
Avec Michel Rocard, on arrive très bien à s'entendre, en tous cas sur ces questions, mais même sur d'autres.
Donc c'est cela, je pense, qu'il faut faire. Vous savez, en politique, il faut gérer le moment que nous vivons. Mais il faut regarder un peu au-delà, voir les perspectives.
La perspective, c'est que dans les années à venir nous devrons peu à peu autour de nous créer les conditions de structure, de rassemblement, et nous en avons les moyens.
Alors bien sûr, cela implique, cela a été dit et cela va l'être pendant deux jours, je suis tout à fait rassuré sur ce point, cela implique que notre unité soit retrouvée. Il parait qu'elle était menacée ! Je n'entends et je ne lis que des bonnes intentions à cet égard.
Moi j'ai eu l'occasion de dire ces jours ci : il vaut mieux que la guerre des Trois s'arrête. Mais à coup sûr, le Club des Trois, mes chers camarades, ce n'est pas la réponse suffisante, s'il n'y a pas une perspective politique, des décisions d'action, la volonté de passer entre nous ce que j'appellerai un pacte d'initiative et d'action pour donner à ce Parti une stratégie sociale, pour lui donner une volonté de rassemblement, au-delà de ce qu'il est. Je pense que bien des

Fondation Jean-Jaurès

initiatives sont prises en ce moment. Si je regarde la presse du week-end dernier, ici ou là on se rencontre, on parle, on échafaude, on se regroupe. Mais c'est cela qu'il faut ! C'est comme cela que la Gauche va se recréer.
Pour ma part, vous le savez, vous l'aurez observé sans doute, je suis pour soutenir toutes ces initiatives diverses dans la grande constellation de la Gauche, dans son sens le plus large, que j'ai appelé parti du mouvement, donc parti de la réforme, donc parti du progrès. C'est tout cela, la Gauche nouvelle telle qu'elle est maintenant, après les grands chambardements politiques, idéologiques que nous avons vécus. C'est cela qu'il faut réussir à mettre ensemble.
Je souhaite que dès ce Congrès, ce qu'on n'a pas fait jusque là, ce qu'on n'a pas fait à la convention d'octobre, ou du moins on ne l'a fait que dans des déclarations d'intention, on le décide. Sinon... mon propos n'a rien de menaçant, c'est un avertissement calme, réfléchi, mais un peu inquiet, sinon il pourrait être un peu tard. Nous avons déjà perdu beaucoup de temps, et c'est pourquoi beaucoup se sont écartés, distancés, éloignés de nous.
Ou bien nous prenons les décisions dès maintenant, ou bien plus encore dans quelques semaines, quelles que soient les combinaisons de couloirs, les arrangements, les révolutions de palais dont je lis les échos réels ou supposés dans toutes les gazettes, ou bien nous nous enfoncerons dans le manque de confiance, dans une espèce de fatalité d'échec, dans ce que Billardon évoquait tout à l'heure. Cela nous fera du bien de faire une cure d'opposition...
Mes chers camarades, je voudrais dire à ceux qui se laissent aller à cette facilité d'un moment, on sait quand on entre dans les cures d'opposition, on ne sait jamais quand on en sort, et surtout on ne sait jamais comment !
(Applaudissements)
C'est très bien de m'applaudir, naturellement cela fait toujours plaisir. Mais je voudrais surtout, au-delà d'un mouvement oratoire qui a peut-être été un peu réussi, que vous applaudissiez mes propositions, le pacte d'initiative et d'action des Socialistes au sortir de ce Congrès, et pas seulement la satisfaction que des gens qui se sont retirés il y a deux ans nous disent qu'aujourd'hui ils sont d'accord pour un soir ou pour quelques jours. Car c'est cela le véritable sujet, mes chers camarades !
(Applaudissements)
Mais de toutes façons, parce que les temps sont ainsi, parce que les vieilles frontières sont en train, dans nos formations politiques comme dans les états à l'est de l'Europe, d'être bousculées, tout cela bientôt ne voudra plus dire grand chose. Je suis de ceux, vous l'aurez sans doute observé, en lisant là aussi telle ou telle gazette, qui ont entrepris de réunir tous ceux qui le veulent, entrepris de réussir ce qui n'était pas facile avant, tant que pesait le dogmatisme stalinien sur l'idéologie, sur l'intelligentsia française, réunir pour une œuvre créatrice tant d'intellectuels, d'hommes de pensée, d'hommes de réflexion, de philosophes, d'historiens, d'économistes avec les politiques, pour que les intellectuels ne soient pas seulement, comme ils l'étaient dans la panoplie stalinienne, des compagnons de route, les accompagnateurs des décisions politiques, mais bien qu'ils créent la politique, qu'ils créent la volonté ensemble et qu'ils ouvrent la

perspective.
Nous avons besoin de tout cela. J'y travaille avec d'autres. J'ai dit, et c'est vrai pour tout le monde : il nous faut à Gauche ce que la Droite a su construire avec le Club de l'Horloge, c'est-à-dire un centre de pensée, d'élaboration, qui soit en même temps le champ d'initiation de nos initiatives politiques.
Mes chers camarades, le champ est vaste. En effet, à ceux qui disent "je ne suis pas morose", je réponds "et moi non plus". Mais le problème, c'est tous ceux qui autour de nous le sont, et qu'il faut remettre dans la confiance, dans l'action politique, dans la volonté de ne pas laisser gagner une Droite dont je voudrais dire avant de quitter cette tribune que si par malheur elle revenait - mais je crois, pas par pétition de principe, pas par optimisme de commande et de tribune, qu'on peut l'en empêcher - elle ne serait pas tout à fait, et même pas du tout la Droite d'avant parce qu'elle gouvernerait de toutes façons avec sur la nuque la menace constante du pistolet du Front National. Elle serait en réalité soumise politiquement et idéologiquement au Front National. C'est cela qui est devant nous, c'est l'alternative.
Nous pouvons ouvrir l'autre voie, faisons-le, mais faisons-le ce week-end, mes chers camarades !
(Applaudissements)

Le président - Merci, Jean Poperen. Je donne maintenant la parole à Laurent Fabius.

Laurent Fabius

Chers amis, chers camarades, le maître dit : ne raisonnez pas, obéissez. Le financier dit : ne raisonnez pas, payez. Le prêtre dit : ne raisonnez pas, croyez. Et moi je dis : ayez le courage de penser.
Ce sont ces mots du philosophe allemand Kant auxquels je songeais ces jours lorsque réfléchissant à notre rencontre, je constatais comme vous la formidable coïncidence : dans une même semaine, l'URSS disparaît, l'Europe naît pour la deuxième fois, et c'est le moment précis que nous avons choisi pour décider notre projet politique à dix ans.
Difficile, et même très difficile, mais d'autant plus urgent. Notre monde de bruits et de rumeurs a plus que jamais besoin de sens. La politique devrait aider à indiquer ce sens, contribuant à son tour peut-être à dissiper ce que j'appellerai la neurasthénie française.
Lorsque j'ai adhéré au Parti Socialiste, il y a maintenant un peu plus de 17 ans, nos idées étaient claires, nous voulions changer en profondeur la société. Nous avions à l'époque trois mots d'ordre : nationalisation, planification, autogestion. Notre petit livre rouge, c'était le programme commun, nos stratégies, c'était l'union de la Gauche, nos alliés les Communistes. Avec, pour couronner le tout, notre ambition et notre espoir, François Mitterrand président.
Une partie essentielle de notre démarche a réussi et nous pouvons en être fiers. La Gauche pour la première fois gouverne, elle transforme, elle gère dans la

Collection Jean Poperen

durée. François Mitterrand marque l'histoire. Mais en chemin, un peu comme ces navires qui brisent leurs étais au moment précis où ils se lancent dans la mer, voici que certains de nos concepts originels sont dépassés, le Communisme est mort, l'avenir n'a plus de lecture simple, il faut repenser notre projet, notre instrument, et même notre stratégie;

Qu'est-ce que la Gauche, à la fin du 20ème siècle ? Qu'est-ce que nous proposons pour la France ? Qu'est-ce que nous avons à dire en particulier aux jeunes qui ne savent pas quel engagement choisir, et qui se demandent même souvent si cela vaut encore la peine de choisir ? C'est cela, me semble-t-il, et rien d'autre, l'objet de notre Congrès, et à c'est à cela, le discours de la rénovation, que je veux consacrer maintenant mon propos.

Au cours des mois passés, un travail de réflexion souvent très remarquable a été fait, et il faut en féliciter en particulier Michel Charzat. L'histoire de la Gauche a été passée au laser, la situation internationale et nationale aussi. Chaque militant, en tous cas beaucoup de militants, a approfondi son regard.

Au sud, des pays et même des continents qui se trouvent à la dérive, avec des avancées de la démocratie qui le disputent à la pauvreté, à la maladie, à la drogue, à la surpopulation et au désert. A l'est, c'est le chaos, la famine dans beaucoup de cas, des menaces de guerre civile, mais désormais aussi la démocratie. A l'ouest, le flot de chômeurs recommence malheureusement à monter. La Droite se radicalise, l'extrême droite a le vent en poupe, la vie civique est malade, sous le regard actif de la télévision.

Partout, où se tournent nos regards, le développement des techniques apporte à la fois la perspective de grands progrès et en même temps les risques les plus graves.

Par rapport à la Gauche traditionnelle, puisque maintenant le constat de la mort du Communisme a été dressé, il me semble que deux notations majeures sont en train de s'affirmer. L'une s'appelle l'impératif écologique et l'autre le choix européen. Ce choix européen, mes camarades, pour nous il est ancien, mais il va acquérir dans les temps qui viennent une force que ni vous ni moi n'imaginons.

Vu de l'histoire, je suis convaincu que ce sera le grand acquis des septennats Mitterrand. La conférence de Maastricht va déboucher sur un nouveau traité de Rome. Dans peu d'années, une seule monnaie, une politique étrangère et de défense commune, une citoyenneté européenne. L'Europe va s'élargir progressivement à de nouveaux pays, sa politique va rejoindre sa géographie. Tout engagement national aura désormais une résonance européenne, et 80 ans après Jaurès, le Socialisme dans ses analyses, dans son programme, dans ses instances, deviendra nécessairement européen.

Mais cette évolution ne va pas s'accomplir sans secousses. Nous savons que la société française se cabrera, pour une partie d'elle-même, nous savons que l'identité nationale légitimement se défendra. Nous savons que les intérêt de chaque pays s'entrechoqueront ; que l'Union Européenne nouvelle servira de bouc émissaire à nos propres faiblesses. Nous savons que l'Europe à construire enfin n'empruntera pas spontanément les lignes de position de la Gauche, mais en dépit de toutes ces difficultés, je suis convaincu comme vous que c'est tout

Fondation Jean-Jaurès

de même la route à suivre, car regardons autour de nous : les pays post-Communistes implosent, la surpopulation ravage le sud exaspérant fanatisme et intégrisme, le Japon est en train de dicter sa loi économique, les Etats-Unis leur puissance militaire et nous, Européens et Français, il nous faut la dimension et l'horizon et l'ambition. C'est l'Europe qui est seule à la bonne taille et qui peut le mieux assurer la contagion de la démocratie et de la paix.
Au-delà de l'Europe, c'est la vieille antienne de la Société des Nations qui revient plus actuelle que jamais : arbitrage, sécurité collective, désarmement, lutter contre la dissémination nucléaire qui est en train, au moment où nous parlons, de gagner tragiquement du terrain, lutter contre la corruption international et son agent qui s'appelle la drogue, lutter contre la pollution, lutter contre l'exploitation commerciale des manipulations génétiques. Le Socialisme est condamné à rencontrer sa vocation internationale et notre formation politique, à long terme, dans ses instances et dans ses pratiques, sera beaucoup plus qu'on ne l'imagine, marquée par notre choix européen.
Quant à l'impératif écologique lui, il s'impose peu à peu, à mesure que s'accumulent les catastrophes et les nuisances. Contrairement à ce qu'on entend dire parfois, y compris dans nos rangs, il n'est pas exact que nous ayons toujours été très sensibles à cette préoccupation.
Nous sommes avant tout historiquement des combattants de la justice sociale, nous avons d'abord été, et nous restons, habités par la question sociale. La question écologique ne nous a été posée que plus récemment par la vie et aussi, reconnaissons le, pour une bonne part, par les écologistes.
Désormais, nous l'avons intégrée, notre projet comporte la volonté forte d'une restructuration économique de notre société, mais reconnaissons les uns et les autres qu'en pratique beaucoup reste à faire, j'y reviendrai, pour que le réflexe de défense de l'environnement nous devienne aussi spontané que le réflexe de défense des salariés.
Et puisque je parle de la rénovation nécessaire et que c'est la mon fil d'Ariane, qu'est-ce qui va désormais distinguer les principales familles politiques en France, non seulement à l'échéance des quelques mois qui viennent, mais dans la nature même de notre projet ?
J'ai réfléchi comme vous, le projet nous y a aidés, s'agissant de la Droite et de la Gauche, je répondrai : le rôle de la puissance publique et la conception de la démocratie. Puissance publique, Etat, on nous dit que la Droite se serait la responsabilité dans la liberté et que la Gauche, c'est-à-dire nous mêmes, ce serait l'irresponsabilité dans la bureaucratie.
Bien sûr que non.
La seule question qui vaille, c'est le nombre de ceux à qui la liberté profite et la façon dont cette liberté s'organise.
On nous dit encore à droite (et c'est la justification du libéralisme) que l'épanouissement même s'il est réservé à quelques-uns va profiter par nature à tous, que la liberté, même si elle est douloureuse provisoirement pour les faibles vaut mieux que la réglementation et que seule la liberté peut créer des richesses.
Des richesses, nous en sommes bien d'accord, mais nous posons la question :

Fondation Jean Jaurès

pour qui ?
Vous avez entendu comme moi les dernières promesses à la mode : votez pour nous, nous allons baisser les impôts et les charges, mais en revanche, ce qui est tout de même surprenant dans la bouche de certains, vous aurez des salaires plus élevés. On oublie d'ajouter, je le fais à leur place, mais pour compenser la différence, vous aurez moins de remboursement de sécurité sociale, moins de retraite, moins de gratuité à l'école, moins d'aide au logement. Bref, l'espérance hypothétique de gagner 20% de salaires en plus, mais la certitude de perdre 20% de protection sociale en moins.
Et dans ce mauvais échange, qui serait pénalisé ? Les très hauts revenus ? Evidemment non. Les classes moyennes et les catégories les plus pauvres.
Nous, nous voulons lier la responsabilité et la solidarité, ou, pour le dire autrement, nous ne nous intéressons pas seulement à l'épanouissement de quelques-uns mais à celui de chacun.
On dit parfois, et vous l'avez entendu comme moi, que ce sont de vieilles lunes, mais je renverse l'argument : est-ce que les vieilles lunes, ce n'est pas plutôt cette idéologie dite libérale qu'on nous cite en exemple et qui fait qu'aux Etats-Unis près de 10 000 pompes ont été fermées malgré les protestations des usagers, parce que ce n'est pas une industrie rentable pour le marché. En, Grande-Bretagne où les services publics sont vendus les uns après les autres au privé qui les laissent dépérir, au Japon le savez-vous, un ménage sur deux n'a pas le tout à l'égout, parce que ce n'est pas une industrie rentable pour le marché ?
La Gauche, et il faut être clair sur ce point, ce n'est pas l'Etat pour l'Etat, car l'Etat n'est qu'un instrument qu'il faut d'ailleurs rénover, mais la Gauche, c'est la puissance publique c'est-à-dire le service pour le public : école, culture, justice, sécurité, santé, transport, équipement, d'autres secteurs encore afin d'introduire de l'égalité des chances, de la justice, de l'intégration sociale, là où sinon la pression serait irrésistible vers une société de caste. Or, devant l'Etat républicain, chacun a les mêmes chances et les mêmes droits.
Concrètement, la Droite veut moins d'impôts, moins de dépenses publiques, moins d'Etat, nous, nous souhaitons des impôts plus justes, des dépenses publiques plus productives et un état plus efficace, et je veux être très précis sur ce point.
Des impôts plus justes : nous sommes le seul pays développé d'Europe où l'addition des impôts et les cotisations sociales refuse encore la progressivité, ce qui dissuade au passage l'emploi des travailleurs non-qualifiés, c'est-à-dire ce qui crée du chômage. La Gauche, progressivement, mais ce doit être son combat, doit mettre en œuvre une progressivité réelle dans le financement de la solidarité. De même, retrouvons nos valeurs originelles, je pense que nous devons enfin vraiment favoriser une société d'égalité des chances en allégeant l'impôt sur les successions petites et moyennes, mais en taxant plus fortement les successions les plus grosses.
Nous voulons des dépenses publiques plus productives.
Concrètement, cela veut dire, car il faudra passer du projet au programme, que la

politique familiale devrait cesser de privilégier les familles et c'est par rapport aux familles modestes que le fonctionnement de l'assurance maladie devrait tenir compte des critères de revenu, que la dotation aux communes devrait davantage favoriser celles qui sont en difficulté sociale, que la dotation en personnel des établissements scolaires devrait davantage être liée aux difficultés des populations qu'il accueille, c'est cela se battre pour l'école de la République, de l'égalité des chances et de la promotion sociale.
(Applaudissements)
Enfin, un état plus efficace.
La collectivisation à l'est a été un échec lamentable, le retrait excessif de l'Etat dans le monde anglo-saxon est aussi un contre modèle. Nous choisissons, nous, l'économie mixte, car ce n'est pas d'un excès, mais d'un défaut d'organisation performante dont souffre notre société.
L'administration française a su reconstruire dans les années 1950 la France, elle a su moderniser l'économie décentralisée dans les années 1980, nous lui proposons pour la fin du siècle un nouveau grand projet de réforme, c'est-à-dire sa propre modernisation.
Si j'insiste sur ces aspects, en étant, vous m'en excuserez, assez précis, c'est parce qu'au centre du malaise actuel, il y a le sentiment d'une puissance publique trop éloignée des préoccupations des citoyens, indifférente à l'idée même de la démocratie sociale. Or, cette démocratie sociale, c'est le cœur du projet de la Gauche. Je sais bien qu'il existe ici ou là dans les textes des partis conservateurs, des allusions à telle ou telle réforme institutionnelle pour aller vers plus de démocratie politique, vous ne trouverez rigoureusement rien sur les droits sociaux en général ou sur les droits des travailleurs dans l'entreprise.
Si tous les citoyens sont libres et égaux en droits politiques, au moins sur le papier, en droit économique et social, ils ne le sont absolument pas.
Il nous faut donc d'abord enrichir la démocratie politique en poursuivant la décentralisation, en séparant vraiment les pouvoir par une plus grande indépendance de la justice, en élargissant la saisine du Conseil constitutionnel, en modernisant la démocratie directe par l'extension des conditions du référendum, en revalorisant efficacement le rôle du Parlement.
Ce sera, je l'espère l'objet de prochaines transformations institutionnelles.
Plus fondamentalement encore, il nous faut élargir par des formules nouvelles le champ même de la démocratie donc du contrôle vers ces formidables pouvoirs que sont l'administration, la science, la finance et surtout les médias, pouvoirs aujourd'hui surpuissants et qui ne trouvent pas en face d'eux de véritables et démocratiques contre-pouvoirs.
(Applaudissements)
Mais il nous faut surtout donner à cette démocratie un vrai contenu social.
Créons un droit d'appel des plus défavorisés vers la richesse nationale, à charge pour la collectivité de financer équitablement cette solidarité. Autrement dit même si cela peut paraître aujourd'hui irréaliste, efforçons-nous, ce sera le sens des années qui viennent, j'en suis sûr, pour la Gauche, d'aller peu à peu vers un véritable droit minimum au revenu qui posera d'ailleurs autrement le problème

Fondation Jean Jaurès

de l'activité et de l'emploi. Recherchons l'insertion véritable, non pas seulement par le revenu, mais par l'activité, la formation, le logement. Constatons que l'égalité des droits entre hommes et femmes a progressé, mais que sur le terrain concret beaucoup de progrès restent à faire encore, efforçons-nous de les mettre en œuvre. Faisons vivre ces bonnes lois peu appliquées sur les droits nouveaux des travailleurs. Faisons vivre la citoyenneté au travail, non seulement pour des raisons intrinsèquement sociales, mais parce que les entreprises du futur ne seront productives et compétitives donc créatives d'emplois que si les travailleurs se sentent engagés, et ils ne s'y sentiront engagés que s'ils travaillent dans des conditions décentes, si on se préoccupe de leur qualification, de leur évolution de carrière, s'ils ont une activité enrichissante, s'ils participent enfin vraiment, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, en France, au processus de décision. Ceci est évidemment incompatible avec le discours antisyndical et dérégulateur trop souvent entendu. Sur tous ces points sans aucune exception le rôle de l'éducation et de la formation est évidemment décisif.

Mes camarades, le choix de l'Europe, le choix de ce que j'appelle l'écologie responsable, le choix de la démocratie sociale, le choix d'un Etat efficace.

Voici, à mon sens, les quatre éléments qui constituent désormais l'identité de la Gauche et qui sont liés entre eux, car, essayons d'y réfléchir ensemble : lorsque les biens, les capitaux, les services circulent comme cela va être le cas, librement, il n'est plus possible de concevoir une politique industrielle purement nationale ; quant les étudiants, comme cela va être de plus en plus le cas, franchissent les frontières pour étudier, on ne peut pas mettre en œuvre une politique éducative seuls dans son coin,

Il n'y aura pas d'Union Européenne acceptable sans politique publique commune pour faire fonctionner le grand marché, c'est-à-dire sur le plan industriel, de l'agriculture et du développement rural, avec, ce qui n'est pas encore le cas, une politique commerciale commune qui devra être nettement plus vigoureuse qu'aujourd'hui pour défendre nos industries, nos services, c'est-à-dire nos emplois, dans un univers de concurrence internationale inégal et souvent déloyal

De même, mes camarades, et quoi qu'en disent certains écologistes, on ne peut pas imaginer une action écologique durable sans une régulation publique, ce doit être l'objet d'un débat politique de fond avec les écologistes.

La destruction de l'environnement est très souvent liée au jeu du marché. Le profit, lui, va à l'individu, mais les dégâts sont pour la collectivité. Comment pourrait-on corriger cela sinon par l'action publique ? Comment pourrait-on s'intéresser à l'homme comme être biologique, mais se désintéresser de lui comme être social ?

L'environnement de la personne humaine en tout cas pour nous n'est pas seulement l'air qu'elle respire, l'eau qu'elle boit, la forêt qu'elle parcourt, c'est aussi le logement qu'elle habite, le revenu dont elle dispose, le travail qu'elle effectue et le temps libre dont elle bénéficie. C'est cela, que je me permets d'appeler l'écologie responsable qui ne pourra pas durablement s'accommoder d'une approche libérale.

Pour faire passer ces idées dans les faits, regardons les chiffres : nous ne disposerons pas à nous seuls, Socialistes français, de la majorité des voix dans notre pays, mais il est hors de question, en tout cas pour moi, qu'afin de gouverner, nous servions d'appoint à d'autres forces qui nourriraient un projet contraire, pour la raison simple qu'on ne peut pas séparer le projet et la stratégie. Il nous faudra donc et nous avons commencé d'écouter d'excellentes choses sur ce point, rassembler plus que jamais la Gauche, rassembler à partir de la Gauche y compris les écologistes, rassembler toutes les forces de progrès, mais rejeter toute combinaison douteuse où nous perdrions nous-mêmes.
(Applaudissements)
J'ajouterai à ce sujet une remarque : l'immense majorité d'entre nous peut être tous, nous sommes désormais d'accord là-dessus et c'est un atout considérable, mais je ne voudrais pas que cet accord sur le présent et sur le futur, cet accord sur ce que j'appelle la rénovation des idées, s'accompagne d'une réintégration qui serait erronée du passé, car des thèmes qui nous paraissent désormais pertinents, d'autres thèmes au contraire que nous avons jugé utile d'abandonner, des inflexions de stratégie qui sont rendues nécessaires par l'évolution du contexte, tout cela, à mon avis du moins, ne signifie d'aucune façon qu'il aurait fallu que le Parti Socialiste français procède au cours des vingt années précédentes à l'inverse de ce qu'il a fait.
(Applaudissements)
Non pas que tout ait été parfait, loin de là, certains de nos choix sont en train de changer, sous la pression en particulier de deux événements considérables : l'effondrement du Communisme, qui ne conduit pas à renier ce que nous avons choisi de faire autrefois avec l'union de la Gauche, mais qui nous oblige à penser autrement le futur, la gestion maintenant longue du pouvoir qui nous interdit désormais de parler d'avancées sans avoir en tête et nous l'avons tous en tête le bilan nécessairement contrasté de nos réalisations d'aujourd'hui par rapport à nos projets.
Mais tout cela étant dit, cela ne signifie pas que nous aurions dû pendant les vingt années qui viennent de s'écouler accomplir d'autres choix, et je tiens à dire aujourd'hui parce qu'il n'y a pas d'avenir sans mémoire, que c'est Epinay en 1971 qui a rendu possible 1981, que c'est 1981 qui a rendu possible 1988, que c'est 1988 qui a rendu possible les rénovations idéologiques d'aujourd'hui. Ne laissons pas croire car ce serait historiquement erroné qu'on aurait pu faire l'économie de 1971 et de 1981.
(Applaudissements)
Mes camarades, comme chacun de vous, je rencontre souvent des jeunes, il est clair qu'ils n'aiment pas ça la politique. Il est clair aussi qu'ils nous interpellent. A quoi bon est-ce que je m'engagerai ? Et nous, nous n'allons pas leur répondre, tout au moins je le souhaite, comme autrefois : il s'agit d'édifier, une fois le capitalisme terrassé, une société sans classe, sans pénurie, sans guerre, et sans Etat.
Nous ne proposons pas, ou plus, une version laïcisée et simpliste du paradis terrestre, ces jeunes, ce jeune ne nous croirait pas, et nous, nous ne nous

Fondation Jean Jaurès

croirions pas nous-mêmes. Mais nous devons tout de même lui répondre, et lui dire : tu dois t'engager, parce qu'il reste beaucoup de misère, et beaucoup de racisme et qu'il faut introduire un peu plus de justice, de fraternité, et de raison dans notre société. Il faut engager pour barrer la route aux dangers que l'extrême droite incarne et qui s'appelle xénophobie et intégrisme, et qui le fera sinon d'abord les Socialistes ? Tu dois t'engager pour qu'il ne soit pas dit qu'en France, qui reste la terre des Droits de l'homme, les immigrés demain seraient traités dans la honte. Tu dois t'engager pour une conception autre de la nation qui soit une communauté de personnes de dignité égale avec les mêmes droits et les mêmes devoirs, quelle que soit la conviction, quelle que soit la religion, quelle que soit la couleur de la peau. Tu dois t'engager pour construire l'Europe de la paix, et en Europe, si c'est possible, une nouvelle renaissance. Tu dois t'engager pour soutenir les changements démocratiques partout, pour substituer à l'ordre autrefois injuste de la guerre froide, non pas la multiplication des guerres chaudes, mais un équilibre international nouveau fondé sur la négociation et le partage.

Alors, on nous dira : c'est utopique de s'engager, eh bien, nous répondrons oui, c'est utopique de s'engager, mais il n'y a jamais eu de grands changements sans mobilisation collective, et il n'y a jamais eu de mobilisation collective sans une part d'utopie qui s'appelle tout simplement l'espérance !

(Applaudissements)

Réforme, renouvellement, j'ai martelé ces mots, et j'ajoute que la rénovation qui les résume ne peut pas s'arrêter à nos portes. Elle doit toucher aussi notre propre organisation et nous savons, après en avoir débattu, que face à la crise des Partis politiques, qui n'épargne pas le nôtre, il y a plusieurs attitudes, qui sont possibles, il y a celle des refondateurs qui pensent que toutes les formations politiques ont fait faillite, que l'on doit reconstruire depuis 0, que l'on doit rebâtir en France tout à fait autre chose, avec les Socialistes, les écologistes, les Communistes, les gaullistes, les chrétiens de gauche et d'autres, qui gardent au cœur une certaine idée de la République et de la France.

Le projet était séduisant : beaucoup de ces hommes, tous probablement, sont nos amis, la nécessité de rassembler ceux qui croient à la Gauche est évidente, les réunions en ce sens sont utiles, mais nous savons, nous qui faisons partie d'une grande formation, même si elle éprouve des difficultés évidentes, que l'addition de petits groupes ne peut suffire à faire malheureusement une grande force.

Il y a ceux aussi pour qui, dans la nouvelle phase d'opinion, les grands partis de gouvernement seraient condamnés à dépérir. Télévision, sondage, les Partis, en tout cas le nôtre, seraient devenus moins utiles, tout au plus pourraient-ils se substituer sous forme de fédérations d'élus, avec si possible tout de même des militants. C'est vrai et nous l'avons tous dit dans nos débats, que nous sommes entrés dans un nouvel âge de la démocratie et qu'on ne peut plus faire exactement de la politique comme autrefois, mais personnellement je ne crois pas que ce nouvel âge appelle l'effacement des Partis politiques, car je pense que dans une démocratie d'opinion, plus encore peut-être que dans une démocratie de représentation, les Partis doivent être capables d'agir sur

l'opinion publique d'influencer sa formation et d'orienter ces évolutions. Les conditions de l'action politique assurément changent, mais les fonctions fondamentales que les Partis politiques assurent dans toute démocratie demeurent. Aucun institut de sondage, aucun média ne pourra assumer ses fonctions à notre place.
La troisième attitude est celle de la rénovation des Partis eux-mêmes. Je suis de ceux qui ont appelé et qui appellent aujourd'hui avec force notre Parti à une triple rénovation, celle de nos idées qui est en marche, celle de notre organisation et celle de nos pratiques militantes.
Avec notre projet la rénovation des idées est incontestablement en train de s'accomplir. Nous avons pris la mesure c'est évident, des évolutions qui bouleversent le monde et la France, nous disons honnêtement en quoi et pourquoi nous avons changé. Nous cherchons modestement à définir les prochaines étapes du futur démocratique, nous dessinons aussi la part du rêve et de l'espérance, mais et je me réjouis qu'un chapitre entier de notre projet soit consacré à la société du temps libéré.
Et la rénovation de nos pratiques et celle de notre organisation restent largement devant nous. Un parti, comme le nôtre, et c'est notre responsabilité collective, doit savoir mieux écouter ses militants. Reconnaissons qu'il ne le fait qu'assez peu. Du coup et nous en avons tous l'expérience dans nos sections, quand ils parlent vraiment, franchement, c'est souvent pour critiquer ou même pour rejeter. Cela reste donc à organiser. Un parti comme le nôtre n'est pas un parti social-démocrate, comme les autres, notre seul réseau actuel ce sont nos élus, mais nous ne les mobilisons pas assez. Nous ne pouvons compter sur aucun véritable appui syndical, nous ne disposons pas de relais suffisamment puissants dans les sociétés, et réfléchissez bien : depuis dix ans, est-ce que l'une de nos plus graves difficultés, est-ce que ce n'est pas précisément d'avoir voulu faire de la Social-démocratie, mais sans les outils classiques et traditionnels de la Social-démocratie ? Cela aussi reste à organiser.
Les formes de notre militantisme, aussi doivent se diversifier, la réunion traditionnelle à quelques-uns, mal assis, dans l'arrière-fond d'une arrière-salle, ce n'est pas la panacée de l'an 2000. Le contact avec la population doit être retrouvé, la convivialité doit être développée, la capacité d'attraction des sympathisants doit être renforcée, la dimension européenne de notre pratique militante aussi, tout cela mes camarades, reste à organiser.
La liaison entre le gouvernement et le Parti, nous le savons tous, nous le disons tous, je le dis à cette tribune, doit être fortement amélioré, nous avons maintenant dix années d'expérience, entre les dirigeants nationaux de notre Parti et le pouvoir exécutif d'abord, pour éviter l'alternance redoutable soit du silence, soit de la cacophonie, entre les responsables départementaux, les militants, la jonction gouvernementale elle-même aussi, afin que chacun soit impliqué avant et après la décision, sur ces points nous avons beaucoup de progrès à accomplir. Cela aussi reste à organiser.
Tout cela implique, je le reconnais, pas mal de changements, et notamment dans certaines de nos pratiques, et qu'une rénovation de l'image du Parti Socialiste

s'affine, image malheureusement pour une part injustement compromise dans une série de remugles financiers, le passé est le passé, il ne sert à rien de ratiociner, mais nous savons tous que la dimension morale est essentielle, pour le futur au moins il faut changer et d'excellentes lois sur ce point ont été votées. Mais d'autres éléments peuvent intervenir et je souhaite personnellement que dans les temps qui viennent trois décisions au moins soient appliquées qui marqueront un nouveau cours moral.
Premièrement : qu'auprès de chaque préfet un ou plusieurs fonctionnaires émanant de préférence de la Chambre régionale des comptes soient désormais chargés exclusivement du suivi des marchés publics.
(Applaudissements)
Deuxièmement : que tous les maires Socialistes des villes de plus de 10 000 habitants, tous nos Conseillers généraux, et tous nos Conseillers régionaux, tous nos parlementaires français et européens, rendent publics au moment de leur élection leur patrimoine et leurs revenus et qu'ils en fassent de même à la fin de leur mandat.
(Applaudissements)
Qu'à la veille de nos Congrès et régulièrement nous demandions à un cabinet indépendant d'examiner tous nos comptes et que nous rendions publics son rapport et son jugement. Certains diront peut-être que ce sont des vœux pieux, je répondrai mes camarades que cela dépend strictement et entièrement de nous et que l'aspect moral dans ce que j'ai appelé tout à l'heure les difficultés n'est pas le moins important.
(Applaudissements).
Chers amis, il y a beaucoup de gens qui prétendent que les idées n'intéressent plus, parce que l'alternance a blessé le rêve, parce que l'effondrement des régimes de l'est les a achevés, l'aurait achevé, et qu'ils laissent croire qu'il est désormais interdit d'espérer et même recommandé de ne pas trop penser.
Je voudrais dire mon désaccord, si les idées comme on nous en rabat les oreilles n'intéressaient plus, pourquoi alors y aurait-il une telle poussée du courant vert, ou de l'extrême droite ? La déshérence ne touche pas les idées, elle touche la confusion des idées et leur manque d'application. C'est pourquoi je pense que notre réunion est importante, en ajoutant que tout ce que nous disons aussi n'aura de portée que si cela inspire réellement les pratiques futures de notre organisation et celle des gouvernements Socialistes.
Précisément je veux dire un mot de l'exercice du pouvoir en temps de crise, nous y avons perdu certaines de nos illusions, mais pour autant je crois qu'aucun de nous n'a renoncé à ses convictions, beaucoup de nos certitudes antérieures ont été ébranlées, mais les valeurs qui ont fondé notre engagement restent intactes, que ce soit la justice sociale, l'égalité des chances, la solidarité, les Droits de l'homme, la coopération internationale ou la laïcité.
Je sais, comme vous, que nous subissons de façon très injuste les conséquences de la débâcle Communiste, car les Socialistes ne seraient pas ce qu'ils sont s'ils ne s'étaient dressés d'abord pour dire leur désaccord avec la conviction Communiste.

Fondation Jean Jaurès

Le Socialisme a trop longtemps été identifié frauduleusement aux pays de l'est, pour que la banqueroute de ces pays ne rejaillisse pas sur lui. La faillite du Communisme jette même malheureusement la suspicion sur tout projet de transformation sociale ambitieux, et elle renforce l'idée fausse qu'on ne peut pas s'attaquer à l'ordre des choses sans provoquer des catastrophes.
L'effondrement du Communisme mécaniquement valorise le système qui lui était opposé, c'est-à-dire le capitalisme occidental, lequel apparaît aujourd'hui comme le vainqueur de la guerre froide, et nous ne pouvons pas laisser croire que le seul modèle de société praticable ce soit le capitalisme américain.
Je sais tout cela comme vous, et je sais aussi qu'en quelques mois nos concitoyens ont vu sur leur petit écran l'exode des Kurdes dans les montagnes d'Irak, les navires albanais couVerts de boat people, Vukovar rasé par l'armée serbe et Gorbatchev encore hier pathétique, parlant dans le vide, à des Républiques qui sont surarmées, et qui ne l'écoutent plus. Chacun perçoit bien au-delà de cette salle, et bien au-delà des Socialistes que nous sommes entrés dans un monde très dangereux, où le désordre extérieur vient s'ajouter aux difficultés internes et c'est ce qui a alimenté frustration et la peur, c'est-à-dire le terrain pour toutes les régressions, la xénophobie, le chauvinisme, l'autoritarisme et le racisme. Mais précisément si nous n'avons pas un projet assez clair, ce que j'ai appelé ailleurs un dessein, si nous ne nous étions pas mis d'accord sur ce projet qui aujourd'hui nous rassemble, alors le désarroi risquerait de grandir, qui demain pourrait éclater en violence, et cela nous ne pouvons pas l'accepter, car là est la base psychologique et pratique principale de la poussée à droite et à l'extrême droite. Les 50 propositions récentes du Front National sur l'immigration constituent à la fois le texte le plus honteux publié dans notre pays depuis l'occupation, et ce qu'on n'a pas suffisamment remarqué, la pointe avancée d'une idéologie de la Droite française qui malheureusement est particulièrement complaisante envers l'extrême droite.
(Applaudissements)
Est-ce que cela veut dire automatiquement le retour aux années 1930 ? Non, si nous agissons comme il faut et avec force, en Europe, par notre capacité à faire venir cette idée européenne de gauche, dont je parlais il y a un instant, et en France par la détermination du Parti Socialiste à être vraiment sans exception le fer de lance de l'action contre l'extrême droite, et à se rappeler toujours tout en étant dans l'intérêt général que nous sommes d'abord en charge des intérêts des catégories sociales qui historiquement nous font confiance.
Chers amis, tout au long de mon propos, je n'ai cessé d'insister sur la dimension désormais internationale de notre action, je citais Kant en commençant, jusqu'ici c'était une de ses maximes fameuses, qui nous fournissait la boussole, lorsqu'il disait : il faut agir toujours, de façon que le principe de notre action puisse être érigé en loi universelle. Lorsqu'il nous a fallu faire des choix politiques, c'est l'universel, certes, à chaque fois, qui a dû prévaloir. Cette exigence d'universalité elle est même encore plus présente aujourd'hui ou la politique saute les catégories traditionnelles et saute les frontières. Je crois, et c'est une idée nouvelle que j'apporte, que les temps qui viennent imposent encore d'aller

au-delà. : non seulement nous préoccuper de l'universel, mais élargir systématiquement notre responsabilité au futur. Agir de manière que les effets de notre action soient compatibles avec le maintien d'une vie authentiquement humaine sur terre. Est-ce que ce sera la guerre ou la paix nucléaire ? Est-ce qu'il y aura des manipulations génétiques ou est-ce qu'on respectera l'humain ? Est-ce que se multiplieront les pollutions catastrophiques, ou est-ce que l'on préservera la nature ?

Les pouvoirs et les risques de la technique sont devenus tels, l'excès de notre pouvoir de faire sur notre capacité de prévoir et de juger est devenu si grand, que le champ de l'action public désormais s'étend non seulement au présent mais à l'avenir, dont l'action politique conditionne l'existence même. Ce que je veux dire, c'est que l'éthique de l'universel devient désormais une éthique du futur.

On me dira : mais qu'est-ce que la philosophie a à faire avec tout cela ? Beaucoup... et peut-être même tout. Il faut du pragmatisme. L'habileté, ça n'est pas interdit. Mais Jaurès, Blum, Mendès France, Mitterrand nous ont montré, nous montrent que la politique n'a pas de raison d'être si elle n'est pas d'abord une vision de la société et une volonté de transformer cette société.

Militant Socialiste, pourquoi ?

Parce qu'il faut mener le combat quotidien pour plus de justice et de solidarité parce qu'il faut mener le combat contre l'extrême droite et rénover notre Parti.

Militant de gauche, pourquoi ?

Parce que, et là doit être le fond de notre démarche, le libéralisme est incapable de répondre aux grands problèmes qui se posent au monde, à ce que j'appelais la nouvelle éthique de l'universel et du futur, alors que la Gauche, elle peut et c'est même sa raison d'être y répondre. Comme elle l'a toujours fait, la Gauche doit lutter pour améliorer le présent. Elle doit désormais incarner, face aux menaces gravissimes qui pèsent sur l'existence même de l'espèce humaine un véritable droit au futur. Parlons ainsi peut-être de la politique, agissons surtout ainsi en politique, et je crois que les citoyens retrouveront confiance en nous.

Mes camarades, un tout dernier mot : la conjoncture politique n'est pas bonne, c'est sûr. La démagogie de la Droite et de l'extrême droite porte, c'est plus que probable, mais nous en avons vu d'autres et le mouvement historique dont nous sommes les héritiers aussi, est-ce que vous croyez vous, que les hommes de progrès qui se battaient au 18ème siècle, pour la République, on les accueillait à bras ouVerts ? Ceux qui, quelques années plus tard, au début du mouvement ouvrier, demandaient les libertés fondamentales pour les travailleurs, est-ce que vous croyez qu'on les applaudissait ? Dans la première moitié de notre siècle, ceux qui luttaient pour les grandes conquêtes de la retraite, les congés, la protection sociale, que croyez-vous que leur disaient les forces conservatrices ?

Je veux redire que c'est cela nos racines, notre héritage. Je veux dire que rénover ne signifie pas qu'on ait perdu la mémoire, et qu'il faut dire partout autour de nous, que c'est nous qui historiquement portons le progrès. Je vous demande, c'est une responsabilité collective, de faire passer par tous ce message, à savoir que le destin de la France ne peut pas tomber entre les mains des réactionnaires repeints aux couleurs du libéralisme, encore moins de gens qui sont en réalité

Fondation Jean Jaurès

des nostalgiques de Vichy et de Pétain.
Je veux vous demander de faire partout, de porter ce message, que comme à chaque grand tournant de l'histoire, le destin de la France doit se trouver entre les mains des forces de progrès, c'est-à-dire entre les nôtres.
Je souhaite donc par rapport aux commentaires que j'ai entendus, moins de morosité, moins de résignation, davantage d'enthousiasme et davantage de détermination. Mais la première condition, c'est de le vouloir, et de le vouloir, ce qui est possible aujourd'hui, dans l'unité retrouvée du Parti Socialiste. Les seules batailles perdues d'avance sont celles dans lesquelles on rend par avance les armes. Il n'est pas question de rendre les armes, mes camarades. Il est question de relever le drapeau, de rassembler les énergies, de rénover et d'avancer.
(Applaudissements)

Le président - Merci Laurent Fabius
J'appelle maintenant Pierre Moscovici qui sera le dernier orateur de la séance de l'après-midi. Après quoi, Gérard Fuchs accueillera les délégations étrangères qui assistent à notre Congrès.
Pendant que Moscovici gagne la tribune, je voudrais vous inviter en fin de séance. La Gauche Socialiste se réunira dans la salle 1. L'amendement n°5 dans la salle 2. L'amendement n°2 dans la salle 5.

Pierre Moscovici

Ce Congrès extraordinaire se déroule dans une situation délicate et pleine de paradoxe. La perception que nous pouvons avoir de l'état de l'opinion, de l'état de la société, de celui du Parti, à travers les échos qui circulent dans les couloir, comme dans nos propres comportements, cette perception est de prime abord, celle d'une crise ou au moins celle d'un malaise sévère. Malaise dans la société, malaise dans le Parti. Et pourtant, et c'est le premier des paradoxes de ce Congrès, ce débat sur le projet vient à point.
La crise que j'évoquais n'est pas propre à la France. C'est une crise économique, c'est une crise qui a des dimensions sociales, même si je ne crois pas qu'il existe une crise sociale, c'est surtout une crise politique. Toutes les démocraties occidentales dans lesquelles les pouvoirs quels qu'ils soient, de droite ou de gauche, sont contestés, toutes les démocraties sont confrontées à cette crise. Face au déséquilibre économique, les grands pays occidentaux, la France parmi eux, mais sans doute moins qu'eux, ont dans la décennie passée, eu recours aux recettes du libéralisme. Le résultat, nous le savons, est très ambigu puisque d'une part, certaines réalités et certains concepts surnagent. Je citerai parmi ces réalités et ces concepts le marché, le libre échange, la nécessité d'un système productif fort, la démocratie. Je note au passage que ces réalités que ces concepts ne sont à vrai dire ni de droite, ni de gauche, en tout cas qui ne sont pas clairement appropriables par l'un ou par l'autre camp.
Mais, ce qui est certain, c'est que dans cette crise, le libéralisme a échoué

Fondation Jean-Jaurès

partout. Nous en voyons les signes. Le chômage d'abord, les dégâts causés par l'excès de l'argent, la crise de l'Etat providence, le malaise des villes, les phénomènes de pauvreté. Tous ces phénomènes n'épargnent pas notre pays mais il est d'une certaine façon moins atteint que d'autres.
Ce que nous voyons, c'est que les dégâts de l'instabilité économique c'est que la faillite de l'économie est considérable. De plus, beaucoup l'ont dit déjà, puisque le Communisme s'est effondré en tant que modèle au système alternatif. Ceci effectivement peut nous donner historiquement raison. La première tentation des intellectuels, la première tentation des médias, la première tentation de l'opinion, ça peut être de penser que du coup, c'est l'autre système, le modèle libéral sous sa forme américaine, ou anglo-saxonne, et que c'est ce modèle qui triomphe momentanément. C'est peut-être injuste comme le disait à l'instant Laurent Fabius. Je crois que la suspicion qui pèse sur nous, n'est pas totalement illégitime. Je crois, à partir de là, que notre pratique du Socialisme, que notre stratégie elle-même, que tous ces comportements qui sont les nôtres ne peuvent pas s'en trouver indemnes.
Ces facteurs généraux, crise économique, crise sociale, effondrement du Communisme, sont essentiels. Il convient, à mon avis, de les relativiser car si l'on examine les choses de plus près, ces facteurs pourraient sans mal être nuancés.
A regarder la situation de la France que voit-on ?
On voit, dans le concert des nations, que les éléments d'apaisement, ou les éléments de réconfort ne manquent pas. La France est dans une situation économique relativement saine. Même si de graves problèmes structurels persistent, et même si le chômage ne peut pas être accepté. La France est une démocratie... au sens fort du terme. C'est une démocratie où la liberté, où la solidarité ne sont pas de vains mots. Le service public en France pour affaibli qu'il soit, n'est pas dans l'état de déchéance où il se trouve dans les pays anglo-saxons, qui est, c'est un autre paradoxe, ou qui veut créer aujourd'hui des systèmes nationaux de santé et d'éducation au moment où tant de personnes songent en France à les démanteler.
Au niveau de l'Europe, la France est très écoutée. Et pourtant, malgré ce facteur apaisant, l'opinion décroche. Elle est prêt de nous rejeter. Elle ne nous croit plus complètement. Y compris pour les raisons morales qui ont été évoquées à l'instant. C'est la crise, je le crois, et avant tout une crise politique. C'est la représentation elle-même qui est contestée. C'est notre rapport au pouvoir sous toutes ses formes qui est en cause et les causes de ce malaise politique sont nombreuses.
La fin des idéologies totalisantes, le Communisme sans doute, mais aussi notre conception passée du Socialisme, le libéralisme, l'emprise formidable des médias et de l'argent, la difficulté des appareils politiques traditionnels, y compris le nôtre, à continuer à produire des discours intelligibles, et porteurs d'espoirs. A un autre bout de la chaîne, je dirai que le caractère des nouvelles forme de régulation internationale, de G7, l'Europe près de nous, reste encore abstraite, même si c'est indispensable. Comment, à partir de là, échapper à cette

crise, alors que la pratique du pouvoir qui est source bien entendu de pertes d'innocence et de perte d'imagination, alors même que nos propres divisions nous conduit à une certaine immobilisation.
A analyser cette situation, il me paraît que l'utilité du projet et que sa nécessité frappent.
C'est de cette fonction essentielle du projet que je voudrais parler. A une crise politique, il faut une réponse politique. Il nous faut retrouver le sens du mouvement, et d'abord faire le clair sur nos idées. Trois choses à propos du projet.
Le projet, c'est d'abord une marque d'identité. Il nous faut dessiner une perspective. Affirmer une volonté pour la société. Réactualiser nos valeurs. Il me semble que seules parmi les formations politiques, nous sommes et nous restons capables d'une telle ambition. C'est là, à mon sens, que résident la limite de la thèse de l'alliance historique avec les écologistes.
A mon sens, les écologistes souffrent de trois faiblesses. D'abord, ils sont divisés. Ensuite, se sont des spécialistes. Surtout, ils ne veulent pas clairement choisir entre la Gauche et la Droite. Si ce n'est se tourner tantôt vers l'un tantôt vers l'autre, en fonction de tel ou tel mode de scrutin ou en fonction du poids politique des uns ou des autres, ce qui fait que, en regard des écologistes, je dirai que nous pouvons aller vers eux. Certes, mais ne pas faire tout le chemin.
Deuxième caractéristique d'un projet, c'est qu'un projet pour les Socialistes, c'est une condition d'unité. Il nous fallait effacer la pression néfaste d'un Congrès de purs pouvoirs, ou un Congrès où ceux-ci se promènent davantage dans les couloirs que dans les travées du Congrès pour faire corps ou refaire corps autour d'une vision du monde. Troisième caractéristique du projet : c'est que le projet est une base stratégique car la recomposition de la Gauche, quelles qu'en soient les formes, ne peut pas se faire autrement qu'à partir du débat sur le fond. Le pouvoir, d'une certaine façon, c'est comme la chair, c'est triste sans projet.
Nous disposons, je le crois, à partir du texte voté, par une très grande majorité du Parti, à partir des amendements qui ont été adoptés, à partir des options retenues, un outil qui satisfait à ces trois critères et notre débat permet - selon moi - de déboucher sur une véritable clarification politique si l'on en revient au-delà de la richesse du texte et peut-être même, que cela revient en trois messages.
Premier message : je crois que nous avons fait dans ce débat sur le projet plusieurs choix internes qui ont fait l'objet de nos discussions importantes.
Je voudrais me contenter de retenir trois de ces choix. Premier choix : je crois que nous avons renouvelé notre posture, notre attitude intellectuelle face à l'économie.
En effet, nous admettons le marché que nous voulons organiser. Nous voulons transformer le capitalisme puisqu'un amendement a été voté en ce sens.
Nous savons que nous ne pouvons pas rompre avec lui. Un mot d'explication là-dessus : car qui a fait des réunions sur le projet dans les fédérations, sait que beaucoup de militants sont déçus de ce recul, peut-être par rapport à la rupture

avec le capitalisme.
Je crois que nous ne devons pas oublier que vivent à côté de nous des systèmes capitalistes comme en Allemagne, où le capital est largement la propriété des travailleurs, où le pouvoir dans l'entreprise est largement partagé, où le temps de travail et le chômage sont beaucoup plus faibles qu'en France. Ce qui fait qu'il me semble que nous devons les rattraper d'abord sur le plan des régulations sociales et pas seulement macroéconomiques ou sur le plan des indicateurs.
On ne tombe pas amoureux d'un taux de croissance. On n'épouse pas un taux d'inflation. On n'est guère excité par un franc fort.
Tout ceci est nécessaire comme le disait Poperen. Cela n'a pas grand sens si nous ne mettons pas en place des régulations sociales ou nationales ou même internationales, s'il n'y a pas une stratégie sociale à côté de cela. Enfin, troisième donnée sur l'économie : nous ne sommes pas libéraux. Si être libéraux, cela veut dire qu'on s'en tire à toutes les fantaisies du capitalisme, et du marché...
Deuxième choix essentiel qui a fait l'objet de nombreux débats au sein du Parti, notamment avec les amis de Jean-Pierre Chevènement : nous avons affirmé notre position internationale à partir de nos valeurs. Paix, sécurité collective, rôle des Nations Unies. Surtout, aujourd'hui au lendemain de Maastricht, nous confirmons le choix politique essentiel de la décennie passée qui sera encore celui de la décennie à venir. C'est le choix européen. Il s'agit bien d'une volonté politique qui d'ailleurs fait encore clivage.
L'Europe n'est pas la panacée économique mais le repli sur soi et les dévaluations compétitives, les solutions non-coopératives ont montré qu'elles échouaient.
Dès lors, je crois qu'il nous faut sortir par le haut à la fois de la zone mark et de la tentation libérale.
Mais l'Europe aujourd'hui, c'est surtout une construction historique indispensable, quand menacent notamment à l'est les nationalismes, quand ils menacent la paix, quand on ne sait pas comment contrôler les armes nucléaires.
Dès lors je crois que la Communauté doit être à la fois le modèle qui attire, le moteur d'une Europe plus vaste. L'Europe fédérale qui est le moteur de l'Europe Confédérale est l'élément central de la stabilité du continent. Je crois que c'est là le sens de Maastricht, celui aussi sans doute du vote du Congrès sur le projet.
Enfin, troisième choix essentiel, nous avons montré notre vision d'une société plus solidaire, dotée d'un haut niveau de protection sociale, d'un système éducatif puissant et intégrateur, d'institutions plus démocratiques, bref d'une société résolue à lutter contre l'exclusion, à élargir la citoyenneté, à faire vivre la décentralisation, à prendre en compte l'écologie dans toutes les politiques publiques, à renforcer la transparence de la vie politique. En somme, nous sommes pourvus d'une vision plus réaliste, moins prophétique, peut-être, mais toujours ambitieuse.
Si ce Congrès n'avait servi qu'à cela, ce ne serait déjà pas si mal.
Mais le Congrès, notre Congrès, et le projet remplissent une deuxième fonction.

C’est un instrument de combat politique, car le projet montre à la fois en creux et en plein, à travers nos analyses, à travers nos valeurs, à travers nos propositions, la persistance et la force de clivage Gauche/Droite. Nous en avions besoin, je le crois, alors que se présente la sensation fallacieuse que la Droite a devant elle un boulevard, que nous sommes immobiles alors qu’elle bouge, qu’en somme, elle serait le Parti de la réforme, et alors que petit à petit la société tend à accepter une autre sensation fallacieuse, que le Front National est soit un parti marginal, soit une force diabolique, en tous cas qu’il est intouchable, et pas seulement au sens des castes indiennes.

La réalité est tout autre. La Droite reste profondément divisée, comme le montrent ses premières réactions face à Maastricht. Entre le fédéralisme absolu de Valéry Giscard d’Estaing et le retour vers la tête du Parti de l’étranger qui tente une partie du RPR, quel grand écart !

A nous, je le crois, d’accentuer cet inconfort dans les mois qui viennent.

Lorsqu’elle découvre le social, que de reniements fait la Droite ! On pourrait presque s’en féliciter d’une certaine manière, mais aussi que de démagogie, quand elle propose un salaire maternel, quand elle propose l’extension du système de retraite par capitalisation, quand elle propose une augmentation du salaire direct, alors qu’elle a fait exactement le contraire pendant la période 1986-1988 et qu’elle s’apprête à l’amputer immédiatement dans la même proportion par l’augmentation de l’impôt sur le revenu !

Bref, la Droite, quand elle fait du social, n’est crédible que si nous n’affirmons pas notre volonté et notre projet. En fait, cette Droite aujourd’hui ne compte que sur notre faiblesse que, je crois, elle surestime, et sur l’ambiguïté de ses rapports avec le Front National. La Droite veut phagocyter le Front National, ou bien elle espère l’entraîner dans un système d’alliance inavoué. Le Front National pour sa part montre petit à petit son véritable visage. Ce visage est multiple, mais il est toujours sinistre. Le Front National, c’est à la fois un mouvement inspiré par des thèses xénophobes, par des thèses racistes, par des thèses antisémites, et aussi un mouvement nourri des schémas les plus primaires du libéralisme. Il me semble que nous ne devons pas ramener le Front National au seul terrain de l’immigration, car c’est le terrain où il se complaît et parce que c’est le terrain sur lequel il pense, non sans raison, que toute provocation paie. Mais tout de même, les 50 propositions du Front National sur l’immigration font frémir.

Parmi celles-ci, je reprends quelques exemples qui permettent de juger les intentions derrière les mots.

Abroger les lois liberticides Pleven et Gayssot, c’est ouvertement se prononcer pour la xénophobie et le racisme, puisque ces deux lois avaient l’une et l’autre pour unique objet de permettre l’élimination de toute forme de discrimination raciale. Protéger les droits civiques des Français, c’est empêcher les étrangers de voter aux comités d’entreprise pour les délégués du personnel. C’est donc revenir sur une décision prise à la libération, et créer une discrimination à la fois entre les citoyens et entre les travailleurs. Imposer une obligation de réserve pour les Français naturalisés, c’est créer une citoyenneté française à deux vitesses. Rétablir les droits du sang, c’est remettre en cause un des principes

fondamentaux de la nation et de notre histoire. Remettre en cause les naturalisations accordées depuis 1974, c'est non seulement nier toute notion de droit, mais aussi agir comme l'a fait Vichy à l'égard des Juifs. Dénoncer les désaccords de Schengen, c'est fermer la France à l'Europe.
Je ne continue pas. Si de telles mesures étaient par malheur appliquées, la France vivrait sous un régime qui rappellerait au mieux l'apartheid, et surtout qui risquerait d'évoquer les heures les plus sombres de l'histoire de l'Europe et de notre pays. Jean Poperen a raison, il ne suffit pas de proclamations sur les Droits de l'homme. C'est pourquoi j'évoquerai un autre aspect moins connu des thèses du Front National.
Disons qu'en matière économique et sociale, le Front National propose la désétatisation intégrale de l'économie, la réduction du nombre des fonctionnaires de 40 à 60 000 par an, la suppression des 39 heures payées 40, et s'il consent généreusement à la cinquième semaine, il propose de la compenser en répartissant les heures qu'elle représente au cours de l'année. Finalement, je ne sais pas ce qu'est le Front National. Je ne sais pas si c'est un parti à l'idéologie fasciste, si c'est un parti proche à certains égards du nazisme, ou si c'est une simple rémanence du poujadisme. Je crois que le Front National est tout cela à la fois, et de toutes façons sa référence à Vichy est extrêmement forte. Je crois, comme Laurent Fabius, qu'il est inacceptable que la Droite reste à cet égard ambiguë. Face à ce phénomène, nous devons renforcer à la fois notre argumentation, notre analyse, nos capacités de riposte.
La troisième fonction du projet, et je conclus, c'est de permettre une véritable relance de l'action politique. Pour cela, il nous faut embrayer très vite pour passer du projet au programme et pour mettre en phase le choix que nous venons de faire sur nos options avec la démarche gouvernementale.
Chers camarades, le projet n'est pas tout ce qui nous préoccupe. Il n'est besoin que de lire la presse pour le constater. Mais il est beaucoup, ce projet, s'il sert à dire ce que nous sommes, s'il nous permet de nous donner des armes pour lutter contre nos adversaires, s'il débouche vite sur un programme pour l'action. C'est la condition sine qua non pour retrouver confiance en nous, pour retrouver notre force de toujours, qui est la force des idées qui font avancer le monde.
Je ne suis pas sûr qu'il faille pour cela un Club de l'Horloge, car ce son tinte désagréablement à mes oreilles. Je crois qu'il nous faut plutôt rénover notre organisation en développant nos liens avec la société.
Si notre Congrès peut nous permettre de reprendre ce chemin, alors il sera réussi. Le reste, j'en suis sûr, suivra si nous mettons notre ardeur, notre conviction à débattre et à combattre plutôt qu'à perdre notre temps en discussions et en querelles subalternes. Cela, tout le monde en conviendra, dépend encore complètement de nous.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
J'avais annoncé le dernier orateur, mais je vais donner pour cinq minutes la parole à Jean Glavany parce qu'il doit quitter Paris ce soir pour Athènes pour

aller chercher la flamme olympique. Alors cela vaut la peine de lui donner la parole ce soir pour cinq minutes.
Pendant qu'il vient à la tribune, je rectifie les annonces que j'ai faites tout à l'heure. A la fin de la séance, dans la salle 2, ce sont les camarades de la motion 5 qui se réuniront.
Jean Glavany.

Jean Glavany

Merci, Claude.
Chers camarades, cinq minutes, c'est la règle du jeu démocratique, je vais m'efforcer de m'y tenir.
Vous me pardonnerez donc de ne pas parler du texte dont je veux simplement dire que je trouve que c'est un texte sérieux, honnête, et que tous nous devons nous allier pour remercier Michel Charzat et son équipe de ce travail qui nous honore.
J'en viens à deux points simples qui seront comme des slogans et peut-être des idées forces pour notre Congrès.
Ne nous attardons pas sur notre situation politique, elle est mauvaise. Les sondages en témoignent, les élections partielles aussi. Ce que nous entendons dans nos communes, dans nos départements, dans nos régions en témoigne plus encore. C'est une situation politique qui s'exprime par des mots simples : morosité de l'opinion, condamnation de la classe politique, désaffection à l'égard des Socialistes, pessimisme des élus Socialistes et des militants. C'est pourquoi je voudrais résumer mon intervention à deux idées toutes simples dont je souhaite qu'elles résument le message que notre Congrès va transmettre à l'opinion.
Ces deux idées simples sont les suivantes : un appel au sursaut, un serment de fidélité.
L'appel au sursaut s'adresse à l'opinion, à la classe politique en général, à nous-mêmes, Socialistes, en particulier. A l'opinion parce que je crois que cela suffit ! Cela suffit de dire : tous les mêmes, ou bien pire encore, tous pourris ! Cela suffit de cet incivisme abstentionniste qui n'aboutit qu'à un seul résultat, la montée de l'extrême droite, le danger de l'intolérance, de la xénophobie, le risque du totalitarisme. Oui, camarades, notre premier message à transmettre à l'opinion, c'est : réveillez-vous devant ce danger, car demain il sera trop tard !
Je salue à cet égard l'appel au sursaut lancé par notre ami Jean-Christophe Cambadélis qui finira toujours par porter ses fruits. Mais cet appel au sursaut s'adresse aussi à ce qu'on appelle en général la classe politique, qui n'a pas dans mon esprit un sens péjoratif. Chers camarades, je ne suis pas parlementaire, par la vertu du suffrage universel, je suis donc beaucoup plus libre pour défendre ces parlementaires. Je n'accepte pas, et je crois que nous sommes nombreux, que des beaux parleurs issus des hôtels particuliers de Neuilly mettent en cause l'honnêteté de nos députés dont beaucoup couchent tous les soirs dans des petits studios de 15 m² à l'Assemblée Nationale. Je n'accepte pas ce dénigrement des

Fondation Jean-Jaurès

élus en général. Chacun sait que 99,9% des 36 000 maires de France vivent passionnément leur engagement au service de leurs communes. Et je m'adresse à ces élus aussi : laissez vos complexes au vestiaire, refusez ces procès intolérables ! Défendez ardemment la chose publique, demain il serait trop tard !
Enfin, chers camarades, cet appel au sursaut s'adresse à nous-mêmes. Quoi ? Nous n'aurions jamais vécu période aussi difficile ? Mais souvenons-nous, 1969, 1978, 1983. Chers camarades, nous n'avons pas le droit à la morosité ou au pessimisme. Nous n'avons qu'un devoir, c'est celui du combat politique.
L'appel au sursaut, c'est l'appel à la bataille des idées et des valeurs, qui n'est jamais perdue d'avance, comme le disait tout à l'heure Laurent Fabius.
Et pour cela, la deuxième idée que je souhaite que ce Congrès exprime, c'est un serment de fidélité.
Chers camarades, en 1971, à Epinay, nous avons choisi un Premier secrétaire. Il fut à notre tête pendant dix ans. Dix ans de combat politique difficile. En 1981, nous l'avons désigné comme candidat à la présidence de la République, et avec lui nous avons gagné.
En 1988, nous avons renouvelé ce choix et avec lui, nous avons encore gagné. Voilà, si j'ose dire, pour les liens politiques et affectifs. Mais il se trouve aussi que par le biais de la Constitution de 1958, renforcée par la réforme de 1962, l'élection du Président au suffrage universel, il se trouve que le Président de la République est la pièce essentielle du dispositif politique français et donc du dispositif Socialiste. Voilà pour les liens institutionnels.
Alors quand j'entends dire et quand je lis qu'entre les Socialistes et le Président, ce n'est plus une coupure, c'est un gouffre, quand j'entends et quand je lis que certains seraient prêts à rompre si le Président voulait imposer un projet qu'au demeurant il a rejeté publiquement, quand j'entends ou quand je lis que le meilleur candidat pour 1995 serait tel ou tel, comme si l'heure de tourner la page avait sonné, quand j'entends dire ou quand je lis que certains envisagent une présidentielle anticipée pour mieux gagner les législatives qui suivraient, quand je lis que certains seraient prêts à trahir pour sauver François Mitterrand, comme si l'un exigeait l'autre, quand j'entends et quand je lis tout cela, je dis assez, chers camarades !
Qui peut croire ici sérieusement que l'un quelconque d'entre nous pourrait s'en sortir tout seul dans son coin, autrement que collectivement, avec le Parti, avec le gouvernement, avec François Mitterrand ? Qui ne voit que la meilleure façon de préparer 1995, c'est de réussir le septennat de François Mitterrand ? Qui ne comprend qu'aider Mitterrand, le soutenir, ce n'est pas pour son confort personnel, mais parce qu'il est en charge de l'essentiel et que c'est l'intérêt de la France, et donc des Socialistes ? Qui peut douter que François Mitterrand, Socialiste de toujours et qui n'hésite jamais à le rappeler, pourrait jouer contre ses idées, ses convictions, son engagement, ses valeurs, son histoire, ses amis ?
Chers camarades, notre sort politique à tous, Président, gouvernement, Parti, élus, militants, est indissociablement lié. C'est cela le sens du serment de fidélité que je voudrais voir prêter par notre Congrès.
Chers camarades, j'en termine.

Fondation Jean Jaurès

J’ai dit appel au sursaut, j’ai dit serment de fidélité. Je sais bien que tout cela ne dépend pas que de nous et que nous avons aussi besoin d’être entendus du gouvernement et du Président, que des passerelles doivent être rétablies, que des lieux d’échange doivent être ré-instaurés, une coordination rigoureuse remise en place.
Le dispositif Socialiste aujourd’hui trop éclaté, Parti, groupe parlementaire, gouvernement, a besoin d’un état major plus que jamais. Mais si nous parlons aujourd’hui haut et fort dans le sens du sursaut et du serment de fidélité, je suis sûr qu’ils nous entendront.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Jean Glavany.
Françoise Seligmann va vous donner la composition de la Commission des résolutions.
(Lecture de la liste)

Jean-Yves Autexier

Je voudrais dire juste un mot sur la composition de la Commission des résolutions.
J’ai entendu que 4 sièges étaient réservés aux représentants de Socialisme et République. Or, nous avons déposé un texte avec des camarades émanant du courant 1 et 2, ce texte a recueilli près de 13% du vote des adhérents, 4% des sièges lui sont donnés à la Commission des résolutions. Plusieurs méthodes ont été employées qui ont échoué
Les 8 camarades que nous avons proposés pour siéger à la Commission des résolutions tiennent leur représentativité du vote des militants, vous préférez d’autres méthodes inédites, celle de la nomination et du partage 50-50 au gré de la direction. Ce n’est pas dans nos règles et pour la première fois depuis le Congrès d’Epinay, les représentants de Socialisme et République, ne siégeront pas à à la Commission des résolutions.

Daniel Vaillant

Je serai très bref, je répondrai à Jean-Yves Autexier, non pas au nom de la direction du Parti, mais au nom je dirai de l’organisme élu par le Parti.
Un Congrès extraordinaire n’est pas un Congrès ordinaire.
(Mouvements divers et applaudissements)
Jamais des scores réalisés n’ont donné droit à représentation d’une manière ou d’une autre et donc aujourd’hui, comme hier, comme voilà dix ans, c’est la même règle qui s’applique, c’est-à-dire que dans ce Congrès, c’est sur la base des résultats du dernier Congrès ordinaire de Rennes que les pourcentages sont calculés, aussi bien pour les représentants des fédérations, réunis ici, que pour les membres de la Commission des résolutions.
Donc, le chiffre de 6 est bien celui résultant de la proportionnelle du Congrès de

Fondation Jean-Jaurès

Rennes.
Il y a un problème dans un courant, mais qui ne le savait pas ici ? Qui ne l'a pas vécu dans quelques fédérations Je crois que les résultats obtenus sur un texte d'amendement ne peuvent pas permettre de décanter une proportionnelle exacte et ce n'est pas la vocation d'un amendement sur un Congrès extraordinaire
Donc, la sagesse politique pour permettre le rassemblement a été de décider que jusqu'au prochain Congrès ordinaire, la meilleure façon de tenir compte de ces difficultés et de ne pas mettre en péril l'idée du rassemblement des Socialistes, c'était que tout le monde y soit sans jouer de la calculette, c'est ce qui conduit le Comité directeur, le Bureau exécutif à proposer qu'on aille dans le sens de la proposition de Françoise Seligmann qui est équitable et dans un esprit de rassemblement.
(Protestations et applaudissements)

Le président - La parole est à Jérôme Lambert au nom de la Commission vie interne, très rapidement.

Jérôme Lambert

Mes chers camarades, la Commission de vérification des mandats s'est réunie cet après midi, a examiné les résultats transmis par 99 fédérations.
Quelques responsables fédéraux ont été entendus afin de vérifier les résultats transmis par leur fédération. La Commission m'a demandé à titre un peu particulier d'indiquer qu'il était souhaitable, qu'il serait souhaitable, que la fédération des Français de l'étranger puisse recevoir en temps et en heure les différents documents qui permettent de participer à ce type de consultation, ce qui semblerait-il n'a pas été encore le cas cette fois ci.
Après un travail minutieux, la Commission est en mesure de vous annoncer les résultats suivants approuvés par l'unanimité de ses membres moins deux refus de participation.
Les votants ont été au nombre de 66 594, le texte du Comité directeur a obtenu 48 741 voix, soit 81,36%.
(Applaudissements)
Le texte de l'amendement n°2 a obtenu 7374 voix, soit 12,31%.
Le texte de l'amendement n°5 a obtenu 3792 voix, soit 6,33%.
L'amendement n°1 sur la technocratie a été approuvé par 76%.
L'amendement n°3 transformation du capitalisme a été approuvé par 75%.
L'amendement n°4 de la Commission nationale entreprises a été approuvé par 88%.
(Applaudissements)
Sur les différentes options maintenant.
L'option défense européenne, c'est le choix n°2 qui a été approuvé par 64%.
Sur l'option sur la forme de représentation sociale, c'est le choix n°2 qui a été approuvé par 77%.
Sur l'option concernant l'organisation administrative du territoire, c'est le choix

Fondation Jean-Jaurès

n°2 qui a été approuvé par 61%.
Enfin, sur les institutions, c'est le choix n°1, qui a été approuvé par 77%.
La Commission des résolutions avait aussi examiné un certain nombre de demandes de réintégration.
La Commission a souhaité que je demande aux fédérations dans la mesure du possible, de transmettre le plus rapidement possible, c'est-à-dire en amont du Congrès, leur demande de réintégration de façon à ce que nous ne soyons pas en mesure d'examiner des demandes au dernier moment.
La Commission des résolutions vous propose d'accepter les réintégrations dans la fédération de la haute Garonne.
(Lecture de la liste des réintégrations)
Voilà, mes camarades, le rapport de la Commission des résolutions, que je crois, doit être mis au vote devant le Congrès.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Je consulte le Congrès sur les propositions que vient de faire Jérôme Lambert.
Est-ce qu'il y a des objections ? Elles sont adoptées.

Jean-Luc Laurent

Chers camarades, je voudrais préciser, au nom des auteurs de l'amendement n°2, que je représentais à la Commission de vérification des mandats, dont Jérôme Lambert vient de vous faire le rapport, les raisons pour lesquelles j'ai été conduit à ne pas adopter le rapport qui a été présenté.
La raison est fort simple : elle tient aux résultats successifs que nous avons eu de la fédération des Bouches du Rhône. Un premier résultat portant sur 82% environ, de votant, a été communiqué au Congrès fédéral des Bouches du Rhône.
Un second chiffre a été transmis au niveau national. Puis un troisième qui fait l'objet de ce qui est proposé par Jérôme Lambert au nom de la majorité de cette Commission, de valider.
Les Bouches du Rhône, c'est fait et constaté, y compris par nos représentants dans ce département, où le principe un homme, une voix, n'a pas été appliqué par exemple sur le vote des options, puisque c'est le Congrès fédéral, au niveau de ces délégués, qui a été consulté, et que ceux-ci se sont vu appliquer un coefficient multiplicateur de 25 par délégué, pour retomber sur le nombre de votants. Ce deuxième fait également m'amène à ne pas accepter la validation des résultats sur les Bouches du Rhône. Ce département, et le problème que je pose devant vous, et je suis bref cher président, est le même tout simplement que notre ami Michel Charzat a posé devant le Congrès de Lille en 1987 qui n'a toujours pas été résolu.
Pour notre part, nous pensons que la Direction nationale, qui a en charge les intérêts collectifs du Parti, devrait rapidement s'en préoccuper.

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)

Le président - On prend note de tes observations.

Françoise Seligmann

Trois noms ont été oubliés dans la liste que je vous ai lue : ceux de Jean-Luc Mélenchon, Patrice Finel, et Laurence Rossignol.
(Rires dans la salle)
La commission des résolutions ne se réunit pas en séance plénière ce soir. Cependant, deux sous-groupes émanant de cette Commission sont priés de se réunir. L'un autour de Michel Charzat pour mettre au point le projet. L'autre autour de Yannick Bodin pour s'occuper de la vie interne. Je prie donc les camarades appartenant à la Commission des résolutions, 7 camarades de la motion 1, 2 camarades de la motion 2, 6 camarades de la motion 3, 7 camarades de la motion 5, un camarade de la motion Socialiste et République, de se réunir autour de Michel Charzat, salle 4, à la fin de la réunion... plus un camarade du groupe de la Gauche Socialiste.
Deuxièmement autour de Yannick Bodin, aura lieu une réunion qui est convoquée salle 6 à la fin de la séance et nous prions 6 camarades de la motion 1, 6 camarades de la motion 5, un camarade de la motion de Charzat, et un camarade de la Gauche Socialiste de s'y rendre.

Le président - Je donne la parole à Gérard Fuchs pour l'accueil à nos amis des délégations étrangères.

Gérard Fuchs

Chers camarades, au nom du Parti Socialiste, au nom de son Premier secrétaire, et en votre nom à tous, je souhaite la bienvenue aux 200 invités ou observateurs étrangers qui nous font le plaisir d'être ce soir parmi nous. Nous avons le plaisir en effet d'accueillir plus de 100 délégations provenant de plus de 75 pays. Cela signifie à quel point l'aggiornamento de notre Parti ne nous laisse pas indifférent, y compris loin à l'extérieur de la France.
Merci à ces invités venus parfois au péril d'un long voyage, parfois dangereux nous témoigner de leur intérêt et de leur solidarité. Je ne les saluerai pas tous. Je voudrais cependant attirer l'attention du Congrès sur un certain nombre de présences.
Je voudrais saluer tout d'abord les représentants de l'Union des Partis Socialistes de la Communauté européenne, ceux qui sont aujourd'hui nos camarades de travail presque quotidiens et qui le seront demain plus encore après le succès de la conférence de Maastricht, et dans la perspective d'évolution de la Communauté européenne vers une union politique.
Yves Tibal (?), président d'Union a été retenu à Bruxelles par la formation du nouveau gouvernement. J'ai le plaisir de saluer Axel Hanisch, Secrétaire général

Fondation Jean Jaurès

de l'Union des Partis de la Communauté.
Il faudrait saluer également au nom du groupe Socialiste du Parlement européen notre camarade belge, Raymonde Dury.
De l'Europe centrale et orientale sont venus de nombreux délégués, mais au moment où je vous parle je voudrais saluer particulièrement en votre nom à tous, 4 partis qui sont le Parti des changements démocratiques de Croatie, la Ligue des Sociaux-démocrates de Croatie, le Parti des réformes de Serbie, le Parti du renouveau démocratique de Slovénie.
(Applaudissements).
Chers camarades, j'ai le plaisir de vous dire que j'ai reçu tout à l'heure, dans une salle annexe à notre grand auditorium, ensemble ces camarades croates, slovènes, serbes, qui sont venus m'expliquer comment leur organisation se battait pour le retour à la paix, comment ils se battaient pour un refus de toute annexion territoriale, et de tout changement de frontière par la force, qui sont venus m'expliquer comment ils se battaient parfois contre le gouvernement pour l'instauration de règles internationalement reconnues, pour le respect des minorités de leur République. Je crois que leur combat, et cette volonté de travail collectif, au moment où la France est engagée en première ligne, pour obtenir un cessez-le-feu dans ce que j'appellerai aujourd'hui l'espace yougoslave, pour l'envoie de forces d'interposition et pour le respect des Droits de l'homme et des minorités, méritent notre salutation particulière et enthousiaste.
(Applaudissements)
Nous avons parmi nous également notre délégation africaine, dans beaucoup de ces pays vous le savez, sont engagés des processus de transition démocratique parfois difficiles, parfois même chaotiques, mais je voudrais dire à nos invités notre conviction de Socialistes français que, quelles que soient les difficultés rencontrées, nous considérons que ces processus de transition sont irréversibles et que nous serons à leurs côtés pour les rendre tels.
(Applaudissements)
Nous avons aujourd'hui parmi nous un camarade de Bénin. Le Bénin, vous le savez, est un peu, en Afrique noire, devenu le modèle de la transition démocratique : une conférence nationale, un gouvernement provisoire, un calendrier électoral, et des élections qui se tiennent régulièrement avec des résultats qui ne sont pas contestés.
Je crois que Marcellin Degbe, du Mouvement pour la démocratie et le progrès social, par ce qu'il représente, mérite aussi nos acclamations.
(Applaudissements)
Nous avons d'autres camarades, dont je tairai parfois les noms, qui eux sont dans des conditions plus difficiles, je pense à nos camarades du Burkina, du Cameroun, de Madagascar, de République centrafricaine. Je pense à des camarades du Tchad, dont la seule petite lueur de liberté s'exprime aujourd'hui à travers un journal qui s'appelle "Djamena Hebdo" qui mérite d'être salué.
Je pense particulièrement à nos amis du Togo.
Chers camarades, il s'est passé au Togo depuis six mois des événements positifs

Fondation Jean Jaurès

et des événements dramatiques. Les événements dramatiques vous les avez vécus il y a quelques jours à travers cette nouvelle tentative de putsch militaire dans ce pays, et je voudrais réaffirmer ici devant tous nos invités étrangers, avec toute la solidarité possible, que nous considérons Joseph Kokou Koffigoh comme le Premier Ministre légitime du Togo… (applaudissements)… et que tous ceux qui tenteront par la force ou par tout autre moyen de remettre en question le processus de transition démocratique dans ce pays, dont nous savons qu'il est aujourd'hui le point crucial de la démocratisation en Afrique, dont nous savons que s'il n'est pas réussi ce processus togolais, c'est peut-être tout ce qui est engagé ailleurs qui serait remis en question, je tiens à exprimer au Parti togolais, ici représenté par plusieurs de nos amis, notre solidarité de Socialistes français, et notre total soutien.
(Applaudissements)
Nous avons aussi des représentants de la République ou de ce qu'était la République de Haïti, et je voudrais dire à Serges Gille, président du PANPRA, qui est malheureusement malade, et qui a été supplié par un certain nombre de ses camarades, que nous soutenons son combat contre un putsch militaire dont la réussite ne peut être que provisoire, pour le retour du président Aristide à une démocratie équilibrée en Haïti. Là aussi l'engagement des Socialistes (j'espère qu'un jour il n'aura plus lieu d'être) vous est acquis et est sans faille.
(Applaudissements)
J'ai le plaisir d'accueillir chers camarades quelqu'un qui vient à notre Congrès pour la première fois, quelqu'un qui vient d'un pays que nous n'avions pas l'habitude de voir présent à nos réunions, je veux parler du Secrétaire général du Forum Démocratique du Koweït, Abdullah Alnibari.
(Applaudissements)
La France s'est battue il y a à peine quelques mois pour la libération de son pays, je tiens à dire aujourd'hui que les Socialistes lui apporteront leur plein soutien pour la démocratisation de ce même pays.
(Applaudissements)
Enfin, chers camarades, et parce qu'il faut bien en terminer, je voudrais saluer tout particulièrement en votre nom deux personnes, qui incarnent spécialement dans la période que nous traversons les valeurs de paix, de solidarité, et de démocratie pour lesquelles nous combattons.
La première c'est le prince Ranariddh du Cambodge (applaudissements). Il
y a dix ans, au Congrès de Valence c'est le père du prince Ranariddh qui participait à notre Congrès, à un moment où son pays était dans le malheur, à un moment où l'espérance d'un retour à la paix paraissait tellement éloignée. Le prince Ranariddh que j'ai reçu tout à l'heure a bien voulu nous dire à quel point il considérait que l'action de la France avait été utile au rétablissement de la paix et d'ici quelques mois au rétablissement de la démocratie dans son pays. Il symbolise à mes yeux l'exemple de ce qui peut renaître après des années de guerre civile, de totalitarisme, de toutes les formes de Communisme que l'on a pu imaginer, des Khmers Rouges. Nous souhaitons tous que le processus de paix que les Nations Unies commencent à mettre en œuvre au Cambodge avec le

plein soutien de la France, se poursuive, et nous souhaitons aux dirigeants et au peuple cambodgien la réussite sur ce chemin difficile, nous leur adressons le témoignage là encore de notre solidarité.
La dernière personnalité que je saluerai, peut-être que vous ne la reconnaîtrez pas tout de suite, c'est Myo Nyund, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement birman en exile. La Birmanie, nous le savons aujourd'hui, s'incarne quelque part à travers une femme qui s'appelle Aung San Suu Kyi, une femme dont vous avez tous vu les images à la télévision, et dans vos journaux, une femme d'apparence fragile, mais dont nous savons que la volonté est de fer, une femme qui a reçu il y a quelques jours le Prix Nobel de la Paix, et qui n'a pas pu, après quelques autres personnalités célèbres, je pense à Sakharov, à Walesa, aller le chercher, car elle est maintenue prisonnière dans des conditions que nous ignorons par un gouvernement militaire birman que personne sur la planète ne souhaite reconnaître, avec lequel personne ne souhaite avoir de relation. Je veux dire au nom du Parti Socialiste, au nom des délégués à ce Congrès extraordinaire, que notre solidarité, que notre sympathie, que notre engagement actif, vont aujourd'hui au côté de ces autorités birmanes en exil, et que nous espérons qu'à notre prochain Congrès c'est le Prix Nobel de la Paix de cette année que nous pourrons accueillir, parce que la démocratie aura triomphé dans son pays et que là comme ailleurs le totalitarisme aura été balayé.
Chers camarades alors qu'il est, je crois, à peine imaginable pour des Socialistes de changer la vie dans un seul pays, je tiens à remercier encore une fois nos invités qui témoignent par leur présence que telle est également leur conviction.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Gérard Fuchs, merci encore à tous nos invités d'être présents parmi nous et d'assister à nos travaux.
Une précision : les sous-groupes émanant de la Commission des résolutions se réuniront à 22 heures 30, après le dîner, le sous-groupe projet autour de Michel Charzat, le sous-groupe Vie interne autour de Yannick Bodin.
La séance est levée. Prochaine séance demain matin à 10 heures. Elle sera présidée par Christian Pierret.
Bonne soirée !

Parti Socialiste
Congrès extraordinaire de l'Arche - La Défense
13, 14 et 15 décembre 1991

Séance du samedi 14 décembre 1991 (Matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Christian Pierret.

Le président (Christian Pierret)

Chers camarades, nous allons commencer la séance de ce matin et je vais vous demander de bien vouloir vous asseoir. Je donne la parole immédiatement à Ahmed Ghayet, qui sera suivi de Alain Claeys.

Ahmed Ghayet

Mes camarades, quelques mots en introduction pour tenter de définir l'état d'esprit qui est celui de la population d'origine étrangère en France, à l'heure actuelle.

Chirac déclare qu'elle dégage de mauvaises odeurs. Giscard parle d'envahisseurs. Poniatowski vit une occupation semblable à l'occupation nazie. Enfin, Le Pen propose 50 mesures qui humilient, excluent, jettent l'anathème, en un mot qui transformeraient la France en un pays comparable à l'Afrique du sud ! Assez, mes camarades !

La population immigrée, la jeunesse qui en est issue, méritent mieux que ces propos orduriers et que cette condition de sous-hommes qu'on veut leur faire. Des immigrés ont construit ce pays, des grands-parents sont morts pour la liberté de la France. Vous rappellerai-je le lourd tribut que la jeunesse issue de l'immigration a déjà payé au climat d'intolérance et de racisme depuis dix ans, vous rappellerai-je les noms de Taoufik, Nordine, Thomas, Djamel et Malik ? Ils ont payé de leur vie. La population d'origine étrangère n'a rien à attendre de la Droite (Villepinte) et tout à craindre de l'extrême droite. Le Pen, c'est la haine.

Alors, mes camarades, la vraie question que je vous pose, que je nous pose, c'est : que peut attendre de nous cette population d'origine étrangère ? Tout. Eh bien ! Elle l'attend !

Selon qu'il s'agisse des parents, de la génération des beurs trentenaires, qui est apparue sur la scène dans les années 80, ou bien des gosses des cités, les réactions vont de l'angoisse (inquiétude du lendemain) à un sentiment de lâchage de notre part, voire à la violence. Les gosses des cités qui, de Sartrouville à Mantes la Jolie, en passant par Vaulx-en-Velin, hurlent leur désespoir, cassent, expriment leur rage, sont notre avenir. Ils n'ont connu que le sol des cités de France, ils sont de France, qu'ils soient beurs, blacks ou blancs ! Pour eux, il ne s'agit pas d'un problème d'intégration, il s'agit d'un problème de reconnaissance. Ils ne font rien d'autre que frapper à la porte. C'est la troisième fois. Leurs grands-parents l'ont fait, leurs parents l'ont fait, les gosses de 13-15 ans aujourd'hui le font à nouveau. Or, ce sont eux qui vivent l'exclusion au quotidien dans la formation, l'accès au logement, l'accès à l'emploi, voire les loisirs. Nous devons faire un pari sur l'avenir, celui de la confiance envers ces jeunes, le pari de la convivialité.

Il y a trois réflexions que je voudrais livrer à votre jugement.

La lutte contre le racisme.

Evitons d'enfermer dans un duel Le Pen et les immigrés. Les immigrés ne sont pas responsables de l'extrême droite dans ce pays !

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Le Pen n'est pas un danger pour les seuls immigrés. L'attaquer sur son racisme, sur son antisémitisme, bien sûr, mais ce n'est pas suffisant. Il faut dire et démontrer qu'il est un danger pour la paix sociale, pour l'économie, pour les classes les plus modestes, celles qui se tournent vers lui. Le Pen, c'est l'insécurité !
(Applaudissements)
Nos propos, mes camarades.
Evitons dans nos propos d'alimenter les peurs et les fantasmes sur l'Islam, la répudiation, la polygamie. Connaissez-vous, dans votre entourage, beaucoup de beurs polygames, qui répudient leurs femmes, qui soient plus religieux que les jeunes Français ?
(Applaudissements)
Ou alors, plutôt que de montrer ces gens du doigt, œuvrons réellement pour un vrai statut de la femme immigrée en France, car la France reconnaît la répudiation et reconnaît la polygamie par ses accords bilatéraux !
(Applaudissements)
Le droit de vote.
Si, après le sommet européen, les citoyens de la CEE ont le droit de vote sur le plan local, qu'en sera-t-il des immigrés hors CEE ? Seront-ils condamnés à être des immigrés de seconde zone ? Des citoyens de seconde zone ? Au plan local, mes camarades, dépassons la frilosité, dépassons les fantasmes, faisons vivre la démocratie locale au quotidien. La légitimité électorale doit reconnaître la légitimité associative. Au plan national, reprenons l'offensive. Depuis quand devons-nous faire figure d'accusés devant l'extrême droite ? Depuis quand devrions-nous museler notre capacité de proposition, d'innovation ? Proposons le droit à l'allocation de solidarité pour les immigrés handicapés qui n'y ont pas droit !
(Applaudissements)
Pour terminer, camarades, deux mots sur le Parti.
Le Premier secrétaire, des élus, mais aussi des ministres, au premier rang desquels Lionel Jospin et Michel Delebarre, ont fait confiance à des jeunes issus de l'immigration. Ils l'ont fait au quotidien. Vous l'avez fait avec moi, ils l'ont fait avec moi et j'espère être à la hauteur de cette confiance. Mais continuons ce pari à l'intérieur du Parti, dans les municipalités, sur les listes des candidats aux élections, car c'est comme cela que le Parti se rénovera, c'est aussi comme cela que nous ferons vivre nos valeurs.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, la parole est à Alain Claeys pour cinq minutes. Robert Chapuis se prépare, ensuite, pour dix minutes.

Alain Claeys

Camarades, un nouvel horizon pour la France et le Socialisme, j'ajouterai en

préalable un nouvel horizon pour les militantes et les militants Socialistes, tel est, à mon sens, l'enjeu de ce Congrès extraordinaire.
Comme vous tous ici, j'ai participé à ma réunion de section et au Congrès départemental qui ont débattu du projet. L'impression personnelle que j'en retire et qui, je sais, est partagée par un grand nombre d'entre vous, c'est la forte volonté des militants de pouvoir débattre sans aucune arrière-pensée, de donner un véritable sens à leur action militante. Chaque jour, sur leur lieu de travail, sur leur lieu de vie, ils sont interpellés, nous sommes interpellés, à la fois sur les décisions concrètes du gouvernement et sur les perspectives qu'en tant que Parti Socialiste nous proposons à notre pays. Reconnaissons que, bien souvent, les réponses sont difficiles et que, peu à peu, le découragement peut gagner les militants les plus engagés.
Ce constat n'est pas pessimiste. Il est, je crois, lucide.
Chacun d'entre nous est capable d'y apporter des explications : dix ans de gestion, les bouleversements internationaux, la perte des repères pour nos sociétés, bien d'autres explications aussi justes les unes que les autres et qui, j'en suis sûr, seront reprises au cours de notre journée. Simplement, pour ma part, je voudrais m'arrêter sur des raisons qui concernent notre propre environnement, celui du Parti Socialiste. Elles peuvent paraître secondaires, elles n'en sont pas moins réelles car elles créent un état d'esprit chez les militants.
N'oublions pas, chers camarades, que dans un pays hyper-médiatisé, l'image que les militants ont chaque jour du Parti Socialiste est l'image que leur en donne leur journal favori, la télévision ou la radio.
Alors, reconnaissons-le ensemble, telle petite phrase distillée à la sortie d'un Bureau exécutif, tel petit commentaire à la sortie d'une réunion du groupe parlementaire, telle polémique sur une hypothétique modification du mode de scrutin donnent l'impression, trop souvent, d'un débat sans fin entre Socialistes. Cette réalité quotidienne touche de plein fouet les militants mais, au-delà, nos sympathisants, nos électeurs. Il faut arrêter, car aujourd'hui les militants, tous courants confondus, refusent ces débats stériles. Ils sont profondément blessés et désorientés. Demain, si cela devait continuer, leur silence serait la plus grande sanction pour notre Parti.
Le débat, oui, mais le débat sur l'essentiel, sur nos idées, nos valeurs, sur les idées et les valeurs que porte la Gauche face aux propositions de la Droite, cette droite parlementaire qui se laisse dicter jour après jour ses thèmes de campagne par le Front National.
Face à une radicalisation de la Droite, le Parti Socialiste, pôle fédérateur de la Gauche, doit combattre concrètement, quotidiennement les propositions plus ou moins avouées qui, sous couvert de libéralisme, veulent porter atteinte aux acquis sociaux les plus fondamentaux de notre pays.
Oui, chers camarades, le débat Gauche/Droite est d'une brûlante actualité. Sachons l'engager dans la clarté avec une grande détermination. C'est la tâche du Parti Socialiste, c'est l'attente, la volonté des militants.
Pour cela, il faut être rassemblé ; non pas un rassemblement de façade qui nous

Fondation Jean Jaurès

conduirait à faire du sur-place, mais un rassemblement dynamique qui passe aujourd'hui, plus que jamais, par une authentique rénovation du Parti Socialiste.
Sur ce constat, tout le monde semble d'accord. Alors, donnons-nous en les moyens aujourd'hui. Cette rénovation, chers camarades, nous en connaissons tous les éléments. C'est bien sûr notre projet qui nous réunit aujourd'hui. Ce projet est lucide sur le diagnostic qu'il porte sur les évolutions et les transformations de notre pays sur les bouleversements du monde. Il est porteur d'espoir à un moment où un grand nombre de Français, confrontés à la dureté du quotidien, aux angoisses liées aux conflits qui se développent à quelques centaines de kilomètres de nos frontières, doutent et se détournent de la politique.
Ce projet prendra toute sa force si dans le même temps nous sommes capables de défendre notre bilan ; le bilan de nos gouvernements, et de mettre en perspective l'action gouvernementale. Ce projet sera d'autant plus crédible si dans les mois qui viennent nous avons la capacité d'élaborer des propositions concrètes pour 1993 ; des propositions qui offriront aux Français un choix clair face au programme de la Droite. Ce projet sera porteur d'avenir s'il s'inscrit dans une dimension résolument européenne.
Chers camarades, cette rénovation des idées ne recueillera pas l'adhésion des Français si elle ne s'accompagne pas de la rénovation du Parti qui le porte. Oui, chers camarades, la rénovation du Parti Socialiste est indissociable de notre projet.
A un moment où nous assistons à un rejet des structures collectives, nous devons changer nos comportements pour réconcilier les militants avec leur Parti, pour réconcilier les Français avec la politique. Réhabiliter la politique, réhabiliter les Partis politiques, c'est en premier lieu, aujourd'hui, chers camarades, réhabiliter le Parti Socialiste. Cette rénovation du Parti Socialiste ne peut être que l'œuvre de tout le Parti. Chaque militant doit redevenir un acteur qui réfléchit et qui fait, qui décide et qui agit. Ainsi, le Parti pourra assurer sa double vocation : soutient au Président, soutient au gouvernement qui gère le pays et outil de transformation sociale ; deux tâches qui ne sont pas contradictoires et qui constituent la spécificité de la Gauche. Cette rénovation du Parti Socialiste passe par une prise en compte plus attentive des préoccupations quotidiennes des Français. Cela suppose de nouvelles pratiques militantes qui contribueront à faire émerger une nouvelle citoyenneté.
Chers camarades, je parlais au début de mon intervention de la nécessité d'un nouvel horizon pour les militantes et les militants Socialistes, un nouvel horizon dans leur vie de militant. Le projet que nous venons d'adopter à une très large majorité constituera assurément une étape importante dans cette dynamique. Cette ambition collective que nous avons su nous donner dans l'élaboration de notre projet, mettons la, aussi, au service de la rénovation du Parti lui-même.
Je crois que le moment est venu aujourd'hui, ensemble. Je suis convaincu que nous pouvons la réussir et donner ainsi à la Gauche toute entière une nouvelle et belle espérance.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Le président - Merci Alain Claeys. Je demanderai aux camarades de bien vouloir s'asseoir. Il est très difficile pour les orateurs de s'exprimer dans des conditions de brouhaha et d'allées et venues incessantes. Je demande à nos amis de la presse de bien vouloir achever leur travail et de bien vouloir libérer les allées. Soyez compréhensifs. Le Congrès est difficile car la salle a une disposition géographique et topographique particulièrement ardue et il est très difficile aux orateurs de s'exprimer dans ces conditions. Soyez les uns et les autres compréhensifs. Je remercie nos amis de la presse et nos camarades de bien vouloir s'asseoir. La parole est à Robert Chapuis pour 10 minutes. Jean Le Garrec se prépare ensuite pour 10 minutes.

Robert Chapuis

Chers camarades, tous ensemble nous avons salué le travail remarquable qu'a effectué Michel Charzat. Tous ensemble nous avons voulu dépasser le Congrès de Rennes, dépasser nos faux clivages, mais aussi nos vrais clivages. Tous ensemble nous avons voulu prendre mieux en compte les réalités d'aujourd'hui ; en fonction de l'exercice du pouvoir mais surtout plus largement, on le sait, des mutations considérables de notre époque ; mutations économiques, mutations technologiques des années 70 et 80, des années de crise que nous avons dû non seulement traverser mais surmonter ; mutations culturelles, mutations sociales, mutations politiques à l'échelle de la planète. A la fin des années 80, c'est vrai, le monde a bougé, nos points de repère ont été profondément ébranlés. Alors, tous ensemble, nous avons voulu redonner vie à l'espérance Socialiste, au milieu de ces bouleversements. Des débats subsistent, et c'est d'ailleurs heureux. Mais tous ensemble nous avons la volonté d'avancer vers ce nouvel horizon. Ce Congrès doit en préciser les termes mais nous savons déjà qu'au-delà de nouvelles tâches nous attendent. Ce Congrès est une étape, une étape non seulement utile, mais nécessaire ; mais c'est une étape. Sur la base de notre projet, sur la base du large rassemblement dont il témoigne, nous devons nous donner non seulement des moyens de réfléchir, mais aussi des moyens d'agir.

Dans ce sens, deux directions me paraissent importantes et urgentes. La première est l'application de notre projet à l'exercice des pouvoirs décentralisés. La seconde est la révision nécessaire de la conception et de l'organisation de notre Parti dans sa nature comme dans ses structures. En mars 1991, très bientôt, les élections cantonales et régionales nous imposent de traduire notre projet Socialiste en termes concrets. Il ne s'agit pas simplement de revendiquer l'exercice de compétences. Il faut que nous sachions dans quel sens, dans quel but, avec quels moyens nous allons les exercer. Ce doit être la base des contrats que nous entendons passer avec nos électeurs. Ce doit être aussi, je crois, la base des accords que nous serons prêts à passer avec les forces de progrès pour la gestion des régions ou des départements.

C'est important, mes camarades. Ces contrats de représentation et ces contrats de majorité doivent répondre à la même logique et répondre à la logique de notre

Fondation Jean Jaurès

projet. C'est une tâche importante pour nos fédérations et pour nos comités régionaux dans les semaines à venir et je ne doute pas que nous y mettrons tous ensemble la même énergie que pour constituer les listes et désigner les candidats.
Mais, par ailleurs, nous ne devons pas nous masquer l'autre enjeu de la période. Il ne sert à rien de réviser notre conception du Socialisme si nous ne sommes pas capables de réviser notre conception de l'organisation nécessaire à sa mise en œuvre, c'est-à-dire le Parti Socialiste. La morosité des militants est réelle et tient sans doute en partie à l'ambiance générale. Mais il s'y ajoute un malaise croissant sur notre fonctionnement collectif, sur nos règles, sur nos pratiques, sur notre capacité à nous insérer dans le mouvement social sans céder aux jeux médiatiques et aux querelles de personnes.
Le militantisme est difficile aujourd'hui, et on le sait dans les syndicats, on le sait dans de nombreuses associations. Il n'est pas facile non plus dans notre Parti, il deviendrait encore plus difficile si le Parti se transformait en une sorte de huis-clos permanent. Si le projet a connu une certaine importance, si le projet a pu prendre la dimension que Michel Charzat a évoquée hier, c'est aussi en raison même de la méthode de son élaboration. Cette méthode doit servir maintenant à notre organisation. Nous devons sortir de nous-mêmes, prendre le vent du large. Il faut ouvrir le dialogue avec tous ceux qui sont à la recherche d'une nouvelle espérance capable de concilier la liberté à la justice sociale, la défense des valeurs démocratiques et la transformation de notre société.
Dans le passé, nous voulions unir les grandes forces de notre pays, c'était l'union de la Gauche, c'était l'union des forces populaires. Aujourd'hui, l'union est plus difficile, l'univers politique a la forme de l'univers social, il est éclaté en termes de groupes, voire en termes d'individus ; c'est vrai qu'on y trouve toutes les contradictions du passé. C'est l'éclatement du mouvement Communiste, et toutes les contradictions du présent et c'est la diversité du mouvement écologique. On y trouve des intellectuels qui veulent apporter leur intelligence à la transformation sociale. Je lisais récemment, comme sans doute un certain nombre d'entre vous, cette interview de Castoriadis. Il nous rappelait que fut un temps où le combat était Socialisme ou barbarie. Aujourd'hui, c'est vrai c'est plus difficile, parce que du sein même du régime qui se prétendait Socialiste se sont développées des formes de barbarie. Il nous faut reconstruire, au moment où la barbarie risque d'être à nos portes, une autre idée du Socialisme, il faut nous appuyer sur celles pour lesquelles ce combat n'a jamais cessé. On y trouve aussi tous ceux qui ont le souci du quotidien, tous ceux qui se préoccupent d'une morale individuelle et collective, devant les risques de la science ou les dangers du monde. On y trouve les combattants des Droits de l'homme et ceux qui n'acceptent pas la souffrance, ni près d'eux, ni de loin. Il existe dans notre pays comme dans les autres pays d'Europe des masses d'hommes et de femmes qui sont conscients des dangers que représente la Droite, au moment où risque de se sceller l'union de la Droite et de l'extrême droite, des hommes et des femmes qui sont volontaires pour le progrès, soucieux de liberté, mais aussi soucieux d'égalité. Or que représentons-nous pour eux ?

Ils se font entendre parfois à travers les médias, ils se font entendre aussi si l'on peut dire, à travers l'abstention. Les critiques ne sont pas tendres à notre égard. Mais ce serait d'ailleurs encore plus grave si l'on n'avait même plus envie de nous critiquer, si l'on rangeait le Parti Socialiste au magasin des accessoires ou des rancœurs.
En 1985, nous disions : il faut changer. Nous avons changé, nous avons commencé dans nos esprits, dans nos projets, et il nous faut désormais changer dans notre pratique et notre organisation. Il faut nous mettre à l'écoute de tous ceux qui acceptent d'être nos interlocuteurs, il faut changer notre Parti. Ce Congrès ne porte pas sa crédibilité en lui-même, tout dépend des suites que nous serons capables de lui donner. Nous devons être et nous pouvons l'être ensemble, tout à la fois refondateurs, reconstructeurs, rénovateurs, tout ce qui porte la marque d'un renouvellement en profondeur.
De nouvelles formes de délibération, de nouvelles pratiques, de nouvelles équipes sont nécessaires, non seulement pour retrouver la confiance comme on dit, mais surtout pour retrouver le contact avec la société réelle, avec les mouvements qui la traversent.
Ce renouvellement ne peut attendre l'an 2000 qui est l'horizon de notre projet, nous devons prendre les moyens d'accélérer notre histoire, si nous voulons avoir une chance de connaître l'histoire elle-même à travers les années qui viennent.
Un travail important a été réalisé pour que ce Congrès puisse avoir lieu, pour qu'il soit l'occasion d'un vaste rassemblement. Il faut en saluer tous les acteurs, et tous les responsables. Un travail tout aussi important reste à faire : nous redonner la capacité d'agir, nous redonner la capacité d'entraîner tous ceux qui doutent aujourd'hui du Socialisme, parce qu'ils doutent du Parti Socialiste. Nous avons à retrouver à reconstruire, à affirmer haut et fort, notre fierté d'être Socialistes. Et je voudrais dire à Jean Poperen qu'il est important de chercher à organiser les autres, mais comment cela serait possible si nous ne sommes pas capables de nous organiser nous-mêmes ?
(Applaudissements)
Il faut donc que par ce Congrès nous puissions redonner force et crédibilité au Socialisme. Il faut aussi que nous soyons maintenant capables de redonner force et crédibilité au Parti Socialiste, il est fondamental d'avoir pu trouver un nouvel horizon, il faut que nous soyons capables maintenant ensemble de trouver le chemin.
(Applaudissements)

Le président - Merci Robert Chapuis.
Avant de donner la parole à Jean Le Garrec pour dix minutes et ensuite à Jean-Pierre Chevènement pour vingt minutes, je demande cette fois-ci avec une très grande fermeté au service d'ordre de bien vouloir prier les militants, les délégués du Congrès de s'asseoir et si possible de suivre nos travaux en silence !
Je demande aussi que cessent ces allers et venues pour que les orateurs puissent s'exprimer dans de meilleures conditions.
La parole est à Jean Le Garrec pour dix minutes.

Fondation Jean Jaurès

Jean Le Garrec

Eh bien, mes camarades, je trouve la presse de ce matin particulièrement roborative. Si l'on parle d'idées, le Parti Socialiste s'ennuie, si l'on parle de tactique le Parti Socialiste se divise, si l'on parle avenir le Parti Socialiste s'inquiète.

Plantu dessinait hier dans le "Monde" : Et si nous nous occupions des pauvres ?

Renault, ce matin, annonce 3000 licenciements. Je crois qu'il faut une très grosse santé morale pour résister à l'ambiance générale et à ce que l'on nous propose. Et pourtant la tenue de ce Congrès extraordinaire me semble être déjà une victoire sur nous-mêmes. Le Premier secrétaire le voulait, la direction a suivi, il n'était pas facile à contre-courant d'organiser un débat sur des idées, et comme le disait Bernanos, de lutter contre la trahison des clercs, de ceux qui disent : il n'y a plus d'idéologie, plus de philosophie, il n'y a plus de projets, il n'y a plus de politique. C'est l'enjeu que nous relevons. Et je trouve qu'en soi-même déjà nous devrions être fiers d'avoir engagé ce pari avec nous-mêmes et de le réussir avec le texte intelligent, clair, important préparé par Michel Charzat.

Quel est l'enjeu ?

En 1980, nous avions des certitudes et des convictions. En 1991, nous avons encore, et heureusement, des convictions puisque nous sommes là rassemblés : je salue les fédérations, je salue les fédérations ouvrières du nord et du Pas-de-Calais, je salue les représentants de la classe ouvrière comme Pierre Windels.

(Applaudissements)

Donc, nous avons toujours les mêmes convictions mais les certitudes ont été remplacées par des interrogations inquiètes et des attitudes souvent frileuses. Pour les années à venir, l'enjeu est clair. Pouvons-nous faire de ces interrogations légitimes le moteur d'un nouveau dynamisme ? Le projet, avec sa lucidité, aide à cette réponse comme point de départ d'une réflexion, comme point de départ d'un débat d'idée avec d'autres, les organisations syndicales, les écologistes, le mouvement associatif. Ou allons-nous nous laisser aller au fil des morosités, des égoïsmes inavoués, de l'enfermement sur nous-mêmes, de la volonté de conserver des situations confortables avec, se greffant sur cet abandon, le petit jeu stérile des calculs et des positionnements tactiques ?

Si nous laissons cette réponse l'emporter, il n'y aura pas de retour en arrière. Nous glisserons sur la pente et c'est vous, militants, qui avez la clé pour les années à venir, au nom d'une histoire et d'une volonté collective.

Personnellement, je ne peux cacher ni mon irritation, ni parfois ma colère quand j'entends ou que je lis des articles sur le spleen des députés, les états d'âme de tel ou tel. Quand dans nos fêtes de la Rose, je rencontre des militants qui se sont battus pendant 20 ans, 30 ans, qui ont reçu plus d'échecs que de satisfactions, qui continuent à se battre, il m'arrive parfois de penser que nos états d'âme sont le luxe d'un enfant gâté.

(Applaudissements)

Collection Jean Jaurès

Il faudra bien un jour que nous disions, face à ces femmes et à ces hommes, au nom de qui nous sommes ici, qui ont vécu ces années de combat, que nous avons le courage d'affronter les difficultés, et d'abord de dépasser nos difficultés internes. C'est vrai que nous avions des certitudes, hier l'on parlait - c'est Laurent Fabius - du slogan : nationalisation, planification, autogestion. J'ai eu quelques responsabilités avec Michel d'ailleurs dans la mise en place de ces politiques et nous savons aujourd'hui que l'addition de ces réformes souvent fondamentales ne suffisait pas à changer la vie. Le projet le montre très bien, le monde est devenu terrible, dur, impitoyable. Nous imposons depuis 10 ans à notre pays, qui n'est pas réformiste, qui est un pays de coup de cœur, de coup de sang, un effort sur lui-même continu, permanent, et cet effort, il est normal qu'on vous en fasse reproche, même si nous avions le devoir de le mener et de le poursuivre.

Je disais : nous imposions cet effort face à un capitalisme qui est aujourd'hui, comme le disait Jacques Delors, beaucoup plus financier que productif. Et nous imposions cet effort avec le soucis de la justice sociale à ceux qui nous ont porté au pouvoir. Et il suffit de reprendre une analyse marxiste. Pourquoi l'imposons-nous à ceux qui nous ont porté au pouvoir ? Parce qu'ils représentent tout simplement l'essentiel de la force de travail, l'essentiel de la force active, et c'est cette force active qui est bousculée par cette terrible mutation que nous vivions ; et nous avons devant nous des hommes et des femmes acculés, agressés, cassés, dans ce qui est parfois toute une vie. Quels choix devons-nous faire ? Si nous refusons cette mutation, si nous réclamons le retour à l'autorisation administrative de licenciement, si nous imposons aux entreprises publiques des situations qu'elles ne peuvent maîtriser, on nous dira : les Socialistes retournent à leurs erreurs.

Si nous accompagnons cet effort sans précédents par des plans sociaux, une volonté de formation professionnelle comme il n'en a jamais existé, le souci du reclassement, de la reconversion, on dira tout simplement : les Socialistes ont perdu leur âme.

Quel chemin entre ces deux critiques ? Nous savons aujourd'hui que la croissance est indispensable pour répondre aux problèmes du chômage, mais nous savons aussi qu'elle n'est pas la seule réponse. En France, quand la croissance est forte, le chômage diminue peu. Quand la croissance est faible, le chômage augmente rapidement, et c'est à cela que nous devons répondre. La productivité, la rationalité du travail va plus vite que la création d'emplois nouveaux, et c'est ce concept nouveau que nous devons développer, le droit à l'activité. Nous devons nous arc-bouter pour dépasser les vieilles notions de taylorisme et de fordisme qui sont, hélas, encore dominantes dans l'économie française. Il faut reprendre le problème du temps de travail, le lien avec l'activité créatrice. Il faut poser le problème de l'action syndicale dans les petites unités d'entreprises. Il ne suffit pas que le gouvernement fasse du bon travail, il ne suffit pas que Martine Aubry soit un grand ministre, il faut que nous, militants, nous restions accrochés à ce problème, que nous bouleversions les conservatismes syndicaux, que nous interrogions le patronat sur cette

Fondation Jean Jaurès

irresponsabilité qui consiste à prendre en compte la variable sociale comme la seule variable de gestion.
Dans ce formidable ébranlement de l'histoire, notre responsabilité est totale. C'est pour cette raison que nous prendrons des coups partout, de tous les côtés, et que nous sommes aujourd'hui au tournant du chemin. C'est pour cette raison toute simple que nous sommes seuls, isolés, et que nous ne pouvons, pour résister, trouver de la force qu'en nous-mêmes. C'est pour cette raison que ce Congrès extraordinaire doit marquer le dépassement de nos divisions, doit effacer complètement ce qu'a été l'échec majeur du Congrès de Rennes, et doit montrer que nous avons la volonté de ne pas laisser le champ au seul développement du capitalisme sauvage dont on voit les conséquences à Londres et à New York.
Voilà l'enjeu. Il est en même temps difficile et important. C'est dans notre volonté militante que nous devons rechercher les raisons de cet avenir.
Et si nous avions des doutes, des hésitations, nous devrions au moins trouver réponse sur deux nécessités.
La première, elle est fondamentale, est-ce que nous avons la vocation d'accompagne le Président de la République dans long chemin, dans cette difficulté politique, de ce septennat ?
Est-c que nous avons la volonté de donner à François Mitterrand les moyens d'aller jusqu'au bout de sa mission ?
Est-ce que nous sommes oublieux de ce qu'ont été les grandes histoires, et les grandes leçons de 1970 à 1980 ?
Est-ce que nous avons déjà oublié ce qui s'est passé en juin 1981 ?
Cette seule réponse serait en soi suffisante.
Il y en a une deuxième, et Ahmed Ghayet, et je conclurai la-dessus, l'a dit avec beaucoup de conviction, beaucoup d'intelligence et beaucoup de foi. Dans cette lutte contre l'extrême droite, dans cet ébranlement de l'histoire, la résurgence des vieux thèmes, des vieilles idées, des xénophobies et des rejets, est-ce que nous ne sommes pas ceux qui d'abord vont mener le combat ?
Je crois que le cri d'Ahmed Ghayet ce matin, était en soi suffisant. Il devrait nous aider à dépasser parfois nos petites querelles intestines et nos médiocrités.
Et Ahmed, je dirais simplement une seule phrase, que j'ai retrouvé dans ce livre d'Ernst Glaeser : "ils se sont attaqués aux immigrés, mais je n'étais pas immigré, ils se sont attaqués aux tziganes, mais je n'étais pas tzigane, ils se sont attaqués aux juifs, je n'étais pas juif. Ils se sont attaqués aux démocrates, je me suis réveillé, il était trop tard".
Aujourd'hui, il est temps de nous ressaisir.

Le président - La parole est à Jean-Pierre Chevènement pour 20 minutes, Puis à Philippe Marchand.

Jean-Pierre Chevènement

Chers camarades, nous avons devant nous une longue bataille, pas seulement

Fondation Jean Jaurès

des échéances électorales difficiles mais au-delà, de très rudes défis à relever.
Dans la réalité, l'éclatement de la société, sous les coups du pouvoir, du chômage, et de la précarité. La montée du racisme, la crise de la démocratie, le nouvel désordre mondial, avec la dislocation de l'URSS et la réhabilitation des vieilles nations.
Au sud, une fracture lézarde la terre, et cette fracture nous la voyons s'ouvrir en Europe même, en Yougoslavie et en URSS, entre d'un côté, les "blancs" riches ou qui aspirent à le devenir, et au sud les autres. Prenons garde à ce qu'à un empire du mal, ne s'en substitue pas un autre. Vous savez que le capitalisme a besoin, pour son ordre, d'images simples, d'images grossières, d'images simplificatrices, et comme le diable est nécessaire au bon dieu, il lui faut un empire démoniaque, qu'il trouvera demain peut-être dans le monde arabo-islamique ou bien dans le Japon, ou ailleurs encore.
Si nous ne faisons pas prévaloir une autre conception, la nôtre, la conception républicaine, la conception des "lumières", la conception humaniste, qui traite de l'humanité toute entière, comme fait d'hommes ayant les mêmes droits, et aussi les mêmes devoirs.
Chez nous, chers camarades, le vichysme est de retour. Plus du tiers des Français, selon certains sondages, se sentiraient proches des idées de Le Pen. Ce n'est pas seulement Le Pen, c'est une fraction de plus en plus large de la Droite, qui aujourd'hui, réclame le retour au droit du sang, qui veut expulser les chômeurs d'origine immigrée en fin de droit, qui développe un racisme anti-arabe, un antisémitisme renaissant, un révisionnisme historique qui compose décidément un nouveau paysage idéologique.
Quelle est la réponse que nous apportons, chers camarades ? Certainement pas, faut-il le faire, certainement pas dans un front républicain dont certains se souviennent de ce que vaut l'homme, un front républicain anti-Le Pen, qui ferait de Le Pen le discriminant, le seul, le grand, le seul discriminant de la vie politique française qui évacuerait tout débat... (applaudissements)... qui donnerait à Le Pen l'hégémonie de la Droite et peut-être un apanage des provinces du midi, qui ne bâtirait, comme recours, le rempart de la démocratie qui n'est pas à chercher à droite.
La vraie réponse, c'est nous qui devons l'apporter en nous attaquant aux causes qui font prospérer Le Pen. J'en citerai deux.
D'abord le chômage et la précarité. Ensuite, la crise de l'identité républicaine de la France.
Le chômage et la précarité, chers camarades : 2 800 000 chômeurs, beaucoup de travailleurs intérimaires, la peur, l'angoisse du lendemain, tout cela est le terreau sur lequel prospère bien évidemment cette idéologie délétère. Il faut mettre la révolution technologique de notre temps et en particulier la révolution électronique qui bouleverse complètement le processus de production au service du progrès social. C'est cela notre âme historique. Cela ne peut pas se faire rapidement. Nous l'avons commencé... et souvent, nous l'avons bien commencé dans des domaines variés. Je pense à l'élan éducatif, mais c'est une révolution beaucoup plus profonde - et Martine Aubry a très justement ouvert un chemin en

Fondation Jean Jaurès

parlant de changer le travail. Elle a pris le problème sous l'angle le plus vaste, et je crois que notre Parti a besoin de repères, de grandes idées, pour pouvoir dessiner un cadre et ouvrir un chemin qui permette à nos concitoyens de nous comprendre.
Qu'est-ce que nous leur proposons ? Qu'est-ce que nous leur disons ? Dire que par exemple une entreprise n'est pas seulement chargée de fabriquer des produits, naturellement c'est son métier, mais aussi nous savons qu'elle le fera d'autant mieux qu'elle formera les hommes et les femmes, qu'elle fait travailler. C'est une idée profondément juste, ancienne d'ailleurs, la formation continue, je vois Jacques Delors, c'est une idée ancienne... elle est plus vraie aujourd'hui que jamais.
Le chômage et la précarité, il faut les faire reculer. Comment ? J'y reviendrai tout à l'heure, et je dirai comment nous ne les ferons pas reculer surtout.
La deuxième cause qui fait prospérer Le Pen, sur laquelle il me semble que nous n'avons pas assez réfléchi, c'est la crise de l'identité républicaine de la France.
Chers camarades, il y a deux conceptions de la nation. Il y a la conception citoyenne, la conception républicaine, qui identifie la nationalité et la citoyenneté et puis, il y a la conception ethnique qui fleurit chez nous à l'est aujourd'hui, avec la montée d'un mouvement xénophobe et raciste qu'on voit également en Belgique et en Allemagne. N'abandonnons pas, chers camarades, à Le Pen, le terrain de la nation, parce que la nation est le lieu où se forge, pour l'essentiel, le lien social. Le lien social à travers le débat démocratique. C'est cela la République. Une communauté d'individus pesant par eux-mêmes et qui, par le débat, se constitue comme peuple.
(Applaudissements)
Cela est vrai pour l'intégration des immigrés. On ne fait pas barrage à Le Pen en vantant le droit à la différence, mais en travaillant à l'égalité concrète des chances, à l'affirmation de la liberté ou, si vous le préférez, de la laïcité qui n'est rien d'autre que la liberté de penser, que la capacité de penser par soi-même, que la revendication d'un espace public commun à tous les hommes, quelle que soit, je dirai, le profession, quelle que soit leur origine sociale ou ethnique. C'est cela la vraie définition de la laïcité. Il me semble qu'on avait un peu oublié cela. C'est évidemment la fraternité, le refus du racisme.
Il m'arrive de penser, qu'au temps du colonialisme, il y avait plus d'humanité qu'aujourd'hui dans le regard que certains jettent sur les immigrés.
Dans l'égoïsme, dans le froideur de notre société, nous devons être capables de restaurer un lien humain et un lien politique, non seulement avec les immigrés de chez nous, mais avec les peuples du sud, car c'est cela qui manque d'abord. Ce n'est pas seulement un problème économique, c'est aussi un problème économique.
Parlons aussi de l'Europe. On ne luttera pas contre les réactions de rejet de la construction européenne qui est nécessaire. Si on construit une Europe oligarchique, il faut construire une Europe sociale et démocratique en prenant appui sur la volonté des peuples. C'est comme cela que nous avancerons et pas autrement.

Mes chers camardes, Vichy, dans notre pays, n'a été possible que parce que le Front Populaire a renoncé, et qu'il a renoncé, vous le savez, dès le départ, avec la politique de non-intervention et ensuite avec Munich, et ensuite, avec la "drôle de guerre". Ce sont les échecs du Front Populaire qui ont ouvert la voie à Vichy, et naturellement la défaite des armées républicaines.
Eh bien, tirons quelques leçons de l'histoire.
Quand les républicains ne mettent pas en pratique leurs valeurs, se contentent d' 'évoquer des valeurs qu'ils ne traduisent pas en actes, il font le lit du fascisme, ou d'un mouvement fascisant comme celui auquel nous avons affaire aujourd'hui, et pour encore longtemps.
(Applaudissements)
Chers camardes, nous ressentons tous le besoin d'un sursaut. Beaucoup cherchent des raisons de croire et d'espérer, il faut les leur donner. Il y a nécessité d'un nouvel élan.
Mais c'est le moment... permettez-moi de vous le dire puisque j'ai été à l'origine de deux documents, le programme Socialiste et le projet de 1979-1980. On peut dire tout ce qu'on voudra de ces documents, mais il y a une chose qu'on ne pourra pas dire, c'est qu'ils n'ont pas recréé une puissante dynamique et qu'ils ne nous ont pas permis de venir au pouvoir, et ils ont joué un rôle important pour affirmer notamment il y a une dizaine d'années que le Parti Socialiste est le recours de toute la Gauche, même si le Parti Communiste, lui, avait tourné le dos à l'union de la Gauche.
Eh bien, aujourd'hui on nous propose de tourner le dos aux choix fondateurs du Parti Socialiste. Le document qu'on nous soumet, qu'on le veuille ou non, il n'est pas sans quelques mérites, mais qu'on le veuille ou non nous propose de renoncer.
Ce nouvel horizon se perd dans la brume, brume de la complexité, qui peut bien vite devenir théorisation de l'impuissance et alibi de l'inaction. Brume pessimiste. Je cite : "Le Socialisme ignore la dimension tragique de l'existence, la part maudite de l'homme qui font de l'instinct de mort et du désir de domination des données constitutives de sa nature."... Je salue Michel Rocard. C'était à la page 46 du document que vous avez tous lu, j'en suis sûr !
(Applaudissements)
Mes chers camarades, cette part maudite de l'homme, qu'est-ce donc sinon la vieille théorie du péché originel ?
(Applaudissements)
Alors moi, je préférerais qu'on reprenne une autre distinction, celle des maux inévitables et des maux évitables qui sont du ressort de la politique. Cela, vous trouvez cela chez Marguerite Yourcenar. Vous voyez mes références...
Il me semble que notre démarche devrait être de partir des défis qui sont devant nous, la fracture sociale, la crise de l'identité républicaine de la France, la fracture nord-sud, l'unipolarité du monde.
Il faudrait analyser et mesurer les rapports de forces, bâtir une stratégie. Au lieu de cela, Pierre Mauroy, à L'Heure de Vérité le 10 novembre, nous a expliqué qu'il fallait mettre notre doctrine en accord avec la pratique gouvernementale

Fondation Jean-Jaurès

telle qu'elle s'est développée depuis 1983, et il a ajouté : c'est notre "Bad Godesberg".
Alors évidemment, si c'est un projet de normalisation qui vise à prendre acte du tournant de politique économique, du tournant de politique étrangère, et bientôt du tournant de politique intérieure, - rassurez-vous, je ne vais pas parler du changement de mode de scrutin, mais tout le monde sait bien ce qu'il y a là derrière - si ces trois tournants sont cohérents entre eux, eh bien, la fonction de ce projet est évidemment de les entériner. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle une majorité de militants a voté contre ou s'est abstenue.
(Applaudissements)
Chers camarades, il faut s'attaquer aux vrais problèmes, et d'abord au chômage et à la précarité.
Edith Cresson a tout à fait raison de proposer une politique industrielle plus audacieuse, car je vois dans des domaines comme l'électronique, les périphériques d'ordinateurs - je n'ai pas besoin d'évoquer le sort de Bull à Belfort - à quel point le renoncement s'est installé depuis longtemps. Il faut une politique de grands travaux, une relance du logement social, alors que la reprise américaine tarde à venir, que l'Allemagne s'enfonce à son tour dans la stagnation, et même la récession.
Il faut prendre une initiative européenne de croissance. C'est tout à fait nécessaire. Il faut que l'Europe soit la locomotive mondiale de la croissance, et que des initiatives soient prises dans ce sens. La France a des marges de manœuvre. Regardez les cinq fameux indicateurs retenus pour définir la convergence des politiques. Nous sommes les plus vertueux. Oui, les plus vertueux. On a oublié quand même un indicateur, celui du chômage. Là nous ne sommes pas ceux qui réussissent le mieux ! Mais peut-être serait-il temps de considérer qu'il y a des priorités qu'il faut savoir renverser.
Sept experts mondiaux sollicités par l'OFCE, parmi lesquels un Prix Nobel de l'économie, M. Solow, M. Haavelmo, d'autres encore, nous ont expliqué que la politique dite de désinflation compétitive - je ne sais pas si Pierre Bérégovoy est là - était assurée d'un succès à très long terme, et qu'en attendant, il serait temps - je cite - de rouvrir le procès qui a été instruit contre des politiques plus actives, politique industrielle, politique active de l'emploi.
L'un de ses experts déclarait d'ailleurs qu'on avait eu tort à Maastricht de vouloir plafonner les déficits budgétaires à 3% du PNB, parce que l'intégration pousse à la divergence, aux écarts. Peut-on concevoir, ajoutait-il, que la France perde continuellement des emplois pendant qu'un de ses voisins en crée ? Il faut bien qu'il y ait des mesures correctives. Et il notait qu'à la différence des Etats-Unis, en Europe la mobilité du travail allait se heurter à des barrières linguistiques et culturelles évidentes.
Chers camarades, au-delà des conflits, dans la Bande des Trois, il y a le vrai problème.
Comme disait Laurent Fabius citant Emmanuel Kant, ayons le courage de penser !
(Applaudissements)

J'ai tendance à croire, pour ce qui me concerne, que le document dont on nous invite à parler n'est, comme disait un de nos très grands amis jadis, un sujet ni vraiment très sérieux, ni vraiment très intéressant. Pourquoi ? Mais parce que les grandes décisions ont été prises à Maastricht, des décisions qui engagent l'avenir sur la décennie qui vient. Il est vrai qu'elles ont été prises sans que le Parlement en ait été informé, le débat qui a eu lieu non sanctionné par un vote, sans que le texte du traité en cours d'élaboration nous ait été communiqué, et même le président de la délégation auprès des Communautés européennes ne l'avait pas. Ce débat s'est déroulé dans une atmosphère tout à fait irréelle, ce qui fait que j'ai très peur que nous soyons placés simplement devant le fait accompli, sans autre recours que d'approuver ou de rejeter, faute d'avoir pu à aucun moment infléchir.
(Applaudissements)
Je vais accélérer.
Je dirai simplement que je m'interroge sur le fait de savoir si les accords de Maastricht répondent aux vrais défis. Traitent-ils vraiment le sujet ? 14 millions de chômeurs en Europe, 2,8 en France. Une stagnation économique qui se prolonge.
Alors qu'une initiative européenne de croissance serait nécessaire, on nous propose la perspective de la monnaie unique qui nous engagera dans une spirale de politique déflationniste. Voyez l'Italie, son déficit budgétaire, son endettement public. Comment pourrait-il en être autrement ?
Nous risquons une décennie de stagnation économique, et si nous avons tellement de chômage en Europe, c'est parce que la croissance y a été beaucoup plus lente depuis dix ans qu'aux Etats-Unis ou au Japon. Comment allons-nous régler le problème de nos rapports avec le Japon et les Etats-Unis ? Une politique industrielle ? Il y a la règle de l'unanimité, mais il n'y a pas de majorité qualifiée; on peut prévoir qu'il n'y aura pas de politique industrielle européenne. Qu'en sera-t-il dans l'avenir de notre automobile ? De l'électronique ? De la politique agricole commune ?
Enfin s'agissant de la conception démocratique de la construction européenne, permettez-moi de vous dire qu'une banque centrale avec X gouverneurs inamovibles, autant de M. Larosière ou de Karl Otto Pöhl que nous connaissons, ce n'est quand même pas le sommet de la démocratie !
(Applaudissements)
Laurent Fabius a eu raison...

Dans la salle - Ah...

Jean-Pierre Chevènement - ... de dire que les Socialistes devaient se définir à travers l'intervention de la puissance publique, des services publics. Mais comment ne voit-il pas la contradiction entre cette affirmation et d'autre part la logique monétariste et déflationniste dans laquelle nous engagent les accords de Maastricht ?
Le débat sur l'Europe, ou plutôt sur le contenu de l'Europe et sur la manière de

Fondation Jean Jaurès

faire l'Europe, a toujours traversé le Parti Socialiste. Je ne vous ramènerai pas très longtemps en arrière, mais je vous rappelle quand même que vis-à-vis du SME, le Parti Socialiste n'était pas d'accord en 1978. Nous nous y sommes ralliés, Jacques Delors se souvient dans quelles conditions, contraints et forcés ! Ce n'est pas insulter la vérité historique. Entre nous, nous pouvons nous parler. Toutes ces questions peuvent paraître inopportunes, mais ce sont les vraies questions, et il faudrait que le Parti Socialiste se place dans le cadre d'une logique d'ensemble.

Alors je conclurai en disant que nous devons éradiquer les causes qui font prospérer Le Pen, mener une autre politique pour faire reculer le chômage, la précarité, l'angoisse du lendemain, pour rendre confiance, pour faire reculer le racisme, pour donner sens à l'intégration. Nous devons réaffirmer l'identité républicaine de la France, défendre la nation, sauvegarder l'essentiel national, assurer la cohésion nationale. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est vous tous qui avez voté pour le projet dit du Comité directeur, puisque tout ceci s'y trouve quand même. Donc c'est la preuve que vous êtes sensibles à la vérité de ce que je vous dis.

J'ajoute que dans notre tradition, nous devons prendre garde avant de dissocier la nationalité et la citoyenneté, pour ne pas donner à Le Pen le monopole de la nation, cette fois ci dans sa conception raciste et ethnique.

Nous devons donner un contenu progressiste à la construction européenne, rompre avec la logique libérale, initier de grands projets, lancer des politiques industrielles positives, associer les nouvelles démocraties de l'est et les pays de la rive sud de la Méditerranée à la croissance du grand marché. Il ne faudrait pas que l'Europe, nous la fassions comme d'autres reconstruisaient le pont de la rivière Kwaï. L'Europe ne doit pas devenir un alibi à la politique régressive des gouvernements.

Je voudrais conclure en disant que nous devons rassembler à gauche pour demain refonder toute la Gauche. La fin de l'URSS, c'est une chance pour la République, car la Gauche, elle vient de plus loin, elle a deux siècles, elle ira loin encore. Nous devons rassembler très largement la Gauche et même au-delà de la Gauche, mais d'abord à Gauche et à partir de la Gauche, et puis ensuite, les mêmes structures, vous le sentez bien, le Parti Socialiste, un jour, devra être capable de se dépasser, pour refaire Epinay.

Ce serait une erreur, chers camarades, de tourner le dos à nos choix fondateurs et c'est ce que nous avons voulu exprimer, la refondation. Notre influence augmente de 50% par rapport au Congrès de Rennes. Ce n'est quand même pas tout à fait négligeable, certes, et je conclus...

(Quelques applaudissements)

Nous sommes minoritaires, c'est vrai, nous nous inclinons devant la loi de la majorité aujourd'hui, parce que nous espérons bien demain devenir majoritaires. Que la majorité de Rennes, cher Pierre Mauroy, exerce ses responsabilités, qu'elle exerce la direction du Parti, mais il arrivera un moment où on ne pourra pas reculer indéfiniment la date du Congrès ordinaire, il faudra rendre compte devant le Parti, prendre un nouveau départ et ce jour-là, nous répondrons

Fondation Jean Jaurès

présents. Comme cela s'est déjà vu dans le passé, le Parti sera très heureux de trouver en son sein une minorité qui aura défendu ses convictions pour mieux préserver l'avenir.
(Applaudissements)
Dans cette période difficile qui évoque deux autres périodes, celle des années 1890 au moment de l'affaire Dreyfus, et celle des années 30 avec la montée du fascisme, la République doit trouver pour vaincre des idées claires, des courages intacts, une volonté inébranlable, parce que, chers camarades, le combat sera long, et nous nous y retrouverons, vous le savez bien, au coude à coude.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Philippe Marchand pour dix minutes.

Philippe Marchand

Mes chers camarades, il y a un mot qui traverse tout le projet, un mot qui est la base même de notre idéal : la liberté. C'est de la liberté ou plus exactement des libertés que je voudrais parler et seulement parler.
Je vais dans quelques instants rejoindre l'Assemblée Nationale où nos députés, les députés débattent du projet de loi si attendu sur l'exercice des mandats locaux que la presse qualifie de statut d'élu.
Je voulais le signaler car après les lois de décentralisation, après la loi sur l'administration territoriale de la République, après la déconcentration de l'Etat, la coopération intercommunale, c'est une nouvelle loi qui va favoriser le développement de la démocratie locale et des libertés.
Elle montre que les libertés nous ne faisons pas qu'en parler, nous agissons pour les garantir, et les développer. Quelle est, en effet, mes chers camarades, notre mission première permettez-moi d'ajouter la mienne par fonction ? C'est d'assurer, de garantir les libertés. Assurer la sécurité, l'ordre républicain, parce que c'est préserver les libertés. Organiser la vie démocratique au niveau de l'Etat, des régions, des départements, de nos communes, parce que c'est assurer des libertés. Offrir l'asile, offrir l'asile à ceux qui doivent fuir leur pays parce qu'ils sont persécutés, c'est aussi organiser les libertés. Veiller au respect du droit, au respect des convictions de chacun, à leur expression sans contrainte, c'est garantir les libertés.
Mes chers camarades, quand de faux naïfs vous interrogent sur ce qui fait la différence entre la Droite et la Gauche, en ce qui concerne notre conception de la sécurité par exemple, il suffit de leur répondre, il faut leur répondre que la différence entre la conception de la sécurité de droite, et la conception de la sécurité de gauche tient dans ces deux mots : des libertés.
Des libertés sont-elles menacées aujourd'hui ? Peuvent-elles être menacées à court terme ? Quelles mesures proposons-nous pour assurer la garantie et l'épanouissement ?
Menacées, les libertés, oui mes chers camarades, elles le sont. Elles le sont partout et en tout temps, elles le sont parce qu'on ne parviendra jamais à

Fondation Jean-Jaurès

éliminer complètement la violence qui est la négation même de la liberté. Cette violence, il nous faut la combattre avec détermination. Il nous faut, en conséquence, nous donner les moyens de la combattre. Les libertés sont aussi menacées parce que les pouvoirs, tous les pouvoirs ont naturellement tendance à les grignoter, à les affadir, à les contourner. Quelle est la réponse à ces menaces ? Il n'y en a qu'une : le droit, toujours le droit, encore le droit, le droit et son application rigoureuse, permettant seule d'organiser la vie sociale dans le respect des individus.

Cela oui, nous ne nous contentons pas de l'affirmer mais nous le faisons. Nous le faisons mais sans doute là, comme dans d'autres domaines, nous ne le disons pas assez, pas assez fortement, pas assez clairement, pas assez souvent.

Permettez-moi de donner quelques exemples : assurer la sécurité, ce n'est pas seulement satisfaire un besoin de nos concitoyens, c'est leur garantir un droit, un droit que la déclaration de 1789 affirmait, un droit naturel imprescriptible de l'homme. Parce qu'elle est un droit, la sécurité doit être garantie à tous, et en particulier aux plus faibles, aux plus démunis parce que ce sont eux qui sont les premières victimes de l'insécurité. Il y a deux méthodes pour assurer la sécurité : la méthode "tout sécuritaire", la police partout, l'inquisition permanente, le contrôle généralisé qui fait que chacun est un suspect en puissance, que vous soyez blanc, que vous soyez noir, vous n'y échappez pas.

Cette politique "tout sécuritaire", nous l'avons combattue, il y a plus de 10 ans déjà, à l'Assemblée Nationale, quand Alain Peyrefitte a voulu nous l'imposer et ne croyez-pas, qu'ils y ont renoncé. Ils proposent maintenant quoi ? De ressusciter les camps de jeunesse, de ressusciter les Bat d'Af, les bataillons d'Afrique, au pas, camarades, et si cela ne suffit pas, on ressortira la guillotine !

Nous, Socialistes, nous avons fait un autre choix et croyez-moi, s'il est plus exigeant, il n'est pas moins efficace. Pourquoi ne pas rappeler, en effet, que nous avons pu traverser toute la crise du Golfe, sans aucun attentat terroriste sur notre sol ? Pourquoi ne pas rappeler que grâce aux initiatives conjuguées du gouvernement, l'été n'a pas été "chaud" dans les banlieues comme le prédisaient les pessimistes.

Pourquoi ne pas dire que nous avons très notablement accru les moyens de lutte contre la drogue, avec une efficacité qui n'a jamais été atteinte ? Pourquoi ne pas souligner que pour lutter contre la petite et moyenne délinquance, nous avons entrepris une nouvelle répartition des effectifs de notre police afin de renforcer les quartiers les plus difficiles ? Pourquoi ne pas rappeler que nous développons systématiquement nos moyens, que nous avons engagé de nouvelles forces pour la sécurité dans les transports publics, que nous multiplions les actions de prévention ? Oui, nous donnons aux forces chargées de la sécurité des moyens d'agir avec efficacité mais nous le faisons toujours selon les règles du droit et sous le contrôle d'autorités indépendantes. La loi et le juge, pour reprendre Montesquieu, il n'y a pas d'autre moyen d'éviter l'arbitraire. Un exemple : pour combattre le terrorisme et la criminalité, la police a besoin de renseignements. est-ce dire qu'elle peut intervenir à son gré dans votre vie privée, qu'elle peut écouter, à sa guise, notamment les conversations téléphoniques, qu'elle peut

Fondation Jean Jaurès

mettre en fiches, qui elle veut et sans aucun contrôle ?
Là aussi, il y a des règles. Il faut des lois, il faut des textes, il faut le respect de la liberté. Nous les avons maintenant avec des lois sur les écoutes téléphoniques, votées par le Parlement l'été dernier, promulguées en juillet. Nous les avons, avec les décrets du 14 octobre dernier, sur les fichiers informatisés qui ont été revus et établis en plein accord avec la Commission nationale "Informatique et Libertés".
On est arrivé ainsi, chers camarades, à un juste équilibre : d'une part, la nécessité de recourir à des moyens adaptés pour lutter contre les menées terroristes, le grand banditisme, la drogue ; d'autre part, des barrières qui permettent d'éviter d'éventuels abus et des dispositifs qui offrent une pleine clarté sur les renseignements recueillis. Autre exemple : la loi sur les livraisons surveillées dues au travail en commun avec Henri Nallet, Michel Sapin, Michel Charasse.
Efficacité de l'action et progrès du droit, c'est aussi cette double préoccupation qui conduit notre politique en matière de contrôle des flux migratoires.
L'immigration, chers camarades, est une question que nous devons aborder avec clarté et avec courage, et c'est avec clarté et avec courage qu'Edith Cresson a mis en œuvre le 9 juillet dernier la politique que nous poursuivons aujourd'hui dans ce domaine.
La France a toujours vocation à être généreuse. Ce n'est pas la vocation qui lui manque, ce sont les moyens, mais on sait bien ce que produirait une immigration non contrôlée. On en connaît les conséquences pour l'emploi, pour la stabilité du corps social, pour les immigrés eux-mêmes auxquels nous ne pourrions, auxquels nous ne pouvons déjà parfois assurer une vie décente.
Nous n'avons pas d'autre choix que de contrôler ces flux migratoires, en menant en même temps à la mesure de nos possibilités une politique extérieure de coopération et de développement du tiers-monde. A l'intérieur, une politique d'accueil d'intégration des étrangers admis régulièrement sur notre territoire, et parce que nous avons dû choisir de contrôler ces flux, il nous faut en prendre les moyens et agir avec détermination. Nous le faisons par des contrôles aux frontières, en offrant à tous ceux qui arrivent dans notre pays des garanties de droit, en nous attachant à ce droit d'asile qui est la grande tradition de notre pays. La France est une terre d'asile. Le Haut commissariat aux réfugiés le sait et ne manque pas de le dire, mais s'il nous faut distinguer entre les réfugiés économiques et les réfugiés politiques, c'est bien pour préserver ce droit d'asile politique et lui conserver toute sa légitimité. C'est avec les mêmes garanties juridiques que nous combattons le travail clandestin qui réduit trop souvent les immigrés à une condition infâme qui nuit gravement aux entreprises qui respectent la légalité. Il faut sortir des faux débats, sortir par exemple du faux débat à propos des moyens utilisés pour reconduire dans leur pays les immigrés en situation irrégulière.
La vraie question est autre, c'est qui a pris la décision d'expulsion, pour quels motifs, sous quel contrôle judiciaire, avec quelles garanties ? Oui, respecter le droit, c'est souvent plus long, souvent plus difficile, et le respect du droit est le

meilleur rempart contre la démagogie, contre la xénophobie. Soyez avant tout et toujours les hommes du droit, c'est ainsi que nous serons les hommes des libertés.
Je vous le disais tout à l'heure, mes chers camarades, que si l'on n'y prend garde, les libertés peuvent toujours être menacées, à la fois par la violence et par la tendance naturelle des pouvoirs à les remettre en cause, mais il y a aussi des moments où la liberté a des adversaires déclarés, des moments où ce sont les Droits de l'homme eux-mêmes qui sont menacés, pas de façon diffuse par quelques individus ici ou là, mais de façon ordonnée par une force organisée, qui utilise tout champ ouvert pour la pratique démocratique, pour s'attaquer aux principes mêmes de cette démocratie.
C'est ce qui se passe, mes chers camarades, dans la France d'aujourd'hui, et si nous avons jugé nécessaire de nous réunir pour réfléchir ensemble sur ce que devait être la société de demain, nous n'oublions pas pour autant l'urgence du combat politique contre cette marée vichyste qui pollue les esprits et menace notre démocratie.
A la place qui est la mienne, je le dis avec mesure, mais je le dis parce que j'en suis malheureusement convaincu, le Front National, Le Pen, ne sont pas une péripétie de l'histoire politique, c'est le racisme, c'est la xénophobie, c'est le rejet de l'autre, c'est la haine distillée au quotidien.
Permettez-moi de citer des extraits d'un texte relevé récemment dans la presse et intitulé : "Priorité au travail français" :
"La priorité du travail doit appartenir aux Français... Une loi doit imposer aux employeurs l'utilisation des Français... Seuls les emplois qui ne peuvent être remplis par les Français devront l'être par des étrangers... Les étrangers doivent accepter le travail qui leur est offert... En cas de refus, l'allocation de chômage doit être supprimée et les réfractaires incorporés dans des camps de travail loin des grandes agglomérations..."
Non, mes chers camarades, ce texte n'est pas de Le Pen. Ce texte date de 1940 ! Il est signé Jacques Doriot ! Doriot, l'homme du Parti Populaire français, l'homme de la Légion des Volontaires Français contre le Bolchevisme, l'homme qui combattit sous l'uniforme nazi. Ce n'est pas de Le Pen, mais avouez qu'on aurait pu se tromper...
(Applaudissements)
Certains ont pu croire que la démesure des propos de Le Pen produirait dans l'opinion un phénomène de rejet. Ils ont pu croire, en proposant la raison et la vertu démocratiques et en l'opposant à sa démagogie, qu'on le ferait apparaître pour ce qu'il est.
Non, mes chers camarades ! L'intolérable, on ne peut le passer par profits et pertes en imaginant qu'au bout du compte le bilan sera favorable. L'intolérable, cela se combat, cela se combat jour après jour, sans aucun répit, sans aucune hésitation, avec bien sûr les armes du droit et de la démocratie, mais sans jamais accepter le commencement même d'une concession.
Ils porteront une très lourde responsabilité dans l'histoire, ceux qui, par basse démagogie, auront repris le langage de cette extrême droite qui a le bruit et

l’odeur du fascisme, ceux qui auront parlé d’invasion, ceux qui, pour conquérir des postes, auront accepté de partager le pouvoir avec le Front National dans les compromissions les plus honteuses. Ils n’auront rien fait d’autre que de banaliser Le Pen et les siens, que de leur donner une apparence de vertu républicaine, que de laisser croire qu’il pouvait y avoir un racisme "à visage humain".
Il faut se battre pied à pied, ne rien laisser passer, jamais ne rien laisser passer.
La parole est libre, la presse est libre, c’est la loi de notre démocratie. Mais la loi dit aussi que l’expression du racisme et de l’antisémitisme est un délit. On ne peut pas, dans notre pays, tenir impunément des propos racistes ou falsifier l’histoire pour tenter de réhabiliter le nazisme ! Et l’on ne peut davantage accepter que l’intangible principe de la liberté de la presse soit dévoyé et que les écrans de la télévision ou les colonnes des journaux soient ouVerts à des propos racistes, xénophobes ou antisémites, voire révisionnistes !
(Applaudissements)
Le président - Il faudrait conclure, Philippe...

Philippe Marchand - ... Je conclus.
Le prétendu "débat" diffusé récemment sur une chaîne de télévision a montré jusqu’où certains pouvaient aller dans les dérives et dans la complaisance.
Il faut se battre chacun selon ses responsabilités, et nous sommes tous responsables.
En conclusion, mes chers camarades, je voulais reprendre une expression du Premier Ministre : ne nous voilons pas la face.
On sait bien où Le Pen trouve sa pitance. Il la trouve dans les déséquilibres de notre société, dans les insatisfactions, souvent légitimes, dans les incertitudes pour l’avenir : le chômage, le mal de vivre des banlieues, la difficulté du monde rural, la petite et la moyenne délinquances.
Le gouvernement, pour lutter contre ces maux, en a fait ses objectifs. Les données internationales, la crise économique, ses retombées budgétaires, rendent la tâche difficile. Mais ces difficultés doivent renforcer notre détermination et le jour viendra où les Français sauront le reconnaître. Ne donnons pas à l’extrême droite (et j’ai terminé, Monsieur le président) des raisons de se réjouir, ne donnons pas au mensonge et à la haine l’occasion de gagner du terrain. Nous ne combattrons efficacement l’extrême droite qu’en nous montrant solidaires et en nous montrant rassembleurs.
Et surtout, soyons les premiers à regarder la réalité en face, à regarder ce qui va bien, à regarder ce qui va mal. Nos yeux ne voient plus, souvent, que des couleurs obscures. Voyons les couleurs claires de la vie ! Les Socialistes eux-mêmes ne les perçoivent plus toujours... Voyons ce qui a été fait par nous depuis dix ans, parlons-en, rappelons-le, proposons-le. Notre projet est là. Soyons solidaires, solidaires aux côtés du Président de la République, solidaires aux côtés du Premier Ministre !
(Applaudissements)

Le président - Merci, Philippe.

Fondation Jean-Jaurès

Je vais être obligé d'être beaucoup plus rigoureux dans l'observation des temps de parole, car les deux derniers orateurs ont très nettement dépassé leur temps ! J'invite maintenant tous ceux qui vont suivre à s'en tenir strictement à la répartition acceptée et organisée par la présidence.
La parole est à Jean Auroux pour dix minutes.

Jean Auroux

Chers amis, chers camarades, pour nous Socialistes, pour les Français, pour bien d'autres peuples du monde qui s'intéressent ou se réfèrent à notre réflexion et à notre action, ce Congrès sur notre projet est (ou en tout cas devrait être) important. Chacun sait, chacun sent bien que, d'une manière ou de l'autre, il le sera.
Le philosophe Sénèque disant, dans une pertinente métaphore marine : "Il n'y a pas de vent favorable quand on ne sait pas où l'on va".
Nous sommes ici, d'abord et avant tout, pour choisir, pour confirmer collectivement le cap des Socialistes pour les années qui viennent. C'est quand le moment sera venu, et seulement à ce moment-là, que nous choisirons notre capitaine pour gagner le port et faire vivre notre projet.
En attendant, chers camarades, à quoi bon consommer, en principe de façon interne, beaucoup d'énergie à gagner telle section, telle fédération, telle place ou telle fonction, si dans le même temps nous perdons le contact et la confiance de l'opinion et des électeurs ? J'ai parfois le sentiment que nous nous regardons trop nous-mêmes et que nous ne savons plus regarder ni entendre les autres, notamment les plus modestes, les plus fragiles, les plus oubliés ou les plus silencieux.
Pour ma part, même si cela permet quelques fantaisies aux caricaturistes depuis 1981, je ne suis pas seulement resté fidèle à un certain "look" Socialiste, mais d'abord et surtout à mes convictions, à mes engagements militants et à mon idéal de gauche, comme, j'en suis sûr, la majorité des camarades qui sont ici et comme, je le sais aussi, un grand nombre de ceux qui ne sont pas là où qui ne sont plus là.
En ces temps incertains, en effet, la force et la fidélité dans ses convictions et ses engagements sont plus que jamais nécessaires pour nous comme pour les autres sur des bases d'unité et de rénovation. Notre projet est positif, progressiste et responsable. Je voudrais l'accompagner de quelques réflexions personnelles sur les moyens d'aboutir à cette société plus démocratique, plus sociale et plus humaine que nous voulons continuer à bâtir avec toute la Gauche rénovée et retrouvée. Plus de démocratie d'abord, cela veut dire un meilleur partage du pouvoir, de l'avoir et du savoir...

Le président - Excuse-moi de t'interrompre... Nous accueillons notre Premier Ministre, Edith Cresson.
(Très vive ovation prolongée)
(Edith Cresson, Premier Ministre, prend place à la tribune)

Fondation Jean-Jaurès

Chers camarades, les applaudissements vibrants avec lesquels vous avez accueilli Edith Cresson, notre Premier Ministre, témoignent de la détermination avec laquelle l'ensemble des Socialistes soutient le gouvernement et soutient Edith Cresson.
(Très vifs applaudissements)
Camarade, si tu veux bien poursuivre ton discours...

Jean Auroux - Je voudrais moi aussi saluer Edith Cresson et l'assurer de l'amitié et du soutien du groupe Socialiste à l'Assemblée Nationale comme d'ailleurs, vous le savez, au Sénat.
Chers camarades, nous avons déjà beaucoup fait en matière de démocratie politique, notamment avec la décentralisation dont je note au passage qu'à l'heure où je vous parle le texte sur l'administration territoriale de la République auquel s'ajoute désormais la dotation de développement rural est actuellement bloqué par la Droite au Sénat. Je ne doute pas que le monde rural et les élus ruraux apprécieraient de perdre cette dotation de solidarité promise par François Mitterrand à Chinon pour l'année 1991. Je ne doute pas non plus que les agriculteurs apprécieraient enfin que seuls les députés Socialistes, cette nuit, aient voté en faveur de la préretraite agricole.
(Applaudissements)
Nous avons beaucoup fait mais il nous reste à progresser pour un plus vaste partage et une plus grande clarification entre les pouvoirs exécutifs législatifs, judiciaires et désormais médiatiques. Les réformes institutionnelles seront les bienvenues mais ne perdons jamais de vue que tout pouvoir doit être en bonne démocratie sanctionné par la volonté du peuple ou de ses représentants issus du suffrage universel. Ni la justice, ni les médias ne sauraient en être exonérés.
A cet égard, je voudrais rendre hommage à la grande majorité des journalistes qui s'efforcent, dans des conditions parfois précaires, de faire leur difficile métier, où les faits sont sacrés et les commentaires libres et non l'inverse. Cela me conduit à dénoncer les bateleurs, les camelots et autres mercenaires de l'audimat qui encombrent abusivement nos écrans et nos antennes.
(Applaudissements)
Je trouverais plus normal que les élus du peuple puissent plus largement et plus souvent s'exprimer sur les ondes. Nos députés, comme ils le montrent en s'efforçant de faire du bon travail législatif, ont autant de choses à dire qu'un commentateur et sûrement autant de légitimité. A cet égard, s'il y a une place sur une radio pour une chronique épiscopale régulière, pourquoi pas aussi une chronique parlementaire ?
(Applaudissements)
Meilleure répartition du pouvoir mais aussi répartition de l'avoir : deux urgences absolues et prioritaires. Une réforme plus fondamentale de notre fiscalité encore désuète : les députés Socialistes, en proposant la fiscalisation à 100% de leur indemnité parlementaire viennent d'ouvrir la voie et de donner l'exemple.
Ensuite, un vaste mouvement authentique, cohérent et suivi d'aménagement du territoire. Je tiens à saluer à cet égard les récentes et courageuses décisions

Fondation Jean Jaurès

d'Edith Cresson et de son gouvernement. Elles doivent être poursuivies sans relâche et sans complexes. Il y va aussi de la reconquête de l'emploi.
J'ai dit aussi : un projet plus social. La lutte contre le chômage et les inégalités est un combat quotidien d'autant plus difficile que le libéralisme attise la compétition individuelle et les corporatismes. C'est cependant pour nous, Socialistes, le combat prioritaire et le fondement de notre action et de notre engagement.
C'est pourquoi il nous faut savoir défendre et moderniser l'Etat et notre fonctionnement public qui sont les garants de l'intérêt commun et durable de la solidarité et de l'égalité d'accès à un certain nombre de services parce qu'ils sont et devront rester publics. Ne laissons pas affaiblir, même s'il faut les réformer ou les délocaliser, nos services publics si nous ne voulons pas vivre dans une société où toutes les relations seraient devenues marchandes.
Le social, ce sont aussi les lois qui doivent protéger les travailleurs et la politique contractuelle qui doit en assurer le progrès économique et social.
Comme les politiques, les syndicalistes, notamment français, doivent poursuivre leurs réflexions pour retrouver une meilleure audience aussi bien sur le plan national que désormais sur le plan européen où les ouvertures sociales de Maastricht doivent être saisies avec vigueur et détermination.
Mais l'Etat doit, par ses démarches et son soutien, aider à la revalorisation syndicale nécessaire à notre modernisation économique et sociale qui doit se faire, je vous le rappelle, autant par la négociation que par la législation pour changer enfin le travail et la vie. Le social, c'est aussi un revenu et une place pour tous dans la société. Après le RMI et la CSG qui vont faire l'objet de débats et de progrès en 1991, deux grands chantiers indispensables pour assurer à nos aînés la sécurité attendue pour leurs vieux jours : l'actualisation sereine et responsable de nos systèmes de retraite et la prise en charge solidaire de la grande dépendance.
A cet égard, permettez-moi de dire aux duettistes libéraux de la Droite, Giscard et Chirac, que leur projet démagogique et simpliste d'augmenter les salaires directs ne peut se réaliser qu'au détriment de la protection sociale et collective, et solidaire notamment, en l'occurrence, des retraites par répartition. Que chacun médite sur les récents exemples allemands, ou même le plus récent encore anglais sur le destin de fonds de retraite d'entreprise ou de caisses d'assurance privées dont la fragilité se paie très cher.
Pour conclure, notre projet doit être celui d'une société plus humaine, dans nos relations entre les hommes, entre les hommes et la nature, entre les hommes et les sciences de la vie. Retrouvons plus de chaleur et de convivialité dans nos relations humaines. Oui, sans doute, à l'Etat de droit. Mais, de grâce, que tous nos codes de moins en moins lisibles par le citoyen ne se substituent jamais à la richesse vivante du dialogue direct entre les hommes et les citoyens. Et surtout, soyons les premiers combattants des ennemis de la démocratie qu'incarnent les partisans de Le Pen, mélange de Mussolini et d'Hitler qui détruit l'image de la France universelle, et nous conduisent sur le terrain du racisme, du fascisme, voire des affrontements.

Fondation Jean Jaurès

La France ne doit pas tomber aux mains de ces aventuriers dangereux. Elle peut et elle doit, avec des Socialistes, se montrer plus que jamais à la hauteur de son histoire et de nos espérances nouvelles, universelles, et se rassembler autour du gouvernement et du Président de la République.
(Applaudissements)

Le président - Merci Jean, tu as respecté à la minute près le temps de parole qui t'était imparti. Je donne la parole à Pierre Mauroy, puis à Edith Cresson.
(Applaudissements)

Pierre Mauroy

Madame le Premier Ministre et chère Edith, j'accueille chaleureusement et avec beaucoup d'amitié le Premier Ministre qui est en charge, dans une période particulièrement difficile : l'opinion dans les pays d'Europe, les pays du monde, connaît une déprime générale, la France n'y échappe point, et même elle subit ces crises bien durement. Dans ces moments, notre réflexe est le rassemblement autour de François Mitterrand, le chef de l'Etat, autour de toi, Edith, Premier Ministre, et de ton gouvernement, celui que tu diriges.
(Applaudissements)
Notre Congrès extraordinaire sera celui de la cohésion et de l'unité, comme tu le souhaites. Avec une belle audace nous préparons l'avenir pour nous donner un nouvel horizon. Et tu connais ce projet, nous avons eu l'occasion d'en discuter puisque tu reçois chaque semaine le président de notre groupe parlementaire à l'Assemblée, tu reçois le président de notre groupe parlementaire au Sénat, et le Premier secrétaire du Parti.
C'est aussi une manière de mettre en concordance ce que nous avons fait au gouvernement, ce que tu fais au gouvernement et ce que nous pensons politiquement et au niveau de notre doctrine, de notre idéologie.
C'est aussi une manière de rappeler là solidarité profonde qui caractérise, qui doit caractériser des rapports entre le Premier Ministre, Edith Cresson, et le Parti Socialiste, dans les heures qui sont faciles, comme dans les heures qui le sont moins.
Chère Edith, au nom des délégués qui viennent de t'accueillir avec beaucoup de chaleur, je veux te dire que nous t'admirons pour ta pugnacité, ta détermination pour mener la bataille pour l'emploi, contre le chômage, et nous avons apprécié le programme Matignon.
Nous avons salué ton courage tout particulièrement pour poursuivre la décentralisation, la délocalisation avec une grande ardeur. Et nous sommes là avec toi, pas moroses mais déterminés et confiants. Et nous tenons à te dire que c'est avec une grande satisfaction, beaucoup d'amitié et beaucoup de plaisir que nous allons maintenant d'écouter.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Edith Cresson, Premier Ministre.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)

Edith Cresson

Merci, chers camarades, de votre accueil. Mes chers camarades, nous voici réunis pour un Congrès que vous avez voulu extraordinaire. Comme chacun d'entre vous, je souhaite qu'il marque un moment fort de notre Parti.
Lorsque Pierre Mauroy a lancé l'idée d'un débat collectif sur un projet pour les temps à venir, il a fait un pari et ce pari, aujourd'hui, est en passe d'être gagné.
J'ai participé dès le début, il y a maintenant près de deux ans, aux entretiens sur lesquels s'est fondé Michel Charzat et maintenant je suis heureuse de participer à la conclusion de vos travaux. Comme vous le savez, je continue de suivre de très près la vie de notre Parti, de ses responsables et de ses militants. C'est ainsi, vous le savez, que je reçois régulièrement à Matignon les fédérations départementales. A cette occasion, nous parlons de politique concrète, de ce que vivent les gens dans leur cité, dans leur quartier, dans leur village, dans leur entreprise. C'est un échange politique selon mes vœux franc et direct. Cet échange, je suis heureuse de pouvoir le poursuivre aujourd'hui devant le Parti tout entier.
Nous le savons, mes camarades, on ne pèse vraiment sur le réel qu'en poursuivant un idéal. L'action politique ne vaut pas sans une sérieuse et ample réflexion. C'est ce que fait le Parti et je m'en réjouis.
Cet effort de réflexion, nous l'avions déjà amorcé, souvenez-vous, lors de notre convention sur la modernisation et le progrès social à l'initiative de Lionel Jospin. Pierre Mauroy et Michel Charzat ont joué avec tous ceux qui ont participé à l'élaboration du projet un rôle éminent et je veux ici les remercier tous.
Et la présence parmi nous de délégations étrangères venues des 5 continents, prouve l'intérêt que suscitent nos travaux. Je veux saisir cette occasion pour les saluer et les remercier d'être venues de loin.
(Applaudissements)
Et aussi leur dire que les Socialistes français se veulent fidèles à la tradition de la France, d'une France ouverte sur le monde. Mais une France ouverte aussi à l'ensemble de la société, au-delà même de nos rangs, l'association d'intellectuels, de syndicalistes, d'hommes et de femmes d'expériences diverses, illustre une méthode originale à la fois humble et ambitieuse. Notre Parti a su faire cela, c'est bien. Et notre Parti a su faire cela après dix ans d'exercice du pouvoir, non pas dans le confort de l'opposition, mais en confrontation avec la réalité du pouvoir. En relevant ce défi, nous avons fait œuvre politique, et nous avons agi en Socialistes.
Oeuvre politique d'abord : parce que nous réaffirmons devant le pays que notre action s'inscrit dans la durée, dans l'avenir et dans le combat pour nos valeurs essentielles.
A un moment où nous disons tous la nécessité de combattre l'extrême droite, et je l'ai fait publiquement récemment, il nous faut affirmer avec force notre

volonté de gagner ce combat.
(Applaudissements)
Peut-on accepter que l'exclusion devienne un critère de l'action politique ?
Peut-on accepter que le nationalisme et la xénophobie, qui ont, à deux reprises, fait basculer l'Europe dans la guerre, soient des valeurs que la société propose à sa jeunesse ?
(Applaudissements)
Peut-on laisser penser que dans un monde de plus en plus complexe, le repli sur soi, l'égoïsme et le chacun chez soi, puissent résoudre nos problèmes ?
Or la Droite classique, vous le savez, est perméable à ces idées. Regardée avec méfiance par une majorité de Français, incapable d'affirmer un projet et de tracer des perspectives claires, acceptant un jour les thèmes du Front National, les rejetant le lendemain, la Droite est menacée d'implosion.
Mais soyons attentifs ou plutôt faisons attention, ces va-et-vient, ces contorsions idéologiques, ne sont pas anodins, ils sont dangereux, pour la démocratie.
La faiblesse politique de la Droite facilite la pénétration des idées de l'extrême droite au-delà même de toute alliance électorale. Bien sûr je connais et vous connaissez tous des hommes et des femmes de droite que ces dérives inquiètent. Il leur appartient de se battre là où ils sont. Car je l'ai déjà dit, la lutte contre l'extrême droite est de la responsabilité de chacun.
J'en appelle à toutes les forces sociales, morales et politiques, que chacun ait sa part de vérité, et combatte clairement les idées du Front National.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, il ne suffit pas de mener ce combat, nous devons unis et rassemblés, agir en Socialistes, c'est-à-dire confronter nos idées, affirmer nos valeurs, affronter les difficultés de la vie quotidienne, répondre aux attentes de nos concitoyens, être enfin une force de changement. Ce mot de changement résume et illustre bien les ambiguïtés que nous connaissons. Quelle est, dans les bouleversements actuels du monde la part voulue et la part subie ?
Nous voulons rester des acteurs du changement. Ce doit être pour nous un fondement de notre engagement politique. Nous sommes confrontés à des ruptures, des changements, qu'ils affectent le monde, qu'ils affectent l'Europe, ou qu'ils affectent la France, sont une chance. A nous de savoir en tirer profit. Car le monde a changé. L'actualité internationale de ces derniers jours l'illustre bien. Nous assistons à l'implosion de l'URSS, mais mes camarades nous sommes les acteurs et combien acteurs du lancement de l'Union Européenne à Maastricht. L'Union Européenne est née le jour même où l'empire soviétique s'écroulait, au-delà de la faillite économique que chacun souligne, c'est le constat d'échec du totalitarisme.
Volontaire, la construction européenne s'appuie sur le respect des nations, et la conscience du besoin de maîtriser leur croissante interdépendance. Par la voie de la négociation et du compromis, elle manifeste les vertus du dialogue et de la démocratie. Les nations s'affirment, tentées parfois de nier en leur sein même le droit des minorités. Il convient alors de définir un cadre pour promouvoir l'attente et la coopération et éviter les affrontements. En construisant l'Union

Européenne, nous proposons une véritable méthode, face aux risques de conflits, que contient tout écroulement d'un ordre ancien. Depuis un siècle, la dissolution des empires en Europe, ou aux marges de l'Europe, a conduit à des drames, qu'il s'agisse de la dissolution de l'empire austro-hongrois, ou de l'empire ottoman.
Alors, aujourd'hui, face à la disparition de l'Union soviétique, la vigilance s'impose. D'autant plus qu'elle peut entraîner la dissémination de l'arme nucléaire.
Mes chers camarades, le monde change, et pour faire face nous, nous construisons l'Europe. Mais l'Europe elle-même a changé. L'Europe est au cœur des projets des Socialistes, elle est l'espace efficace pour partager la souveraineté et pour organiser la solidarité. La nouvelle donne internationale nous impose une responsabilité accrue. L'Europe doit peser de tout son poids pour éviter que l'écroulement de l'ordre ancien ne débouche sur un désordre nouveau. Aussi l'interrogation ouverte par le projet sur l'approche de la défense européenne était opportune.
Vous le savez, le sommet de Maastricht suivant les propositions de François Mitterrand et du chancelier Kohl, a décidé que l'union de l'Europe occidentale serait chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de défense commune. Le succès de Maastricht, et c'est peut-être sa principale leçon, c'est le succès de la volonté et en même temps du sens du mouvement. Cette volonté, cette constance, ce sont celles de François Mitterrand. En se rassemblant derrière lui, les Socialistes en font des vertus collectives. L'accord sur l'union économique et monétaire, le lancement de l'Union Européenne, une véritable politique sociale, la citoyenneté européenne, ce sont de nouveaux enjeux, de nouvelles conquêtes proposées à notre pays et à la communauté. Ce sommet, qui fut l'occasion d'une réelle confrontation, et qui dessine les véritables enjeux, exige de nous lucidité et volonté.
Mes chers camarades, aujourd'hui nous sommes loin du marché commun, loin de la simple zone de libre échange. La Communauté sera un espace économique et social organisé, il ne suffit plus de faire circuler des produits ou d'harmoniser des normes techniques. L'accord de Maastricht c'est la possibilité pour la Communauté de mener une véritable politique sociale. En faisant progresser les conditions de travail, en permettant une meilleure information et la consultation des salariés des entreprises européennes, la nouvelle Europe tourne le dos à l'Europe ultra-libérale.
Ce rythme donné à la construction européenne doit beaucoup à deux Socialistes, à leurs qualités propres, et j'ai nommé François Mitterrand, et Jacques Delors. Le soutien des Français ne leur a pas manqué dans cette tâche, et au premier rang bien sûr le soutien des Socialistes. Je suis sûr qu'il ne leur manquera pas non plus dans l'avenir.
Que de chemin parcouru en Europe depuis dix ans. Souvenons-nous du blocage européen provoqué par l'immobilisme thatchérien. Il a fallu la présidence française et le sommet de Fontainebleau en 1984 pour régler les problèmes budgétaires et fixer pour 1993 l'objectif d'une Europe sans frontières.
Mes chers camarades, 1993 verra le début de l'union économique. Le Président

de la République m'a demandé d'y préparer la France, c'est ce que je fais, avec le programme Matignon.
(Applaudissements)
Si le monde a changé, l'Europe aussi a changé, et la France elle aussi change.
En dix ans, en dix années non seulement la France a rattrapé décennies d'immobilisme, mais encore elle s'est déplacée dans le peloton de tête des nations démocratiques.
(Applaudissements)
De 1981 à aujourd'hui, les Premiers Ministres Socialistes et leurs gouvernements ont largement contribué à réformer et à moderniser notre pays. Que de chemin parcouru grâce à Pierre Mauroy, Laurent Fabius, et Michel Rocard.
(Applaudissements)
C'est en m'appuyant sur ces acquis que j'ai mis en place le programme "Matignon" qui s'articule autour des valeurs d'efficacité, et de générosité, avec une préoccupation, s'attaquer aux questions non encore résolues dans la société française, et avec un objectif, préparer notre pays à l'échéance de 1993, pour qu'il profite au mieux de la construction européenne.
Je me réjouis qu'une telle démarche semblable fonde les propositions du projet Socialiste. Je n'en veux pour preuve que le débat ouvert sur la place des syndicats et des organisations représentatives. Qui peut s'étonner d'une telle orientation ? Certainement pas le Premier Ministre qui a présidé à la relance du dialogue avec les syndicats à propos des mesures pour l'emploi qui a créé les conditions d'un accord salarial sur la fonction publique, qui a fait de la cohésion sociale, l'une des priorités de son action.
(Applaudissements)
Je ne veux pas détailler ici l'action du gouvernement mais illustrer deux préoccupations. Il n'y a pas de générosité vraie, celle qui provoque souvent l'engagement des Socialistes, qui ne doive s'accompagner du souci d'efficacité. C'est cette double exigence qui commence notre volonté d'agir en faveur de l'emploi. Sans promettre de solution miracle, mais en refusant la fatalité du chômage. Il n'y a pas de politique Socialiste qui ne soit à la fois conduite à préserver des acquis et amenée à proposer des changements.
J'illustrerai cette dualité à travers trois exemples liés à notre action.
L'aménagement du territoire, la cohésion sociale et les institutions.
La décentralisation a été réalisée par les Socialistes. Nous la complétons aujourd'hui par une politique active d'aménagement du territoire et de nouvel équilibre des territoires : délocalisation, environnement et protection de l'espace rural en son trois aspects.
L'évolution des relations sociales au sein des entreprises, comme la perception de leur rôle dans l'économie, ont contribué à déplacer les enjeux publics de qualité, sont devenus des enjeux considérables. La lutte contre la ségrégation urbaine va de pair avec celle contre la ségrégation sociale.
(Applaudissements)
De même la lutte pour la qualité de la vie et l'environnement est au cœur de

Fondation Jean Jaurès

notre projet de société comme elle est au centre de l'activité de mon gouvernement. Qu'il s'agisse de la loi sur l'eau, des mesures en faveur du littoral, ou pour protéger la Loire, je suis en cette matière fidèle à mon engagement de faire ce que je dis. Cette solidarité doit aussi concerner notre espace rural dont il nous faut éviter le dépérissement. Cette solidarité, seul l'Etat peut et doit l'organiser.
La cohésion sociale est une autre illustration. Il appartient aux Socialistes de maintenir les principes de notre système de protection sociale contre ceux qui voudraient le soumettre aux règles du marché. Ce faisant, certains nous taxent de conservatisme. Eh bien, revendiquons ce conservatisme là parce qu'il défend la protection pour tous face aux intérêts de quelques privilégiés.
(Applaudissements)
Sachons aussi proposer et agir pour modifier et transformer les relations du travail. Le secteur public devra être imaginatif et exemplaire pour donner plus de place aux salariés dans la vie des entreprises. Les salariés doivent être associés à la définition des grandes orientations.
Qui dit plus de place dit aussi plus de responsabilité.
Et si ces propositions progressives, raisonnables, choquent ou heurtent, sachons heurter ou choquer tous ceux pour qui l'immobilisme tient lieu de confort.
(Applaudissements)
Les institutions enfin.
Parce que la France a changé et change, parce que le monde a changé et change, il était normal que le Président de la République dont c'est la fonction éminente propose à nos concitoyens de réfléchir aux modifications institutionnelles que cette évolution commande.
Beau et grand débat sur l'organisation de la démocratie dans un pays qui s'engage dans l'Union Européenne, qui organise de nouveaux rôles pour ses collectivités territoriales et où l'Etat a toujours une place éminente. Aujourd'hui, la modernisation de la France, c'est aussi la modernisation de ses institutions. Dans une société plus complexe, il convient de rechercher de nouvelles médiations et des systèmes plus fins de régulation. Comment ne pas répondre à cette aspiration moderne vers la diffusion de la responsabilité ?
Tout cela ne fait pas de difficulté entre nous. Cela signifie-t-il qu'il y a identité de vues entre le Parti et le gouvernement sur tous les thèmes ? Non, bien sûr, et c'est normal. Il y a des débats et je souhaite qu'ils soient pleins d'innovations et d'audace. Ainsi, tout le monde sait qu'une politique active de l'éducation dans le monde moderne repose sur une meilleure diffusion des responsabilités, s'appuyant sur un mouvement de déconcentration et les acquis de la décentralisation. Peut-on le dire ? Moi je le dis au risque de déranger, et le gouvernement, avec Lionel Jospin, agit en ce sens.
De même, tout le monde sait que l'emploi ne se maintient, ne s'améliore que si l'on soutient, ou si l'on renforce les capacités des entreprises petites et moyennes. Peut-on le dire ? Je le dis et, avec Pierre Bérégovoy, j'agis en conséquence.
(Applaudissements)

Collection Jean Jaurès

Enfin tout le monde sent bien qu'une politique généreuse et efficace d'intégration repose sur une maîtrise de l'immigration et sur l'adhésion aux valeurs républicaines qui nous sont communes. Faut-il le faire ? Moi je le dis et je mène cette action avec Jean-Louis Bianco et Kofi Yamgnane.
(Applaudissements)
Oui, chers camarades, il nous faut savoir tirer profit de tous ces changements et reconnaissons que nous aussi nous avons changé. Au moment où s'écroule un totalitarisme, prenons garde à la résurgence dans nos pays des forces de l'exclusion et du racisme. Soyons au premier rang du combat pour la raison et la démocratie.
La cohérence de notre action dépend de nous, de notre capacité à nous respecter, à comprendre qu'il n'y a pas d'issue individuelle, de notre volonté d'assurer un sursaut collectif.
Pour ma part, vous le savez, ma tâche quotidienne, c'est de créer les conditions économiques et sociales de notre succès en 1993. C'est un travail difficile, long et patient que j'accomplis avec la confiance du Président et le concours de tous mes ministres et en restant à l'écoute du Parti, de ses élus, et de ses militants.
(Applaudissements)
L'enjeu plein de ce Congrès, c'est de retrouver les chemins qui nous feront avancer et travailler ensemble. C'est en tout cas le message que je voulais vous adresser..
Moi je milite à Matignon. Vous le savez, je partage avec vous, les militants, une grande aversion pour les faux débats, qui dissimulent mal des rivalités factices.
(Applaudissements)
Je partage avec vous les militants une adhésion totale à ce qui a toujours été la vertu des Socialistes : s'engager, s'unir pour donner sa chance à chacun de nos concitoyens : savoir demeurer fidèles à nos principes et par là même, servir les Français et la France.
(Très vifs applaudissements)

Le président - Nous te souhaitons, chère Edith, plein succès pour toi-même et le gouvernement. Que tes vœux nous accompagnent dans le déroulement de ce Congrès. Nous avons tous été très heureux de t'accueillir ici et de te manifester notre soutien très résolu et très déterminé.
(Applaudissements)
La parole est à René Souchon maintenant, pour 5 minutes. Ensuite c'est Denise Cacheux pour 5 minutes également. Ensuite Jacques Chérèque pour 5 minutes.
Je voudrais indiquer aux congressistes que pour faciliter la prise de parole pour un maximum de camarades ce matin, nous poursuivrons la séance de ce matin jusqu'à 13 h 15. Et nous reprendrons ensuite nos travaux après le déjeuner à 14 h 45 très précises.
Je vous demande donc de bien vouloir écouter, et je demande à chacun des orateurs de s'en tenir à son temps de parole.
Merci à vous tous de votre compréhension.

Fondation Jean Jaurès

René Souchon

Chers camarades, difficile de parler après le Premier ministre...
Mes chers camarades, je n'aurai certainement pas le silence, mais cela n'a pas une importance capitale, j'y suis habitué. Chaque fois qu'il est question de parler d'espace rural, de monde rural, cela n'intéresse qu'une minorité de notre Parti.
(Applaudissements)
Merci pour la minorité qui est là.
Plus personne, après la grande manifestation du 29 septembre dernier et l'agitation de nos agriculteurs durant l'automne, ne doute aujourd'hui de la profondeur de la crise du monde rural. Quel dommage cependant que notre Parti n'ait pas su écouter ceux qui tiraient la sonnette d'alarme depuis longtemps et qui ne cessaient de réclamer, au nom de la cohésion de notre société, des propositions novatrices de la part du Parti et des mesures concrètes et efficaces de la part du gouvernement.
Comme délégué au développement rural, j'ai essayé d'alerter, de proposer des solutions, même au plus fort de la crise, je n'ai jamais vraiment été entendu. Ceci dénote, je crois, un manque d'intérêt encore pour le monde rural dans le Parti Socialiste.
Le gouvernement en la matière a été, je crois, plus lucide, plus réaliste, plus déterminé que le Parti. Les mesures qui viennent d'être prises par le Comité interministériel d'aménagement du territoire du 28 novembre en faveur de l'espace rural et des agriculteurs sont excellentes, et depuis les années 60, aucun gouvernement n'avait décidé de mesures aussi positives pour un espace dont plus de 40% est considéré comme ayant atteint une extrême fragilité. Cependant, parce que ces mesures ont tardé à venir, parce que la situation de trop de ruraux, et particulièrement d'agriculteurs, est absolument dramatique, le dispositif n'a pas l'impact qu'il devrait avoir, compte tenu de la qualité des mesures arrêtées.
Les prochaines échéances électorales montreront une poussée spectaculaire du Front National dans la campagne, tout simplement parce qu'on n'a pas su offrir de véritables perspectives d'avenir et que le sentiment d'abandon est aujourd'hui encore le mieux partagé, et que dans ces conditions Le Pen apparaît confusément comme un sauveur possible. Inverser la tendance supposerait une mobilisation exceptionnelle de nos moyens d'information, de militantisme sur le terrain, alors même que nos militants sont parmi les plus désemparés, et qu'eux-mêmes doutent parfois, beaucoup trop, j'en conviens, des capacités de leur Parti.
Face à cette situation, je me suis demandé, en lisant le projet, si un militant, un sympathisant pourrait, dans nos propositions concernant l'avenir de l'espace rural, trouve quelque espoir pour demain, faute d'en avoir eu un hier. Il me semble très positif que notre texte fasse un lien étroit entre aménagement du territoire et environnement, entre ville et campagne. Il est certain que l'entrée environnement concernant l'avenir de l'espace rural est une entrée moderne et de nature à amener les urbains à percevoir que notre civilisation urbaine ne peut s'épanouir qu'avec un espace rural vivant, entretenu, agréable.
Pour que les choses soient ainsi, il faut que nombre d'hommes et de femmes

puissent vivre sur cet espace, que leur revenu y soit décent, que leurs conditions de vie soient plus semblables à celles de la ville. On n'accepte plus aujourd'hui, dans nos campagnes, de ne pas pouvoir donner aux enfants une éducation identique à celle de la ville. On n'accepte plus de ne pas avoir le choix de toutes les options éducatives. On n'accepte plus de ne pas recevoir la 5ème chaîne, la 6ème chaîne, on n'accepte plus de ne pas trouver de pompe à essence, de guichet bancaire, bref, de services au public.

Faire vivre l'espace rural de façon à ce qu'il reste dans sa partie la plus fragile, soit près de la moitié de sa surface, ce que les urbains souhaitent, cela suppose beaucoup d'efforts de solidarité, et des efforts que seul l'Etat peut faire. Je crois qu'il s'agit à d'une autre donnée fondamentale. L'aménagement du territoire, notamment celui du territoire le plus fragile, doit rester de la compétence de l'Etat, et je me félicite de ce que vient de dire le Premier Ministre il y a un instant sur ce sujet.

Il ne s'agit pas par ailleurs de dire simplement, ou d'écrire, comme nous le faisons dans notre projet, que des politiques différentielles sont indispensables. Il faut accepter de se donner les moyens de les mettre en œuvre, avec toute la difficulté de gestion que cela implique, et que la technocratie française n'est pas prête à accepter.

Gérer la différence est autrement plus conflictuel, plus complexe, et on le sait bien au Parti Socialiste, que gérer l'uniformité qui depuis un siècle a précipité les territoires ruraux dans la spirale du déclin. Parce que cela est très difficile, il y faut, outre la volonté, des moyens adaptés, et je trouve que de ce point de vue le projet est un petit peu timide. J'aurais souhaité pour ma part y trouver plus de soutien à la dynamique de développement local, y trouver également davantage de considération sur l'apport de la contractualisation, et notamment au niveau infra-régional.

Mais par delà ces constats, par delà ces propositions, je crois que nous avons aujourd'hui une nouvelle chance, mes camarades, de séduire les ruraux. Notre crédibilité à ce niveau représente un enjeu important sur le plan écologique, et ceci commence à être bien perçu, des enjeux économiques et politiques pour lesquels il reste par contre à convaincre encore beaucoup dans le Parti.

Le gouvernement a jeté de bonnes bases. Le projet sur lequel nous débattons développe de bonnes idées, même si celles-ci restent sur certains points un peu trop timorées.

Mais ces idées, nous les ferons passer sur le terrain uniquement si nous savons développer des pratiques différentes dans notre Parti. Il faut cesser, par exemple, et c'est particulièrement vrai pour le monde rural, de suivre l'événement pour arriver à le précéder. Nous sommes là au cœur de la nécessaire rénovation du Parti.

Il ne sert à rien d'avoir un délégué national au développement rural si on ne lui donne pas les moyens de travailler, de diffuser sur le terrain nos propositions, de faire remonter les appréciations des militants qui trop souvent ont le sentiment de ne pas compter.

Je souhaite, chers camarades, ne pas voir demain, après le nécessaire

renouvellement des idées, parce que nous n'aurons pas su revoir nos modes de fonctionnement, nos projets rester inconnus, voire accaparés par d'autres.
Il y a dans notre pays une formidable aspiration à plus de justice, plus d'égalité, un besoin de reconnaissance des diverses identités culturelles et territoriales.
C'est d'ailleurs particulièrement vrai dans le monde rural.
Qui peut mieux que nous répondre à ces aspirations ? Nous n'y parviendrons cependant qu'en nous renouvelant, en faisant référence à nos valeurs fondamentales, en retrouvant d'autres pratiques militantes, d'autres rapports entre la direction du Parti et nous-mêmes, une meilleure synergie entre Parti et gouvernement.
Mettons-nous au travail, mettons-nous-y avec ardeur, avec enthousiasme, et dans la nécessaire solidarité.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Denise Cacheux pour cinq minutes.

Denise Cacheux

Mes chers camarades, je voudrais modestement, et en cinq minutes, dire trois choses...

Le président - Chers camarades, soyez "sympa" vis-à-vis de l'orateur qui s'exprime. Il est difficile de parler dans ces conditions. Je prie le service d'ordre de bien vouloir faire asseoir les délégués.

Denise Cacheux - Je disais donc que je voulais dire trois choses. D'abord merci ! Merci à Michel Charzat qui a conduit avec opiniâtreté et talent la réflexion sur les mutations actuelles et la façon pour les Socialistes français d'adapter les valeurs qui les font agir au monde d'aujourd'hui.
Merci surtout à Pierre Mauroy, artisan de ce Congrès extraordinaire, qui s'est battu pour qu'ait lieu cette réflexion de l'ensemble du Parti autour d'un projet, d'une modernisation doctrinale nécessaire, après dix ans de pouvoir, et la transformation de la société. Merci à Pierre d'avoir voulu préparer et réussir ce Congrès de rassemblement qui efface de mauvais souvenirs, pour créer, je l'espère, une nouvelle dynamique.
Je voudrais ensuite faire une réflexion née d'un regret : la quasi-absence de la famille dans ce texte. Elle est évoquée dans une première ligne sur les droits de l'enfant et le nécessaire équilibre entre sphère privée et sphère publique, et une deuxième ligne plus loin sur le financement des prestations familiales. Pourquoi laisser à la Droite le privilège de parler de cette valeur fondamentale dans la vie de chacun, quelle que soit la forme qu'elle prend ?
(Applaudissements)
Il n'est pas question de se prononcer sur une quelconque forme souhaitable de la famille qui relève de choix individuels et privés. Je ne parle donc pas de définir une politique familiale. Mais je souhaite que les Socialistes aient enfin un vrai

Fondation Jean-Jaurès

débat sur une politique sociale de la famille : droit de la famille, harmonisation entre vie professionnelle et vie familiale, place et droits de l'enfant dans la vie publique et dans la vie privée, politique sociale, avec des questions :

- En matière de protection sociale, les prestations doivent-elles être versées sous condition de ressources ou être une compensation sociale des charges familiales ?
- En matière de politique fiscale, doit-on maintenir le quotient ou déduire des revenus les coûts de l'enfant paritairement évalués ?
- Réflexion sur les équipements et la politique des services publics envers la famille pour faciliter l'accueil et l'éducation des enfants comme la prise en charge des personnes âgées.

Notre Parti n'a jamais mené une réflexion officielle sur ce sujet, et je souhaiterais qu'une Convention nationale permette un jour à l'ensemble du Parti de se prononcer.

A l'heure de l'Europe, il faut aussi qu'une politique européenne soit discutée et que la politique sociale de la famille devienne une préoccupation communautaire.

Enfin je terminerai par un souhait, sous cette Arche de la fraternité. On pourrait transposer au Parti Socialiste la petite histoire qu'on raconte à Moscou sur les deux grenouilles qui sont tombées dans la crème. La première, paralysée par la peur de ce milieu inconnu, se noie dans la crème et y crève. La deuxième bouge pour sortir de la morosité et du marasme ambiant, elle se remue tellement bien qu'elle transforme la crème en beurre qui va la nourrir.

Je veux donc pour terminer, et à l'heure où tout le monde pense à aller se mettre à table, prendre une image culinaire, pour évoquer les richesses de notre Parti qui devraient nous réjouir, plutôt que de nous entraîner à la morosité ou aux rivalités. Nos richesses ?

Le premier a l'huile, lisse, riche, onctueuse. Le deuxième a la moutarde qui donne du goût et du relief aux plats. Le troisième a les oeufs qui permettent l'émulsion. Le quatrième a les outils, le bol et la fourchette.

Alors je dis aux quatre, Laurent, Lionel, Michel, Pierre : mettez-vous tous ensemble et faites-nous prendre la mayonnaise !

(Applaudissements)

Le président - Merci, Denise Cacheux.

Je donne la parole à Jacques Chérèque pour dix minutes, puis nous terminerons la séance de ce matin avec Yvette Roudy pour dix minutes également.

Jacques Chérèque

Chers camarades, après le Congrès de Rennes et les conséquences désastreuses qu'il a engendrées dans notre Parti auprès des militants, des sympathisants et plus largement dans l'opinion publique, ce Congrès est pour nous toutes et tous une opportunité, une nécessité et un espoir, opportunité puisqu'elle est l'occasion de démontrer que les Socialistes sont toujours capables de réfléchir

Fondation Jean Jaurès

sur les évolutions du monde, d'identifier et de prendre en compte les aspirations des Françaises et des Français, de proposer dans les conditions du moment et dans un monde qui change les axes forts d'une action de transformation de nos sociétés, pour une efficacité économique au service du progrès social, bref d'imaginer et de construire l'avenir. Opportunité aussi pour montrer notre capacité à débattre de nouveau sérieusement et à dialoguer entre nous, non pas des enjeux de pouvoir ou d'ambition, mais des défis qui nous sont posés et des responsabilités qui sont les nôtres à l'échelle de notre pays et de plus en plus à l'échelle du monde. Opportunité pour nous de nous rendre à nouveau crédibles lorsque nous affirmons en même temps rester fidèles à nos idéaux de liberté et de tolérance, à nos objectifs de justice et de progrès social, et vouloir construire une économie performante.

Ce Congrès correspond également à une forte nécessité pour comprendre les causes de cette crise effroyable que nous avons affrontée de plein fouet et à son paroxysme en 1981 à notre arrivée au pouvoir. Nécessité de mesurer ces conséquences sur nos structures économiques et industrielles, mais aussi sur les femmes et les hommes dans leur comportement individuel et collectif dans leur vie de tous les jours, leurs angoisses et leurs espoirs. Nécessité d'établir le bilan de notre action dans cette période extraordinairement difficile, de le faire sans complaisance pour mieux comprendre les échecs, tirer la leçon des erreurs et des dérapages surtout lorsqu'ils sont inacceptables. Nécessité de le faire cependant sans complexe par rapport à ce que nous avons enclenché comme changements en profondeur au cœur des rapports économiques, des relations sociales, de l'organisation de notre société et des mouvements du monde.

A cet égard, les difficultés que nous avons eues à affronter ne sont pas nées du hasard. Impitoyable pour tous ceux et toutes celles qui en ont subi ou qui en subissent encore les conséquences, femmes ou hommes, territoires ou localités, tous ceux qui n'étaient pas préparés à comprendre, encore moins armés pour l'affronter, la crise n'a été, mes camarades, ni une parenthèse, ni une séquence passagère d'un ajustement mineur. Elle a été d'abord le fruit d'un mode de gestion capitaliste refusant de conjuguer développement économique et progrès social. C'est pourquoi elle a été à la fois rupture et changement, moment historique dans l'évolution de nos sociétés industrielles, formidable creuset pour des transformations à l'échelle du monde.

Oui, la crise des années 80 a fait voler en éclats sous les coups de boutoir une politique fondée sur la croissance. Pourtant, la lucidité, le courage ont prévalu. Les conditions du renouveau se sont mises en place avec justesse et constance. Les réformes de structure nécessaires ont eu lieu dans nos industries de base. Des traitements sociaux adéquats ont été mis en place. La planification a dégagé des perspectives nouvelles. La décentralisation et le contrat ont fixé une approche et un cadre démocratique nouveau aux acteurs.

Non, la crise n'est pas née du hasard. Elle ne l'est pas plus du spectaculaire effort de redressement que nous avons entrepris. Oui, la crise a tout changé et peu de choses sont comme avant. Bien des tabous sont tombés. Des certitudes et des illusions sont évanouies, mais de nouvelles convictions se sont fondées,

mais nous avons eu tort de ne pas le dire clairement et de ne pas expliquer que s'adapter n'est pas forcément trahir, que de changer n'implique de brader les exigences, de transparence et de justice sociale, car plus le changement est radical, plus il fait souffrir, plus il appelle des efforts partagés. Dans ce sens, l'exigence du sacrifice, de la mobilité ne peut s'appliquer qu'aux moins démunis. Fermer une usine, un chantier naval, un service, serait mieux accepté, mieux maîtrisé si la gestion qui s'y applique relevait de l'exemplarité en terme d'information, de consultation, et de maîtrise sociale et non pas de pratiques injustifiables surtout lorsqu'elles sont le fait de dirigeants des services publics ou d'entreprises nationales.

(Applaudissements)

C'est bien là l'espoir que doit enclencher ce Congrès. Celui de proposer à nos concitoyens un nouveau et grand dessein, à nos militants et sympathisants de le conduire dans une pratique renouvelée.

Ce dessein, c'est de construire tous ensemble, du plus petit territoire jusqu'aux limites de notre vie, de nos frontières à celles de l'Europe, telle qu'elle s'est précisée à Maastricht, un espace de progrès économique et social.

De leur proposer un nouveau type de développement qui, fondé sur la démocratie et la responsabilité, assure à la fois l'efficacité de l'économie pour la mettre au service du progrès social.

Nous avons trop appris à nos dépends qu'on ne peut pas faire l'économie de l'économie. La compétition est devenue une exigence à l'échelle du monde. Il faut être performant. Le changement est une de ces données permanentes de notre temps. Il faut donc bouger et forger les outils de l'adaptation. C'est pourquoi, nous savons aussi maintenant qu'on ne peut gagner la bataille de la compétitivité sans mobiliser les gens, sans leur expliquer le pourquoi des choses et sans prendre le temps qu'il faut et sans avoir les moyens de le faire.

Nous avons appris que notre pays, quoique grand par la renommée, est très modeste dans la compétition mondiale, que l'espace européen qui s'ouvrait à lui, pouvait être sa chance, et que pour surmonter l'éparpillement et la surabondance de nos structures institutionnelles et de nos collectivités, il fallait les rassembler autour de projets mobilisateurs, qu'il fallait parfaire la décentralisation en élargissant le partenariat et renforcer la cohérence en assurant de nouveau à l'Etat son rôle fédérateur qui assure la totalité et le bien public.

Bref, plus personne ne conteste que le seul moyen de réduire le chômage est de créer des emplois, c'est-à-dire d'assurer au développement économique ces conditions les plus favorables pour que les entreprises croissent et prospèrent. Pourtant, malgré nos performances nous n'avons pas encore extrait l'épine insupportable du chômage de longue durée, ce qui nous impose d'aller encore plus loin dans l'effort à l'imagination, mais aussi et surtout plus loin dans la solidarité parce que nous sentons bien que derrière la façade du succès économique se cachent les réalités et les drames de l'exclusion.

La marginalisation, mes camarades, est un produit des inégalités de développement, d'un développement à deux vitesses. Bref, si nous savons que l'emploi est au cœur d'un développement économique performant et que ces

Fondation Jean Jaurès

conditions ont changé, nous savons aussi que ce challenge, comme disent les technocrates, s'il est incontournable, est aussi générateur de sélectivité : place aux forts, malheur aux faibles et aux marginaux. Camarades, nous ne pouvons accepter ce dilemme. Nous ne pouvons accepter ce type de développement à haute dose de compétitivité qui exacerbe les inégalités, percute de plein fouet les aspirations de nos concitoyens à une égalité des chances pour la formation, l'emploi, le cadre de vie ou le mieux vivre.
S'il nous pose le défi de l'efficacité économique, il nous pose tout autant et peut-être plus encore celui de la cohésion sociale. Ce défi, c'est d'assurer à toute femme et à tout homme, quel que soit le lieu où il est, l'égalité des chances de développement.
Nous ne pouvons éluder ce défi si nous voulons rester crédibles et Socialistes. Nous sommes devant ce défi historique. Nous ne pouvons que le saisir comme une extraordinaire occasion d'engagement pour des milliers de femmes et d'hommes. Nous devons, dans ce Congrès, lancer cet appel, agir pour un monde nouveau car la réussite de cette ambition dépend de notre capacité à mettre en lumière les vrais enjeux, à montrer sans phare ni complaisance, les risques, les acquis et les échecs.
Chers camarades, le monde change. Changeons donc aussi mais changerons surtout nos pratiques; Le temps presse. Les attentes de nos concitoyens se font plus exigeantes : celles de nos voisins de l'est et du sud, plus impatientes. Saurons-nous y répondre ? Cela ne dépend pas de nous. Alors, chers camarades, l'heure est à l'offensive.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Jacques. Tu as respecté ton temps de parole, merci. Le dernier orateur inscrit de la matinée est notre camarade Cambadélis... Changement de programme : nous recommencerons à 14 h 40 et c'est notre camarade Cambadélis qui commencera cet après-midi. Il sera suivi de notre camarade Dollo.
La séance est suspendue.

Parti Socialiste
Congrès extraordinaire de l'Arche - La Défense
13, 14 et 15 décembre 1991

Séance du samedi 14 décembre 1991 (Après-midi)

La séance est reprise sous la présidence de Jean Auroux.

Le président (Jean Auroux)
Chers camarades, si vous voulez bien prendre place et vous asseoir, nous allons commencer dans les délais compte tenu d'un après-midi qui est particulièrement

Fondation Jean Jaurès

riche et chargé.
J'appelle Jean-Christophe Cambadélis, qu'on a déplacé quelque peu tout à l'heure, et Yves Dollo.
Je vous demande de bien vouloir vous asseoir et de suivre avec assiduité et attention nos travaux.

Jean-Christophe Cambadélis

En cinq minutes, je voudrais pouvoir développer cinq petits éléments de réflexion.
Dans la première minute, je voudrais essayer de dégager un élément qui me semble essentiel de l'histoire que nous vivons.
L'histoire hésite.
D'un côté, il y a des éléments de démocratie indéniables. Il suffit, pour cela, de regarder ce qui s'est passé dans les pays d'Europe de l'est et la libération de 400 millions d'individus. Elément de démocratie aussi avec la fin de l'apartheid. Elément de démocratie avec la stabilisation au Cambodge, avec le recul de toute une série de régimes totalitaires et de dictatures. Mais d'un autre côté, en même temps, parce qu'effondrement d'un certain nombre de régimes, parce que tournant de l'histoire, tournant de toute une période historique que nous avons connue depuis près d'un siècle, il y a dans le monde des éléments de décomposition. Elément de décomposition avec l'émergence des nationalismes. Elément de décomposition aussi avec le développement du chômage, avec le développement de la misère, avec une situation dans le sud insupportable.
C'est la première idée.
Ma deuxième idée, c'est l'impasse du libéralisme.
Le seuil de tolérance de l'impasse du libéralisme a été atteint et je crois que nous devrions (ceci est présent dans le texte de Michel Charzat) insister sur cette question. Le libéralisme économique, l'ère Reagan-Thatcher, a été une tragédie pour des millions d'hommes et de femmes, quand on regarde ce qui se passe aujourd'hui en Afrique avec le développement du libéralisme et la manière dont celui-ci a déstructuré, disloqué les régimes politiques, la sociologie et la situation dans ces pays. Mais en ce moment aussi, le libéralisme ou l'exigence libérale, pour les pays d'Europe de l'est se libérant du joug du totalitarisme, est un vrai problème et pousse dans ces pays au développement d'un nationalisme exacerbé.
C'est la deuxième idée.
La troisième idée, c'est qu'en fonction de ces deux éléments, de cette crise que nous traversons sur un plan historique et de cette crise que nous traversons sur un plan économique, quelles sont les forces qui peuvent dénouer d'une manière positive, c'est-à-dire dans le sens de la démocratie, les événements que nous sommes en train de vivre ? Je ne crois pas que l'opposition de droite, que la Droite, puisse en France (mais plus largement, dans le courant qu'elle représente, à l'échelle internationale) répondre à ce défi historique, pour une raison très simple, c'est que la Droite a capitulé politiquement, idéologiquement,

Fondation Jean Jaurès

organisationnellement, par rapport non seulement à l'extrême droite, mais par rapport à sa responsabilité d'opposition républicaine. Madelin a raison, la petite phrase de Valéry Giscard d'Estaing sur l'invasion n'est pas une phrase mise au hasard, comme cela : c'est la résolution de Villepinte de l'UDF, c'est la position aujourd'hui du bloc du RPR et de l'UDF. Il est évident que l'axe que propose la Droite à la France, c'est-à-dire l'axe Madelin/de Villiers, est un axe qui répond, sous une certaine forme, à la pression qu'organise l'extrême droite. C'est l'axe du libéralisme et c'est l'axe de l'ordre moral. C'est un axe politique qui vise à répondre sur le terrain même du Front National.
La quatrième idée, c'est la montée du Front National.
Sur ce terrain, quand on est confronté à des difficultés économiques, quand la perspective générale de l'histoire semble se dérober, quand la droite ne répond pas aux problèmes et quand la Gauche hésite, qu'elle est émiettée, qu'elle ne peut pas répondre ou qu'elle n'arrive pas à répondre aux problèmes de l'heure, eh bien, un nouveau clivage politique s'insère et un re-développement des idéologies qu'on croyait disparues revient à la surface. De ce point de vue, la lutte contre le Front National, la lutte contre le national-populisme, la lutte contre l'expression actuelle du fascisme et du racisme, cette lutte-là est une nécessité et elle doit être portée par l'ensemble de la Gauche. Je voudrais vous dire que, dans l'ensemble des meetings que nous avons pu tenir à quelques-uns, que dans la réunion même des états généraux contre le Front National, dont vous avez entendu parler, il y avait plusieurs dizaines, 90, 100 associations présentes, mais 80 à 90% de ces associations étaient dirigées par des militants Socialistes, par des militants qui travaillent sur le terrain, par des militants qui essayent de contrebalancer l'offensive du Front National. Je crois que ces militants-là, ces hommes et ces femmes qui défendent sur le terrain une certaine idée de la République et de la démocratie, sont pour nous l'honneur de la Gauche et nous indiquent la voie que nous devons suivre.
La cinquième et dernière idée, c'est que dans la situation que nous vivons actuellement, au moment où un certain nombre d'entre nous hésitent, au moment où la morosité existe ici ou là, au moment où même les principaux responsables du Parti n'arrivent plus à se retrouver dans les combinaisons que nous entendons ou que nous lisons tous les jours, à ce moment-là je crois qu'il est nécessaire d'opposer autre chose, d'opposer le sursaut, le sursaut de la Gauche, le sursaut du peuple de gauche, à commencer par le sursaut du Parti Socialiste. C'est dans l'action, c'est dans la volonté d'inverser la tendance que le Parti Socialiste pourra réoccuper sa place dans l'ensemble des actions qui sont en train, aujourd'hui, de voir le jour. De ce point de vue-là, je serais très favorable à ce que le Parti Socialiste, à ce que notre Parti, soit présent dans toutes les manifestations qui vont avoir lieu au cours du prochain trimestre contre le Front National. Le Parti Socialiste doit être présent le 25 janvier, parce qu'il y aura du monde, parce que nos électeurs seront là, parce que ceux qui veulent combattre seront dans la rue et qu'il n'est pas possible que le Parti Socialiste ne soit pas présent, comme dans toutes les initiatives.
Si nous voulons réintroduire un dialogue avec le peuple de gauche, il faut être là

quand celui-ci engage le combat !
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Yves Dollo a la parole. Je demande à tous les participants de bien vouloir s'asseoir et de faire silence, c'est une question de respect mutuel. Après Yves Dollo, ce sera Gérard Collomb. Yves Dollo pour cinq minutes, Gérard Collomb pour dix minutes, et je serai très vigilant sur l'usage d'un temps qui nous est précieux. A toi, Yves.

Yves Dollo

Chers camarades, les SOS sont toujours très courts, c'est une garantie que mon discours ne sera pas trop long.
Camarades, le projet qui nous réunit aujourd'hui est globalement très positif et, à ce titre, je l'ai voté dans ma section, assorti cependant d'un amendement dont je vous donnerai lecture dans quelques instants.
Ce texte comporte, en effet, une lacune d'importance. On ne souffle mot de la question toujours pendante de la préservation de la vie, du devenir des langues et des cultures régionales. La seule allusion surgit au détour d'un paragraphe consacré à nos compatriotes d'origine étrangère. Ce paragraphe, page 39, commence pourtant bien puisqu'il affirme d'emblée que la France est diversité et unité. Et le Parti Socialiste s'honore à juste titre de considérer comme un facteur positif l'origine étrangère de 18 millions de nos compatriotes.
Alors, pourquoi ne traiter qu'en trois lignes nos cultures régionales ?
Je cite ces trois lignes : "Ces additions n'effacent pas la mosaïque des populations et des cultures enracinées qui ont fait souche à l'ombre des clochers, des beffrois et des campaniles."
C'est à cet endroit que je propose, avec la fédération des Côtes d'Armor, d'ajouter la phrase suivante : "Ces cultures, dont beaucoup ont remarquablement résisté aux tentatives d'uniformisation, sont une richesse qu'il convient de préserver et de promouvoir."
C'est tout. C'est court...
(Applaudissements)
C'est court, mais cela suffirait à dissiper un certain malaise chez les militants et défenseurs de l'identité régionale, des cultures régionales, des langues régionales. Il est temps, mes camarades, que la France reconnaisse un droit égal à l'existence de toutes les langues parlées sur son territoire, quels que soient leur poids économique et le nombre de leurs locuteurs. Il est temps de rompre sans ambiguïté avec une tradition centraliste qui a, pendant des siècles, appauvri la culture de notre pays en interdisant et en humiliant les langues porteuses d'une puissance créatrice vivante.
Nous sommes tous dans cette salle des militants convaincus que l'une des grandes œuvres de ces 10 dernières années aura été, demeure et sera la décentralisation. Alors, pourquoi faut-il que l'évocation de la richesse de nos

Fondation Jean-Jaurès

diversités culturelles et linguistiques provoque encore chez quelques-uns je ne sais quel frisson, je ne sais quelle crainte d'atteindre à l'intégrité de la nation ? Il est temps d'en finir avec ces balivernes. Il est temps aussi, à l'heure où l'Europe prend forme sous nos yeux, de rappeler le souhait exprimé par François Mitterrand à Lorient le 14 mars 1981, souhait que la France cesse d'être, je cite "le dernier pays d'Europe à refuser à ses composantes les droits culturels élémentaires reconnus dans les Conventions internationales qu'elle a elle-même signées".
Il est temps enfin que soient mises en application les recommandations de la résolution 192 du Conseil de l'Europe qui prône entre autre la nécessité d'une action résolue de promotion des langues régionales et minoritaires en vue de les sauvegarder.
Le groupe Socialiste a déposé ces dernières semaines à l'Assemblée Nationale une proposition de loi tendant à réaliser ces objectifs. Madame le Premier Ministre m'a fait savoir récemment, en qualité de premier signataire de cette proposition, tout l'intérêt qu'elle porte à cette initiative et a entrouvert la porte à son inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée. Je souhaite que ses intentions soient suivies d'effet car déposer une proposition de loi, mes camarades, c'est relativement facile. La mener jusqu'au stade de la discussion, c'est autre chose : 39 propositions antérieures témoignent depuis des décennies de la réticence permanente des pouvoirs successifs. Si, comme je l'espère, la 40ème proposition connaît un meilleur sort, alors, mes camarades, nous qui voulons à travers notre projet retrouver nos marques dans un monde qui se complet à désarçonner quelques-unes de nos certitudes, alors nous pourrons nous retourner avec fierté vers l'ombre de celui qui, dès 1911, attirait l'attention sur le profit que tireraient les jeunes occitans, les jeunes basques, les jeunes bretons, d'une connaissance approfondie inculquée à l'école de la langue de leur région. C'était un combattant ; 80 ans après, sa préoccupation est toujours d'actualité. Il s'appelait Jean Jaurès.

Le président - Tu as dépassé ton temps, Yves !

Yves Dollo - Et 80 ans après, ce sera l'honneur des Socialistes de placer les langues de France dans la vie culturelle contemporaine, de favoriser les échanges entre elles et avec d'autres cultures. En cela la France est en mesure, si nous le voulons, d'apporter une contribution majeure à la construction d'un espace culturel européen. C'est dire combien, camarades, ce combat, loin d'être passéiste et nostalgique, est particulièrement d'actualité.
(Applaudissements)

Le président - J'appelle Gérard Collomb pour 10 minutes, puis Yvette Roudy pour 5 minutes.

Fondation Jean Jaurès

Gérard Collomb

Mes chers camarades, en préambule de mes propos, je voudrais exprimer une satisfaction, un regret et un souhait. La satisfaction, c'est que depuis hier les travaux de notre Congrès se déroulent avec une volonté d'unité et de responsabilité posant les vrais problèmes, ceux qui intéressent les Français : ceux du chômage, du pouvoir d'achat, de la montée d'une extrême droite de plus en plus ouvertement fascisante.

Un regret : que cette même volonté d'unité et de responsabilité n'ait pas prévalu davantage dans les petites confidences d'avant Congrès, donnant à la France l'impression que notre unité n'était qu'une unité factice et que nous restions centrés sur des préoccupations nombrilistes qui, il faut bien le dire, n'intéressent personne à part nous.

Un souhait, enfin : que nous tirions de cette contradiction que je viens d'énoncer les leçons pour que nos travaux d'aujourd'hui, l'effort collectif de tous les militants ici présents, l'effort en vue de notre unité, de la re-mobilisation du PS, ne soient pas rendus immédiatement vains par de nouveaux propos d'après Congrès.

Cela signifie-t-il, mes chers camarades, que nous soyons condamnés à l'unanimisme ? Certainement pas. Les Français sont prêts à admettre que nous ayons des divergences pourvu que ces divergences soient fondées sur des préoccupations qui touchent à l'avenir de notre pays, non aux intérêts de tel ou tel sous-clan.

De ce point de vue, puisque l'essentiel de mon propos sera consacré à l'Europe, je voudrais dire à Jean-Pierre Chevènement, dont j'ai écouté ce matin avec attention l'allocution, que bien qu'en divergence avec lui sur ce sujet, je préfère lorsque nous exprimons les uns et les autres les convictions qui sont les nôtres sur ces thèmes, plutôt que lorsque nous nous laissons aller à évoquer à propos du PS d'hypothétiques Républiques bananières. Il est, je crois, un langage qu'entre nous nous devrions éviter d'employer car il appauvrit notre débat politique et ternit notre image auprès des Français.

Pour ce qui est de l'Europe, la première chose que je voudrais dire est que la division ne passe évidemment pas entre ceux qui, parce qu'ils sont européens, s'accommoderaient du chômage et ceux qui mettraient tout en œuvre pour lutter contre lui. Non, la différence est entre ceux qui croient encore possible de mener des politiques totalement autonomes, dans un cadre purement national, qui croient que la seule contrainte qui pèserait sur notre pays serait précisément la construction européenne, sa discipline monétaire notamment, et puis ceux qui pensent que désormais la mondialisation de l'économie a périmé largement le cadre de l'Etat nation, entraînant en tout cas un redéploiement des fonctions de l'Etat régulateur de type keynésien à un état stratège évoqué par exemple par Pierre Boubli dans son dernier livre. Pour ceux-là, l'Europe est au contraire un moyen de retrouver des marges de manœuvre.

Nous sommes beaucoup ici à croire que la lutte contre le chômage et pour l'emploi, la lutte pour une croissance plus forte passe par le renforcement de la

Communauté européenne auquel a donné lieu Maastricht. Ce renforcement est un besoin pour la France.
Mes chers camarades, il faut que nous ayons conscience de ce que nous faisons à l'échelle mondiale : 3,4% de la production mondiale pour la France ; 22,3 pour les Etats-Unis. Comment pourrions-nous rivaliser ? Une recherche/ développement de 113 milliards de francs pour la France et de 870 milliards pour les Etats-Unis.
Ce besoin, s'il existe pour notre pays, il existe aussi, soyons en sûrs, pour tous les autres pays de la Communauté européenne, y compris l'Allemagne, malgré sa force actuelle. On sait que si l'Allemagne aujourd'hui est un pays qui peut concurrencer largement au niveau international avec les meilleurs, sa spécialisation qui fait aujourd'hui sa force est une spécialisation sur les industries de la deuxième révolution industrielle. Elle aussi connaît un certain nombre de faiblesses. Dans ses exportations, 12,9% sont des exportations de produits de haute technologie contre 24 et 25% au Japon ou aux Etats-Unis.
Enfin, ce besoin d'une Europe unie permettant une relance de la croissance, c'est un besoin pour l'Europe entière. Car l'Europe a pris du retard au cours des années 60, 70 et au début des années 80 ; une Europe qui, absorbée par la reconversion de ses industries anciennes, a largement raté la révolution des industries nouvelles.
Est-ce que nous savons qu'en matière d'électronique chaque année qui passe voit nos déficits s'accroître ? En 1986, l'Europe avait 14 milliards de dollars de déficit. Elle en avait 33 en 1988 et la perspective est de 50 milliards de dollars en 1994.
Mes chers camarades, il convient donc de rationaliser nos productions, de rationaliser notre recherche pour faire effectivement de l'Europe une force industrielle.
Oui mais, nous dit-on, la voie dans laquelle on s'avance n'est pas celle-là, c'est celle de la monnaie, et la France va se retrouver sous contrainte.
Mes chers camarades, ce n'est pas demain que nous allons nous retrouver sous contrainte, c'est déjà aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que la France serait prisonnière du SME ? Pas seulement. Alors qu'il y a quelques années l'Angleterre affichait des velléités d'indépendance monétaire, un journaliste anglais pouvait dire : "lorsque la Bundesbank élève ses taux d'intérêt, le gouvernement britannique n'a guère plus de 10 minutes pour jouir de son indépendance, il doit ensuite s'aligner rapidement sur ce que font les autres."
La construction de l'union monétaire, parce qu'elle suppose une convergence des politiques économiques, nous permettra au contraire de regagner des marges de manœuvre en permettant une discussion conjointe sur les politiques à mener de manière coordonnée. Et c'est là que nous pourrons développer des politiques de relance coopérative au niveau européen que nous appelons de nos vœux.
Par ailleurs, ne nous trompons pas. En ce qui concerne par exemple l'Europe sociale, qui a été souvent la deuxième critique faite à l'Europe par ceux qui sont opposés à la construction européenne, aujourd'hui ceux-ci doivent bien convenir que pour la première fois cette Europe sociale fait l'objet d'une inscription

Fondation Jean Jaurès

positive dans un traité. Ils ont peur que cela reste lettre morte. Que ne comptent-ils sur la mobilisation des forces sociales et progressistes à travers l'Europe pour mener cette politique sociale.
Car, enfin, ceux-ci qui, souvent, ont quelques références marxistes, où ont-ils vu qu'une superstructure étatique, même embryonnaire, est ou n'est pas de nature à promouvoir une politique sociale ? C'est aux forces populaires, c'est aux forces sociales, c'est au Socialisme de faire que nous progressions dans la voie d'une Europe sociale.
Cela suppose sans doute qu'abandonnant le cadre strictement hexagonal où l'Etat nation nous a fait nous replier nous soyons capables de renouer avec l'internationalisme qui marquait les premières années du Socialisme. C'est là aussi un beau combat et c'est loin de la normalisation théorique que Jean-Pierre Chevènement évoquait ce matin.
Mes chers camarades, la dimension européenne est une donnée que nous imposent les faits. A nous d'en faire un projet de civilisation à dimension sociale, politique et culturelle. A nous de la conforter dans le rôle qu'elle a déjà à travers le monde afin qu'elle soit un pôle de référence pour les peuples du monde entier.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, je vous demande de bien vouloir rester à vos places et de faire silence ; je demande en même temps que les journalistes, les photographes les caméraman arrêtent de faire mouvement et d'empêcher les congressistes de voir l'orateur.
(Applaudissements)
Il y a un orateur qui parle, ce n'est pas légitime qu'on lui tourne le dos.
S'ils veulent faire autre chose, qu'ils le fassent ailleurs, ici c'est un Congrès sérieux de travail.
(Applaudissements)
Nous respectons votre profession, mais respectez le travail des militants qui sont ici.
(Applaudissements)
J'informe les délégués africains qu'ils peuvent se rendre en ce moment même en réunion dans la salle n°2. Je demande à chacun de respecter les consignes que je viens d'indiquer.
La parole est à Yvette Roudy pour cinq minutes, puis à Jean-Paul Planchou pour le même temps.

Yvette Roudy

Mes chers camarades, un Congrès extraordinaire du PS, c'est d'abord l'occasion de faire le point sur notre situation, sur notre action dans un domaine particulier. Il s'agit ici de notre projet pour l'an 2000 et ce n'est pas rien.
Toute action humaine, politique ou autre, doit s'inscrire dans une perspective d'avenir, dans un projet global de plus ou moins long terme, sans quoi cette

Fondation Jean Jaurès

action n'a ni souffle, ni cohérence, ni crédibilité. C'est pourquoi nous, les Socialistes, nous avions besoin d'un nouveau projet et il faut remercier Pierre Mauroy et Michel Charzat d'avoir eu le courage et la persévérance de le faire dans une période difficile où l'élan, l'enthousiasme des années 70 ou 80 sont loin derrière nous. Le pouvoir use, entendons nous dire de toutes parts. Dix années passées à diriger la France auraient érodé ce qui faisait le charme des Socialistes, cette capacité de croire en leur avenir, en leur pouvoir de changer la vie, et pourtant l'histoire dira que ces dix années ont beaucoup changé la vie de la France et la vie des Français. Pour s'en rendre compte, il suffit de se rendre de temps en temps à l'extérieur de nos frontières. On voit alors combien la France est enviée, admirée, non seulement pour son rayonnement international, grâce au travail du Président, mais pour ceux qui doutaient de son poids dans le monde le succès de Maastricht vient de le démontrer magistralement et nous, nous n'aurions pas tout à fait pris la mesure de l'avantage énorme que cela représente pour la France et les Français.

Beaucoup, beaucoup d'entre nous, ne croyaient pas au succès de Maastricht. La France est enviée, admirée, c'est vrai, non seulement pour l'air qu'on y respire, non seulement parce qu'elle est la 4ème puissance économique, parce que c'est un pays de liberté et d'action, de pensée et d'action, mais on l'envie à l'extérieur pour le niveau de vie des Français, pour son système de santé tant décrié, mais si efficace que l'on vient de loin pour en bénéficier, pour son système de couverture sociale et ce souci permanent de ne laisser personne au bord du chemin.

On vient de loin étudier la manière dont nous mettons en place ce revenu minimum d'insertion qui n'a pas son pareil. Nous sommes devenus un modèle pour les pays les plus avancés et nous serions là, avec morosité, à gémir, nous serions là à gratter nos plaies, nous serions là à nous dévorer et à nous détruire ?

Comment avons nous fait pour en arriver là quand on sait que le rêve de tant de pays et de ceux qui habitent dans le tiers-monde est de venir vivre chez nous, sachant très bien que tant qu'on n'aura pas réussi à les fixer chez eux, ils continueront à venir chez nous.

Quel est donc ce mal étrange ?

Est-ce l'usure, l'ennui qui serait né de trop de tranquillité ? Certes, il y a des problèmes qui restent à résoudre : le chômage, la formation, mais est-ce que là aussi, nous ne faisons pas tout ce qui dépend de nous et est-ce qu'il n'est pas temps de dire "nous avons fait tout ce que nous pouvions, c'est aux entreprises maintenant de montrer ce qu'elles sont capables de faire" ?

(Applaudissements)

Mes chers camarades, l'absence d'idées et l'absence d'idéologie, nous dit-on, seraient responsables de cela, l'effondrement du colosse soviétique n'aurait pas fini de nous atteindre de ces ondes de choc, parce que le Communisme a échoué, dit-on, le Socialisme serait condamné, alors que nous avons la preuve que nous avons eu raison en 1920. Mais voilà, nous observons et nous constatons que les avancées de la démocratie à l'est, les avancées de la démocratie en Afrique du sud, les avancées de la démocratie en Amérique du sud ne semblent pas nous

profiter, à nous Socialistes démocrates, mais semblent profiter plutôt au libéralisme et à la démocratie chrétienne. Est-ce que nous manquerions d'audace, de fierté et de confiance en nous pour ainsi nous laisser atteindre par les attaques perfides et répétées de la Droite toujours là ? Insidieusement, ce sont nos idées qui sont atteintes.
Un libéralisme mou qui s'infiltre lentement et nous nous abandonnerions à la morosité sans résister ? Comment ? Quand les Socialistes s'endorment, mes chers camarades, ce sont les vieux démons qui se réveillent et l'extrême droite, que l'on croyait disparue, revient de façon inquiétante.

Le président - Je te demande d'écourter, Yvette.

Yvette Roudy - Ah bon... Alors, je m'arrête.

Le président - Je te demande de conclure.

Yvette Roudy - Non, je ne peux pas. Alors, très bien, je passe...
Je pensais vous parler de Le Pen, mais ce n'est probablement pas suffisamment intéressant... Je pensais vous parler de nos institutions, je pense qu'elles nous ont posé des pièges... Je pensais vous parler des stratégies personnelles qui sont en train de nous atteindre, mais peut-être ne faut-il pas en parler... Je pensais vous dire que les Français sont capables d'avoir confiance en nous... Je pensais vous expliquer deux, trois choses... On m'avait dit que j'avais dix minutes, je pensais que je les avais...
Je voulais vous dire que ce n'est pas en courant après les Verts et Le Pen qu'on arriverait à retrouver nos électeurs.
(Applaudissements)
Je pensais vous dire que si nous avions plus confiance en nous, on pourrait peut-être remonter la pente, et je pensais vous dire un mot sur les femmes... (applaudissements)... Je pensais vous dire...

Le président - Tu peux le dire !

Yvette Roudy - Je pensais vous dire que, pour les élections prochaines, nous n'aurons pas réussi à avoir plus de 16%... (protestations)... Je pensais vous dire que, sur 50 départements, il n'y aura pas une femme élue et que cela va peser sur le choix des électeurs, que cela plaise ou que cela ne plaise pas. Le public s'est habitué à la mixité, s'est habitué à voir des hommes et des femmes partout dans la société civile, sauf chez les élus Socialistes !
(Applaudissements)
Mais cela, c'est parce que la société civile, la société civile et l'opinion publique, se sont habituées à la démocratie qui est la mixité.
Pour moi, tout cela est inquiétant, mais bon... n'en parlons pas. J'ai été désolée de vous dire ce qui n'était pas agréable. Je pense quand même vous dire que je reçois des quantités de lettres de femmes qui me disent qu'elles ont été tellement

Fondation Jean-Jaurès

bien traitées qu'elles ne continueront pas à fréquenter une organisation où, à l'évidence, on n'a pas besoin d'elles.
Je voulais vous dire que je suis Socialiste, que je pense que l'idéal dépasse largement les discours et ce que l'on peut faire dire au Socialisme.
Je pense que l'idéal du Socialisme est une grande idée qui ne périra pas, qui fera son chemin, qui pourra renaître. Je pense que la grande idée du Socialisme peut renaître, pour peu que nous ayons confiance en nous, pour peu que certains ne marchent pas obsédés par l'idée de 1995, mais pensent que 1991 et 1993 sont là, que le Président de la République est toujours là et que nous aurons peut-être à faire avec lui encore un bon bout de chemin.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean-Paul Planchou, puis à Christian Pierret.

Jean-Paul Planchou

Chers camarades, bien préparé et bien conçu, ce projet eut mérité une naissance moins précipitée. En clair, je le pense, trois mois eussent été préférables à trois semaines de débat dans le Parti, c'est un peu dommage, et en plus, les discussions parmi nous ont été, parce qu'elles ont été justement trop brèves, quelque peu polluées par d'autres préoccupations, d'autres débats et par les événements eux-mêmes.
Pourtant, ce texte devait être écrit, parce que tout simplement la période commandait aux Socialistes de renouveler leur corps d'analyses et de références.
Il y a bien sûr un certain nombre de camarades qui ont proclamé qu'il eut fallu procéder à un bilan plus exhaustif à un bilan de notre actif et de notre passif de la décennie au pouvoir. Je pense que ces camarades n'ont pas très bien lu l'état des lieux qui est dressé dans le projet ; d'autres daubaient cette réflexion au titre de l'intellectualisme exacerbé invoquant l'impératif programmatique. Enfin, quelques-uns, peut être moins lucides encore, semblaient penser que le pouvoir que nous assumons nous interdisait de regarder en avant.
C'est vrai, c'est vrai que ce n'est pas facile d'être au pouvoir et de réfléchir. Il y a là une potentialité schizophrénique, mais je crois, et le travail de Charzat et de tous ceux qui ont participé avec lui en témoigne, que cette psychiatrie était salutaire et de toute façon tous ces camarades mis bout à bout n'étaient pas au total très nombreux, puisque ce projet a été largement adopté.
Ce projet, il existe et c'est notre premier mérite.
Il est novateur, et c'est sa première qualité. Il faut, maintenant, je crois le populariser au-delà de nos rangs sous une forme simple et pratique, pour nourrir des débats avec d'autres forces, avec tous ceux qui s'intéressent et qui s'efforcent de repenser les politiques de ce progrès, car, chers amis, il faut retrouver le goût de la confrontation, sans laquelle il ne peut y avoir de vie démocratique et de contradictions à surmonter.
Ce projet devrait également susciter la tenue de grandes conventions

Fondation Jean-Jaurès

thématiques, par exemple autour de sujets tels que ceux que l'on a pu évoquer depuis hier : stratégie sociale, protection sociale, économie responsable, conventions qui pourraient être en partie ouvertes à des avis d'experts, d'intellectuels, de socioprofessionnels, de syndicalistes. Et, bien sûr, ce projet doit nourrir abondamment la confection d'un programme durant l'année 92 dont la présentation devrait être originale, stratégique, ordonnée autour de quelques priorités, et dans chaque domaine d'action tout au plus autour d'une à deux orientations.

Bref, ce programme doit absolument proscrire le catalogue de la Redoute ou le fourre-tout du Chasseur français. Voilà en tout cas des perspectives de travail immédiat, car notre Parti doit être dès les mois à venir à l'initiative, or, je trouve, chers camarades, que notre vie interne est quelque peu bloquée, par un mode de fonctionnement qui s'avère à l'expérience pervers.

Deux résolutions à mon sens devraient être rapidement prises : dans les meilleurs délais, devrait se mettre en place une direction soudée, ramassée, travaillant à plein temps politiquement cohérente et témoignant d'une réelle volonté d'action.

Deuxième résolution : un nouveau mode de désignation des responsables Socialistes à tous les niveaux, devrait être mis en œuvre, pour partie, désignés directement par les militants, et pour partie, désignés bien sûr sur les listes des motions d'orientation.

Cette idée, sur son principe, a déjà été avancée. Une Commission de travail, je crois, a récemment abouti à cette conclusion mais il parait difficile, semble-t-il de passer à l'acte.

Ce serait pourtant un facteur de souplesse et d'ouverture dans les circonstances, par rapport à un système qui paralyse toute action. Les bouleversements idéologiques sont profonds. Ils expriment généralement une exigence démocratique et même une affirmation "personnaliste". Pourquoi, chers camarades, ne prendraient-ils pas la mesure de ces changements, dans leur propre vie collective ?

Le rapport à la politique change, et cette évolution, bien sûr, nous interpelle.

Les causes de la crise actuelle, de la citoyenneté, sont à la fois générales et spécifiques, structurelles et conjoncturelles mais pour ce qui nous regarde le plus directement, le plus immédiatement, un parti comme le nôtre, doit être appréhendé à nouveau comme un collectif de pédagogie publique animée par des engagements militants mais des engagements militants qui sont déjà et qui seront toujours plus à l'avenir, de qualité professionnelle, parce que la "militance" politique est en train de changer de nature, parce que la politique devient plus complexe, et parce que la politique est moins magique et que, dans le même temps, je conclus, mon cher président, et que, dans le même temps, que ce Parti doit à nouveau être ce collectif de pédagogie publique. Il doit évidemment, parallèlement, innover dans ces rapports avec la société. Certes, ces efforts ne suffiront pas à eux seuls, à se réapproprier une crédibilité nouvelle.

Pour ce faire, j'en conviens, le paysage institutionnel doit être aménagé, et vite,

Fondation Jean Jaurès

chers camarades, et vite... de manière à rééquilibrer les pouvoirs, notamment en faveur du Parlement.
Nous venons interroger les militants sur cette question. Ils ont répondu : pourquoi le Parti Socialiste ne s'apprête-t-il pas à faire des propositions dans ce sens, sachant que la réforme éventuelle de la modification du mode de scrutin ne peut être comprise et acceptée que dans ce contexte.
Nous avons raison, par ailleurs, de rechercher une transparence financière et fiscale indiscutables tant au plan des partis que des élus. Il faut entreprendre cette clarification en mettant tous les éléments sur la table et les propositions supplémentaires de Laurent Fabius sont bienvenus mais aussi en limitant plus sérieusement les cumuls.
(Applaudissements)
Il n'est plus possible de laisser pendant longtemps encore la situation en l'état, c'est la contrepartie, chers camarades, d'un renforcement réel du rôle politique de la représentation nationale.
Sur tous ces points, en effet, le Parti doit aller de l'avant dans les prochains mois. Il doit se départir de cette introversion maladive. Il doit se départir aussi des lamentations de ceux qui prophétisent les malheurs. Car on sait bien que les jérémiades, pour ceux qui lisent les écritures, n'ont jamais servi à grand chose puisqu'au mieux, l'histoire leur donne raison beaucoup trop tard. Alors, chers camarades, ensemble, et vite, agissons !
(Applaudissements)

Le président - Je demande à chacun de cesser les conversations privées. Je ne doute pas que vous soyez heureux de vous retrouver, mais ça n'est pas une raison pour ne pas écouter les orateurs, notamment Christian Pierret, et ensuite Henri Emmanuelli.

Christian Pierret

Chers camarades, face à la crise du politique, notre Congrès veut exprimer la conviction que le Socialisme peut être encore une fois une idée neuve. C'est là l'enjeu de nos travaux : ouvrir leur chemin vers de nouvelles frontières, pour la société française. Je retiendrai votre attention sur l'une d'entre elles : l'écologie.
Pour la première fois, nous avons pris conscience qu'il nous faut l'inscrire comme une vision globale dans notre démarche politique, pour que notre militantisme débouche sur un véritable stratégie situant plus clairement le rapport entre l'écologie, et l'exercice du pouvoir, au niveau local, comme à celui de l'Etat. Forte en particulier dans la jeunesse, importante par l'ampleur et parfois la gravité des problèmes qu'elle aborde, la sensibilité écologique a aussi des défiances, dans une société sur-médiatisée, qui a trouvé dans l'écolo-marketing débridé, de nouvelles raisons de consommer.
Ainsi, voyons-nous la Droite tendre la main aux Verts, après avoir échoué dans sa tentative de nous donner à nous, Socialistes, des leçons de social. Ainsi ceux qui ont pendant des décennies bâti cette France défigurée, ceux qui ont assis leur

Fondation Jean-Jaurès

credo du bonheur sur la civilisation du jetable, et des embouteillages, et sur la toute puissance du marché, vendent aujourd'hui aux Français ce nouveau slogan "le capitalisme lave plus vert" après avoir tenté de séduire les électeurs du Front National avec "le capitalisme lave plus national".
Et voilà jusqu'à Jacques Chirac qui s'engage à trouver les bases d'un accord avec les écologistes, qui partagent - je le cite - "nos valeurs quant à la démocratie, l'économie de marché, la primauté du droit" Fin de citation.
Je ne sais pas quels écologistes se retrouveront dans la conception d'une démocratie où la liberté se… (inaudible)… d'égalité, où la primauté du droit se confond avec l'idéologie sécuritaire, où l'économie de marché a fait effectivement toutes ses preuves en matière de protection de l'environnement, ici et dans le monde entier. Qu'on se souvienne de Seveso, qu'on se souvienne de Bhopal...
Sans doute ces propositions serviront-elles les membres du Front National dont M. Le Pen aime à dire sans rire "qu'il est le seul mouvement politique à être authentiquement écologiste".
Certes, les Verts n'ont pas clarifié les ambiguïtés. C'est un mouvement composite, gêné par les naïvetés de son inexpérience, tiraillé par ses contradictions, et elles sont nombreuses. Ecartelée entre de nombreuses chapelles, encore incertain sur son projet politique.
L'épisode très malheureux, l'épisode "Brière" a confirmé que l'écologie peut être la couverture d'une tentation totalitaire, du retour à la nature, au mythe de la purification du corps social.
Il n'y a qu'un pas que certains ont franchi. Comment s'y retrouver dans ce panthéon composite où Rousseau voisine avec Pétain ? Quand ça n'est pas avec les Khmers Verts ?
Si les Verts ne font pas eux-mêmes le tri, il faut faire confiance aux Français pour faire la part des choses mais l'écologie politique, n'est pas que l'alliance des contestations.
A mesure que les Verts se structurent, à mesure qu'ils cherchent à entrer dans les institutions démocratiques, s'ébauche un programme que nous devons regarder de très près. Il y a, de la part des écologistes, des options qui sont compatibles, voire communes avec notre idée du Socialisme. Il y a, dans la dimension écologique, les racines d'une modernisation du Socialisme. J'y reviendrai tout à l'heure.
Certaines des orientations écologistes sont -elles contradictoires avec notre projet social ? Elles le resteront, chers camarades, tant que les Verts n'auront pas évolué dans leur conception du politique, c'est-à-dire fondamentalement dans leur refus de choisir entre la Droite et la Gauche. Et c'est là le fond de notre désaccord avec eux. Les Verts entretiennent d'autant plus cette ambiguïté qu'elle est au cœur de leur succès dans l'opinion. Le rejet du jeu bipolaire des partis politiques explique beaucoup les 10 ou 15% d'intentions de vote des Français. C'est pourquoi notre tâche n'est certes pas facile. Ne croyons pas qu'il suffit de mettre un peu de vert dans notre programme pour attirer les écologistes, les désabusés de la politique, les déçus du Socialisme, ou d'une manière plus

générale, ceux qui nous ont quittés pour se réfugier dans la protestation.
C'est une œuvre de longue haleine qu'il nous faut accomplir. Une pédagogie du long terme, pour montrer que l'amélioration du cadre de vie que la solidarité des générations, que la maîtrise des risques, ne sont pas l'affaire ni du chacun pour soi, ni de la seule responsabilité de l'Etat, mais d'une véritable révolution des comportements pour chacun d'entre nous.
Deuxième axe de réflexion : avec l'écologie, il s'agit de réconcilier la société avec la croissance, d'aller plus loin vers une civilisation du partage, de moderniser les pratiques démocratiques. Réconcilier la société et la croissance... cette orientation peut paraître paradoxale. Tous ceux qui se rappellent les revendications des années 1970, savent que les écologistes se réclament de l'Etat stationnaire, vieille idée du 19ème siècle, comme le cautionna, en son temps, le Club de Rome. Il n'est pas question, pour nous, d'accepter l'idée d'une croissance zéro, génératrice de millions de chômeurs. Nous devons en convaincre les "Verts".
En revanche, il nous faut renoncer à un certain productivisme pour rendre la croissance compatible avec le développement durable. Il ne s'agit donc pas seulement, même si c'est important, de mieux stocker, de filtrer les déversements toxiques, dans l'air ou dans l'eau. Il s'agit d'imposer cette nouvelle norme de production, et de consommation pour dire non au gaspillage.
Certes, la discipline écologique s'adresse au premier chef à ceux qui définissent les stratégies de production. Bien sûr, nous ne pourrons sortir de la crise écologiste sans imposer des contraintes plus fortes aux entreprises. L'exigence de l'éco-développement pour lequel nous militons, ne s'arrête pas là. Je pense à l'aménagement du territoire, à l'urbanisme, à la politique des transports, et de l'énergie, à la gestion des déchets ou de l'eau, à l'indispensable renouveau du monde rural.
Déjà, des décisions courageuses de gouvernement d'Edith Cresson montrent que la direction a changé. Je pense en particulier au renoncement - elle en a parlé ce matin - au barrage sur la Loire ou encore aux nécessaires délocalisations de services publics. Ce sont les premiers pas et le signe que nous avons cessé, dans ce domaine aussi, d'être myopes.
Je dirai un mot du problème énergétique. Ceux des politiques qui travaillent à un programme électronucléaire français, viennent, il y a quelques jours, de proposer un gel du nucléaire. Quant à nous, nous ne saurions résumer notre position au nucléaire à une seule dimension quantitative. Il nous faut, dans ce domaine, imposer plus de transparence, plus de démocratie, plus de contrôle dans la gestion du nucléaire. Il nous faut persuader les Verts que le nucléaire français est une énergie propre, économe et sûre. Pensons à l'effet de serre, pensons aux besoins en hydrocarbures, des pays du sud.
Construire la civilisation du partage, plus généralement les exigences des écologistes, nous montre qu'il faut aller plus loin dans la construction de cette civilisation du partage.
La terre est un patrimoine commun qu'il nous faut mieux préserver et mieux partager. C'est une démarche essentielle sur le plan politique. Il en va de l'idée

même de solidarité nord-sud, au moment où ces grandes questions seront posées à la conférence de Rio en juin 1991 sur les climats. Sachons renouer avec notre tradition internationaliste.
Il faut éviter à tout prix qu'au nom de la préservation de la planète, on impose au pays du sud, de renoncer à la croissance, donc de plonger encore plus dans la famine et dans la misère.
Etre plus solidaires avec le sud, c'est une démarche qui est, à la fois, écologiste et Socialiste.
(Applaudissements)
L'écologie nous pousse aussi, mes chers camarades, à être plus européens.
Les populations n'ont pas de frontières. Il est illusoire de vouloir lutter contre les déversements intempestifs dans le Rhin, à Colmar, si en même temps, des progrès ne sont pas faits à Düsseldorf.
Dans une économie dont les normes de production sont internationalisées, l'écologie dans un seul pays est hautement pénalisante mais encore impossible. Regrettons d'ailleurs en passant que le succès de Maastricht ne soit pas aussi celui de l'écologie. Soyons plus exigeants avec Bruxelles, en matière d'environnement... et notamment sur la définition d'une politique européenne de la fiscalité écologique. Ainsi nous amènerons les Verts à partager notre grande ambition européenne, d'autant plus que d'autres thèmes de cette civilisation du partage nous sont, au moins dans leurs grandes orientations, communs. Sur le partage et la réduction du temps de travail, des convergences sont possibles. Mais nous ne parviendrons pas à mettre en œuvre l'idée du temps choisi tant que les thérapeutiques contre le chômage échapperont sur l'idéologie du "chacun pour soi".
Troisième axe de notre convergence nécessaire avec les écologistes, une nouvelle charte démocratique. C'est en cela aussi que l'écologie imposera tôt ou tard avec nous une nouvelle charte démocratique. Les Verts parlent au consommateur quand nous parlons au citoyen. Evitons cette partie de cache-cache. Interpellons l'individu à travers le citoyen, nous réconcilierons ainsi l'individu avec la cité et le citoyen avec la société tout entière. Car les exigences collectives de l'écologie ne constituent pas qu'une nouvelle somme de devoirs, elles sont aussi à l'origine de nouvelles pratiques de citoyenneté qui peuvent sortir la politique de l'impasse dans laquelle elle se trouve aujourd'hui encore.
Le développement des associations de protection de l'environnement peut nous aider à construire ce syndicalisme de la ville dont nous avons tant besoin pour lutter contre l'exclusion sociale et pour améliorer le cadre de vie. Le souhait d'une réconciliation avec la nature peut enrayer le déclin du monde rural qui a besoin de nouveaux enthousiasmes pour sortir de la crise agricole qui l'agresse.
Nous ne devons pas, mes chers camarades, et ce sera ma conclusion, avoir des réflexes frileux vis-à-vis des Verts. Si nous les excluons d'emblée, alors les rangs des mouvements contestataires ne cesseront de grandir, en marge des institutions démocratiques.
Pensons, chers camarades, à ce qui s'est passé il y a quelques années seulement en Allemagne entre le Parti Social-démocrate et les Verts. L'avenir nous

Contribution Jean Jaurès

donnera raison, si nous réussissons à définir en commun une stratégie de convergence entre les Socialistes et les Verts. Aux Verts de renoncer à leur splendide isolement, à nous de devenir, dans notre conception du monde, dans nos choix de société, de véritables écologistes. A eux et à nous, malgré nos différences, de commencer à regarder politiquement ensemble dans la même direction. Car s'il ne peut y avoir de changement social hors du Socialisme démocratique, les progrès de notre civilisation passent par un nouvel urbanisme au service duquel Socialisme et écologie doivent se fondre l'un dans l'autre.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Christian Pierret.
Henri Emmanuelli, puis Gérard Fuchs.

Henri Emmanuelli

Mes chers camarades, malgré la convivialité retrouvée de ce Congrès dont je me félicite, je crois qu'il nous faut bien constater que nous sommes sur le plan politique dans une situation difficile, une sorte de crise relative et paradoxale, je m'en expliquerai dans un instant, mais inquiétante par certains aspects.
Il y a d'abord le mécontentement social, je n'ai pas besoin d'y insister. Nous avons eu un automne animé. Il y a ensuite le rejet du politique qui frappe globalement l'ensemble de l'imaginaire politique conçu par la démocratie représentative, je veux dire les Partis et les militants, les élus, les projets globaux et a fortiori les idéologies totalisantes, comme on dit. Il y a la montée de l'abstentionnisme et des mouvements refuges, comme le mouvement écologiste qui n'est pas que cela, mais qui est aussi cela, et qui traduit parfaitement ce phénomène. Il y a surtout, mes chers camarades, l'état de l'opinion, son moral, qu'il soit mesuré par les sondages ou qu'il s'exprime dimanche après dimanche, d'élection partielle en élection partielle. Il y a enfin, avec la montée continue de l'extrême droite, un signe évident et alarmant de défiance profonde. Et tout cela mis bout à bout ressemble bel et bien à une crise politique.
Mais je disais que cette crise est paradoxale. Pourquoi ? Parce que si l'on prend du recul et que l'on regarde la France, on s'aperçoit que la France, pays prétendument en crise, est et reste la quatrième puissance industrielle au monde, est et reste la troisième puissance agricole au monde. On s'aperçoit que la France, pays prétendument en crise, est et reste le seul pays qui, après les Etats-Unis, dépense le plus d'argent par habitant pour la santé de son peuple, et pour faire plus court, je dirai qu'on s'aperçoit que la France, ce pays en crise politique, est au lendemain de Maastricht le seul grand pays européen, je dis bien le seul, dont les critères de bonne santé économique - je veux parler du déficit public cumulé, du taux d'inflation, etc. - lui permettraient de satisfaire aujourd'hui aux conditions d'entrée dans le système de monnaie unique européenne.
Alors, mes chers camarades, si l'on considère que cette liste des raisons réelles, incontestables, qu'ont bien des peuples dans le monde, et en Europe même,

Fondation Jean-Jaurès

d'envier notre situation, alors on s'interroge. Que se passe-t-il ? Comment expliquer que privilégiée à bien des égards, la France sombre ainsi dans le doute et la morosité ? Pourquoi cette apathie ? Pourquoi cette frilosité mêlée de rancœur parfois ? Pourquoi ce sentiment dominant d'insatisfaction qui pèse non seulement sur la vie politique, mais aussi sur le climat économique ? Et plus précisément, pourquoi, malgré le bilan considérable de l'action des Socialistes, ce bilan encore inachevé qui est sur vos tables et qui vous aidera sans aucun doute à mesurer le chemin parcouru, pourquoi cette dévalorisation dont nous semblons être victimes, nous, les Socialistes ?

Pour ma part, je dirai qu'entre la réalité d'une situation et la perception que semblent en avoir les Françaises et les Français, il y a quelques facteurs lourds qui pèsent sur leur jugement et qui brouillent leur vision.

Il y a d'abord le chômage, ce chômage qui occupe toutes les réalités économiques et tous les succès économiques, et je n'insiste pas. Il y a eu aussi, chers camarades, sur le plan moral les conséquences de l'émergence au plan judiciaire des procédés de financement des partis politiques qui existaient et qui étaient quasiment de notoriété publique depuis vingt ans, mais qui brusquement ont fait irruption sur le devant de la scène.

Il y a aussi des raisons moins visibles, plus subtiles, mais tout aussi pernicieuses. Je n'en citerai qu'une, la disparition de l'inflation. C'est un succès, et pourtant cette disparition de l'inflation, paradoxalement, donne à beaucoup de Françaises et de Français un sentiment d'immobilisme, d'immobilité, leur donne l'impression qu'ils n'avancent pas, alors qu'au temps béni de l'inflation, ils avaient le sentiment inverse, c'est-à-dire celui d'avancer sans cesse, même si en réalité ils faisaient du sur place sur un tapis roulant.

Il y a le poids des corporatismes, la somme de leurs contradictions. Il y a, comme le disait cette semaine Edith Cresson, la crainte de l'avenir, le refus de certaines évolutions, parfois même la nostalgie d'un passé mythique.

Plus globalement, mes chers camarades, le sentiment d'être en crise est un élément fondamental de celle-ci. Tout se passe comme si la société n'avait plus d'objectif collectif. Les nouveaux prophètes nous expliquent même qu'elle ne doit pas en avoir et que seuls les individus sont habilités à donner un sens à leur vie de manière autonome, et sans référence à une quelconque action collective.

S'agissant de nous, les Socialistes, s'ajoute à l'ensemble de tous ces facteurs l'inévitable usure du pouvoir, et parfois la déception spécifique que nous générons lorsque nous donnons, à tort sans doute, le sentiment de n'être que des gestionnaires très orthodoxes d'un capitalisme très libéral.

Il y a aussi, mes chers camarades, le poids de nos errances, je veux parler de nos divisions, de nos hésitations stratégiques, il y a ces sujets évoqués à contretemps qui peuvent laisser croire que nous serions ailleurs, prisonniers d'une sphère politique sans relation avec le quotidien.

Mais, mes chers camarades, malgré cette longue énumération négative que nous devons, je crois, à la lucidité, je suis de ceux qui pensent, au regard de l'œuvre accomplie, que cette dévalorisation dont nous sommes l'objet et injuste, profondément injuste.

Fondation Jean Jaurès

Alors que faire ?
Là non plus, la réponse n'est pas simple, et plusieurs thèses implicites semblent aujourd'hui se disputer dans un certain désordre la réflexion des Socialistes.
Certains semblent penser que le pire est à venir et qu'il faut encore attendre soit mars 1991, soit plus tard peut-être, pour que puisse se déclencher je ne sais quel effet bénéfique de fonds de piscine, je ne sais quelle recomposition, je ne sais quelle forme d'action nouvelle d'autant plus séduisante que l'on se garde bien d'en ébaucher l'esquisse de l'esquisse.
A l'inverse, d'autres paraissent incliner, au risque de confondre vitesse et précipitation, pour une action rapide aboutissant à bousculer les échéances. Feignant de croire que l'on peut distinguer entre le déroulement d'un septennat et le destin futur du Socialisme, ils s'interrogent sur la nécessité de déplacer rapidement certaines pièces de l'échiquier.
D'autres enfin, mes chers camarades, pensent que toute tentation de distinction entre Socialistes sera non seulement vaine, mais néfaste, et que le Socialisme, c'est-à-dire aujourd'hui pour l'essentiel la Gauche, n'assumera son destin à court et à moyen terme qu'à la condition d'un double mouvement, d'abord reconstituer l'unité et la cohérence du dispositif Socialiste, ensuite réagir, combattre et proposer.
Aux attentistes, je dirai qu'il risquerait d'être trop tard si nous attendions trop. Au-delà d'un certain seuil, le point de non-retour serait franchi.
Aux activistes, dont la bonne volonté n'est d'ailleurs pas en cause, je dirai ma conviction profonde que nous réussirons tous ensemble ou que nous échouerons à coup sûr.
Pour une Française, pour un Français, il n'y a pas d'un côté le Parti, de l'autre le groupe Socialiste, de l'autre le gouvernement, ailleurs enfin la présidence. Il n'y a que des Socialistes censés avoir suffisamment de conscience et de sens de la responsabilité pour diriger la France et tracer pour son peuple une perspective collective d'un avenir meilleur. Vous aurez bien compris que je suis de ceux qui pensent qu'il est juste temps, pas trop tard, mais juste temps de reconstituer l'ensemble du dispositif Socialiste et de nous ressaisir en passant radicalement de l'offensive à la défensive.
Reconstituer l'ensemble du dispositif Socialiste, cela veut dire très précisément resserrer les liens entre le Président, qui reste à mes yeux la clé de voûte, le gouvernement, le Parti et même le groupe parlementaire.
Il suffit, mes chers camarades, que les gazettes soient pleines de prétendus rebondissements de cette guérilla souvent fictive entre les uns et les autres, il suffit que les arrière-pensées nourrissent les défiances et qu'un climat de suspicion généralisé serve de grille de lecture aux uns et aux autres. Et pour mettre un terme à cela, il n'y a pas trente six solutions, il n'y en a qu'une, c'est de reconstituer au plus vite les lieux de discussion et de concertation nécessaires pour que l'ensemble de ce dispositif retrouve sa cohérence et sa cohésion, pour que les Socialistes retrouvent non seulement l'image, mais aussi la réalité de l'unité.
Je souhaite de tout cœur que l'adoption de ce projet à l'occasion de ce Congrès

Fondation Jean Jaurès

en soit le premier acte, car il n'y a pas d'un côté ceux qui se sauveront et de l'autre ceux qui sont déjà perdus, il n'y a pas d'un côté ceux qui sont déjà condamnés et de l'autre ceux qui seront appelés, il n'y a que l'immense responsabilité qui est la nôtre, qui est notre lot commun, et l'immense bataille politique que nous allons devoir mener ensemble. Car cette unité à refaire, cette unité parfois malmenée, cette unité nécessaire est la première condition pour que nous puissions nous adresser aux autres.

Mes chers camarades, depuis plusieurs mois nous sommes sur la défensive. Les coups pleuvent drus, et notre absence de réaction leur fournit un terrain propice. Il est temps, me semble-t-il, que cela cesse et que nous retrouvions le chemin du combat, face à un ennemi qui menace d'emporter la démocratie et face à des adversaires dont la médiocrité n'est souvent cachée que par nos silences.

L'ennemi, c'est le Front National. Beaucoup en ont parlé, beaucoup d'autres en parleront. N'étant pas historien, peu m'importe pour ma part de savoir s'il s'agit de national-populisme ou de fascisme à la française, peu m'importe ce distinguo subtil entre racisme identitaire et racisme biologique, comme s'il existait dans l'histoire un seul exemple où l'un n'ait pas engendré l'autre.

Peu m'importe ces coquetteries de démocrates qui marquent souvent derrière la subtilité de leurs analyses leur impuissance à réagir.

Le Front National, c'est la honte du racisme qui gagne du terrain chaque jour dans la plus vieille démocratie du monde. Celle-là même où furent conçus les Droits de l'homme qui servent aujourd'hui de référence au monde entier. C'est une menace mortelle pour notre liberté et pour notre dignité. C'est la bêtise, l'ignorance, c'est l'avilissement, la haine. C'est l'idéologie mortifère avec laquelle le choc doit être frontal, le combat total.

Contre eux, nous devons entrer dans une confrontation sans faiblesse et, dès aujourd'hui, le Parti Socialiste doit faire savoir à toutes celles et à tous ceux qui croient en la démocratie, qu'il est le bastion incontournable autour duquel ils peuvent se rassembler pour mener cette bataille existentielle contre la corruption des esprits. Ceux-là doivent savoir qu'en retour, le Parti Socialiste sera à leurs côtés dès lors que leur intention de combattre sera claire. Je ne suis pas pour autant, mes chers camarades, partisan de la constitution d'un front républicain qui offriraient au Front National une opportunité inespérée. Il faut d'abord faire vivre la démocratie, mais si les circonstances l'exigeaient, je n'hésiterais pas, pour ma part, à me battre aux côtés de celles et de ceux qui le combattront, fussent-ils des adversaires de la veille. Mais nous n'en sommes pas là et pour ne pas en arriver là, je répète qu'il faut faire vivre la démocratie. Cela ne passe pas à mes yeux - je ne surprendrai personne - par je ne sais quel consensus mou ou je ne sais quel renoncement qui serait en lui même à la fois l'aveu d'échec et l'antithèse de notre projet.

Cela passe, au contraire, par la réhabilitation du discours politique, par la confrontation démocratique mais ferme des points de vue et donc par la différenciation des propositions.

Notre projet, de ce point de vue, sera tout à fait utile, mais la réhabilitation du discours politique passe aussi par une meilleure lisibilité politique de la politique

gouvernementale.
Chers camarades, notre capacité à gérer n'est plus suspecte de ce point de vue, à en croire les experts internationaux, nous sommes devenus les premiers de la classe, ce qui est bien. Notre problème serait plutôt aujourd'hui de retrouver une certaine marge d'autonomie et de décision par rapport aux impératifs techniques.
Je constate d'ailleurs qu'y compris chez les conservateurs, on ne s'en prive pas. La position britannique à Maastricht était tout entière dominée par des considérations de politique intérieure. Quant à la très indépendante Bundesbank, elle s'est inclinée devant la volonté politique, lorsque, renonçant à échanger à un contre deux le deutschemark est allemand, elle a suivi le gouvernement de Bonn en se résignant à faire l'échange à un pour un.

Le président - Veux-tu conclure ?

Henri Emmanuelli - Je conclus, Monsieur le président.
C'était une décision importante et très lourde, et pourtant, le politique l'emportait. Il faudrait que nous nous en souvenions. Mais il faut aussi, chers camarades, réagir contre la Droite. La Droite, dans ce pays, malgré l'UDF est divisée, nous le savons, les couteaux sont tirés, et nous savons même que le spectacle de ce point de vue sera médiocre, mais nous pouvons constater aussi notamment à travers ces propositions sociales, que cette Droite reste bloquée sur un conservatisme à tout crin. Messieurs Chirac et Giscard d'Estaing à Vitré ont distribué les milliards de francs pour les salaires de remplacement, pour les dépenses de santé, pour tout un tas de propositions. Dans le même temps, ils disaient aux Français qu'il fallait baisser les cotisations sociales et les prélèvements fiscaux. Ils font même mieux, désormais ils promettent beaucoup d'insérer dans le fauteuil du barbier un cadeau supplémentaire. Mes chers camarades, il faut que, désormais, chaque fois que la Droite fera ce type de proposition, nous ayons la capacité dans tout le pays à faire connaître leur duplicité. Du reste, M. Chirac promet beaucoup. C'est lui qui a inventé la formule que les promesses n'engageaient que ceux qui les écoutaient.
Voilà ce que nous devons faire à partir d'aujourd'hui, nous battre, et puis nous devons aussi proposer, et pour conclure, parce que le président me l'a demandé, je dirai que je souhaite que, dès le mois de janvier, le Parti s'engage dans la mise sur pied de tout un certain nombre de conventions, qui nous aideront sur la base de notre projet à préciser notre programme : convention sur l'écologie, convention sur le social, convention sur les institutions, bref, que nous retrouvions notre capacité de proposition et j'ai la conviction que si nous savons nous rassembler pour combattre, nous concerter pour proposer, nous n'avons aucune raison de craindre l'avenir.
(Applaudissements)

Le président - Je vous demande de bien vouloir faire silence une fois encore par respect pour nos orateurs.

Fondation Jean-Jaurès

Je passe la parole à Pierre Mauroy.
(Applaudissements)

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, vingt ans après Epinay, dix ans après la grande victoire de 1981, que voulons-nous, que pouvons-nous, qui sommes-nous ?
Ces interrogations, l'opinion nous les pose et nous avons choisi d'y répondre. Tel était le défi de ce projet et nous avons voulu le relever. Nous le faisons à un moment extrêmement difficile où non seulement les pouvoirs en place, partout dans le monde, se trouvent contestés, mais où la politique elle-même semble mise en cause.
Rien cependant n'était plus urgent que de s'attacher à ce débat idéologique. Tout nous y conduisait. La période tout d'abord. Un temps de contraste où se mélangent espoir et barbarie. Espoir fondé sur d'exceptionnels progrès de la démocratie dans plusieurs continents. Dans près d'une trentaine de pays depuis 5 ans, des peuples bâillonnés ont retrouvé la parole.
Des continents que l'on croyait engloutis pour les Droits de l'homme émergent lentement à la conscience de leur liberté. A cet exceptionnel mouvement, nous nous sommes accoutumés et cela devient presque une banalité de le rappeler.
Mais croyez-moi, lorsque l'on a assisté à la nuit du référendum à Santiago du Chili, je crois que l'on prend là la pleine conscience de ce que signifie la liberté et de ce que signifie le Socialisme.
(Applaudissements)
Mais aussi, mes chers camarades, période de barbarie. On peut légitimement s'émouvoir de devoir assister, impuissants, à la renaissance des conflits en Yougoslavie. On peut légitimement s'inquiéter des soubresauts qui accompagnent le retour à la liberté dans l'Europe de l'est et des nostalgies qui resurgissent. Oui, on peut légitimement craindre les déséquilibres économiques, démographiques et écologiques ; s'alarmer des risques de dissémination nucléaire et de ces nationalismes qui disposent désormais, hélas, de l'effrayante menace des mégatonnes.
Contrastes : je crois que ce mot résume assez bien le monde que nous vivons. Le meilleur et le plus révoltant. Michel Charzat, dans le projet, s'en référant à l'histoire, emploie le terme de "nouveau moyen-âge, nouvelle renaissance". Ouvrant ainsi la question essentielle qui n'est pas seulement celle des Socialistes, mais celle de tous les hommes de progrès : quels sont les avenirs possibles ?
Des avenirs possibles, la prospective politique de notre projet appelle cela des scénarios. Tout simplement, il existe bien sûr des choix. Des choix qui excluent la résignation. Il y a, dans le Socialisme, mes chers camarades, qu'on le veuille ou non, l'appel à un certain sens de l'histoire. Oui, je sais, c'est un débat mais en tout cas, je crois qu'être Socialiste, c'est avoir une volonté dans l'organisation du monde. Nous ne sommes pas de ceux pour qui l'histoire est un immense chaos.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Aucun avenir n'est invraisemblable, hélas, même le pire, mais aucun n'est inéluctable. Si nous voulons trouver les chemins d'une nouvelle renaissance, nous devons témoigner de notre volonté d'exercer fortement et librement ces choix
Voilà, mes chers camarades, pourquoi vous vous retrouvez ici, dans cette salle, au vif du sujet, c'est à dire loin des polémiques subalternes. Laissez dire nos adversaires s'ils trouvent que ces journées manquent du piment qui les intéresse tant et qui n'est quand même pas le meilleur de nous-mêmes !
Nous avons une raison supplémentaire de nous retrouver ensemble, elle nous est plus intime, elle nous appartient, à nous, Socialistes, car elle trouve ses racines dans notre histoire récente. Je crois que c'est Laurent Fabius hier qui marquait cette continuité des grandes dates de notre histoire.
C'est vrai, 1971 a appelé 1981, nos grandes réformes, le choix de la durée, et le choix aujourd'hui d'ouvrir un nouvel horizon.
Ce projet, mes chers camarades, ce débat idéologique, vous savez combien je l'ai voulu. D'une certaine façon, dès 1981, souvenez-vous. Nous venions d'adopter en 79 un projet que François Mitterrand synthétisé dans les 110 propositions. Les grandes réformes ont été accomplies. Nous avons, comme rarement dans l'histoire, été fidèles à un projet politique. Ai-je besoin de rappeler que plus de 90 propositions ont été appliquées ? Et lorsque nous avons dû assumer le tournant de 82/83, j'ai éprouvé - je n'ai pas besoin de vous en faire la confidence - le besoin de prolonger la réflexion. Nous devions mettre cette démarche en accord avec le Socialisme que nous bâtissions dans l'action, jour après jour. En effet, pour un gouvernement, le temps de l'action et le temps de la réflexion se confondent. Et vous connaissez les conditions de l'époque. Mais j'ai toujours pensé qu'il faudrait donner à ces décisions prises au gouvernement l'explication et la perspective qui sont celles de notre Socialisme.
Vous comprenez donc que cette volonté de réaliser un projet, elle m'ait tenu à cœur bien avant mon élection comme Premier secrétaire et qu'elle en a peut-être été l'une des motivations. Elle supposait bien naturellement la décision aussi de redéfinir notre déclaration de principes.
Oui, vous l'avez votée à Rennes, à l'unanimité, et croyez-moi, un jour, Rennes sera oublié, mais cette déclaration de principes restera la charte fondamentale des Socialistes, et je l'espère pour longtemps.
(Applaudissements)
L'immense travail accompli par Michel Charzat et son équipe sur le projet s'inscrit dans cette continuité. Je dois en féliciter Michel Charzat. Il sait quel soutien je lui ai sans cesse apporté. Je veux saluer aussi la méthode utilisée, qui a été d'interroger de très nombreuses personnalités, Socialistes et non Socialistes, critiques souvent, adversaires parfois. Mais dont le regard sur le Socialisme a toujours été passionnant.
Car croyez-moi, et vous le savez bien, mes chers camarades, si vous doutez parfois, sachez que, pour des milliers d'intellectuels et pour des millions d'hommes, le Socialisme reste l'une des grandes espérances du monde !

Fondation Jean-Jaurès

Plus je retrouve les Partis de l'Union des Socialistes européens, plus je participe à l'Internationale Socialiste, plus j'en suis convaincu : là sont rassemblés les mouvements hier révolutionnaires, aujourd'hui réformistes, ceux des pays industrialisés et des pays du tiers-monde, ceux qui seront l'avenir du monde !
(Applaudissements)
C'est pourquoi je salue le Secrétaire général de l'Internationale Socialiste qui est parmi nous, notre camarade Luis Ayala, qui n'a pas pu être des nôtres hier, lors de la manifestation réservée à l'Internationale Socialiste.
(Vifs applaudissements)
Et après Gérard Fuchs, je salue fraternellement les délégations qui assistent à notre Congrès. Dans ce débat pour le projet, vous vous êtes mobilisés. Certains nous disent : "60 000 militants (ils sont d'ailleurs davantage et plus près de 65 000 que de 60 000), ce n'est pas beaucoup..." Mais enfin ! Quelle organisation politique est aujourd'hui capable de réunir plus de 65 000 militants pour travailler des heures durant sur un texte difficile mais dont chacun saisit qu'il est fondamental ?
(Applaudissements)
Et après tout, il est plus facile de changer de sigle que de faire un projet pour les dix ou quinze années, comme nous le faisons !
(Vifs applaudissements)
On m'excusera de dire que la force des idées ne se mesure pas seulement à l'audimat, fut-il l'audimat des militants ! Et moi, je dis merci au Parti d'avoir su se mobiliser.
Ce projet, c'est votre œuvre et c'est déjà une réussite. Car vous en percevez la signification. Ce Congrès s'inscrit dans l'histoire du Socialisme européen. D'autres avant nous ont connu des périodes de grand changement et, pour ma part, je ne renie pas la comparaison avec Bad Godesberg, qui, bien sûr, était d'une autre nature et d'une autre époque surtout mais sans doute comparable par la portée que nous voulons donner au changement nous accomplissons aujourd'hui.
Bien sûr, le changement est difficile. Si vous ne changez pas, on vous dit : "Vous êtes ringard !" Et si vous changez, on vous dit : "Vous vous reniez !"
Nous n'avons pas à nous laisser troubler par cette contradiction apparente que brandissent nos adversaires, mais nous avons à définir fermement la nature du changement, son ampleur et son rythme.
Voilà, mes chers camarades, les questions posées, qui ont déjà trouvé, dans bien des interventions depuis hier, des réponses. Je les résume d'une formule qui m'apparaît bien traduire l'état d'esprit d'aujourd'hui : il faut changer pour réussir.
Quels changements, mes chers camarades ? Quels enjeux ? Quels défis ?
J'en vois quatre qui sont essentiels.
Le premier nous est inspiré par l'exceptionnelle réussite du sommet de Maastricht. Quelle part les Socialistes peuvent-ils prendre à l'Europe de demain ?
Le second est naturellement essentiel, Jean Poperen, hier, a eu raison de le

Fondation Jean Jaurès

souligner, c'est l'enjeu social.
Le troisième recouvre en apparence le débat sur les institutions, mais il est d'abord et plus largement celui de la démocratie.
Le quatrième enfin nous ramène au Socialisme et il porte la signification de notre Congrès dans la grande histoire du mouvement ouvrier.
Mais auparavant, je veux à mon tour insister sur le fait qu'il n'y a pas d'avenir possible si nous ne nous mobilisons pas et de toute notre énergie contre la montée de l'extrémisme de droite. L'extrême droite, le Front National, les miasmes fascistes, les hommes de ma génération auraient tant voulu les croire définitivement oubliés ! Tout a été dit en matière de condamnation morale et devrait nous suffire comme référence la mémoire. Mais, lorsque 25% des Français ont, au moins une fois dans leur vie, voté Le Pen, lorsque le Front National s'implante dans des catégories sociales qui ne sont pas celles de l'électorat traditionnel de droite, lorsque M. Mégret nous inflige ses 50 mesures sur l'immigration, alors oui, nous savons que le Front National a accompli un pas de trop dans l'inacceptable.
Mes chers camarades, Le Pen, nous le connaissons. Il nous révulse. Il est la honte de la France et, malgré la couleur bleu horizon qu'une mise en scène nostalgique imprime à ses grands rassemblements, il n'arrivera jamais à faire oublier la seule couleur qui lui colle paradoxalement à la peau : c'est cette couleur brune qui, à elle seule, est un symbole, bien sûr celui de la peste brune !
(Applaudissements)
Mais la condamnation morale ne suffit pas et, en tant qu'organisation politique, nous avons, je crois, à mieux fixer notre manière de combattre Le Pen.
Il faut, en particulier, le débusquer sur des domaines qui vont au-delà de l'immigration.
Français, si vous saviez ! Si vous saviez ce que Le Pen vous propose pour votre vie quotidienne ! Si vous saviez ce qu'il vous propose en matière d'Education nationale : l'apartheid ! Si vous saviez ce qu'il vous propose en matière de SMIC : sa suppression ! Si vous connaissiez sa position à l'encontre des organisations syndicales : leur neutralisation ! Si vous connaissiez ses propositions en matière de contraception : l'interdiction ! Si vous saviez ce qu'il attendait du sommet de Maastricht : l'échec ! Si vous saviez le vrai projet de Le Pen !
Ce combat devrait légitimement être celui de tous les démocrates. Et il l'est, mes chers camarades, dans la plupart des pays d'Europe. L'est-il réellement en France ? Certainement. Et c'est bien là notre vraie difficulté et l'une des raisons de la forte progression du Front National, dans la mesure où nous, nous le menons, mais où d'autres sont absents, je veux parler de la Droite française.
Non, je ne veux pas caricaturer la situation. Bien des hommes de droite sont lucides et courageux sur ce point. Seulement voilà... Ils le sont à titre personnel, mais la Droite, collectivement, ne mène pas suffisamment son combat, ou ne le mène pas du tout, ou le mène même en complicité avec Le Pen ! Voilà la réalité !
(Applaudissements)

La Droite, en imposant en 1983 le thème de l'idéologie sécuritaire, a permis la progression du Front National. Dès ce moment, à l'occasion des élections municipales, une première digue a cédé. Et c'est maintenant le discours des "odeurs" de Chirac, c'est encore la conversion de M. Giscard d'Estaing à un thème oublié depuis Vichy, qui est celui du droit du sang. Autant de "Munich" de l'esprit, mes chers camarades, qui favorisent la confusion des idées et le recul de la démocratie. Et chaque dérive supplémentaire ouvre un nouvel espace à Le Pen et à ses complices.
Nous, nous lui refusons cet espace. Nous le combattons depuis longtemps et je veux remercier le travail des Secrétaires nationaux du Parti, Claire Dufour et Gérard Lindeperg, ainsi que Ahmed Ghayet que vous avez entendu ce matin et à qui j'apporte mon soutien dans l'action qu'il mène, au nom du Parti, avec les Secrétaires nationaux que j'ai cités et avec tous les autres.
Je veux également faire une mention toute spéciale au travail accompli par Jean-Christophe Cambadélis, qui a donné à la lutte contre l'extrême droite la dynamique de la jeunesse et de la vie associative.
(Applaudissements)
Le Parti appellera systématiquement à soutenir toutes les manifestations permettant de combattre Le Pen et ses complices. C'est pourquoi le Parti Socialiste a pris la décision de participer, avec son identité, car nous n'entendons pas tenir un double langage, à la manifestation du 25 janvier lancée par plusieurs associations.
(Vifs applaudissements)
J'en viens, mes chers camarades, maintenant, aux quatre thèmes que je me propose de traiter brièvement.
L'Europe tout d'abord.
Maastricht : une puissance nouvelle se construit au moment même où l'empire soviétique se défait. Tout à la fois un symbole, une inquiétude, un espoir.
Ces douze puissances réunies à Maastricht ont sans doute fait franchir un grand pas en avant à l'Europe mais ont peut-être donné un exemple même à l'humanité tout entière, ce n'est pas excessif de le dire et, en tous les cas, ce n'est pas excessif peut-être de le souhaiter. Voilà pourquoi ce qui m'habite tout d'abord, au lendemain de cette réussite, c'est un sentiment de fierté. Fierté pour une œuvre accomplie depuis plusieurs décennies, que les Socialistes ont toujours soutenue, dès la négociation par l'un des leurs du traité de Rome. Fierté encore, parce que cette nouvelle Europe qui s'ébauche fait désormais sa place aux valeurs qui sont les nôtres, en particulier la citoyenneté et le social. Fierté enfin, parce que tous ici nous savons ce que ce succès doit à l'action personnelle de François Mitterrand. Ah ! Je sais bien que les temps sont durs, mais lorsque François Mitterrand réussit quelque chose d'exceptionnel pour la France, c'est toute la France qui devrait l'applaudir !
(aApplaudissements)
Rarement un homme politique aura pu atteindre si rapidement et si pleinement la réalisation de ce qui a été l'un des grands desseins de son septennat et je veux, de cette tribune, en votre nom, lui adresser non seulement des félicitations, mais

Collection Jean Jaurès

des vœux, car cette action suppose ténacité, temps et grande détermination. Il a en ce moment et plus que jamais notre soutien.
(Applaudissements)
Comment, mes chers camarades, ne pas associer également celui des nôtres qui exerce avec talent et autorité la présidence de la Commission européenne, dont chacun sait la part qu'il a prise dans ce succès, dans sa conception comme dans son aboutissement ? Mon cher Jacques, nous sommes très heureux de t'avoir parmi nous !
(Applaudissements)
La question, désormais, mes chers camarades, est celle du bon usage de Maastricht, car nous savons que Maastricht nous crée aussi des obligations. Les Etats vont rapidement tirer les conséquences de ces nouveaux traités. Les entreprises l'ont déjà fait. Comment les Partis politiques pourraient-ils ne pas le faire alors que le nouveau traité reconnaît la citoyenneté européenne ?
Nous avons désormais le devoir, puisque le traité nous en reconnaît le droit, de créer à partir de l'union des partis européens ce qui doit être un grand Parti Socialiste européen.
(Applaudissements)
Voilà, mes chers camarades, une grande ambition pour le futur et qui doit figurer comme telle dans notre projet. Il faudra bâtir concrètement l'Europe sociale. Ce n'est pas l'œuvre des seuls politiques car elle appartient d'abord aux organisations syndicales. Mais nous devrons en débattre avec elles, ce que je propose de faire dès le début de l'année prochaine.
Mes chers camarades, je ne voudrais pas que l'on simplifie trop le débat mais l'Europe n'interdit pas les avancées sociales. Elle peut même les favoriser dans la mesure où bien des difficultés que nous rencontrons au sein des Etats nationaux pour assurer les meilleurs droits aux travailleurs buttent sur un obstacle simple : ils ne peuvent pas être mis en œuvre dans un seul pays ; par exemple, la diminution du temps de travail. Et permettez-moi d'ajouter : comme je comprends le désarroi des travailleurs britanniques qui ont vu depuis 79, année après année, leurs conditions de travail régresser et qui, aujourd'hui, ne peuvent même pas espérer bénéficier des avancées européennes, sauf avec l'arrivée de nos camarades travaillistes à qui j'apporte notre soutien pour les élections du printemps prochain.
(Applaudissements)
Et pour tous ceux qui ne voient pas la différence entre la Gauche et la Droite, en voilà un, et de taille ! Car, construire l'Europe, c'est sûr que c'est difficile. C'est même un combat. Voilà en tout cas une aventure collective qui mérite d'être assumée pour qu'un jour peut-être l'Europe puisse arborer le visage de la social-démocratie. En tous les cas, le grand dessein - il y en a sans doute d'autres, mais il y en a un sûrement - c'est bien le dessein européen : aller plus loin au niveau de la construction européenne.
Deuxième enjeu : l'enjeu social. L'Europe, bien entendu, ne nous dispense pas d'une politique volontariste sur le plan national et nous savons aussi que rien ne sera possible en France tant que l'immense problème du chômage ne trouvera

Fondation Jean Jaurès

pas sa véritable réponse.
Il y a la dimension industrielle et notre fierté, finalement, sur le plan économique, d'apporter une réussite, et un retard sur l'Allemagne ; contrainte lourde pour nos finances publiques et notre politique économique elle-même. Mais nous avons aussi à profiter des atouts que comporte l'unification allemande et du surcroît de demandes dont notre industrie peut profiter.
L'effort d'investissement dans les technologies nouvelles et la recherche, l'amélioration de la situation des petites et moyennes entreprises, vous savez combien tout particulièrement le gouvernement d'Edith Cresson a su l'engager et le soutenir.
Mais enfin, dans une période où l'on demande encore beaucoup d'efforts aux salariés, alors que de grandes entreprises annoncent de nouveaux plans de réduction des effectifs, je voudrais ouvrir une nouvelle dimension et une autre dimension. Et celle-là relève des chefs d'entreprise. Trop d'entreprises en sont restées à un schéma d'organisation taylorien. Le travail n'est pas la seule variable économique de l'entreprise. Il ne suffit pas d'être rigoureux pour les salaires ou de licencier à la première difficulté pour définir le brevet de meilleur manager. Le projet des Socialistes appelle en France un nouveau rapport salarial, un autre modèle de compétitivité, si vous voulez.
Ne cédons pas à cette tendance qui nous laisse croire que nous pourrions sortir de nos difficultés économiques par un ajustement par le bas, par un écrasement du coût du travail et par une réduction de l'emploi ; illusion, d'ailleurs, car dans ce modèle nous serions concurrencés par tous les pays qui arrivent sur le marché mondial. En réalité aujourd'hui, en matière de travail, il faut savoir, et vous le savez, que c'est dans la formation des salariés, dans leur capacité à innover dans leur travail, dans leur mobilisation que se trouvent désormais les gains futurs de productivité.
(Applaudissements)
Changer de travail a dit Martine Aubry, et elle a raison. Mes chers camarades, cette ambition-là concilie ce que nous avons toujours rêvé de concilier et qui est une dominante de notre projet que vous allez adopter demain : le progrès social et l'efficacité économique. Oui, c'est cette ambition qui est la bonne. Mais elle a aussi des exigences. Elle ne peut réussir que si vous, militants Socialistes, avez su convaincre que c'est effectivement vers un tel modèle salarial qu'il nous faut aujourd'hui aller. Et elle ne peut réussir que si elle est appuyée par des organisations syndicales fortes.
Notre projet n'a pas éludé ce débat. Doit-on prendre son parti des difficultés des syndicats ? Doit-on accepter que se développent des représentations spécifiques pour chaque catégorie sociale ? La grande majorité de nos militants a refusé ce choix et je m'en réjouis. Reconnaissons-le cependant : il nous faut repenser l'organisation sociale en France. Je ne rêve pas d'une authentique social-démocratie, c'est-à-dire de liens organiques entre des partis de gauche, le Parti Socialiste et les syndicats. Je ne parle même pas, chers camarades, d'une recomposition syndicale. Ces décisions appartiennent aux syndicats eux-mêmes. Mais notre projet politique doit définir le rôle qui revient aux organisations

syndicales.
Bien entendu, comme nous l'avons toujours dit, les syndicats doivent représenter l'ensemble du corps social. Eh bien, nous devons en tirer les conséquences. Nous avons toujours considéré que les cotisations sociales, qu'elles soient salariales ou patronales, constituaient un salaire différé.
Depuis plusieurs années, parce que les cotisations patronales sont bloquées, les employeurs ne se sentent plus pleinement responsables de la gestion de la sécurité sociale et s'en désengagent de plus en plus. Aussi, à condition que les administrateurs de la sécurité sociale soient à nouveau élus et que le Parlement soit plus étroitement associé, je suis pour ma part favorable à ce que les syndicats prennent toutes leurs responsabilités dans la gestion de la protection sociale. Et sur ce plan-là, notre projet fait une avancée et nous pourrions par conséquent en discuter et aller plus loin.
Troisième volet : la démocratie, troisième défi.
Notre démocratie a besoin de retrouver un nouveau souffle et le Président de la République a eu raison d'ouvrir le débat sur la réforme des institutions. Ce débat, les Socialistes y ont pris et doivent y prendre leur part.
Là encore, évitons les faux débats. Bien entendu, il existe d'autres problèmes à régler. Tout le monde reconnaît que nos institutions ont besoin d'être touchées et la seule question qui vaille est de savoir en quoi.
Je n'adhère pas à l'idée d'un régime présidentiel. Aux Etats-Unis, qui constituent l'exemple d'un tel système, l'Etat fédéral s'est créé à partir de transferts de souverainetés consentis par les Etats. Il a donc tout naturellement trouvé ses contre-pouvoirs. Mais en France, vous savez combien il a été difficile d'arracher l'autonomie locale au pouvoir central et combien cet équilibre reste instable. Le régime présidentiel risquerait de conduire à des blocages sans issue.
Conservons par conséquent la structure générale de notre constitution. Elle a pour elle la durée et la stabilité, un large assentiment, une grande souplesse. Mais réformons-là. C'est aujourd'hui d'une triple revalorisation dont notre Parlement a besoin et le président de l'Assemblée Nationale, Laurent Fabius, a commencé ce travail qu'il faut poursuivre :
Premièrement, revalorisation en tant que législateur, bien sûr. On pourrait créer une Commission chargée des questions européennes pour la mettre plus en prise avec la réalité.
Deuxièmement, revalorisation en tant qu'organe de contrôle. Sur ce plan, nous aurions eu beaucoup à dire.
Troisièmement, revalorisation en tant que lieu de débat. Sur ce plan-là, il y a bien des propositions à faire.
Alors, engageons-nous dans cette voie et, alors, j'en suis sûr, le Parlement retrouvera la confiance des Français.
Mes chers camarades, je ne veux pas quitter cette tribune sans évoquer un sujet qui mériterait davantage de développements. Nous avons l'intention de faire de ce projet la première étape pour élargir l'espace politique. Nous devons avoir l'ambition de développer notre Parti à l'instar des grands pays sociaux, des grands partis sociaux démocrates européens. Pour cela, il faudra que les

Socialistes prennent le tournant écologiste comme les autres partis de l'Internationale Socialiste ont réussi à le faire depuis 10 ans. Il faudra aussi qu'ils ouvrent le débat avec les écologistes.
J'avais posé, souvenez-vous, dans un journal du matin il y a 2 ans, ce problème. On me l'a, à l'époque, vivement reproché. Vous avez évolué depuis et je me réjouis que plusieurs orateurs aient abordé cette question à la tribune. Deux ans plus tard, nous en sommes à peu près au même point au point de vue résultat. Mais les écologistes y sont pour quelque chose, même s'il y a eu une progression des états d'esprit ; mais avec une force écologiste, mes chers camarades, qui a sensiblement progressé.
Ne parlons pas déjà d'alliance ni de programme commun, mais reprenons le dialogue. Travaillons à une stratégie d'alliance, intégrons l'écologie dans nos habitudes, notre projet, notre doctrine, notre idéologie. Reconnaissons que le projet dont nous sommes issus, l'idéologie dont nous sommes issus est une idéologie productiviste et de répartition. Elle est marquée par le siècle précédent et elle est marquée par le début de ce siècle. Et au moment où nous changeons - je vous en supplie - à côté de tout ce que nous gardons et à quoi nous sommes attachés, il nous faut intégrer l'écologie. C'est indispensable sur le plan idéologique, sur le plan doctrinal, sur le plan du mouvement, sur le plan de la perspective et également sur le plan de la démarche.
(Applaudissements)
Vous êtes ici mes camarades et je me permets de vous le dire, sachant les résistances qu'il peut y avoir ici ou là devant une option capitale. Et il ne faut pas seulement penser aux législatives. Derrière les législatives, vous aurez les municipales. Et parmi le travail qui a été le mien - et j'associe Marcel Debarge - et qui a été le vôtre, n'oubliez pas que la dernière fois vous avez eu les plus beaux succès de toute notre histoire Socialiste.
(Applaudissements)
Nous serons à nouveau avec les municipales en 1995 et plus près de nous, il y aura les régionales. Alors, attachons l'importance que plusieurs orateurs ont soulignée à ce problème. On aura l'occasion d'y revenir. Ce n'est pas la première fois, mes camarades, que le Socialisme doit accomplir une mutation de la dimension de celle qui vous est proposée aujourd'hui et je vais terminer par là mon propos.
Le Socialisme de Jaurès n'était plus celui de la Commune. Le Socialisme de la libération avait fortement évolué par rapport à celui de l'avant-guerre. Toutes ces mutations ont été douloureuses. Toutes ces mutations ont permis à nos adversaires de croire, comme Thiers après la Commune, que cette fois-ci le Socialisme était mort et vraiment mort. Et pourtant, ce sont précisément ces mutations qui ont assuré sa pérennité. Et c'est justement en restant fidèles à ce que nous sommes, mais en trouvant d'instinct la volonté de changer, la volonté de s'adapter, que nous pérenniserons le Socialisme et que le Socialisme reprendra une nouvelle jeunesse et une nouvelle force.
Une fois encore, nous nous adaptons aux complexités, une fois encore nous recherchons les équilibres d'un nouveau siècle. Ce dont les générations de

militants qui se sont succédé qui ont été les acteurs de cette permanence et de ces changements. Ce sont ces militants que je veux rassurer maintenant.
Le Socialisme, mes chers camarades, doit s'adapter pour rester fidèle à ses valeurs. Le Socialisme doit aussi rester une éthique qui n'a pas d'autre but que l'épanouissement de l'homme, et, d'une certaine façon, le nouvel horizon vers lequel nous regardons s'assigne la même ambition et pourrait conserver le même titre qu'il y a vingt ans : "changer la vie". Oui, changer la vie, bien sûr, oui changer pour changer la vie; nous l'avons d'ailleurs largement fait depuis 1981. Nous avons encore beaucoup à faire.
Voilà pourquoi, chers camarades, nous devons résister à cette morosité des temps qui ne mène à rien.
Nous devons résister à un découragement qui serait fatal. Je peux vous dire que, pour ma part, j'ai une idée exacte de notre situation et de ce que nous avons à faire pour la redresser, dans les prochains mois et les prochaines années.
Ce que nous avons d'abord à faire, c'est soutenir le Président de la République, qui a su nous conduire et qui saura, je n'en doute pas, nous conduire encore au milieu des vicissitudes des temps.
Ce que nous avons à faire, c'est soutenir Edith Cresson, que vous avez accueillie chaleureusement tout à l'heure, et son gouvernement, qui est le nôtre, qui réalise avec courage et audace un travail exceptionnel dans une période particulièrement difficile.
(Applaudissements)
Ce que nous avons à faire aussi, et cela relève directement de nous, c'est à populariser le projet que nous adopterons demain et, à partir de ce projet, ce sera le travail de la Commission des résolutions ce soir, on en reparlera demain, il faudra mettre en œuvre un véritable programme, programme pour les régionales et les cantonales, programme pour les élections législatives.
Ce que nous avons à faire, enfin et surtout, c'est de donner l'image d'un parti qui se donne avec son projet les moyens de conquérir l'avenir, d'un parti rassemblé, épris de sa cohésion et de son unité, d'un parti qui n'essaie pas de chercher dans je ne sais quel faux fuyant la réussite, qui viendra. Après tout, si vous regardez même les sondages, puisqu'on y attache beaucoup d'importance, nous sommes en panne depuis quelques mois, mais votre Parti est resté jusqu'en juillet août dernier, le Parti qui avait les suffrages et la sympathie, qui arrivait en tête, cela depuis des années et des années.
Certes, il y a présentement une panne, un certain nombre de difficultés. Eh bien, je suis persuadé que par l'image que nous donnerons de notre Congrès, de la façon dont vous êtes venus, de la façon dont vous vous comportez, de la façon dont vous avez accueilli les uns et les autres, de la façon dont les orateurs se sont exprimés, je suis persuadé que mon Parti va enfin dominer, parce que déjà s'il dominait cela le reste serait plus facile, que dis-je le reste serait à notre portée, que dis-je, le reste ne constituerait plus un problème essentiel, c'est-à-dire aller beaucoup plus loin dans le sens de notre cohésion et de notre unité. Vous savez, l'avenir du Socialisme ne dépend pas de quelques grandes rencontres et de quelques discussions des responsables, je me mets dans les responsables, elles

Fondation Jean Jaurès

sont utiles, elles sont indispensable, il dépend de la capacité que nous aurons, non seulement d'avoir des idées, non seulement de changer avec notre projet, mais aussi d'associer l'ensemble de nos militants qui nous ont apporté 80% des suffrages exprimés, qui se sont exprimés aussi en faveur d'une minorité, et ils sont 65 000 à avoir fait cette démarche, ce n'est pas suffisant, mettons tout en œuvre pour qu'ils soient plus nombreux demain, mais la réussite du Parti Socialiste, elle n'est pas dans les slogans, elle n'est pas dans les quelques-uns qui vont porter des bobards aux uns et aux autres, qui créent des situations et des miasmes, mais non, mais non, le succès des Socialistes, il dépend de notre cohésion, il dépend de notre unité, et je remercie tous les responsables qui se sont exprimés, qui ont avancé dans cette voie, car si on va plus loin dans cette voie avec nos militants, alors l'avenir est pour nous, mes camarades.
(Vifs applaudissements)

Le président - Merci beaucoup.
Nous enchaînons : Kofi Yamgnane, Lionel Jospin, Julien Dray, Michel Rocard.
Je passe la présidence à Sylvie François.

Kofi Yamgnane

Merci, camarades, c'est dur de parler, quand on est un tout petit animal, après un éléphant, et avant un autre éléphant.
(Applaudissements)
Mais heureusement que vous êtes là pour m'encourager, merci.
(Applaudissements)
Moi, je vais vous parler en cinq minutes et rapidement donc de ce qu'on dit ailleurs et de façon différente, comment on dit les choses. Bien entendu, c'est bien de parler de Le Pen, de dire qu'il faut le dénoncer, oui, mais que faire ? Quand je vais en province, voir les camarades, ils me disent : Le Pen ne passera pas, dis nous ce qu'il faut faire. Voilà ce que les militants attendent.
Ce qu'il faut faire, eh bien, il nous en a donné l'occasion, c'est reprendre ses mesures et démontrer qu'il s'agit là de mesures anti-françaises, contrairement à ce qu'il dit.
Un exemple : c'est à nous de démontrer que lorsque Le Pen dit : on va créer le label produit en France par des Français, il faudrait y ajouter : avec la technologie française et avec les matériaux français. Sera t-il capable, Le Pen, de rouler en R25 fabriquée en France et avec du pétrole français ? Quand il dit : on va dénoncer les accords de Schengen, cela veut dire qu'on va construire un mur autour de la France, cela veut dire que les Français, les étrangers qui rentrent en France devront déposer 100 000 francs à la frontière, dix millions de centimes. Expliquer à nos vieux qui partent en vacances au Maroc ou en Tunisie que la réciprocité voudra que ces pays là leur demandent de déposer 10 millions de centimes. Pourront-ils seulement le faire ? Ou resteront-ils en France ? Les étrangers qui rentrent en France seront contrôlés pour savoir s'ils sont porteurs du Sida ou pas. Réciprocité : les Français qui partent à l'étranger, il faudra bien

Collection Jean-Jaurès

qu'ils soient contrôlés aussi, et quand ils vont rentrer, revenir de vacances, il faudra qu'on les contrôle à notre frontière.
(Applaudissements)
Il n'y a pas de raison que ces gens là ne rapportent pas le Sida en France. Et quand ils seront séropositifs, et qu'ils seront Français, où les met-il ?
(Applaudissements)
Voilà des choses simples qu'il faut expliquer. Je pourrais prendre les cinquante mesures, on peut les détailler, ce sont toutes des inepties.
L'écologie, juste un mot : je doute vraiment que l'écologie soit une idéologie politique.
(Applaudissements)
Alors, c'est bien de dire qu'on va inclure l'écologie dans notre programme, mais l'écologie est-ce vraiment une doctrine politique ? Ils me font rire ces écologistes qui le samedi jettent des boites de bière sur la plage et le dimanche vont voter vert. Il s'agit simplement d'un devoir de civisme, l'écologie. Il suffit que les Français comprennent le civisme, qu'ils l'accomplissent et qu'ils le traitent comme il faut. Cela suffira. Ce n'est pas une idéologie l'écologie. Moi, je suis contre tous les intégrismes, qu'ils soient religieux, idéologiques, ou écologiques.
(Applaudissements)
L'inégalité sociale et l'intégration : bien sûr, nous avons fait des choses depuis 1981. Comme disait l'autre, le principe simple du biscuit avalé n'a plus de goût, on a toujours oublié, même nous, nous ne redisons même plus aux gens ce que nous avons fait depuis dix ans, a fortiori ceux qui nous veulent du mal.
Il faut dire que les lois Auroux, c'est nous, que la paix sociale en Nouvelle-Calédonie, c'est nous, il faut dire que le RMI qui permet aux plus pauvres d'accéder à la sécurité sociale, d'accéder au logement, c'est nous, il faut dire que la loi Besson, c'est nous. Il faut le dire.
(Applaudissements)
Il est vrai que nous pouvons nous reprocher un certain nombre de choses, je me pose la question, je ne suis pas fier de me la poser, pourquoi n'avons nous pas fait une réforme fiscale qui permette une répartition plus égale des richesses ?
(Applaudissements)
Pourquoi n'avons nous pas fait une réforme de l'Education nationale qui permette à nos jeunes d'accéder à l'emploi ?
(Applaudissements)
Pourquoi en France peut-on voir en même temps des offres d'emploi non-satisfaites et des chômeurs ?
Je suis triste de me poser cette question aujourd'hui, mais je me la pose.
Le Parti : il faut, bien sûr, donner un contenu à notre projet, c'est bien de dire qu'on veut gagner les élections, mais on ne dit pas dans les discours que j'ai entendu où on va exactement. Les militants vont repartir d'ici, j'espère que ce sera dit, mais il faut qu'ils sachent sur quoi on va se battre de façon précise et il faut reconnaître que nous avons changé et dire en quoi nous avons changé et pourquoi nous avons changé.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Et enfin, il faudra soutenir le gouvernement, parce qu'il travaille.
Il n'y a pas si longtemps on demandait au Premier Ministre du volontarisme, plus de dynamisme, plus de clarté, plus de tonus. Avec Edith Cresson, on a tout cela. Seulement, Edith Cresson, c'est une femme, voilà... et nous vivons dans un pays… (applaudissements)... nous vivons dans un pays ou être immigré, être juif, ou être femme, exige qu'on soit excellent.
On est condamné à l'excellence ou à l'inexistence. Voilà le problème. Alors, mes chers camarades, allez-y ! Montrez que vous avez un Premier Ministre qui en veut. Et soutenez-là. Soutenez le gouvernement. Démontrez-le !
Mes chers camarades, l'architecte auquel nous devons l'Arche de la Défense disait : "vouloir ouvrir une fenêtre sur le monde"... c'est à nous tous de nous ouvrir au monde, d'écouter les appels du monde, pour faire en sorte, avec notre projet, que ce siècle s'achève sur l'espoir d'un humanisme toujours plus élevé dans un pays rassemblé, et toujours plus démocratique.
Je vous remercie.
(Très vifs applaudissements)

La présidente (Sylvie François)

Je donne maintenant la parole à Lionel Jospin.

Lionel Jospin

J'aborde, comme vous, mes chers camarades, ce débat avec des sentiments mêlés. Et, pour ce qui me concerne, avec le souhait qu'après Rennes, le Congrès de l'excès, celui de l'Arche, ne soit pas un Congrès par défaut.
(Applaudissements)
Tous nous voulons dire ce que nous éprouvons, ce que nous pensons juste, mais comment concilier le besoin de vérité, et l'exigence tout aussi impérieuse de l'unité ? Comment être lucide sans décourager ? Alors que ce qui s'impose à nous, c'est de rassembler, rénover, construire. D'autant que tout n'avait pas parfaitement commencé. On voulait un débat d'idées autour d'un projet. Les militants en ont débattu, mais à l'extérieur, on a laissé se focaliser la discussion pendant deux mois, sur les modes de scrutin.
Moi qui suis resté silencieux, par principe et par méthode, vous vous doutez bien que je ne vais pas y revenir aujourd'hui. On désirait aussi un Congrès débarrassé des querelles de pouvoirs, or, les gazettes bruissent des intentions prêtées à quelques-uns, tantôt trois - ce qui m'englobe - tantôt deux - ce qui m'épargne - de vouloir régler le problème de notre direction.
Quand certains se séparent, on les dit déchirés. Quand ils se rapprochent on les prétend coalisés. Alors, sur ce point, soyons clairs. Je suis heureux des liens qui se renouent. Je suis disponible… (applaudissements)... pour tous les dialogues, pour tous les apaisements. Mais je ne suis disponible pour aucun arrangement de personnes décidé à quelques-uns. Ce n'est pas ma conception du Parti, de

Fondation Jean-Jaurès

l'action publique et, puisqu'on l'y a mêlée, de la République.
(Applaudissements)
J'ajoute que je suis un peu surpris d'être le seul à évoquer cela ici. On ne parle que de cela à l'extérieur, mais personne n'en parle dans ce Congrès. Eh bien, moi je crois que c'est aux délégués du Congrès qu'il faut donner sa position. Je viens de le faire.
(Applaudissements)
Venons-en au projet et aux problèmes de ce Congrès.
L'idée d'un Congrès extraordinaire sur le projet, celle de Pierre Mauroy, était et reste une bonne idée. La méthode d'élaboration, on l'a dit, auditions d'intellectuels, de scientifiques, d'artistes, de syndicalistes, de chefs d'entreprises, fut originale.
Le résultat est très intéressant et ne fut d'ailleurs pas mal accueilli par les observateurs. Qu'une grande formation politique fasse un effort d'analyse de la société, affronte son bilan, tire les leçons historiques d'une période, celle née de la révolution d'octobre 1917, qui a marqué notre pays avec son Parti Communiste fort, plutôt que tout autre, cela mérite d'être salué. Mais alors d'où vient la difficulté à discuter de ce projet ?
La difficulté à s'en saisir... elle n'est pas liée seulement aux distorsions introduites dans le débat préparatoire. Elle ne peut s'expliquer que par la longueur et la complexité inévitable du texte. On ne peut non plus trouver son origine dans le décalage que beaucoup peuvent ressentir entre les horizons du projet, et les exigences immédiates du pouvoir, un pouvoir que nous exerçons, car, après tout, il n'est pas interdit, à un parti même au pouvoir, d'évoquer de plus lointaines perspectives.
Le problème, à mon sens, est ailleurs. Il est dans le moment qui nous assaille. Il est dans la crainte qui s'est emparée de nous. Les chutes dans les sondages, les résultats des élections partielles, la rudesse en tout cas aujourd'hui des intentions de vote pour le Parti Socialiste expriment l'humeur négative des Français à notre endroit, et le risque d'un mouvement de rejet qui s'accomplirait jusqu'au bout.
Cela, je peux vous le dire, préoccupe nos militants autant que le projet, alors c'est de cela que je veux parler d'abord.
(Applaudissements)
On peut se plaindre qu'il y ait quelques injustices et comme un paradoxe dans la situation présente. La France et son Président sont reconnus sur le plan international. Notre position économique est solide. La France fait partie des quelques pays qui malgré le chômage ont su préserver leur niveau de vie et les moyens d'action. Sa société, en dépit de profondes fractures, est moins rude qu'ailleurs en particulier là où règne, depuis 10 ans, le conservatisme libéral.
Vaulx-en-Velin, ou Mantes la Jolie, nous jettent naturellement de rudes défis mais regardez New York, Londres, ou Birmingham.
On peut dire aussi que d'autres gouvernements, ceux de Bush, de Kohl, de Major, ont des problèmes avec leur opinion publique mais faire ce constat, ne règle rien.
La France a confirmé, il y a quelques jours, avec le succès du sommet de

Maastricht, auquel François Mitterrand et Jacques Delors ont apporté une contribution majeure, le rôle moteur qu'elle joue dans la Communauté Economique Européenne. Mais c'est son dispositif politique intérieur qui est affecté et affaibli.
Le Parti Communiste se marginalise. L'extrême droite pèse sur les conservateurs. L'écologie sert, faute de refuge.
A cause du chômage, des tensions sociales, des affaires, où se trouvent engagés des élus dont certains des nôtres, l'action publique et l'engagement politique se trouvent exposés à la désertion des plus sincères, aux manipulations des démagogues, aux diatribes des imbéciles, et au scepticisme du plus grand nombre.
La France a connu d'autres périodes où l'humeur était semblable, voire plus âpre. Mais cette fois, c'est nous qu'elle touche le plus, car nous sommes au pouvoir et depuis dix ans. Alors comment réagir ? D'abord, agir. C'est ce que fait Edith Cresson qui s'est attelée à cette grande tâche. Les mesures pour l'emploi, le changement du travail, l'équilibre de notre système de protection sociale et de santé, l'aide au tissu des petites et moyennes entreprises, la prise en compte des problèmes de la ruralité, et les questions de l'immigration. Notre responsabilité, à nous, ministres, membres du gouvernement, est de l'aider dans notre secteur de compétence. Non seulement, nous gérons avec le maximum d'efficacité mais nous faisons avancer des réformes. Dans mon secteur, dans le primaire, au lycée, dans l'université, nous lançons de grands chantiers comme par exemple universités 2000 qui développe l'enseignement universitaire dans toute la France, comme jamais depuis la guerre… (applaudissements)… qui a permis d'obtenir les signatures de plus de 20 régions et dont je souhaiterais parfois que le Parti Socialiste parle davantage. Voilà ce que je m'efforce de faire à l'instar d'autres ministres qui, eux aussi, avancent dans leur domaine car quelle que soit la perspective politique devant nous, nous devons faire face au problème : servir notre pays et préparer l'avenir.
Mais cette action ne peut pas être que technicienne ou gestionnaire. Si nous voulons lui donner du sens, éclairer les citoyens au milieu du fracas et parfois du fatras des polémiques et des arguments, il faut relier cette action à une perspective, à des valeurs.
J'ai apprécié le texte écrit par le Premier Ministre à propos du Front National, non qu'il faille concentrer l'explication politique sur lui seul, comme l'a dit Jean-Pierre Chevènement, il faut le combattre, mais il n'est pas le centre de la vie publique. Il est plutôt l'expression à la fois agressive, dangereuse, et inquiète d'une sorte de marginalité politique. Mais justement cet extrémisme réprouvé avec son racisme chronique, son antisémitisme latent, avec son bazar idéologique de vieille droite, aspire à quitter ces zones marginales pour jeter des ponts vers la Droite conservatrice.
Je viens de lire attentivement la prose du Front National à propos de l'éducation, prose aussi destructrice et scandaleuse que celle qui concernait l'immigration.
Ce texte qui réclame, excusez du peu, le démantèlement de l'Education nationale, la destruction des écoles maternelles pour rendre leurs enfants à leurs

mères, la suppression du statut de la fonction publique, la mise en place d'un chèque scolaire à l'intention des parents pour une école qui ne serait donc plus gratuite, la mise au pas des syndicats, la remise en cause des mutuelles, c'est un ensemble brutalement et totalement réactionnaire qui ouvrira les yeux des Français et que nous, nous devons combattre.
(Applaudissements)
Mais ce qui frappe, pour qui regarde de près ce document, c'est à quel point il reprend, pour les durcir sans doute et en y ajoutant la touche xénophobe inévitable, des critiques, des procès d'intention, des contre vérités que j'entends trop souvent dans la bouche de certains représentants de la Droite classique, et je ne crois pas qu'il faudrait exonérer ces idées sous prétexte qu'elles sont dans la bouche des conservateurs pour se consacrer seulement au Front National.
(Applaudissements)
Aujourd'hui comme hier, l'école autour de laquelle nous voudrions créer un consensus chez les Français est en réalité l'enjeu d'un formidable débat, comme d'ailleurs la société elle-même.
Derrière et les efforts et les projets qui sont les miens, qui sont les nôtres, progression du budget, revalorisation des traitements, création de postes, rénovation pédagogique, développement universitaire, répartition plus juste des moyens, effort d'adaptation de la formation à l'emploi, on retrouve un même objectif : la lutte contre le monopole du savoir. Car le savoir aujourd'hui est devenu une richesse.
Mais mettre les instituteurs aux côtés des professeurs dans les IUFM, fût-ce pour quelques heures, vouloir ouvrir la future grande bibliothèque à un public plus large, oser dire quelque chose sur les grandes écoles, même si c'est pour mieux les développer, accueillir le maximum de jeunes pour les former dans nos établissements, voilà qui semble insupportable à certains.
(Applaudissements)
Mais nous, nous sommes pour plus d'égalité des chances, pour le partage du savoir.
Gérer l'éducation, chers amis, c'est aussi le faire au nom de valeurs, et il y aura moins de désaffection chez nos concitoyens, d'incertitude, chaque fois qu'ils verront que la Gauche, ce n'est pas la même chose que la Droite.
(Applaudissements)
Si nous n'affirmons pas haut et clair les valeurs du service public, de la justice, le refus des corporatismes ou du repli égoïste et individuel, si nous ne dénonçons pas le culte de l'argent, le goût de la violence, les retours de l'irrationnel, si nous n'affirmons pas l'importance de la solidarité internationale, de l'action pour les Droits de l'homme, qui le fera ?
Agir au pouvoir, défendre nos valeurs dans la société et sur le plan international, telles sont les exigences qu'impose la volonté de rétablir nos chances dans les confrontations prochaines, celles toutes proches des régionales et des cantonales, celles plus décisives encore des législatives de 1993.
Mais l'impératif catégorique, puisque j'ai noté que Kant était à la mode dans ce Congrès, si nous voulons remonter la pente, est de redonner pleine cohérence à

notre dispositif politique. Contrecarrer l'action du gouvernement de la part du Parti ou du groupe, au-delà de quelques réactions ponctuelles qu'on peut comprendre, serait réduire son efficacité et sa crédibilité. De même, ne pas prendre en compte ce que ressentent les parlementaires sur le terrain, ne pas faire du Parti Socialiste l'axe essentiel de l'actuelle majorité, croire que l'on peut l'ignorer ou lui susciter des concurrents, groupes ou personnalités, plus que des partenaires, serait fragiliser l'assise du pouvoir exécutif.
(Applaudissements)
Dans la 5ème République, chers camarades, il faut disposer d'un parti fort, et l'on a vu de quel poids négatif a pesé le Congrès de Rennes. En France, compte tenu de la marginalisation du Parti Communiste, de la petitesse et de la fragilité des autres groupes de Gauche, la seule perspective sérieuse, si l'on veut garder un avenir à la Gauche, est de poursuivre et de pousser plus loin, dans un contexte il est vrai modifié, la démarche entreprise à Epinay et visant à développer une grande formation sociale-démocrate.
(Applaudissements)
N'épousons pas, chers camarades, les modes du moment. Restons fidèles à l'histoire qui est la nôtre, faire un grand parti de la Gauche française. L'histoire n'est pas cyclique, sauf dans la pensée de Droite. Le Parti Socialiste n'est pas un phénix qu'il faut brûler périodiquement pour qu'il renaisse de ses cendres. On ne refera pas Epinay avec des méthodes qui tournent le dos à l'esprit d'Epinay, et en tous cas pas en signant, quand on est Socialiste, des proclamations avec Marie-France Garaud, Alain Griotteray et Philippe de Villiers.
(Vifs applaudissements)
Enfin et surtout, imaginer qu'on puisse échafauder des constructions politiques, dans nos institutions telles qu'elles sont aujourd'hui, en dehors du Président de la République issu de nos rangs serait destructeur. Chacun est apte à comprendre, bien sûr, que la deuxième partie d'un second septennat sous la 5ème République, avec un peuple qui a le tempérament des Français, peut être délicat à négocier. François Mitterrand le sait mieux que quiconque, qui connaît les hommes et l'histoire. La réussir supposera du sang-froid, une grande attention à l'opinion, le respect des règles et de l'esprit de la démocratie et le sens de l'avenir.
Je crois qu'il faut s'efforcer désormais de réduire le hiatus entre une France qui, en dépit des difficultés, joue pleinement son rôle et s'accomplit sur le plan international, et par ailleurs une vie politique intérieure qui laisse tant de Français insatisfaits et qui nous affaiblit. Gardons en mémoire, au-delà des tensions à un moment, le dispositif politique finalement mis en place en 1985-1986 qui, fondé sur l'action du gouvernement et du Premier Ministre, sur la présence reconnue du Parti Socialiste et sur l'appui du Président, a permis de sauvegarder nos positions et de préparer la reconquête. Utilisons donc la même méthode aujourd'hui.
(Applaudissements)
L'engagement plein et entier du Président sur la scène intérieure du pays, l'action du gouvernement et la mobilisation du Parti Socialiste, un parti

rassemblé et cohérent dans la solidarité, voilà ce qu'attendent nos adhérents et beaucoup d'hommes et de femmes de Gauche. Il ne faut qu'un signal, puis un mouvement, pour que tout soit encore possible, et nous le demandons. Suis-je loin du projet ? Je ne le crois pas. Ou alors c'est que le projet serait loin de nous. Et d'ailleurs à quoi servirait le projet si nous n'étions pas capables de le porter ? Mais les grandes questions qu'il nous propose nous concernent dès aujourd'hui, et d'abord le Socialisme.

Le Socialisme démocratique n'est pas une troisième voie entre le capitalisme et le Communisme. Le Communisme stalinien s'est dévoilé comme une déviation et comme une impasse historique. Le conservatisme n'est pas voué à dominer sans partage, sous prétexte que le Communisme s'est effondré. Dans les démocraties où règnent des économies de marché, partie capitaliste, partie socialisée, nos sociétés peuvent être différemment régulées et conduites selon que la Droite ou les Socialistes sont au pouvoir, à condition bien sûr d'agir à Gauche. Le Socialisme, plus qu'un mode de production ou un type de société achevé, n'est-il pas finalement un mouvement historique fait d'acquis, de conquêtes, une perspective sans doute, mais dont il serait vain aujourd'hui de prophétiser l'achèvement ? Il est une marche vers plus de justice, plus de partage des revenus et des richesses, plus de savoir diffusé, plus de chances d'épanouissement pour la personne, plus d'équilibre collectif dans une préservation devenue urgente des ressources et des équilibres de la planète.

Quelles perspectives internationales ? En cette fin de siècle, les problèmes essentiels, outre les questions économiques que j'évoquerai plus loin, sont ceux de l'articulation entre les nations et leurs composantes internes, les ensembles - et pour nous c'est la Communauté Economique Européenne - et l'organisation de la communauté internationale. Les vieilles nations démocratiques d'Europe n'ont pas à craindre les dépassements que leur propose l'espace communautaire. Les nations dont la souveraineté a été limitée par l'oppression ou dont les aspirations ont été refoulées passent logiquement aujourd'hui par la phase d'une affirmation puissante. Encore faut-il qu'elles se gardent des déviations nationalistes, qu'elles respectent en leur sein pour d'autres fractions minoritaires ce qu'elles ont exigé des autres, la reconnaissance et le respect, et qu'elles ne confondent pas une communauté d'états librement consentie avec l'ancienne férule d'un empire, et c'est à nous de leur montrer l'exemple.

(Applaudissements)

A deux d'entre nous qui boudent Maastricht ou qui s'en inquiètent, je dis que notre différence ne porte pas tellement sur la question économique et monétaire, encore que je suis convaincu que nous serons moins dépendants du mark si celui-ci se fond dans une monnaie unique, alors qu'aujourd'hui nous devons le suivre de peur que le franc ne s'affaiblisse. Imposer au mark des disciplines communes, c'est une bonne chose pour nous, il faudrait le comprendre.

(Applaudissements)

De même il est aisé de voir pourquoi un vaste espace économique est vital pour mener de grandes politiques économiques. Et en quoi cet espace sera moins soumis à la dépendance extérieure ? Contrairement à la thèse de certains, c'est

justement le repli national qui nous mettrait plus sûrement sous contrainte et qui limiterait nos marges de manœuvre. Mais pour moi, l'Europe, c'est d'abord une question politique et stratégique et une question décisive pour la paix. Sur un continent que menace la fragmentation, comment ne pas voir qu'une Europe unie, dotée d'une politique étrangère et de sécurité commune, est un rempart contre les antagonismes nationaux, contre les risques de dérive, un espoir de paix, une garantie de stabilité, et ceux qui ne comprennent pas cela risquent de passer à côté de l'histoire.

Mais la politique communautaire européenne ne peut être seulement celle d'une affirmation de puissance à l'échelle internationale. Les nations démocratiques qui la composent doivent aussi travailler à la naissance d'une organisation internationale fondée sur l'égalité de principe de ses membres et capable d'aborder et de traiter les grands problèmes de la planète, malnutrition, développement, règlement des conflits régionaux, préservation des ressources et des grands équilibres, défense des Droits de l'homme, y compris en exerçant le devoir d'ingérence.

Faute de temps, chers camarades, je n'évoquerai pour finir qu'un seul point, celui des politiques économiques et sociales.

Le chômage, nous le savons tous, c'est l'une des causes essentielles de notre impopularité et des tensions actuelles de la société française. Il est une des explications les plus sûres de la violence urbaine, notamment chez les jeunes, des conflits autour de l'immigration, des phénomènes de démoralisation qui se développent.

On peut certes se résigner à son maintien, en raison de la difficulté à le combattre, mais il faudrait alors admettre que les problèmes évoqués plus haut subsisteront avec leurs conséquences. Moi, je ne m'y résigne pas. Il est d'usage de trouver au chômage des causes conjoncturelles : la baisse temporaire de la croissance, auxquelles on ne peut rien et des causes structurelles : le progrès technique qui substitue du capital au travail, qui s'imposeraient à nous. C'est pourquoi le système éducatif doit poursuivre son effort d'adaptation à l'emploi.

Je suis convaincu que le chômage qui s'est développé a ainsi d'autres causes, qui tiennent aux choix de politique économique faits par les grands pays développés depuis vingt ans. Quand régnait le plein emploi dans les années 50 ou 60, la hiérarchie des objectifs de politique économique au sein des pays développés et de l'OCDE était très différente de celle qui règne maintenant. La croissance et le plein emploi étaient au premier rang, l'inflation, la monnaie, les déficits étaient des soldes. Personne n'aurait songé alors à conduire une politique économique à coup de taux d'intérêt. Désormais, la préservation des équilibres est au premier plan et c'est le chômage, au contraire, qui est devenu un solde. Pouvons-nous l'accepter ? A long terme, non.

(Applaudissements)

Car cette situation menace un autre équilibre auquel il faut penser, celui de nos sociétés et peut-être bientôt celui de la démocratie, sur ce point l'histoire devant nous bégaye.

Je ne préconise pas que l'on revienne aux politiques d'inflation et de déficit. Je

Fondation Jean Jaurès

suis seulement convaincu que la situation de l'Europe centrale et ex-soviétique exigent, pour la sécurité du continent, et la nôtre, que celle du tiers-monde appelle, pour la préservation de l'avenir dont le nôtre, un réajustement des grands choix économiques à l'échelle de la planète et d'abord au niveau du G7, des pays développés, dans le sens du développement, de la solidarité économique, internationale et de l'emploi. Et la France est mieux placée que tout autre pour plaider ce dossier.
Chers camarades, je veux finir. Un projet qui survolerait le réel et ne s'intéresserait qu'à demain, ne serait qu'un rêve ou qu'une dissertation académique. A l'inverse, une crispation sur les seuls problèmes du moment, nous priverait de perspective.
C'est pourquoi je me suis efforcé de lier la réponse politique qu'il faut apporter au malaise qui nous affecte et presque nous paralyse, et la réflexion plus globale et plus prospective qui est celle de notre projet. Il faut peser sur l'instant et garder le sens du cheminement. Pour le temps qui vient, je serais inquiet si nous assistions passivement au déroulement des tendances que sécrètent l'économie, la société, les forces internationales. Je suis confiant si nous savons opposer un vrai modèle réformiste à la forme régressive que prend sous nos yeux le conservatisme.
Demain, c'est-à-dire dans quelques mois, il nous faudra, bien sûr, passer du projet au programme, car ce projet, il faut dire comment il peut se traduire en actes.
Aujourd'hui, il importe de ne pas subir, mais d'agir et de combattre. A ma façon, devant vous, j'ai essayé de dire comment.
La Droite est divisée sur des questions fondamentales, l'éducation, l'Europe, les institutions, la politique étrangère. Au pouvoir, il n'y a pas si longtemps, de 1986 à 1988, elle a à la fois déçu et inquiété les Français. Elle reste, je dirai même elle devient de plus en plus perméable aux thèses dangereuses de l'extrême droite. Elle n'est pas par elle-même et pour elle-même populaire. Je le pense profondément, le problème est en nous. Déjà, dans le passé, on nous a dit battus et nous avons créé la surprise. Rassemblons-nous, soyons cohérents, dénonçons les propositions de l'opposition, défendons nos valeurs et alors, ce qui aujourd'hui paraît difficile deviendra possible. Oui, rendons le possible ensemble.
(Vifs applaudissements)

La présidente - La parole est maintenant à Julien Dray pour dix minutes. Ensuite à Michel Rocard.

Julien Dray

Mes camarades, vous comprendrez qu'en dix minutes, je ne pourrai pas synthétiser l'ensemble des propositions que nous avons défendues au travers de notre contreprojet ; j'irai donc à l'essentiel, à ce qui a fait le corps de notre argumentation. L'exigence d'un nouveau projet. Le thème récurrent de la

Fondation Jean Jaurès

reconquête de l'opinion qui émaille les interventions qui m'ont précédé et celles qui me succéderont, j'en suis sûr, révèlent le malaise des militants Socialistes. La conscience partagée du besoin pour notre Parti et pour nos idées d'un souffle nouveau.
Le monde qui nous entoure a bougé, voire s'est même complexifié, mais les aspirations des hommes et des femmes restent les mêmes : droit au travail, à la dignité, à l'égalité, en bref au bonheur. Et pour défendre les pauvres contre les riches, les faibles contre les forts, les opprimés contre les tyrans, il faut un parti capable, certes, d'intégrer la complexité, mais qui sache clairement quel est son camp. Ce parti en France, c'est le Parti Socialiste et nul autre. J'en ai la conviction, vous l'avez, mais un nombre décroissant de Français le pensent.
Avant de leur proposer notre projet, il faut restaurer leur écoute et pour cela, il faut à tout prix qu'à l'issue de ce Congrès, on ne dise pas : les Socialistes changent, mais que l'on dise : les Socialistes sont eux-mêmes, car honnêtement, quel est le reproche qui nous revient le plus souvent ? Est-ce que c'est celui de ne pas avoir su suffisamment nous adapter au réel ?
Si la discussion sur le projet a un sens, c'est bien de savoir si les Socialistes ont encore un projet. Voilà pourquoi nous avons essayé de participer pleinement à ce débat et le score de la Gauche Socialiste montre que nous commençons à réussir, parce que nous pensons, nous, justement, que le Parti Socialiste n'est pas voué aux limbes de l'histoire ou à sa transformation en une nébuleuse présidentialiste. Ce Parti, c'est l'histoire d'un combat qui s'inscrit d'abord en opposition, en négation d'un système qui aliène et oppresse l'individu.
Les causes qui ont généré l'existence des Socialistes n'ont pas disparu, bien au contraire, elles se sont aggravées à la fin de ce siècle. Et nous, nous ne confondons pas économie de marché et capitalisme. Notre vocation n'est pas de tempérer un système qui d'ailleurs ne le peut pas parce qu'il ne vit que de ses excès, elle est et elle reste celle de transformer, non pas pour le besoin une idée ou d'un idéal mythique, mais parce que nous faisons le pari sur l'homme en lui donnant la possibilité de maîtriser son destin.
Nous voulons que l'homme soit à la mesure de l'homme. Alors, oui, le monde de 1991 n'est plus celui du début du siècle. Oui, il faut admettre la complexité du monde et refuser tous les déterminismes, mais c'est aussi pour pouvoir dire, en reprenant la théorie du chaos, qu'une quantité infinitésimale - et je ne parle pas du Parti Socialiste - peut parfois participer à la modification d'une trajectoire prévue. Cela revient à dire que l'histoire reste l'histoire des hommes et que c'est encore aux Socialistes de transformer cette histoire.
Voilà pourquoi nous ne devons pas confondre monde complexe et complication.
Tout ce qui est simple est faux, tout ce qui est complexe est inutilisable, disait Paul Valéry. Si le projet Socialiste est un outil, il est là pour réduire la complexité et non pour l'accroître.
Prendre la hauteur de la muraille n'a pas pour but de la contempler, mais plutôt de savoir quels sont les outils utiles pour la renverser.
Nous avons décidé de mettre au centre de notre réflexion la naissance d'une sixième République. Il ne s'agit pas pour nous d'un gadget constitutionnel ou

d'un détournement d'objectif. Le changement ne se réduirait qu'au changement du numéro de la République, quand 30 ou 40% du corps électoral s'abstient, quand 15% se donnent corps et âmes aux théories ségrégationnistes, quant toute une partie de l'opposition républicaine se glisse consciemment ou inconsciemment dans le moule idéologique de ces théories, c'est que la République est malade, qu'elle a besoin d'une nouvelle donne. Et comment ne serait-elle pas malade quand le constat qui est fait par le peuple, c'est que sa volonté s'incline quotidiennement devant la machine administrative ? Comment ne serait-elle pas malade quand les zones de pouvoir et de décision s'estompent et deviennent parfois insaisissables ? Comment ne serait-elle pas malade quand sans cesse l'exclusion gagne et ce, malgré tous les efforts des Socialistes au pouvoir ? En fait, ce pays est malade d'une culture autoritaire hiérarchique qui cadenasse et étouffe toute ambition nouvelle.
Voilà pourquoi nous disons : il faut en finir avec le présidentialisme. Voilà pourquoi nous disons : les Socialistes doivent restaurer la République parlementaire, le peuple dans son assemblée. Nous voulons sortir du régime présidentiel. Nous ne pensons pas que des Socialistes qui veulent rendre le pouvoir au peuple peuvent le concentrer à nouveau dans les mains d'un seul homme. Nous ne voulons pas continuer à cultiver l'art florentin ou à donner du temps au temps. Nous voulons un Parlement souverain où s'expriment l'ensemble des choix, des débats d'une société démocratique et de citoyens responsables.
Non, le vrai changement, ce n'est pas d'être calife à la place du calife. C'est, au contraire, de ne plus avoir peur du mouvement des infirmières et des lycéens quand ils descendent dans la rue, c'est d'admettre que ce mouvement est fécond, utile, car il permet de faire bouger l'équilibre antérieur. Nous avons, nous, Socialistes, le besoin du conflit. Nous avons besoin du conflit pour que la société prenne conscience de ces problèmes, mais aussi pour qu'elle fabrique à partir de là des solutions;
Voilà pourquoi il nous faut changer la donne institutionnelle. Voilà pourquoi il nous faut, en changeant la donne institutionnelle, admettre la complexité de cette nouvelle donne. Nous refusons d'écraser ou d'écarter l'expression de ces problèmes au nom d'une angoisse, sur la forme de leur traduction. Voilà pourquoi nous posons la question du mode de scrutin. Voilà pourquoi nous refusons l'argument qui est certes, sérieux, du péril que représenterait, au sein de l'Assemblée un groupe du Front National élu à la proportionnelle. Mais ceux qui refusent la logique proportionnaliste prennent aussi le risque que, dans le cadre d'un scrutin majoritaire, se constitue une majorité dans les mains du Front National, totalement dépendante de ses voix et de ses volontés !
(Applaudissements)
Il n'est pas de bonne solution, il n'est pas, effectivement, de bon remède, il n'est qu'une méthode : cette méthode, c'est celle de représenter la société telle qu'elle est, de la forcer à prendre conscience de ses propres tares et de ses propres responsabilités.
Nous ne croyons pas, nous, à la part maudite de l'homme, à ses bas instincts

qu'il faudrait réprimer. Oui, nous sommes pour la proportionnelle, justement parce que nous ne voulons pas que le paysage politique actuel en mouvement, en renaissance, conduise à une crise majeure entre, d'un côté, le monde politique sclérosé et, de l'autre, les aspirations insatisfaites. Nous savons que dans ce pays, lorsque ce fossé se creuse, il y a crise, et nous savons quelles sont les réponses qui sont portées à cette crise : la 5ème République et sa culture autoritaire sont là pour en témoigner.
Mais si nous proposons de changer la donne institutionnelle, si nous proposons de faire naître, une véritable République parlementaire, c'est parce que nous savons aussi qu'il y a la possibilité de constituer une nouvelle majorité qui réponde aux attentes profondes de ce pays. Nous avons dit dans la discussion qu'il y avait une nécessité d'actualiser la démarche Socialiste...

La présidente - Tu dois conclure...

Julien Dray - ... je conclus... On nous a parlé d'un Bad Godesberg. Nous, nous disons : oui, il est possible de faire un Bad Godesberg, c'est celui qui transformerait les Socialistes, qui leur permettrait de prendre en considération l'ensemble des phénomènes liés à la civilisation urbaine.
Pour produire, on a rangé les hommes dans les villes, on a éclaté tous les cadres de convivialité ancestraux, individualisant tous les modes de vie. Mais, en même temps, cette situation génère sa propre contestation. L'individu a besoin du collectif pour les crèches, pour les transports, pour les loisirs et le vote écologiste traduit cette dynamique. Voilà pourquoi nous pensons qu'il existe une possibilité : réconcilier concrètement, patiemment, la préoccupation sociale qui est la nôtre avec la préoccupation environnementale qui s'exprime aujourd'hui. Voilà pourquoi nous pensons qu'il est possible, dans le cadre de ce changement de République, de constituer une majorité Socialiste écologiste. Nous devons le faire maintenant, tout de suite, sans attendre, sans esprit de manœuvre, sans essayer de dénoncer nos futurs partenaires, mais en prenant en considération les problèmes qu'ils posent. Vercors disait : "On ne connaît pas les autres, on les connaît par soi". Les connaître par soi, c'est effectivement, pour nous, faire naître une nouvelle culture Socialiste qui s'enrichisse pleinement de ces problèmes et de ces préoccupations d'environnement.
Alors, on nous dit : "Oui, mais les écologistes ne sont ni de droite, ni de gauche !" Cela est vrai, camarades, mais si nous nous abstenons de poser la question concrètement aux écologistes, nous n'aurons jamais de réponse ! Nous devons justement prendre en main ce problème, nous adresser aujourd'hui à ce paysage politique en modification, en mouvement. C'est cela, le rôle du Parti Socialiste.
En 1971, à Epinay, le Parti Socialiste a, autour de lui, rassemblé progressivement la Gauche. Cette gauche, elle a changé, elle est différente. C'est cela aussi, la complexité du monde. Elle a changé, mais elle traduit toujours les mêmes aspirations de transformation. C'est donc bien, encore une fois, au Parti Socialiste qu'il appartient de prendre en considération cette évolution.
Voilà pourquoi nous disons : s'il est un projet urgent pour les Socialistes, c'est

Fondation Jean-Jaurès

bien celui de faire émerger, par des modifications concrètes dans notre comportement, par l'affirmation de nos convictions écologistes, la possibilité d'une nouvelle alliance rouge-rose-verte, la possibilité d'une alternative à la crise que connaît notre société.
(Applaudissements)
N'en doutons pas, alors chacun trouvera sa propre sincérité et ceux qui n'auront été que des usurpateurs seront sanctionnés.
Voilà ce que sont, pour nous, les conditions d'une nouvelle dynamique. Nous prenons date, parce qu'il n'y en a pas d'autre, à moins que certains veuillent changer de nature...
Il y a de formidables énergies militantes dans ce pays, des jeunes qui ont connu les Socialistes au pouvoir, d'autres qui ont porté les Socialistes au pouvoir. C'est à leurs côtés, aujourd'hui, au travers de leurs aspirations, que nous devons reconstituer les conditions d'une nouvelle majorité.
Les questions que nous avons posées en tant que courant de ce Parti sont incontournables, elles reviendront par la fenêtre après avoir été chassées par la porte, elles seront au centre de tous les débats...
(Murmures)
Oui, il faut changer la République pour créer les conditions d'une nouvelle alliance. Les Socialistes le peuvent, ils peuvent créer les conditions d'une nouvelle majorité. Nous devons le faire, il y a urgence pour le Parti, pour le pays !
(Applaudissements)

La présidente - Merci.
La parole est à Michel Rocard.
(Vifs applaudissements prolongés)

Michel Rocard

Y en a-t-il ici qui soient résignés à la défaite ?

Dans la salle - Non !

Michel Rocard - Pas moi !
(Applaudissements)
Y en a-t-il ici qui pensent qu'une cure d'opposition serait salutaire ?

Dans la salle - Non !

Michel Rocard - Pas moi non plus !
(Applaudissements)
Parce que je sais que la Gauche et la Droite, ce n'est pas la même chose, et que la Droite est dangereuse !
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Y en a-t-il ici qui aient renoncé à donner du Parti Socialiste une image claire, intègre, généreuse et dynamique ?
Pas moi !
Alors, parlons-en. Et pour en parler à fond, commençons par voir où nous en sommes. Je ne crois pas que les défaites les plus graves qui peuvent marquer le destin d'un peuple soient nécessairement militaires. Il est des défaites de l'esprit. Il flotte sur notre beau pays une atmosphère de malaise, d'inquiétude, de crainte aussi parfois pour l'avenir, pour le chômage, plus lourde encore pour la sécurité personnelle, crainte aussi de la folie des hommes et de ce à quoi elle peut conduire... Après tout, que nous apportent avec eux ces vents qui soufflent de l'est, qu'ils viennent de Yougoslavie ou qu'ils viennent d'Ukraine, cette deuxième puissance nucléaire d'Europe après la Russie, avant la Grande-Bretagne ou la France, mais qui ne le sait pas encore et qui n'est guère habituée ni à la démocratie, ni aux relations internationales négociées ?
Et puis, il est une crainte plus pressante, plus quotidienne : celle de l'autre, notre voisin, soit qu'on redoute les excès où peuvent le pousser la pauvreté et l'absence d'espoir, soit qu'on craigne son étrangeté, qu'on redoute de le voir devenir violent pour réaffirmer on ne sait quelle fierté perdue... car le lepénisme aussi est une maladie de l'impuissance.
(Applaudissements)
Et dans tout cela, le monde politique, au moment même où nous aurions le plus besoin de son autorité, semble ne plus répondre, disqualifié qu'il est car quelques errements ont pu faire douter de sa probité ! Car ne nous trompons pas de diagnostic. La crise est de société plus que de pouvoir et déjà certains fuient le front (je veux dire l'action politique), désertant les grandes organisations républicaines, se réfugiant dans l'abstention ou dans le vote marginal et protestataire, pendant que d'autres, refaisant le fatal chemin de Munich à Montoire, acceptent déjà la défaite, voyant sans doute dans la défaite une condition nécessaire pour préparer ensuite d'hypothétiques victoires, alors que j'ai la conviction, moi, qu'il n'y aura de victoire demain que sur la base du sursaut dont aujourd'hui, nous, Socialistes, serons ou ne serons pas capables !
(Applaudissements)
Dans cet océan de difficultés, les plus lourdes ne sont pas à portée de la France seule. La croissance économique mondiale est quasi-stagnante et, du coup, le chômage remonte. Une relance n'est pas à la portée de la France seule. Pas plus qu'il n'est à la portée de la France seule de mettre fin à cette immense pauvreté du tiers-monde que traduit la redoutable pression migratoire à nos frontières. Et ce sont là probablement les deux éléments principaux qui expliquent cette morosité commune à tous les pays d'occident. A tous.
Mais la France, pourtant plutôt mieux gérée, plutôt plus stable que beaucoup d'autres, vit une déprime plus profonde et qui lui est propre. Je crois qu'il y a là une explication particulière. A la différence des autres nations développées, la France a beaucoup plus que les autres, pour épine dorsale, son appareil d'Etat. Mais cet appareil d'Etat, affaibli par en haut vers Bruxelles, affaibli par en bas pour cause de décentralisation (nécessaire pourtant), affaibli globalement par la

Fondation Jean Jaurès

difficulté qu'il a à infléchir la mondialisation des techniques des échanges des mouvements d'argent, cet appareil d'Etat ne répond plus, ou plus assez.
Un ami, tout récemment, me parlait du "chagrin civique" des Français. L'expression est belle et je crois surtout qu'elle est juste.
Face à cela, la politique a d'abord besoin de retrouver une morale, des règles que tous respectent et une éthique, un ensemble de valeurs et d'espérances au nom desquelles on choisit et au nom desquelles on se bat. Or, le discours politique s'est aplati dans un fondu-enchaîné filandreux où tout se mélange, le vrai et le faux, les faits et les opinions, la pédagogie et la démagogie.
Ainsi se détruit, disparaît, la dignité du discours public, la dignité de l'action publique. Et qu'un de ses responsables faillisse à l'honneur, au lieu qu'il soit seul voué au mépris public, c'est le corps politique tout entier qui en est frappé et qui le rejette !
(Applaudissements)
Je veux le dire fortement : quiconque a failli à l'intégrité doit en payer le prix dans toute sa rigueur… (applaudissements)... qu'il soit un politique, qu'il soit même malheureusement des nôtres !
(Applaudissements)
Il n'y a pas d'échappatoire à cette évidence et nous, Socialistes, en avons assez d'être réputés malhonnêtes parce que tel ou tel d'entre nous l'aurait été !
(Applaudissements)
Il est arrivé qu'on trouve un pyromane chez les pompiers. Jamais l'opinion tout entière n'a pensé que tous les pompiers étaient pyromanes !
Nous sommes, mes amis, Socialistes, fiers de l'être, nous entendons le rester, et surtout pas nous excuser pour cela !
(Vifs applaudissements)
La politique a besoin de retrouver une dignité ; elle a besoin aussi de retrouver un sens. Et c'est tout l'objet de notre présent Congrès. Soyons fiers d'être le premier parti d'occident à délibérer sur son projet de société pour le début du prochain millénaire, après la mort du Communisme.
Pour nous, Français, compte tenu des difficultés que nous avons eues à affronter, c'est vrai que ce projet vient bien tard, nous avons été nombreux à le dire, vous avez raison, c'est vrai. Mais, pour le monde entier, pour ces nations développées dont nous faisons partie, qui n'ont plus d'autre ennemi que leur propre corrosion, ou pour ces nations du tiers-monde qui n'ont toujours pour horizon que la pauvreté, qui viennent de perdre l'illusion qu'une transformation révolutionnaire change radicalement leur situation, pour toutes ces nations-là, notre projet vient à son heure. Il fallait sans doute, mes camarades, que le Communisme fût mort pour que notre projet convainque !
(Applaudissements)
Dans le vacarme quotidien, bien sûr, nous le savons tous, il faudra du temps pour que les Français, et même d'abord nos propres militants, mesurent toute l'importance de ce que nous sommes ensemble en train de faire ici aujourd'hui et que le texte dit bien : une vraie convergence, notre unité retrouvée par un complot, pas à 3 mais à 4 ou 5, je ne sais pas ; en tout cas s'il y a eu complot,

Fondation Jean Jaurès

c'était cela l'objet, cela valait la peine, non ?! Tout cela autour d'un document plutôt écrit en français qu'en techno-charabia - et cela fait plaisir -... (applaudissements)... et qui dit le règlement d'un accord commun de la plupart de nos anciennes controverses, en même temps qu'il dit assez clairement le sens et les principales orientations sinon tous les détails - il est déjà bien long pourtant - de la transformation sociale à laquelle nous entendons œuvrer.
Pourquoi fallait-il risquer de polluer ce vaste effort et ce beau résultat, ce résultat plus qu'honorable auquel était tant attaché Pierre Mauroy, notre Premier secrétaire qui l'a voulu et qui est aujourd'hui comblé ? Pourquoi fallait-il prendre le risque de le polluer en suscitant de manière inopportune des controverses sur des sujets plus à court terme et qui ont troublé le champ ? Je ne le saurai jamais.
(Applaudissements)
Mais cela n'enlève rien à la qualité de ce que nous sommes en train de faire. Et ce que nous sommes en train de faire, c'est donner son sens aujourd'hui au Socialisme, au combat des Socialistes.
Il paraît - cela vient d'être redit à cette tribune - que certains ne savent plus la différence entre la Gauche et la Droite. Je n'ai pas cette inquiétude. Et la Droite nous a montré tous ces temps derniers qu'elle ne s'y trompait pas et qu'elle la connaissait bien, la différence ; elle la souligne assez.
Mais cela ne peut que nous conduire à intensifier la clarté, la précision de nos propres convictions à redonner son sens au message des Socialistes. Qu'est-ce que le Socialisme ? Deux choses à la fois : un mouvement mondial et un projet d'organisation social.
Dans cet immense mouvement, la plus vaste internationale qui existe actuellement au monde et quels que soient les noms de baptême que l'histoire nous a respectivement forgés - Socialistes, socio-démocrates, progressistes, travaillistes, et puis autrefois, mais devenus frères ennemis, Communistes, et il en est d'autres - dans cet immense mouvement, nous sommes tous les fils de la même aventure. Et cette aventure historique, elle se résume à trois étapes.
La première : la naissance, l'émergence, autour d'une volonté de justice, de liberté et de bien-être. Souvenez-vous les bourses du travail, les mutuelles, les premières coopératives, les canuts, la verrerie ouvrière d'Albi. C'est l'émergence.
La deuxième phase historique fut celle de la formulation. Le plus grand nom qui s'y attache chez nous est celui de Jaurès. Mais pour le tragique de l'histoire, ce sont les dogmatiques qui ont formulé notre projet, c'était écrit, autour de l'économie administrée, de l'appropriation collective généralisée, des moyens de production et d'échanges.
Et ce fut la troisième phase : la mutation, la découverte dans beaucoup de souffrances, dans d'immenses échecs, qu'un tel projet ne fonctionnait pas car d'où la compétition est supprimée la vie se retire.
Le temps est venu alors, mes camarades, et nous ne sommes pas les premiers des Socialistes, mais pour nous Français le temps est venu d'ouvrir la quatrième phase : celle de la construction sur cette base toujours essentielle, permanente,

Fondation Jean-Jaurès

qui fait de nous des Socialistes et qui suffit à légitimer notre combat.
La Gauche, c'est la liberté ; la Gauche, c'est la justice ; la Gauche, c'est la réforme dans le sens du progrès.
Pour souligner les axes essentiels autour desquels nous livrerons les batailles politiques de demain, il faut évoquer - c'est un résumé ramassé du projet - je le crois nécessaire, 5 points : une économie solidaire, une société solidaire, dans une économie de marché, où l'Etat fixe les règles et prépare l'avenir dans un monde qu'il faut organiser.
Une société solidaire.
S'il est un domaine où l'action des militants, des forces et des gouvernants Socialistes a bien marqué nos sociétés contemporaines, c'est celui-là. Regardez d'ailleurs la carte : c'est en Europe que la social-démocratie est née le plus tôt et s'est le plus puissamment développée. C'est en Europe, mieux que partout ailleurs au monde, que la protection sociale commence à être à peu près assurée. C'est même, avec la démocratie et le développement, ce niveau de protection sociale, notre carte d'identité spécifique à nous, européens.
Et cela restera notre honneur à nous, Socialistes de France, d'avoir su, pu et voulu ajouter à l'assurance maladie, aux congés payés, aux retraites, aux prestations familiales, la réduction de la durée du travail, la cinquième semaine, l'abaissement de l'âge de la retraite, et puis plus récemment le revenu minimum d'insertion et le crédit formation.
(Applaudissements)
Et nous l'avons fait en tenant mieux nos équilibres publics, en redressant notre monnaie que nous avions reçue en bien mauvais état, en restaurant la stabilité du franc, en assurant la compétitivité de notre économie. Tout cela, Pierre Bérégovoy n'y est pas étranger. Nous avons tenu la France debout économiquement en ayant le meilleur niveau de protection sociale du monde entier.
(Applaudissements)
Mais il suffit d'un ralentissement de la croissance, d'un ralentissement durable, celui des années 80/90, après la grande croissance des années 60/70, pour que renaisse la pauvreté, pour que réapparaisse de considérables exclusions. Et l'enjeu des temps qui viennent est d'y mettre fin. Pour cela, il faut inscrire tous nos efforts de redistribution dans une démarche humaine, fraternelle, qui fait toute la différence entre l'assistance et la solidarité.
C'est sur la fraternité, cette idée trop oubliée de notre devise républicaine, qu'il faut maintenant fonder la société solidaire de demain. Cela veut dire que la politique sociale ne peut pas se borner à distribuer de l'argent même si, naturellement, elle doit continuer à le faire. Elle doit aussi permettre à chaque individu, à chaque individu qui se sent rejeté du travail ou de la communauté, de trouver un interlocuteur, un partenaire, un homme, une femme, une personne physique, qui l'accompagne dans sa recherche, dans ses démarche, dans la construction de son projet de vie, dans son insertion. Et c'est là un travail local d'abord pour nos mairies, très largement pour tout le monde associatif, mais aussi, pourquoi pas, pour nos sections Socialistes. J'en connais qui le font et qui

Fondation Jean Jaurès

le font admirablement.
(Applaudissements)
L'autre dimension de cette société solidaire, c'est la responsabilité. Il n'est pas d'épanouissement personnel dans la dépendance à tout niveau et je viens de le découvrir. A la base même, chacun, à tout niveau, a forcément quelque chose à apporter à d'autres, quelque chose à échanger, trouvant dans cet apport ou dans cet échange une dignité. Et ce peut être un savoir professionnel, ce peut même être un savoir non professionnel, culinaire, sportif, musical ; ce peut même être seulement un peu de chaleur humaine. Mais c'est cela la société solidaire.
Etre Socialiste, aujourd'hui, c'est en tous temps, en tous lieux, en toutes circonstances, savoir faire appel aux capacités de chacun ; faire autant confiance à ce qui monte qu'à ce qui descend ; éveiller l'initiative, la participation, la responsabilité plutôt que de se fier exclusivement à la discipline du commandement. Bref, c'est donner sa véritable place au mouvement d'en bas plutôt qu'au commandement d'en haut. Et je sais qu'il y a plein notre Parti Socialiste d'inépuisables réserves de dévouement et de militantisme. Récemment, j'écoutais le propos qui donne à penser d'un ami syndicaliste qui me disait : depuis le temps que je défends les droits acquis, je suis en train de me demander si je ne suis pas en train de défendre l'ordre établi.
(Applaudissements)
Propos lourd et conscience syndicale aiguë. En tout cas, l'ordre établi ne se change que par le combat militant. Et en effet, dans ce type d'action, l'Etat peut fixer des règles, peut apporter quelques moyens ; mais c'est à la société tout entière d'en faire usage ; à elle de se prendre en charge dans toutes ses structures, dans toutes ses cellules professionnelles ou bénévoles. On y puise l'efficacité. Et quand il s'agit de solidarité, ce sont des vies que l'on sauve du naufrage. On y puise la fierté, et celle de vaincre l'exclusion vaut bien celle de gagner une élection. On y trempe l'histoire.
Mais tout cela, il faut le faire dans une économie de marché. Le marché, c'est la compétition, rien de moins. Rien de moins mais c'est gigantesque. Cela affecte tout l'appareil productif du monde entier. Mais rien de plus ; rien de plus car le marché ne se confond pas avec le capitalisme qui y ajoute la désignation de tous les dirigeants de la production par les seuls détenteurs des capitaux.
N'oublions pas nos coopératives, nos mutuelles, le secteur associatif, toute cette économie sociale qui est seule à produire en démocratie d'entreprise et qui, à nos yeux, est porteuse d'une part de la société de demain. Je crains que nous ne lui ayons pas toujours apporté autant d'efforts que nous l'aurions dû.
(Applaudissements)
Oui, cela vous pouvez. Vous avez l'air de manquer de conviction pour l'économie sociale, mais cela ne fait rien ! Reste que le marché est ce qu'il y a de plus efficace.
Alors, cessons de geindre sur notre identité perdue.
J'en conviens, camarades, c'est vrai, c'était clair l'identité des Socialistes était plus limpide et plus lisible quand nous voulions tout administrer et tout nationaliser. Au moins, on savait à qui on avait affaire, c'était clair.

(Applaudissements)
Mais cela ne marche pas, c'est dommage. En acceptant de porter nos forces, non plus dans des combats attardés et voués à l'échec, mais sur de vrais fronts, ceux de la démocratie dans l'entreprise et de la société solidaire, nous avons beaucoup plus de chances de faire avancer notre société, de faire progresser la justice, car nous le faisons en assurant la performance économique sans laquelle la justice n'est point là.
Il est exact que notre carte d'identité s'estompe un peu du moins sa lisibilité est moins claire, rendons la plus claire encore par l'intensité de notre lutte, de nos résultats et de notre combat.
(Applaudissements)
Reste qu'au marché il faut des règles. Dans le grand combat mondial qui s'est achevé par l'implosion du Communisme, ce n'est pas seulement un système totalitaire qui a été défait, du même coup la légitimité de l'Etat, de la puissance publique a fixer les règles s'est trouvée mise en cause aussi attaquée qu'elle était par les ultra libéralismes. Et cela c'est un danger, un danger grave, qui mine, menace chacune de nos nations en même temps qu'il menace la planète tout entière.
D'abord, parce que le marché a des limites qu'il faut faire respecter et quelquefois rétrécir. Certaines sont évidentes et de tous les temps : la justice, la police, les affaires étrangères, la défense nationale, l'éducation ne sauraient être laissées à l'influence du secteur marchand, encore faut il que l'autorité de la collectivité publique à exercer ses fonctions ne soit pas mise en cause.
Il est d'autres limites au marché nécessaires mais plus nouvelles : la préservation de l'environnement, la gestion économe de nos ressources rares, bref l'intégration dans toute l'organisation sociale de l'écologie, sans laquelle l'avenir de la vie est menacé, les biotechnologies majeures aussi, les manipulations génétiques, les résultats de la recherche scientifique en général et tous les produits culturels.
Tout cela aussi appelle aujourd'hui la fixation de règles auxquelles jadis nous n'accordions point d'importance.
D'autres limites encore doivent être, à mon sens, déplacées vers un plus grand respect de la société civile et vers une moindre dépendance à l'égard de l'argent.
Dans la santé, comme dans la télévision, les excès du marché conduisent à des résultats tantôt trop coûteux, tantôt moralement inacceptables et bien souvent les deux.
(Applaudissements)
Et puis, il est temps de prendre conscience, de mesurer que la production elle-même ne saurait se réguler toute seule par la seule vertu exclusive des lois du marché.
Il est faux que le marché tende spontanément vers des équilibres acceptables. Les lois du marché sont favorables aux forts, il faut en protéger les faibles, qu'ils soient chez nous ou dans le tiers-monde.
(Applaudissements)
Plus grave encore, le marché de l'argent, plus spécifiquement celui de la

Fondation Jean Jaurès

propriété des entreprises, connaît des excès qui peuvent aller jusqu'à tuer la production.
Vous avez tous relevé ces OPA voraces, ces démantèlements sanglants, ces ventes par appartements d'entreprises dont on prive le moral, dont on affaiblit les personnels et dont on casse la croissance.
Nous ne voulons pas de ces conceptions suivant lesquelles l'entreprise n'est plus ce qu'elle devrait être, une communauté d'hommes et de femmes tirant leurs moyens d'existence du même projet économique, mais simplement un ensemble d'actifs qu'on peut vendre n'importe comment et n'importe où sous la seule condition d'en tirer une plus-value juteuse et immédiate.
(Applaudissements)
Nous disons oui à la préservation de ce qui, pour d'autres, sont des vieilleries, la conscience professionnelle, l'esprit d'équipe, la continuité de l'effort, la fidélité à un projet et à une aventure industrielle.
Ce sont les Socialistes, vous verrez, qui bientôt reconstruiront une éthique de la production, très nécessaire à notre temps et pour laquelle nous trouverons des alliés, beaucoup d'alliés.
(Applaudissements)
Ce combat, d'ailleurs, est déjà engagé, il est vital, le piège des mots, l'avez vous remarqué, nous est déjà tendu, mais d'abord par ceux qui veulent confondre Communisme et Socialisme pour les englober dans la même opprobre en faisant semblant d'oublier qu'en matière de combat pour la liberté, les Socialistes ont toujours été en tête.
(Applaudissements)
Mais il est un autre piège des mots, celui qui habille du mot de "libéralisme" le refus des règles sans lesquelles une société de marché deviendrait une société sauvage.
Le libéralisme, mes amis, aggrave la cruauté de nos sociétés. La liberté d'entreprendre n'est pas celle de polluer de frauder ou d'exploiter le travail et moraliser le marché est une tâche digne des Socialistes modernes
(Applaudissements)
Assurer l'avenir est de plus en plus une fonction majeure de la puissance publique nouvelle aussi, mais majeure.
Que seront nos villes, notre système éducatif, notre système de retraite, si nous ne savons travailler sur un horizon à vingt ans sinon davantage ? Et les plus grandes aventures industrielles de demain, l'espace, l'avion hypersonique, l'énergie de fusion, l'exploitation des richesses minières des océans, les biotechniques majeures, qui pourrait croire que cela se prépare à la petite semaine, à la petite année ? Non, il faut le dire, l'assumer fortement, il va de la responsabilité de l'Etat, d'un Etat allégé, certes, bien sûr, allégé dégrossi de bien des tâches inutiles, mais un Etat d'autant plus ferme et d'autant plus respecté. Et puis, il y a autre chose qui concerne toujours notre avenir, mais d'une manière différente.
Des valeurs, des références centrales qui fondent notre communauté nationale, l'Etat n'est pas le seul garant, mais il doit demeurer le premier. Il l'a été

Fondation Jean Jaurès

jusqu'ici, il doit le rester ou le redevenir. Et là est le sens particulier de l'aventure de la France dans le monde moderne. L'identité de la France, ce sont ces valeurs que la République a forgées. Nous avons la faiblesse de les croire excellentes et c'est pourquoi, loin de les affadir ou de les diluer, nous nous réjouissons de les voir de plus en plus partagées dans l'Europe, et à travers l'Europe, dans le monde entier. C'est particulièrement vrai pour tout ce qui concerne l'approche de l'autre, de celui qui est différent, Qu'il soit Français ou étranger et qu'il soit blanc ou noir. Ne jamais reconnaître de droits collectifs spécifiques à des minorités, car cela, c'est ossifier des situations de dépendance et, qui sait, des incompréhensions, confirmer des divisions, affaiblir le corps social tout entier. Mais au contraire, affirmer l'égalité des droits et des chances, et s'agissant des étrangers en situation régulière les faire bénéficier de la protection complète de toutes nos lois du seul moment qu'eux mêmes les respectent.

(Applaudissements)

Tout cela porte un nom que vous avez reconnu, c'est la laïcité.

(Applaudissements)

La laïcité ne reconnaît que des femmes et des hommes; elle respecter leurs croyances, mais entend les réserver à la vie privée. Elle oppose à toutes les formes d'intégrisme religieux, aux nationalismes le rempart de la loi républicaine. Ce message là est une application concrète des Droits de l'homme. Le droit pour le croyant de croire ce qu'il veut et le droit pour les autres de n'en être pas importuné. Ce discours, celui de notre projet, ne s'adresse pas en fait à la France seule, car la France aussi a besoin d'un monde moins dangereux, moins injuste, moins anarchique. Le spectacle du monde actuel est éclairant, ni la pollution, ni le chômage, ni les terrorismes, ni les mouvements migratoires ne respectent les frontières, technologie et mouvements financiers sont totalement mondialisés. Les rythmes économiques ont encore une petite tonalité nationale, ils sont de plus en plus interdépendants et notre chômage est très largement un produit d'importation. Il n'est pas de crise régionale, Yougoslavie, Cambodge, région sud Africaine, Moyen Orient, implosion soviétique, qui n'ait de considérables répercussions mondiales et les grands fléaux de la planète, l'insuffisance de la croissance, le sous développement et la dette ne peuvent avoir de solution que mondiale à travers notamment une baisse délibérée des taux d'intérêt et une stabilisation organisée des prix des matières premières.

Nous exploitons le monde entier.

(Applaudissements)

C'est clair, la bataille pour l'organisation de la planète est commencée, elle est l'enjeu majeur des temps qui viennent et le monde a fait dans ce sens des progrès très significatifs depuis trois ans.

L'Organisation des Nations Unies est capable de porter condamnation mondiale contre un envahisseur et de décider juridiquement la sanction de son acte.

La protection de l'environnement progresse par l'accord international sur la couche d'ozone, vous le savez, par le considérable succès franco-australien pour la préservation définitive de l'Antarctique, par la préparation d'un traité mondial

Contribution Jean-Jaurès

sur la protection de l'atmosphère consécutif à l'appel de La Haye auquel, vous le savez, la France a grandement contribué.
Le droit d'ingérence humanitaire est de plus en plus largement reconnu et cela on le doit beaucoup à l'inlassable et courageux travail de Bernard Kouchner.
(Applaudissements)
Il nous faut maintenant imposer le devoir d'ingérence démocratique… (applaudissements)… première sanction, premier accroc à cette conception des souverainetés nationales qui sont autant d'autorisations à tout dictateur de massacrer son propre peuple. Qui ne songe à Haïti entre autres, mais la liste serait trop longue.
L'objectif, à terme, c'est à la fois la sécurité dans le monde et la régulation du marché mondial, car nous n'assurerons un peu de prospérité partout qu'à la condition de mettre fin à ce scandale qui fait qu'aujourd'hui, à cause de taux d'intérêts déments, les pays avancés ne financent plus leur avenir.
Cette organisation du monde a commencé ces premiers balbutiements. Le chemin est immense et il comporte deux voies.
L'une est la mise en place directe d'institutions, de procédures, de mécanismes qui soient d'emblée mondiaux.
L'autre est le renforcement des organisations continentales.
Tout le monde y va : Amérique du nord, Amérique latine, Asie, aujourd'hui Afrique lentement. Mais, vous le savez tous, c'est en Europe, que le renforcement de l'organisation continentale est la plus avancée. On ne dira jamais assez l'importance considérable du succès de Maastricht et la part personnelle, immense qu'y ont pris François Mitterrand et Helmut Kohl.
(Applaudissements).
Dans peu d'années, l'écu pèsera autant que le dollar ou le yen pour influer sur le traitement de la dette, ou sur les relations nord-sud, et pour permettre chez nous davantage de croissance et moins de chômage qu'aujourd'hui.
Voilà le sens de la monnaie unique. Cette signature est décisive. L'accord est essentiel. Ce sera plus long pour l'union politique et la sécurité mais l'essentiel, là aussi, est commencé.
Il devient dès lors, et il faut y réfléchir, dès cette semaine, de première urgence d'organiser de façon progressive et à terme l'intégration à ce processus, de la totalité des pays du continent, qui le souhaite. La Communauté se dévoierait si elle prétendait rester un club limité aux pays les plus riches d'Europe, fermant la porte au nez des autres. Je ne pense même pas que si la communauté tentait cela, elle y résisterait. La pression serait trop forte. Et c'est à l'Europe maintenant qu'il nous faut proposer ces valeurs de cohésion sociale, de respect de l'autre, et de laïcité que la République française a su faire naître au cours de sa longue histoire et auxquelles nous sommes indéfectiblement attachés.
Certains enjeux européens prennent maintenant une importance vitale au point qu'ils vont sans doute - et c'est assurément prévisible - remodeler les équilibres politiques de demain.
Nous, Socialistes, savons maintenant, nous l'écrivons aujourd'hui même, que si en effet, même si les Socialistes, le gouvernement Socialiste sont minoritaires

dans l'Europe d'aujourd'hui, et que de ce fait, l'Europe n'a pas notamment dans le champ social, le visage que nous lui voudrions partout. Il faut néanmoins, en accélérer la construction avec la volonté très claire d'en prendre un jour la direction.
(Applaudissements)
Le repli sur nos frontières serait fatal, serait, je crois, le choix de la décadence acceptée.
D'autres que nous, et croyez-moi, ils sont nombreux, et ils viendront de tous les horizons autour de nous, partagent pour la France cette vision stratégique.
Il est inévitable que nous ayons dans l'avenir, à travailler avec eux au confortement, à l'émergence européenne. Oui mes amis, le sens de ce que nous avons à faire dans les temps qui viennent, et que décrit notre projet, au fond, il est limpide. Appuyé sur un tel texte, notre Parti peut devenir convaincant, victorieux, rendant ainsi à la politique le sens dont elle a besoin. A la vérité, la politique ne retrouvera le sens et la morale que si elle retrouve en même temps et du même coup, l'audace. Eh oui, l'audace... La politique, en effet, nos compatriotes attendent sûrement qu'elle retrouve sa dignité et ils attendent qu'elle soit aussi efficace, c'est bien naturel. Or le problème se pose de l'efficacité de l'action réformatrice en France. Notre pays a sa charge de souffrances à soulager, de difficultés à traiter, de problèmes à résoudre.
Plus diseur et plus véhément que d'autres pays, il exige le changement ou les réformes parfois avec tonitruance, mais dès qu'on touche à quoi que ce soit, se met en place la toute puissante coalition des conservatismes, des corporatismes, des intérêts acquis et de la peur du changement.
(Applaudissements)
Les Français dépensent dix fois plus d'énergie politique à bloquer les réformes, qu'il n'en dépense à les mettre en œuvre.
(Applaudissements)
Or, la Gauche, bien au-delà des seules forces Socialistes, se définit principalement par le progrès, par le mouvement.
La Gauche, c'est la volonté constante d'améliorer et de transformer l'ordre établi. La Gauche, c'est la réforme. Il nous faut en reprendre la volonté, le rythme et l'audace.
Prenons garde cependant à un élément décisif pour la conduite de l'action, les réformes les plus indispensables, les plus profondes, sont en général les plus lentes à mettre en œuvre et par conséquent, rarement les plus visibles.
Chez nous, on appelle "réforme" uniquement ce qui est législatif et violemment conflictuel. Or, c'est souvent ce qui réussit le moins bien. Les bonnes réformes demeurent celles qui ont été largement acceptées. Tout ce que j'ai pu conduire sur le renouveau du service public, sur la grille de la fonction publique, sur le changement des projets urbanistiques concernant l'Ile de France, et bien d'autres chantiers encore, n'a guère été crédité du bon nom de réforme. Le sacre de la loi leur manquait.
Il faudra pourtant continuer mais la situation change, et je sens très fortement qu'a changé notamment la concentration des blocages. Tout se passe

aujourd'hui comme si la société française était maintenant organisée autour du refus de la réforme, dans des domaines aussi importants que la structure communale, que la fiscalité, que la santé, et n'est-ce pas, Lionel, pour partie l'éducation. Quel labeur !

(Applaudissements)

C'est là qu'il nous faudra retrouver l'audace et le courage. J'ajouterai à ces domaines la justice et la défense. Ce sont autant de secteurs où la France, tout en étant prête à protester contre n'importe quel projet attend en fait qu'on passe de la médecine à la chirurgie décentralisée, et peut-être surtout, déconcentrer profondément la gestion de la machine éducative, refondre largement le service national, plafonner les dépenses de santé à un pourcentage stable avec un taux de remboursement par la sécurité sociale constant, et confier la gestion sous ces deux contraintes, à des professionnels plus qualifiés que n'est l'Etat, pour le faire, restructurer nos zones rurales, assurer le pouvoir urbanistique dans nos agglomérations dont certaines sont en train d'exploser, transformer notre archaïque impôt sur le revenu, le prélevant à la source, débarrasser la justice des petits contentieux qui l'encombrent trop pour la rendre plus efficace, et plus respectée, et rapide sur les décisions essentielles, asseoir de manière indiscutable son indépendance, rasséréner la police, et restaurer la confiance, que la nation lui doit, voilà parmi beaucoup d'autres possibles, et sans aucune logique d'ordre de priorité, quelques-uns des blocages à faire sauter dans la société française d'aujourd'hui. Il y faudra de l'audace. C'est à ce prix que les Français nous referont confiance.

Le temps est venu par conséquent, d'autres l'ont cité, c'est vrai, de déduire du projet, et que nous ajoutions dans ce présent Congrès, un programme à terme plus proche, plus précis, plus opératoire, et qui souligne les priorités essentielles de l'action réformatrice. Il y faudra traiter d'un problème majeur : le plus douloureux de la société française : le chômage.

Certaines de ces causes, et non des moindre échappent largement à la France aujourd'hui. Le ralentissement économique, et les taux d'intérêts excessifs, meurtriers, dirais-je...

L'Europe est le niveau efficace pour les aborder. C'est en marche, il y a urgence à renforcer l'Europe pour qu'enfin les outils de cette politique économique soient à portée de nos mains, à cette dimension.

D'ici là, ce qui est à notre portée, c'est que chaque jeune, chaque demandeur d'emploi ait une chance, une vraie d'acquérir une véritable qualification et que disparaissent de chez nous - Kofi Yamgnane l'évoquait à l'instant - ces cas absurdes d'entreprises qui cherchent de la main d'œuvre qualifiée, et ne la trouvent pas pendant que subsiste un chômage massif.

Déjà, il vous en souvient, de 1988 à 1990, le chômage avait été réduit de 200 000 personnes. Il a suffi d'un ralentissement de l'économie mondiale pour qu'il recommence à croître, mais au moins savons-nous que c'est possible. Nous savons que c'est possible car ce fut démontré mais loin de devoir tout faire lui-même, en matière d'insertion et de formation, cela doit inspirer un vaste effort national car le travail d'insertion et de formation est très largement local. Mais je

suis sûr que notre société y est prête, et, en fait, je ne suis pas inquiet sur tous ces points. Nous retrouverons le sens de l'action et de l'audace dès lors que nous aurons seulement repris confiance en nous.
Encore nous faut-il deux outils, deux outils qui soient les points d'appui pour cette volonté politique, pour lui donner toute son efficacité. Ces deux points d'appui sont les institutions de notre pays et notre propre Parti.
Des institutions, je ne dirai que peu de choses. Elles fonctionnent. C'est un raisonnement très faux que de chercher dans les institutions, les causes d'une crise qui tire sa source ailleurs. Il faut toujours améliorer bien sûr - et le Président de la République a parfaitement raison de lancer le débat sur la durée du mandat... c'est à son initiative et à sa décision, à sa proposition, et nous pouvons ajouter qu'il est sûr que le Parlement, comme la justice, ont besoin de voir revitaliser leurs fonctions. Faut-il, pour autant, changer de régime constitutionnel complètement ? Non.
Quand je vois les Etats-Unis aux prises avec les mêmes problèmes que nous, mais en beaucoup plus grave, alors qu'ils savent que là-bas, ils n'ont pas la possibilité constitutionnelle de trouver solution à leurs problèmes et par exemple celui de la crise urbaine, je suis inquiet.
Les régimes présidentiels, cela ne fonctionne correctement nulle part. Voyez aussi le cas du malheureux Brésil empêtré en ce moment dans une impossibilité constitutionnelle, de prendre sa crise économique à sa racine, non mes amis, et je me réjouis des votes de nos fédérations sur ce point.
Gardons la force de l'exécutif, indispensable de l'action mais gardons ce lien de confiance-défiance entre l'exécutif et le législatif qui est garant avec un scrutin qui permette l'émergence de majorité du bon fonctionnement de l'autorité publique toute entière.
(Applaudissements)
Dans toutes les périodes troublées, où la République a su se défendre, contre menaces lourdes, elle l'a toujours dû à des institutions fortes et solides. Il n'est pas de bonne politique sans bonnes institutions.
(Applaudissements)
L'autre outil d'une bonne politique c'est notre Parti et il va mieux. Les amitiés se renouent au point qu'on est suspecté de se dire des choses impossibles quand on se parle. Les confiances se récréent. Je le préfère ainsi. L'unité se reforme. La tension massive d'un bon projet sera le meilleur des tremplins pour aborder la suite car je crois qu'il nous faut transformer les modes de commandement et de fonctionnement du Parti. Il y a, dans nos difficultés à vivre, des effets mécaniques de causes statutaires. Avons-nous assez remarqué que la totalité des responsables du Parti sont élus les uns contre les autres ? Jamais ne peut s'exprimer une confiance majoritaire.
(Applaudissements)
Autre absurdité, statutaire elle aussi, pourquoi faut-il faire dépendre étroitement, totalement, le règlement de problèmes, de difficultés de sections ou de départements des soi-disant clivages nationaux ? Cela paralyse toute la machine.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Il nous faut un parti en état de marche, et cela veut dire une direction renforcée, des statuts rénovés. Il nous faut un parti en état de marche car les luttes à venir vont être dures, probablement même terribles. Il y a longtemps que je n'avais pas vu la Droite aussi arrogante qu'elle l'est aujourd'hui. Elle se voit déjà victorieuse.
Or les intentions qu'elle affiche sont redoutables. Il y a peu de semaines, ces hommes ont pratiquement programmé la médecine à deux vitesses, une pour les riches, une pour les pauvres ! Je suis convaincu que notre système éducatif ne se remettrait pas de l'aggravation de l'élitisme qu'ils préparent, et ceux qui ont osé parler du droit du sang ou des odeurs, sont restés personnellement muets devant les scandaleuses propositions de Le Pen sur l'immigration.
L'idéologie de Vichy n'a pas fini de faire des dégâts !
(Applaudissements)
Mes amis, dans l'atmosphère actuelle, ce n'est pas seulement le Parti Socialiste qui est en cause, c'est à mon sens l'esprit même de la République.
L'enjeu est immense, le redressement est possible, et en fait, au fond de nous-mêmes, nous n'avons qu'un seul ennemi, le défaitisme.
Pour le vaincre, ce que nous adoptons aujourd'hui avec notre projet Socialiste nous donne les moyens de rendre à la politique son sens, sa morale, et de lui redonner son audace, par là même d'épanouir la France en y réveillant la fraternité, la réforme et l'espoir, pour faire ainsi la France comme nous l'aimons, et comme nous la voulons.
Merci.
(Vifs applaudissements)

La présidente - Je donne la parole à Jean Casanova.

Jean Casanova

Chers camarades, ce siècle se termine en laissant ouverte une interrogation : comment changer le monde, comment transformer la société ?
Du débat qui a animé la Gauche et le mouvement Socialiste dans ce siècle ne sort pas une réponse limpide. Si la voie choisie par Lénine et les bolcheviks s'avère une impasse définitive qui s'effondre comme elle a vécu dans le sang et les larmes, la voie revendiquée face à eux par Blum n'a pas fait les démonstrations qu'on attendait d'elle. Les plus forts, les mieux organisés, travaillistes anglais et socio-démocrates allemands, n'ont pas changé le monde et ont laissé leur pays aux mains de la Droite. Mais les plus durs, les plus à Gauche, ceux qui avaient su critiquer les limites des précédents, les Socialistes d'Epinay, qu'ont-ils réussi ? Après dix ans de pouvoir, près de 3 millions de chômeurs, une société à plusieurs vitesses où les inégalités se sont accrues, des syndicats en déshérence, un taux d'abstention record, et au bout du compte un adulte sur trois séduit par les propositions ou les idées du national-populisme, cette peste brune !

Fondation Jean Jaurès

La présidente - Chers camarades, je vous demande d'écouter l'orateur !

Jean Casanova - Ceux qui sortent à l'est du bourbier que dirigeaient les enfants de Staline ne se tournent pas vers le Socialisme démocratique, mais se laissent happer par les sirènes du libéralisme, du populisme, du nationalisme, de l'autoritarisme. C'est aussi un bilan. Non, la réponse qui sort de ce siècle n'est pas limpide.
Elle suscite par nos concitoyens et parmi la Gauche de graves interrogations auxquelles nous sommes contraints de répondre, si nous ne voulons pas disparaître, emportés par ce passé.
Une mise à jour s'impose, un aggiornamento, si l'on souhaite le dire en italien, mais une mise à jour de nos idées, pour le compte de notre famille, la Gauche, la famille Socialiste, de notre peuple, le peuple de Gauche.
Ce que nous propose le projet est tout autre, et votre indifférence va autant à lui qu'à mon discours ! Plutôt qu'un aggiornamento, ce projet est un "renonciamento". Renoncement à l'explication économique de notre critique du capitalisme, ce mode de production qui a produit plus de richesses que la terre n'en a jamais porté est tout à la fois plus d'injustice, de guerres et de dévastations. L'exploitation de l'homme par l'homme au cœur du combat économique et oral des Socialistes disparaît dès la page 27 du projet :
"Les fondements même de la critique Socialiste du capitalisme sont à revoir. La théorie Socialiste classique de la valeur travail devient évanescente. Quand on conçoit certains processus de fermentation par antibiotiques, nous dit-on, il est difficile de conserver l'idée que le prix ou le coût est fondé sur la valeur du travail." Alors que reste-t-il des bases de la critique Socialiste du capitalisme ?
Le texte ne le dit pas. Du coup, la signification de notre combat se dilue gravement, et c'est page 44 qu'on nous révèle ce qui lui reste de sens, je vous fais en fais juges :
"Le Socialisme moderne procède d'abord de ce sentiment humain de la gloire qui fait pressentir la vérité de demain."
Voilà assurément une perspective, un projet ardent et mobilisateur pour nos banlieues.
Mais ce texte qui parle de projet ne souhaite pas nous donner une perspective d'ensemble. Ses auteurs ont découvert que l'histoire n'avait pas de sens et qu'elle était au mieux, je cite, "une fatalité modifiable". Fatalité !
Après le renoncement, le projet plonge dans la désespérance qui justifie tous les abandons, page 46 - on a déjà cité ce passage - où l'on découvre la dimension tragique de l'existence, la part maudite de l'homme, l'instinct de mort et le désir de domination qui seraient des données constitutives de sa nature.
Tout cela serait simplement grotesque si cela n'allait dans le sens d'un vent de désespoir dans les valeurs de la Gauche et de tentation pour des solutions d'autorité où toute leur part est faite par d'autres à ces fantasmes. Une fois faite table rase des idées fondamentales du Socialisme, c'est sans difficulté que ce projet s'installe dans la suffisance des nantis face aux pays du sud, où l'on confond allègrement populations et dictateurs, victimes et bourreaux.

Fondation Jean Jaurès

Page 34, on nous dit que "les états qui avaient pris l'habitude de jouer la politique de l'escarpolette entre l'est et l'ouest doivent y renoncer et regarder en face la réalité, leur réalité". Les peuples du sud sont-ils responsables de leur réalité, comme le dit élégamment le texte ? Le pillage colonial du siècle passé, oublié, l'échange inégal en ce siècle, envolé... Evanescent, nous dirait sûrement le rédacteur !
Au Congrès de Rennes, j'ai voté et j'ai défendu un texte. Il portait le numéro un, il s'appelait "Socialisme", il défendait le mot, il essayait d'en maintenir les idées. Il ne disait pas que le capitalisme borne notre horizon historique. Il défendait la volonté politique et la transformation sociale. Il a eu la majorité relative au Congrès de Rennes.
Moi je n'ai pas changé !
Ce texte, la motion 1, défendait un parti de militants, un parti où l'on débat sur des idées, sincèrement, honnêtement. Pas un parti où après s'être déchirés sur tout et n'importe quoi, des dirigeants, en moins de six heures, se mettent d'accord sur 150 pages qui remettent en cause l'histoire et les perspectives de ce Parti et laisse finalement 15 jours aux militants pour se prononcer par oui ou par non.
Non, ce n'est pas acceptable pour des militants. Sur cela non plus, je n'ai pas changé !
Ce texte se refusait d'avancer, les yeux ouverts ou les yeux fermés, vers la politique de la troisième force. Je m'y refuse toujours. Sur cela non plus, moi je n'ai pas changé !
Plus encore qu'une mise à jouir, c'est une refondation qui est nécessaire. Refondation des idées, des perspectives, des formes d'organisation de la Gauche. Le Parti d'Epinay a visiblement épuisé sa capacité propulsive et se complaît maintenant dans des convulsions, libérales à l'extérieur, autoritaires à l'intérieur.
Il faut trouver les voies et les moyens d'un dépassement dont chaque jour nous montre la nécessité. C'est ce que nous avons voulu faire ensemble, provenant de courants différents, en créant autour du texte "pour la refondation" un pôle de Gauche dans le Parti Socialiste, un pôle de référence dans la Gauche.
Notre combat continue, pour rendre aux femmes et aux hommes de Gauche, aux jeunes, au monde du travail, aux exclus, ce que nos faiblesses au gouvernement leur ont bien souvent fait perdre : l'espoir.
Merci de votre attention.
(Applaudissements)

La présidente - Je donne maintenant la parole à Michel Vauzelle, et j'annonce deux réunions de motions : la réunion de la motion 7, Espace Socialiste, à 19 heures 30, salle de la 1ère Commission, et la réunion de la motion 5 à la fin de nos débats à la salle n°2 A
Je demande à chacun des militants de rester assis, de ne pas circuler et d'écouter les derniers orateurs.
Michel, tu, as la parole.

Fondation Jean Jaurès

Michel Vauzelle

Chers camarades, je ne serai pas long. D'ailleurs je ne peux pas l'être.
Je voudrais simplement dire que sans ajouter naturellement au climat d'inquiétude qui est celui dans lequel semblent vivre nos concitoyens, nos compatriotes, sans chercher non plus à être très original, je crois que 1991 sera surtout l'année de tous les dangers pour notre Europe, compte tenu de ce que nous voyons se dessiner depuis quelques semaines, sinon quelques mois, dans l'empire ou dans l'ex-empire soviétique.
Tous les dangers, parce que le démembrement de l'empire, la situation économique et sociale désastreuse dans laquelle se trouve la Russie et les Républiques de l'ex-Union, mais surtout les armes qui sont disséminées sur ce territoire et qui demain, peut-être en ce moment même, ne relèvent plus, tandis qu'il s'agit d'armes sophistiquées et très dangereuses, ne relèvent plus d'une autorité responsable et compétente au niveau de l'Union.
L'extension de cette turbulente politique sociale en Union soviétique peut naturellement se produire dans des pays voisins, ceux de l'Europe orientale et centrale qui n'ont pas bien souvent, malheureusement, de grandes traditions démocratiques et qui sont eux-mêmes fragiles par rapport à ce qui peut se passer et à ce qui se passe d'ores et déjà dans l'ex-Union soviétique.
Il y a aussi entre deux pays de la Communauté européenne la poursuite de la guerre en Yougoslavie qui demeurera sans doute, quel que soit l'avenir, comme une honte pour l'Europe de 1991.
Il y a aussi la situation à l'autre bout de l'Europe, face à nos frontières du sud, dans l'espace méditerranéen où, nous le savons, des échéances prochaines législatives en Algérie, dans d'autres pays aussi, peuvent faire que 1991 soit aussi dans cet espace-là tout alentour de l'Europe, une sorte de trouble extrême.
Face à ces inquiétudes, vis-à-vis de nos voisins du sud, vis-à-vis de nos voisins de l'est, il était évidemment très important que les démocraties de l'Europe de l'ouest, et particulièrement de la Communauté des douze, serrent les coudes et resserrent leur union, c'est ce qui s'est passé à Maastricht, et ceci ne s'est pas passé sans que la France, notamment, et une France qui, dirigée par les Socialistes depuis dix ans, a maintenu le cap dans cette direction autour de François Mitterrand, ne permette que Maastricht, et ce n'était pas évident, chacun sait le succès que l'on a connu et que nous devons d'abord à la volonté déterminée et farouche du Président de la République. De ce point de vue, nous pouvons être fiers de ce que nous avons fait avec lui, il fallait gagner cette bataille à la veille de tous les dangers que nous connaîtrons en 1991.
Mais il ne suffit pas pour affronter cette situation que nous nous rassemblions, Européens et démocrates. Il faut que les Français eux-mêmes se rassemblent, et comment le feraient-ils sinon autour du Président de la République. L'expérience, la sagesse, la rigueur dans la défense des libertés seront sans aucun doute bien utiles demain durant cette année 92, pour franchir une étape délicate et difficile.

Fondation Jean Jaurès

Pour se rassembler, ils ont aussi besoin du Parti Socialiste qui ne doit pas contribuer comme c'est le cas trop souvent, me semble-t-il, au désarroi de nos compatriotes, en apportant comme contribution nos propres problèmes qui ne les intéressent pas et qui, au contraire, bien souvent, les éloignent de nous.
Si nous voulons gagner demain, il ne faut pas que nous ayons une attitude qui consiste à annoncer par je ne sais quel auto-flagellation que le désastre qui nous menace sera plus grand encore que ce que nous prédisent ici ou là les sondages.
Il faut, au contraire, que nous nous rassemblions nous-mêmes dans une grande confiance pour inspirer confiance aux Français et retrouver, en effet, la voie des victoires électorales.
Nous sommes les seuls, je le pense, par le lien particulier que nous avons avec la défense des libertés, à pouvoir articuler contre le Front National la pédagogie nécessaire. Il ne suffit plus aujourd'hui, nous le voyons bien, de brandir l'épouvantail de l'extrême droite ou du Front Nationale, cela ne suffit plus. Cela ne suffit plus parce que les idées défendues par le Front National sont malheureusement celles-là mêmes d'une partie de l'électorat populaire que nous avons la charge de représenter et de défendre. C'est tout un travail de pédagogie, encore une fois, que nous devons conduire à l'égard de cet électorat.
Il faut dénoncer notamment, plus encore que le Front National lui-même, les Partis de droite, les leaders de droite qui par des mots : inflation, odeur, et autres, et d'ailleurs la sanction qu'a fait peser sur Valéry Giscard d'Estaing le Parlement européen devrait nous servir de leçon, à nous ici, au niveau national, il faut que nous dénoncions plus encore ou tout autant que le Front National ces partis de droite qui apportent je ne sais quelle respectabilité démocratique, que ce soit la région Provence Côte d'Azur avec Jean-Claude Gaudin ou ailleurs, au Front National et aux idéaux qui sont ceux malheureusement du Front National.
Face à cela, et devant ce combat, nous n'avons pas à imaginer que le Socialisme est devenu désuet ou usé par le pouvoir politique. Nos idéaux demeurent comme demeurent nos valeurs, et je n'aperçois pas dans les sondages qui, prétendument, nous sont si défavorables, se réduire cet espace, cette proportion considérable voisine de 40% des Français, on le lit dans les derniers sondages de cette semaine, qui restent attachés à notre conception de la liberté, à notre conception des Droits de l'homme, à notre conception de la solidarité nationale, qui ne correspond pas à la société sauvage qu'instaureront, par la communauté de leurs programmes, sinon par leur programme commun, la Droite et l'extrême droite si, par malheur, elles venaient au pouvoir.
Rassemblons nous, donc, autour du Président de la République, il n'y a pas de salut pour les Socialistes et pour le Parti Socialiste en dehors de lui. Ce n'est pas seulement une question de morale vis-à-vis de ceux qui ont pris des engagements, lui d'abord, et nous, à ses côtés, par rapport au Peuple et devant la nation. C'est aussi la simple bonne gestion de nos intérêts politiques. Cessons de contribuer à la morosité de nos compatriotes en étalant nos pauvres problèmes, nos propres problèmes qui ne les intéressent pas, et qui les écartent de nous. Ne critiquons pas et ne croyons pas être dans une sorte de comment dire, de démagogie à l'envers en critiquant nos compatriotes, ne critiquons pas les

Fondation Jean Jaurès

Français, ils ne le méritent pas. Redonnons leur, au contraire, le moral dans les outils qui sont ceux de notre pays en ce moment.
A nous de le faire. Si nous le faisons, nous en tirerons le bénéfice.
Tenons le langage de la confiance dans les Français et alors peut-être les Français nous rediront à nouveau, à nous Socialistes, leur confiance.
(Applaudissements)

La présidente - Merci, Michel.
Encore trois orateurs : Gérard Fuchs, Jacques Salvator, et pour terminer Jean-Pierre Bayle.
Auparavant, je voudrais annoncer la réunion de la Commission des résolutions. Elle commencera ses travaux à 20 h 15, salle n°4. Gérard, à toi.

Gérard Fuchs

Chers camarades, nous vivons et nous allons vivre de plus en plus dans un monde d'interrogations et même, pour beaucoup, dans un monde d'inquiétude. Je crois que cette situation est la conjonction de deux phénomènes.
D'abord, des mutations technologiques. Ensuite, des mutations politiques.
Les mutations technologiques, nous en vivons quotidiennement les conséquences. Elles conduisent à une mondialisation des économies, à une perte de pouvoir des Etats et surtout à une perte de marge de manœuvre de la part des gouvernements. Je crois qu'un sentiment d'impuissance, que nous constatons parfois autour de nous, et même dans nos rangs, vient de ce premier constat.
Les mutations politiques, c'est bien sûr l'effondrement du monde Communiste avec ses côtés positifs, la fin d'un totalitarisme est toujours positif, mais aussi avec le risque qu'au-delà de l'effondrement du Communisme, nous enregistrions l'effondrement de toute idéologie, l'effondrement de tout projet, le sentiment qu'il n'y a plus d'alternative alors que simplement, comme nous le disons dans notre texte, il y a des raisons simples. Ces mutations politiques engendrent un sentiment de découragement, sentiment d'impuissance... il y a là un terreau favorable à deux sortes de forces : les forces de l'extrême droite dont nous savons qu'elles se nourrissent de discours, d'abord tous pareils, ensuite rapidement tous pourris ; et les forces nationalistes qui même si nous considérons que c'est une régression, conjuguent le découragement et l'impuissance pour ramener les gens autour de l'identité la plus simple, c'est-à-dire l'identité des ethnies, des tribus et de ceux qui nous ressemblent. L'histoire nous a appris malheureusement, chers camarades, à quel point la conjonction de ces deux forces, de l'extrême droite et du nationalisme pouvait être génératrice de tragédies. C'est pourquoi je voudrais vous présenter trois directions de réponse.
D'abord renforcer la Communauté européenne ensuite, aider l'Europe de l'est, enfin redonner sens et moyens à notre action de Socialistes.
Renforcer la Communauté européenne de l'est, je suis de ceux qui considèrent que la Communauté européenne est une dimension d'actions indispensables

Fondation Jean-Jaurès

pour la France, indispensables au maintien de nos technologies, cela a déjà été dit, indispensables à toute relance économique, on l'a exprimé en 1982, indispensables à toute marge de manœuvre monétaire, Pierre Bérégovoy ne me démentira pas, mais aussi indispensables au maintien de nos avantages sociaux face à la compétition internationale, face à la défense de notre culture, alors que les réseaux de satellites risqueraient, sinon de nous échapper, indispensables même à la préservation du caractère de notre défense, face à des investissements de plus en plus coûteux.

Renforcer la Communauté européenne, chers camarades, je crois que c'est en réalité, nous aider à retrouver une meilleure maîtrise de notre avenir qui, autrement, nous échapperait.

J'ai été très heureux des résultats de Maastricht. Je crois que nous avons enregistré à Maastricht le meilleur succès possible, avec la certitude d'une monnaie peut-être en 1997, au plus tard en 1999, avec la perspective d'une politique étrangère, avec la certitude d'une politique sociale, même à 11, avec la perspective même d'une politique de défense. Certains ont demandé à droite, et même dans nos rangs, et je le regrette, un référendum en signant ensemble avec un mélange de gens de droite de l'aide la plus réactionnaire du RPR. Je regrette de trouver certaines signatures de nos camarades au bas d'un texte de ce genre.

Je crois que nous ne sommes pas confrontés à travers Maastricht, au risque d'une perte de souveraineté qui est, de toute façon en voie de dilution aujourd'hui. Je pense que nous avons, au contraire, la perspective d'une marge de manœuvre accrue, plus de coopération économique. Cela veut dire plus de croissance et plus d'emplois. Une politique étrangère. Cela veut dire la possibilité d'un réel contrepoids face à la puissance américaine. Une perspective de défense, c'est faire en sorte que demain l'Organisation des Nations Unies, dans ses actions armées, lorsqu'elles sont nécessaires, ne se réduise pas au seul bras armé américain.

Je me félicite, à cet égard, que la deuxième des options qui étaient proposées au vote des militants, celle qui concernait la vocation la plus européenne, l'ambition la plus européenne pour une défense commune, je me félicite que ce soit cette option là qui ait recueilli plus des 2/3 des suffrages de mes camarades.

Je crois surtout que la Communauté européenne aujourd'hui offre un exemple à nos voisins qui, sinon, se déchireraient à coups de nationalisme. J'attaquerai là ma deuxième partie : aider l'Europe de l'est.

Aider l'Europe de l'est car, chers camarades, cette Europe de l'est, aujourd'hui, elle inquiète. Elle inquiète, je tiens à le dire, le secrétaire international que je suis, elle inquiète au-delà de ce que vous pouvez imaginer.

La résurgence des sentiments nationaux, je la comprends, bien sûr, après quarante ou soixante-dix ans d'oppression et de négation des identités. Je comprends cette renaissance des sentiments nationaux. Mais je m'effraye de la montée de nationalismes, dans une situation de régression économique, dans une situation où il risque d'apparaître de véritables tragédies sociales, dans une situation où de nouveaux putschs peuvent amener au gouvernement des leaders nationaux-populistes, qui bien sûr ne régleront pas les problèmes économiques,

Fondation Jean Jaurès

mais qui alors se tourneront vers leurs minorités ou vers leurs voisins en leur disant : "Voilà ce qui nous empêche... Voilà l'adversaire... C'est contre eux qu'il faut se tourner !" Je crois que le risque existe d'une véritable "yougoslavisation" de toute l'Europe et je tiens à dire à tous ceux qui veulent se précipiter pour des reconnaissances trop rapides de telle ou telle minorité, de telle ou telle République qui demande aujourd'hui son indépendance, je tiens à leur dire avec solennité que de telles reconnaissances ne me paraissent pas pouvoir être faites sans conditions, qu'il faut que ceux qui aspirent à devenir indépendants assument l'héritage des engagements internationaux antérieurs, qu'ils assurent la garantie des frontières et de leur respect pacifique, quelle que soit l'origine de ces frontières, enfin et surtout qu'ils acceptent de donner des garanties internationalement reconnues pour le droit des minorités.

Chers camarades, nous avons l'habitude, en tant que Socialistes, de dire que la liberté des uns s'arrête quand la liberté des autres est menacée. Je voudrais généraliser cette formule au droit des peuples et vous dire avec solennité que je considère que, demain, le droit d'un peuple devra s'arrêter lorsque le droit d'un autre peuple sera menacé.

Je pense que nous devons aider l'est et je pense aussi que l'aide que nous lui apportons aujourd'hui, malheureusement, n'est ni satisfaisante ni efficace et je voudrais mettre en avant cinq propositions d'aide qui, à mes yeux, sont aujourd'hui insuffisamment considérées.

Il nous faut aller plus loin (première proposition) dans l'annulation de la dette des pays de l'Europe de l'est.

Il nous faut aller plus loin (deuxième proposition) dans l'ouverture de nos économies, même si je sais bien que c'est difficile, car ouvrir nos économies veut dire, en clair, que ce sont nos sidérurgies ou nos agricultures à nous, Européens de l'ouest, qui peut-être devront faire des sacrifices supplémentaires.

Il nous faudra (troisième proposition) aider ces pays à maintenir les liens des anciens systèmes économiques, COMECOM ou CAEM. Je sais que nos camarades de l'Europe de l'est n'aiment pas ce discours, mais je crois que le maintien à court terme de leurs emplois passe par là.

Il nous faudra (quatrième proposition) les aider à faire tourner leur appareil productif existant, en leur donnant des pièces détachées, en leur donnant des aides technologiques parfois mineures mais capables d'accroître substantiellement leur production.

Il nous faudra enfin (dernière proposition) les aider à améliorer leurs circuits de distribution, car tous ceux qui connaissent ces pays savent bien que, notamment en aidant la production et la distribution telles qu'elles sont, nous pourrions en quelques mois aider nos camarades de l'est à améliorer ce que l'on trouve dans les magasins par 20 ou 30% supplémentaires. Je crois qu'il y a urgence politique, je crois qu'il nous faut reconsidérer nos mécanismes d'aide économique. Nous ne travaillons pas à cinq ans, nous travaillons peut-être à deux ans d'ici, si nous voulons éviter de connaître une Europe en guerre civile et peut-être même (je n'hésite pas à le dire) en guerre civile nucléaire.

Ma dernière direction de proposition et de réponse, c'est que je crois que nous

Fondation Jean Jaurès

devons redonner un sens et des moyens à notre action et je voudrais illustrer cette phrase avec laquelle, j'imagine, tout le monde est nécessairement d'accord, par un exemple simple.
Le texte de Michel Charzat nous propose de redéfinir un rapport critique avec le capitalisme. C'est bien. C'est d'ailleurs bien le moins qu'on puisse attendre d'un Parti Socialiste ! Je dis qu'il faut aller plus loin. Je dis que nous devons réaffirmer notre volonté de transformer le capitalisme.
Nous avons aujourd'hui renoncé à rompre avec le capitalisme. Nous ne devons pas renoncer à le transformer. Et je voudrais terminer par trois exemples précis.
Nous disons dans notre texte : oui, nous acceptons le marché, mais nous reconnaissons ses inconvénients et nous le critiquons.
Alors, je dis que la bonne réponse n'est pas simplement de critiquer le marché, c'est de redonner sa valeur, de redonner un lieu d'expression à ce que j'appellerai une planification stratégique, bien sûr pas à l'image de la planification d'Etat des pays de l'est, mais un endroit où l'on discute des enjeux à moyen terme, où l'on discute des contraintes, où l'on en discute démocratiquement.
Je crois qu'il y a là une première piste de réponse pour re-mobiliser les citoyens de notre pays.
Nous disons oui au profit. Et ensuite, nous le critiquons.
Je crois qu'il nous faut aller, chers camarades, plus loin. Je crois que la vraie question, c'est : comment devons-nous répartir le profit que nous sommes capables de créer ?
Je crois que Michel Rocard, Premier Ministre, nous avait, à son époque, fait un certain nombre de propositions très intéressantes, là encore, en termes de débat politique.
Comment partager les fruits de la croissance ? Comment discuter de l'avenir des retraites ? La protection sociale, mais jusqu'où ? Il est vrai qu'il faut du courage politique pour poser ces questions. Mais je crois que nous pouvons attendre de la réponse à ces questions, du débat autour de ces questions (qui signifient en réalité "comment partageons-nous le profit ?"), une résurgence du débat politique et c'est bien, là aussi, ce que nous souhaitons.
Dernier exemple. Nous disons dans notre texte : oui aux entreprises privées, et nous les critiquons.
Je dis que nous devons aller plus loin là aussi que la critique. Nous avons constaté d'expérience que les entreprises publiques ne changent pas nécessairement la situation des travailleurs. Je crois que nous devons aujourd'hui poser le problème de la propriété en termes de pouvoir. Je crois que nous devons proposer aux Français l'objectif d'une véritable co-décision capital/travail qui donne enfin aux salariés la reconnaissance à laquelle ils aspirent depuis si longtemps et, pour commencer, la reconnaissance de leur dignité qui plonge ses racines historiques dans les plus vieux combats du mouvement Socialiste de notre pays.
Chers camarades, nous devons nous affirmer comme des réformistes conséquents, avoir le courage de dire que l'Etat nation n'est pas la fin de

Fondation Jean Jaurès

l'histoire, avoir le courage de dire que le capitalisme actuel n'est pas la fin de l'histoire.
Oui, nous devons nous affirmer, nous Socialistes, comme des réformistes, dotés d'un programme, et alors ceux qui, aujourd'hui, sont dans le doute, nous rejoindront et nos inquiétudes actuelles face à notre devenir au pouvoir seront, par là même, très rapidement calmées.
(Applaudissements)

La présidente - J'appelle Jacques Salvator et je demande encore une fois à chacun de bien vouloir écouter les deux derniers orateurs. Je rappelle aux membres de la Commission des résolutions qui craindraient de ne pas avoir le temps de dîner qu'il y aura un buffet dans la salle n° 4.

Jacques Salvator

Chers camarades, nous voici parvenus au terme d'une longue et parfois douloureuse démarche, celle qui conduit à la remise au jour de notre identité politique, de notre authenticité militante.
L'histoire des Socialistes est riche, des projets utopistes des premiers jours à l'expérimentation sociale, de l'entraide ouvrière au mouvement coopératif et à la mutualité, des révoltes éparses et spontanées au syndicalisme de masse. Le Socialisme affirme dès son origine sa formidable capacité à faire se lever les victimes de l'ère industrielle naissante. Dès son origine, il sedéfinit comme un mouvement d'émancipation pour la dignité des hommes et des femmes.
Eduard Bernstein soulignait dès la fin du 19ème siècle : "Le mouvement est tout et ce que l'on appelle ordinairement le but final du Socialisme n'est rien".
Près d'un siècle après cette interpellation d'une extraordinaire lucidité, notre projet, "Un nouvel horizon pour la France et le Socialisme", renoue avec notre véritable tradition politique. A ce titre, il représente beaucoup plus qu'un aggiornamento réussi ou un Bad Godesberg à la française. Il crée en fait les conditions d'une véritable renaissance des idées politiques, une véritable renaissance de nos pratiques militantes. Certes, nous reprenons enfin le fil historique de la pensée Socialiste, mais qu'avons-nous à y ajouter ? Quelles pierres supplémentaires apportons-nous à l'édifice ? On retiendra sans nul doute des Socialistes français qu'à l'évidence ils ont exercé, pour la première fois de manière prolongée et sans honte, le pouvoir et, pour l'essentiel, conformément à leurs valeurs, acquis considérable dont nous avions absolument besoin et qui, je l'espère, durera encore longtemps.
Pour autant, à l'heure du projet, est-ce aujourd'hui suffisant ? Rassurez-vous, il ne s'agit pas de ma part de faire appel à une de ces interrogations millénaristes dont nous avons souvent, les uns et les autres, la tentation, mais tout simplement de se poser entre Socialistes un certain nombre de questions concernant, par exemple, des petits problèmes comme l'entreprise, le marché, l'Etat...
L'entreprise.
Les gains de productivité dépendent aujourd'hui, pour une grande part, de la

Fondation Jean-Jaurès

motivation et de l'engagement des salariés. La créativité de l'intelligence est au centre de la production de richesses dans de nombreuses industries. Le capital-savoir devient aussi important que le capital financier. Comment peut-on, après ces constats, considérer que le mode d'organisation actuel des entreprises est suffisant ? Comment peut-on, après ces quelques constats, considérer que le pouvoir distribué aujourd'hui dans l'entreprise est suffisamment réparti ?
Nous vivons, chers camarades, la fin d'une forme particulière de société industrielle. Son organisation, ses conflits, ne sont plus exclusivement à l'origine d'un modèle de référence, ils ne font plus écho, ne cristallisent plus les grands mouvements, les grandes aspirations de la société.
Souvenons-nous : Renault tousse, la France a la grippe. Le "Joint Français" et la lutte bretonne. Lip et l'autogestion. Penaroya et la situation des travailleurs immigrés. Le conflit des Nouvelles Galeries et l'expression politique du droit des femmes.
A l'inverse, aujourd'hui, l'entreprise devient de plus en plus dépendante de son environnement : urbain, écologique, logement, transports, cadre de vie, lieux de formation. Tout se passe comme si le lieu géométrique des conflits se déplaçait de l'entreprise vers la ville, vers le territoire, resituant la question sociale là où elle était avant l'ère industrielle.
Le marché.
Si les Socialistes ont pris acte que le marché est au cœur de tout système productif efficace, parce qu'il est l'un des régulateurs, certes encore grossier, de l'offre et de la demande, et surtout l'instrument le plus démocratique, ou plutôt le moins anti-démocratique de l'expression des besoins, l'opinion publique, pour sa part, est de plus en plus consciente de ses limites et ressent avec une plus grande précision ce qui tient du secteur marchand et du secteur non marchand : la santé, la politique sociale, les biotechnologies, les biens et l'utilisation des ressources non renouvelables.
Une contradiction forte existe. Les Socialistes doivent s'en saisir. L'Etat, l'Etat modeste, mais aujourd'hui maître des règles du jeu et gardien de la cohésion sociale, l'Etat découvre aujourd'hui un nouveau champ de sa fonction régalienne : la lutte contre l'exclusion, contre la disqualification sociale, ne laisser personne au bord du chemin. Nous sommes là au cœur de nos politiques menées depuis dix ans l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, la politique des villes, l'insertion des bénéficiaires du RMI et des adultes handicapés, des chômeurs de longue durée, l'accueil des personnes âgées en situation de perte d'autonomie... Au cœur de nos propositions politiques depuis 20 ans, mais au cœur également de la réhabilitation de l'action militante. L'insertion, mes camarades, rivalisera dans le panthéon des militants Socialistes, avec ce qu'a été l'instruction publique pour ceux qui nous ont précédés. Les Socialistes et les actions d'insertion intimement mêlés aujourd'hui dans la vie quotidienne. Particulièrement, pour nos camarades retraités, la fin de leur activité professionnelle inaugurera pour eux le début de leur véritable activité sociale. Il y a là un champ d'intervention du travail militant qui, je vous en fais le pari, sera un instrument de réhabilitation comme il y en a eu d'autres dans le

passé. L'entreprise, et je conclus, le marché, l'Etat, tout bouge... Les contraintes, les mutations sont lourdes. Douter de la capacité du capitalisme à les surmonter, vouloir sa transformation pour le moins, son dépassement peut-être, tout cela est légitime.
L'effondrement des chimères Communistes au sens propre ne coïncide-t-il pas avec un capitalisme progressivement obsolète ?
Les Socialistes doivent aujourd'hui oser penser son dépassement, oser penser le dépassement du capitalisme.
Chers camarades, il en est du Socialisme comme de tout être vivant : la véritable vitalité n'est pas de durer mais de renaître.
(Applaudissements)

La présidente - Avant de donner la parole à Jean-Pierre Bayle, j'annonce que la motion 2 se réunit à 19 h 30, je pense que vous écouterez Jean-Pierre Bayle, salle n°5, dès la fin de son intervention.

Jean-Pierre Bayle

Merci, Madame le président. Il me reste donc la redoutable responsabilité de conclure les interventions de cet après-midi. Vous avez beaucoup entendu parler de Maastricht depuis hier. Très brièvement, je voudrais revenir sur quelques aspects qui n'ont pas été abordés. Rappelez-vous simplement que l'initiative franco-allemande qui débouche sur le Conseil européen de Maastricht date d'avril 1990 c'est à dire depuis dix huit mois.
Laurent Fabius évoquait hier la fantastique accélération de l'histoire. Cette date le montre à l'évidence, c'est la plus importante réforme de la Communauté depuis sa création en 1957. Et, toutes proportions gardées, de même que le Conseil européen de Fontainebleau avait mis la Communauté en état de marche pour accueillir l'Espagne et le Portugal, le Conseil européen de Maastricht permet d'approfondir la communauté de façon irréversible et permet d'engager toutes les nouvelles négociations avec les démocraties de l'Europe de l'est.
C'est donc un succès du Président de la République. C'est à son initiative que l'accord sur l'union économique et monétaire a pu être bouclé. Par ailleurs, les propositions élaborées par Jacques Delors au titre de la Commission ont permis de satisfaire les revendications espagnoles dans le respect de la construction communautaire et sans compromettre l'équilibre financier global
Chers camarades, rappelons-nous lorsque la France a présenté en octobre 1981 son mémorandum pour une Europe sociale. Elle avait reçu un accueil pour le moins mitigé. Dix ans plus tard, l'Europe sociale se trouve inscrite dans le droit communautaire, les Britanniques n'auront pu l'empêcher. C'est cette Europe là qui aura demain une dimension politique.
La politique étrangère et de sécurité commune devient une réalité et les concepts de sécurité et de défense font désormais partie du langage de l'Union. Par rapport à notre projet, la solution retenue qui fait l'union de l'Europe occidentale, le bras armé de l'Union Européenne, correspond à la seconde

Fondation Jean-Jaurès

option proposée par le projet.
Sur le plan institutionnel qui n'a pas été abordé, il faut dire, chers camarades, que le résultat obtenu permet de mettre en harmonie la construction européenne et la démocratie. Nous avions fait notre vœu de résorber le déficit démocratique. La procédure de prise de décision mise en place permet de renforcer les pouvoirs du Parlement européen, et la coïncidence entre les mandats du président de la Commission et des membres du Parlement européen permet d'assurer un meilleur contrôle démocratique.
Nous avons tout lieu de nous en féliciter.
D'autre part, le maintien de la représentation parlementaire telle qu'elle existait jusqu'ici nous donne satisfaction. Nous n'étions pas favorables à une hiérarchie entre les quatre principales délégations nationales au Parlement européen.
Je voudrais insister très brièvement sur un point passé sous silence : la conférence des Parlements.
En annexe au projet de traité figurent deux déclarations : l'une sur le rôle des Parlements nationaux dans l'Union Européenne, je résume : "La conférence estime qu'il est important d'encourager une plus grande participation des Parlements nationaux aux activités de l'Union Européenne. La conférence considère qu'il est important que les contacts entre Parlements nationaux et le Parlement européen soient intensifiés, notamment grâce à l'octroi de facilités réciproques appropriées et à des rencontres régulières entre parlementaires intéressés aux mêmes questions". Deuxième déclaration sur la conférence des Parlements : "Le Parlement européen et les Parlements nationaux sont invités à se réunir en tant que de besoin en formation de conférence des Parlements. La conférence des Parlements est consultée sur les grandes orientations de l'Union Européenne sans préjudice des droits des Parlements nationaux. Le président du Conseil européen et le président de la Commission font rapport à chaque session de la conférence des Parlements sur l'état de l'Union".
Mes chers camarades, est donc affirmé, dans ces deux déclarations annexées au traité, qu'il y a complémentarité et non pas concurrence entre le Parlement européen et les Parlements nationaux. Il est de l'intérêt de tous que les Parlements nationaux puissent faire entendre leur voix, évitant toute difficulté avec les opinions publiques européennes. Quand il faudra un grand débat sur l'Europe - et ce moment arrivera - il est bon que les Parlements nationaux soient associés au Parlement européen dans une réflexion en amont des discussions communautaires, et je souhaite, chers camarades, que notre projet Socialiste prenne pleinement en compte cette dimension. Je l'avais proposé au Comité directeur le 12 octobre dernier, je croyais l'avoir obtenu. Il n'est pas trop tard pour que notre Congrès amende le projet en ce sens.
La citoyenneté enfin : grâce aux résultats obtenus à 12, la réforme voulue par les Socialistes français depuis les 100 proposition de François Mitterrand, du vote aux élections locales et européennes deviendra une réalité. C'est une vieille demande des Français. Ils sont plus de 600 000 concernés. Il faudra, mes chers camarades, en tirer toutes les conséquences dans la coopération entre partis frères européens. Et sur ce point, la Droite est extrêmement divisée, tout comme

sur la procédure d'élargissement elle est profondément divisée. De récents débats parlementaires à l'Assemblée Nationale et au Sénat ont montré combien la Droite était divisée sur ces points. Hier, elle était divisée sur l'élargissement de la Communauté européenne à l'Espagne et au Portugal. Aujourd'hui, elle l'est lorsque nous entendons un ancien Premier Ministre gaulliste qui ne rencontre pas l'écho de la majorité de l'UDF et des centristes.
Mes chers camarades, au moment de conclure, il faut saluer avec force tous les efforts faits par notre pays pour forger cette Europe des hommes, cette Europe des Droits de l'homme, cette Europe de la liberté de circuler, de s'installer, de voter, en un mot l'Europe des citoyens que nous appelons nous, Socialistes, de nos vœux. Cette Europe là, loin de tous les replis frileux et de toutes les peurs, face au retour de l'ordre moral sera, le moment venu, la meilleure garantie de paix, de sécurité et de bonheur pour tous les peuples de notre continent.
Notre projet s'inscrit résolument dans cette perspective.
Chers camarades, nous avons une responsabilité historique et une chance à saisir. D'ailleurs, avec François Mitterrand, avec le gouvernement, et dans l'unité retrouvée, faisons en sorte d'être à la hauteur de ces défis.

La présidente - Merci, nous avons terminé les travaux de cette journée.
Nous reprendrons nos travaux demain à 10 heures dans cette salle et j'annonce une autre réunion de motion : la réunion de la motion 3 qui aura lieu demain matin à 9 h 30 salle 04.
Je re-précise les deux réunions de motion : motion 7 à l'espace Socialiste, salle de la première Commission, maintenant.
Réunion de la motion 5, salle n°2, maintenant également.

Parti Socialiste
Congrès extraordinaire de l'Arche - La Défense
13, 14 et 15 décembre 1991

Séance du dimanche 15 décembre.

Jean-Luc Mélenchon

Nous sommes parvenus au point final de notre débat. On a bien travaillé, on a bien discuté, les militants ont voté, il y a une très large majorité, il y a des minorités. Point !
(Rires et applaudissements)
Parvenus au point où nous en sommes, je vous suggérerais bien de pondérer les résultats en faisant, par exemple, une interrogation écrite sur le contenu du texte du projet... (protestations)... et je pense que la pondération nous serait favorable ! Bien. Sérieusement, la Gauche Socialiste se présente comme un des courants du Parti devant vous, en disant : majorité et minorités dans ce Parti ont aussi à apprendre à vivre ensemble et c'est ce que nous avons essayé de faire à l'occasion de ce Congrès. Elles ne sont pas adverses et quelles que soient la

force des certitudes que nous avons portées avec notre texte, la force aussi des divergences sur l'urgence, sur la méthode, sur l'ardente obligation de modifier les règles du jeu de la démocratie dans notre pays en changeant les institutions, la minorité Gauche Socialiste ne se sent pas séparée de la majorité par un fossé infranchissable.
(Applaudissements)
Heureusement qu'il y a, dans tous les textes du mouvement Socialiste, plus de choses communes que de choses contraires.
(Applaudissements)
Il faut se faire à cette idée que nous sommes les humbles ouvriers d'une cause qui nous dépasse par l'espérance qu'elle soulève et qui ne fait pas de détail entre nous, d'une cause qui nous dépasse dans le temps et qui transcende nos personnes, car nous ne sommes que de modestes maillons dans cette chaîne. C'est pourquoi je fais mienne la formule finale de Michel Charzat selon laquelle tout ce travail est d'abord à regarder dans la continuité de celui qu'on fait, avant nous, des générations de Socialistes, et qui se fera ensuite.
Ceci étant posé, il est bien inutile de muer maintenant. Enfin quoi ! Vous savez aussi bien que moi que certains Congrès du Parti où nous nous sommes opposés se sont finis "ad majorem gloriam" du Parti Socialiste ! Le Congrès de Metz n'était pas spécialement une "promenade de santé" ! A quelques égards, si, mais cela n'a pas été un haut moment de convivialité... Ce n'est donc pas le fait qu'il y ait des divergences entre nous qui peut nous affaiblir, c'est le fait qu'il y en ait et qu'elles soient limitées à des questions de personnes, ou qu'elles apparaissent comme telles, et que nous donnions à la Gauche le sentiment que nous nous divisons sans qu'on sache au juste pourquoi !
Eh bien ! Cette fois-ci, nous avons été en divergence et nous savons pourquoi ! Et au moment du vote, tous ceux qui demeurent fidèles au mandat qu'ils ont reçu du vote des militants (ce qui est notre cas) et qui, donc, ayant rassemblé 7% des mandats, ne votent naturellement pas le projet, restent seulement fidèles à ce vote.
Chers camarades, il s'est produit une chose qui définit, je crois, mieux que le reste ce que sont cette majorité et cette minorité (cette minorité constructive, positive, qui fait son maître-mot de "servir", "servir le Socialisme et le Parti") : cette chose incroyable, c'est que nous avons voté les amendements parce qu'ils amélioraient le texte de la majorité mais que nous n'avons pas voté le texte ! Oui, il faut savoir faire cela ! Et figurez-vous qu'on vous a rendu un petit service... (mouvements divers)... à quelques égards un grand.
Michel Charzat l'a indiqué, au bout du compte ce projet n'est pas un projet social-libéral, c'est un projet Socialiste... (applaudissements)... avec lequel, ici et là, sur des questions centrales, il peut y avoir des divergences d'appréciation, mais qui, dès lors que nous aurons voté, est le projet de tout le Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Il faut donc que l'on s'y trouve tous à l'aise, même si l'on est minoritaire.
Je ne sais pas pourquoi vous avez voulu à tout prix que dieu fît son entrée dans ce texte. Nous nous sommes efforcés de vous suggérer qu'en l'état cela choquait

au moins deux catégories de camarades : ceux qui ne croient pas et qui ne voient pas ce qu'il vient faire là, et ceux qui croient et qui n'acceptent pas que l'on assimile dieu et l'intégrisme.
On a tranché en mettant des guillemets. Va pour les guillemets... !
Mes chers camarades, je doute que l'on sache à quel ouvrage particulier fait référence cette formule : la revanche de dieu. Dieu n'a pas pris de revanche, ce sont les hommes qui sont en train de la prendre et, entre autre, grâce au mouvement Socialiste dans le monde et à l'aspiration de démocratie avec laquelle nous nous confondons.
Ensuite, sur la question du racisme, sans doute le premier rédacteur a-t-il été trop rapide. Mais comme notre Premier secrétaire lui-même nous dit que nous allons nous trouver nombreux dans la rue le 25 janvier pour manifester avec les antiracistes, le moment était mal choisi de venir leur dire : voilà pourquoi, en appelant au seul respect de l'autre et de ses différences, l'antiracisme des années 80 a en grande partie échoué.
Un certain antiracisme a échoué et ce n'est sûrement pas l'antiracisme qui est le responsable de la coupure entre la Gauche et les fractions les plus déshéritées de ceux que nous prétendons représenter, non, ça c'est sûr. Eh bien, on a rectifié en mieux. Maintenant, tout le monde est à l'aise avec cette formule. Voilà comment il faut travailler.
Il restait un point dont vous allez, j'en suis sûr, savourer toute l'exquise délicatesse : la part maudite.
Vous avez voulu la maintenir. Soit ! On nous a dit que, pour une fois, on introduisait de l'anthropologie dans nos textes. Je ne suis pas sûr que l'on ait choisi la meilleure ni que ce soit bien l'objet d'un texte Socialiste de se prononcer sur la définition philosophique de l'homme.
Ce sera dans le projet. Quand on me demandera : "est-ce que tu as dit qu'il y avait une part maudite de l'homme ?". Je dirai : "non". On me dira : "pourtant c'est dans ton texte". Et je dirai : "tant pis" !
(Rires)
Mais - et je comprends que là-dessus il y ait problème - nous avons pensé qu'une phrase telle que "le capitalisme borne notre horizon historique" n'avait rien à faire dans notre texte. Car, chers camarades, on ne va pas refaire la discussion, mais je veux que vous compreniez notre argumentation : nous venons d'adopter une démarche de la pensée Socialiste qui tourne le dos à une conception déterministe de l'histoire.
De même que nous ne croyons pas que le capitalisme est promis à s'effondrer tout seul sous le poids de ses contradictions, mécaniquement, de même nous ne croyons pas qu'il soit conduit à perdurer indéfiniment dans l'histoire du fait d'une espèce de stabilité qu'il aurait trouvée, on ne sait où, et qui ferait que nous reconnaissons qu'il borne notre horizon. Si nous avons fait nôtres les démarches de Bernstein, disant que le mouvement est tout, chers camarades, qu'est-ce qu'un mouvement qui est tout, mais qui est borné ? C'est le mouvement de l'écureuil dans sa cage.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Cette phrase n’est pas bonne, mais Michel Charzat nous a dit : "C’est bien la phrase centrale du texte, tout le monde l’a compris". Ah !...
(Rires)
Que ne l’a-t-il dit plus tôt. C’est la phrase centrale du texte et, sur cette phrase centrale, il y avait un rapport 80% et de l’autre coté 7%. Dont acte. C’est la démocratie interne. Dorénavant, le capitalisme borne votre horizon historique. Je suis obligé de vous dire que pas le nôtre !
Les nécessités de la façon dont nous discutons ici m’amènent à vous dire encore une chose. Nous avons traité de la vie interne et la Gauche Socialiste a approuvé la motion qui a été présentée tout à l’heure. Elle se donne pour objectif la rénovation des méthodes du Parti. Personne ne peut être contre cela. On regrette seulement que ce soit limité à la désignation des organismes dirigeants. Mais une règle a été donnée pour procéder à cette rénovation. Eh bien, tant mieux. Elle l’a été parce que nous avons discuté, et ce sera ma conclusion.
Discuter, se respecter, être en divergence, cela n’affaiblit pas le Parti Socialiste, cela le renforce.
(Applaudissements)
Parce que nous sommes des êtres libres, on peut avoir raison contre son parti, mais on peut rarement avoir raison sans lui. C’est bien pourquoi lorsqu’il y a une Commission des résolutions du Parti, après que l’on ait dit ce que l’on pense des proportions de sa composition - je vous le dis comme l’expression de toute une démarche - eh bien, on siège. Car ceux qui se trouvent là ne sont pas nos adversaires, mais nos frères.
(Applaudissements)

Gérard Le Gall

Mes chers camarades, je souhaiterais répondre brièvement et sobrement aux propos de notre ami Mélenchon qui a fait, et nous l’en remercions, des propagations de foi démocratiques dans le Parti. Et, effectivement, il peut y avoir des majorités et des minorités et, comme il l’a dit, des minorités constructives.
Et puis, heureux aussi de l’entendre dire que ce projet est un projet Socialiste, même si quelques considérations ou quelques ironies dans son propos sur nos appréciations peut-être un peu divergentes sur le capitalisme et son devenir, pourraient permettre de douter profondément d’une définition commune du Socialisme. Mais le débat continue, ce n’est qu’un élément du débat comme l’a dit tout à l’heure Michel Charzat. Nos camarades de l’amendement n°5 ont abordé effectivement la Commission des résolutions dans un esprit de responsabilité, dans un esprit de sérieux, mais nullement de synthèse, vous l’avez compris aux propos de Jean-Luc. Une volonté ou une demande de synthèse nous aurait naturellement obligés, aurait obligé la Commission des résolutions à ouvrir ou à réouvrir le débat sur la politique étrangère, et donc sur le Golfe - et, sur ce terrain, nul ne le souhaitait - mais aussi sur la forme de nos institutions puisque le réformisme institutionnel, à savoir l’option n°1, l’a

Fondation Jean Jaurès

emporté dans ce débat - et ce n'est pas le régime parlementaire qui rassemble, je crois, 10% de nos camarades qui l'a emporté dans le débat.
Nos camarades des motions 4 et 6 au Congrès de Rennes ont néanmoins souhaité amender, réécrire en partie notre texte ; intention louable que de vouloir améliorer un texte qui n'était pas le leur. Et ils ont soulevé 3 ou 4 points sur lesquels, en Commission des résolutions, nous leur avons répondu. Ce sont des points qui nous paraissent défenseurs du texte.
C'était naturellement ce point sur la référence à dieu, sur certaines conceptions du racisme, sur la part maudite de l'homme, pour reprendre la phrase non pas du philosophe mais du poète, et la formule sur le devenir du capitalisme.
Mes chers camarades, nos camarades des motions 4 et 6 ont mis l'accent précisément sur 4 points importants, sur 4 points de novation de la réflexion et de la pensée Socialiste. Sur la revanche de dieu, je pense qu'il y avait à la fois des présupposés de fond et aussi quelques remarques badines. Je crois que les guillemets qui seront ajoutés au texte donnent satisfaction à tout le monde et peut-être faudra-t-il ajouter en bas de page - mais beaucoup de Socialistes sont de fins lecteurs et suivent le débat idéologique ou le débat politique - le livre de Cupule.
Sur le racisme, mes chers camarades, personne - et si cela avait été écrit dans le texte je ne pense pas que 80% des militants l'auraient adopté - n'a dit que c'était une certaine conception de la lutte antiraciste qui avait fait la montée de Jean-Marie Le Pen. Voilà un raccourci bien simpliste et ce projet qui nous invite à la lecture de la complexité du monde ne serait pas de mise. Non.
Mais nous avons su trouver là aussi un accommodement. Et sur le fait que nous disions "certaines conceptions de la lutte antiraciste", je voudrais dire - ce que Jean-Luc n'a pas fait - non pas qui nous visions car il ne s'agit pas de viser des institutions ou des camarades qui ont lutté contre le racisme et qui continuent à le faire, mais puisqu'il s'agit d'un texte d'aggiornamento, de mise à jour de notre réflexion, il s'agissait de montrer que si les Socialistes, en maints domaines, sur les institutions, sur la politique étrangère, sur nos conceptions théoriques, mais aussi sur les formes de combat contre le racisme, ont pu commettre ici et là des erreurs, cela ne valait pas condamnation, mais une réflexion rétrospective qui montre que désormais on a su trouver de meilleurs équilibres sur ce terrain de combat.
Quant au troisième point, la part maudite de l'homme, grands dieux, dirais-je !
Naturellement, Jean-Luc nous dit : ce n'est pas aux Socialistes de réfléchir à la philosophie de l'homme. Tous les intervenant - de Laurent Fabius qui nous a parlé d'Emmanuel Kant à Lionel Jospin qui a dit qu'il y avait derrière toute conception une philosophie, et à Michel Rocard - en ont parlé. Et si nous n'avons pas une conception philosophique de l'homme et de la société, je demande bien ce que nous faisons ici. Oui, nous avons une conception de l'homme et de la société.
(Applaudissements)
Mais, naturellement, il va falloir que nous développions notre conception de l'homme. Alors, Michel Charzat, et l'équipe qui a travaillé avec lui, a osé

commencer à avancer une réflexion sur l'homme et tout simplement à se dire que, peut-être, notre vision très 18ème siècle, un peu simple de l'homme bon que la nature corrompt, était angélique et qu'il faudrait, en ce 20ème siècle, le siècle de la psychanalyse, de la psychologie des profondeur, le siècle des sciences humaines, que les Socialistes commencent à réfléchir à ce qu'est l'homme.
Et puis, mes chers camarades, si ce siècle, malheureusement, ne nous a pas montré qu'il y avait une part maudite de l'homme, je ne sais pas quelle lecture nous avons du 20ème siècle. Mes chers camarades, comme nous combattons Le Pen, comme nous combattons le racisme, comme nous combattons la montée des idées fétides, que faisons-nous sinon condamner la part maudite de l'homme ? C'est cela aussi le combat politique et le combat philosophique.
(Applaudissements)
Mes chers camarades - et c'est là que les choses deviennent plus complexes et qu'il faudra, dans une réécriture du texte, aller plus loin - s'il n'y avait que les hommes bons et les hommes méchants, ce serait simple. Mais il y a en tout homme une part très large d'idées bonnes, d'idées généreuses, d'idées de solidarité, d'idées de responsabilité ; et il y a aussi en tout homme une autre part. Et je plains beaucoup ceux qui n'en auraient pas pris conscience ; je pense que ce sont les plus dangereux car il vaut mieux être lucide sur ce que nous sommes individuellement et collectivement. C'est ainsi que l'on évite de faire des écoles. Beaucoup d'idéologies bardées de certitudes, ayant une vision simpliste de l'homme, ont mené là où l'on sait. Mes chers camarades, peut-être faudra-t-il affiner cette formule dans le futur. Mais je crois que nous devrons, là aussi, réfléchir à la complexité de l'homme.
Enfin, le dernier point : le vieux débat Bernstein/Lénine, la révolution, le capitalisme, le mouvement, le but. Il est très bien que nous ayons ce genre de débat. Cela fait 10 ou 15 ans que des camarades ont lancé ce débat. Enfin, désormais il est consigné, il est acté dans un de nos textes de référence. Je crois que c'est très bien. Le débat, là aussi, continue. Mais ne caricaturons pas le texte. Il est écrit : "le capitalisme borne notre horizon historique", mais pas notre capacité critique, pas notre volonté de dépasser le capitalisme à terme. Mes chers camarades, nous n'avons pas, contrairement à ce qu'a dit notre camarade Roland Carraz, intériorisé le capitalisme. Nous ne pensons pas que c'est la fin de l'histoire et la victoire définitive du libéralisme. Mes chers camarades, si c'étaient ces idées-là qui avaient été dans le texte, comment 80% et même plus de camarades l'auraient voté ?

Roland Carraz

Nous pensons, chers camarades, et c'est notre droit de le penser, notre droit de le dire et de défendre nos positions dans un parti qui se veut et se prétend démocratique, qui se veut ouvert au débat d'idées, nous pensons que ce projet tourne le dos aux choix fondateurs du Parti Socialiste. Il accepte la réalité capitaliste du monde, il se résigne aux cris de douleur que nous hurlent sur tous les continents ceux qui souffrent de la faim, qui meurent sous les bombes, qui n'ont pas de travail, qui vivent une vie sans espoir parce que ce monde est dur et

Contribution Jean Jaurès

de plus en plus dur.
Ce projet interdirait désormais aux Socialistes de s'indigner, de se révolter, de résister, de lutter contre l'injustice et la misère. Il leur demande simplement de comprendre la réalité du monde, la complexité du monde et, donc, de renoncer à le changer. Et que restera-t-il, chers camarades, du Socialisme si nous ne sommes pas présents, demain, pour nous lever, pour nous dresser contre toutes les insultes à la liberté et à la dignité de l'homme, pour nous faire, à la face du monde, les porte-parole des dizaines de millions d'hommes et de femmes qui sont aujourd'hui sans voix ? Que restera-t-il demain de l'universelle espérance d'un monde de paix et de justice si nous renonçons, si nous nous inclinons devant les perspectives considérées comme inéluctables, si nous substituons à l'espoir du progrès et de la raison la résignation et le fatalisme ?
Comment croire et comment accepter que le Parti d'Epinay, qui voulait hier changer la vie, se contente aujourd'hui de constater que la vie a changé ?
(Applaudissements)
Car, chers camarades, la seule et unique question qui reste posée aux Socialistes est bien, aujourd'hui comme hier, celle-ci : comme en 1971, souhaitons-nous encore, oui ou non, changer la vie ? Les Socialistes pensent-ils encore, oui ou non, qu'il leur est possible, par la seule force de leurs convictions, de desserrer les contraintes libérales et, par la seule force de leurs actions, de combattre les injustices creusées par l'argent, de mettre un terme à la normalisation libérale et de stopper la désagrégation sociale ?
Je constate au contraire avec douleur que ce projet nous invite au renoncement, à l'heure même où devrait être relancée la dure et exigeante bataille contre le chômage, l'inacceptable chômage, contre la précarité, l'inacceptable précarité, contre la montée du racisme, l'inacceptable montée du racisme, contre la crise de la démocratie, le recul de la République, contre le nouvel ordre mondial, contre le retour de Vichy, l'inacceptable retour de Vichy !
Ce projet n'a qu'un seul but : mettre notre doctrine en accord avec les choix gouvernementaux effectués depuis 1983. Il n'a qu'un seul objet : entériner le tournant économique et social de 1983, tirer les conclusions du virage international de 1991, préparer le changement de 1993 et accompagner, à travers Maastricht, la liquidation à l'horizon 2000 de l'exception française, c'est-à-dire d'une forme d'organisation politique et sociale fondée sur l'invention républicaine. Voilà, mes chers camarades, le cœur du débat.
Souhaitons-nous aujourd'hui vraiment cesser d'être Socialistes pour devenir des sociaux-libéraux ? Voulons-nous substituer la démocratie à la République ? Choisissons-nous la charité contre la solidarité ? La tolérance contre la laïcité ? Le consensus contre la majorité ?
(Vives protestations)
Le savoir-faire éducatif contre l'instruction publique ? Le fracas médiatique contre la raison ?
En votant pour la refondation, plus de 12% de votants ont clairement choisi et ont estimé qu'une autre politique était possible. En refusant la liquidation du Socialisme sur l'autel du libéralisme et de la nation au profit de l'Europe

monétariste et supranationale, ils ont clairement dit que le vrai rempart contre Le Pen n'était pas le front républicain mais le Parti Socialiste, mais le retour à la Gauche, le retour aux valeurs de la Gauche, à une politique de gauche.
(Applaudissements)
Chers camarades, nous pensons qu'il est urgent que les Socialistes redeviennent Socialistes. Il est urgent que dans le Parti Socialiste la voix du Socialisme ne soit pas étouffée par les Socialistes eux-mêmes. Il est urgent qu'il procède à la refondation politique, idéologique et morale qui lui permettra de proposer et d'animer l'indispensable refondation de la Gauche qui devra conduire, à travers le dépassement de ses formes d'organisation traditionnelle, à ce grand rassemblement, à ce grand parti de progrès qui incarnera l'indispensable mouvement de transformation sociale.
A l'esprit de renoncement qui imprègne ce projet et à la normalisation libérale qui le réduit et l'amenuise, nous préférons et nous vous le proposons l'esprit de résistance et de reconquête.
Nous avons aujourd'hui, comme cela a été fait pendant deux siècles par d'obscures ou par de glorieuses générations de républicains et de Socialistes, un devoir de résistance contre le libéralisme triomphant qui génère partout un monde injuste et inégal, qui précipite la désagrégation morale, politique et sociale dont se nourrissent le totalitarisme et le fascisme renaissant.
Au lieu d'aller au-devant des désirs du libéralisme, sachons dire non, sachons dire, vingt avant après Epinay, après dix années d'exercice du pouvoir et malgré l'effondrement du Communiste, que nous refusons le nouvel ordre mondial. Sachons reconquérir la confiance de ceux qui se désespèrent de nous voir nous résigner. Sachons, en refondant la Gauche, raffermir la République. Chers camarades, nous représentons au sein du Parti Socialiste une ligne politique, une force de débat et de proposition, la fidélité à l'esprit d'Epinay... (quelques applaudissements)... dont nous pensons que, s'il a épuisé sa force propulsive, il n'a pas épuisé sa mission historique et c'est précisément pour cela que nous ne pouvons pas être d'accord avec ce projet, car ce n'est pas le moment de renoncer au meilleur de nous-mêmes. Il reste, chers camarades, beaucoup à faire et, comme l'écrivait il y a vingt ans, en préambule au programme de gouvernement du Parti Socialiste qui s'appelait "Changer la Vie", François Mitterrand : "C'est au système économique et politique que le Parti Socialiste s'attaque, au seul système, au système tout entier sur lequel est édifiée une société injuste et décadente. Et c'est ce système qu'il propose de changer."
Eh bien ! Chers camarades, nous pensons, nous qui avons soutenu et proposé l'amendement pour la refondation, nous pensons que cette formule de François Mitterrand mérite encore, malgré la complexité du monde, d'inspirer notre projet et notre action. Le système est-il devenu meilleur qu'en 1972 ? A-t-il changé à tel point de nature que nous devrions renoncer à le changer ? Vous pensez que non ? Nous aussi. Alors, changeons-le ! N'abandonnons pas nos choix fondateurs ! N'acceptons pas de dire au monde que son seul avenir serait désormais de choisir entre les différents modèles existants du capitalisme ! C'est pourquoi, chers camarades, nous voterons contre les rapports qui seront

présentés ce matin, contre la résolution finale et contre le projet. C'est en restant fidèles à nous-mêmes que nous ferons renaître l'espoir, que nous gagnerons, car le Parti ne saurait le faire en se reniant.
(Applaudissements et protestations)

Pierre Moscovici

Chers camarades, ce Congrès extraordinaire sur le projet voulu par le Premier secrétaire, Pierre Mauroy, a créé, comme il l'avait souhaité, les conditions nécessaires pour que nous puissions nous rassembler, changer pour réussir.
Le travail effectué autour de Michel Charzat, qui a conduit à l'adoption du projet, la tonalité des interventions, qui se sont succédées au cours de ces trois journées, qui se sont concentrées sur notre projet, ont permis de faire de ce Congrès celui du rassemblement, de l'unité, et de la re-mobilisation des
Socialistes. Ce Congrès nous permet de réaffirmer notre identité, de nous rassembler, et de redéfinir notre stratégie. C'est le sens de la résolution politique, qui vous est distribuée, et dont je vous rends compte maintenant.
Un document, examinant l'action des Socialistes sur la décennie passée, a également été adopté par la Commission des résolutions. Ce document c'est que toute action gouvernementale comporte des limites, mais il met aussi l'accent sur les extraordinaires réussites des Socialistes dans leur gestion gouvernementale.
Nous avons modernisé la France, et nous l'avons préparée à l'Europe, nous avons bâti une France plus solidaire, la France est une vraie démocratie où les libertés progressent. C'est une France respectée dans le monde. Je crois que ce document sur l'action des Socialistes doit être diffusé et popularisé.
Examinant la situation internationale, la résolution du Congrès se félicite du succès de Maastricht, qui marque une avancée historique, la Communauté européenne indispensable à la poursuite du développement de la France, se trouve irréversiblement renforcée, les décisions prises à Maastricht répondent aux vœux des Socialistes qui, depuis plusieurs années, s'en étaient fait les ardents défenseurs. L'histoire reconnaîtra à François Mitterrand l'un des artisans majeurs d'une construction sans précédent, dépassant la souveraineté des Etats dans le respect de l'identité des nations, et permettant à la France et aux Français de garder la maîtrise démocratique de leur avenir.
Avancer vers l'union économique et monétaire, avancer vers l'Europe sociale, avancer vers l'union politique, ces résultats sont véritablement historiques.
Notre résolution réaffirme également notre solidarité avec le gouvernement et l'accueil, qui a été réservé par le Congrès à Edith Cresson, en a témoigné.
Le programme "Matignon" est aujourd'hui mis en œuvre, la lutte contre le chômage est la priorité absolue du gouvernement. Le plan PME-PMI, l'aide à l'emploi des jeunes non-qualifiés, à la création d'emplois de service de proximité, le programme visant à changer le travail, la mobilisation de l'ANPE, la poursuite de l'amélioration de l'environnement des entreprises, le développement de la formation en alternance, permettront, nous en avons la

conviction, d'obtenir des résultats significatifs en matière d'emploi.
Le projet Socialiste adopté par notre Congrès marque une étape importante de l'histoire de notre Parti. Il montre avec clarté que le Parti Socialiste croit toujours à la force du débat, à la force des idées. Après onze années passées au pouvoir, le projet permet de faire le point sur nos idées, d'observer les évolutions qui ont marqué la société française, qui ont, quoi qu'on en dise, changé le monde, de comprendre les réalités d'aujourd'hui pour mieux préparer demain.
Notre projet témoigne de notre capacité à dépasser cet acquis et à rester le Parti du mouvement, à rester un parti authentiquement Socialiste, car le Socialisme démocratique peut enfin se définir par rapport à lui-même.
Il lui appartient d'affirmer ses valeurs, et de prouver qu'il est à même de répondre aux attentes des citoyens. Nous proclamons ici que le Socialisme démocratique est la solution pour avancer sur la voie d'une société solidaire dans une économie de marché. Le projet Socialiste n'est pas un programme, ce n'est pas non plus un bilan, mais il s'appuie sur l'œuvre accomplie et dessine les actions concrètes que nous comptons entreprendre. En ce sens, il constitue une référence majeure ou une relance possible. Plusieurs des propositions avancées dans ce projet témoignent de cette démarche en tranchant les discussions qui ont précédé l'adoption à une large majorité du projet. Oui, nous souhaitons une Europe volontaire, capable de mettre en œuvre des régulations économiques, des régulations sociales, des régulations territoriales fortes. Nous souhaitons une Europe capable de construire une véritable politique industrielle. Nous voulons une Europe dotée d'une politique étrangère de sécurité commune, qui ira vers un système européen de défense. C'est encore une fois le sens des choix de Maastricht. C'est aussi le sens de l'engagement des Socialistes.
Nous avons fait un autre choix important, le choix du rééquilibrage des institutions de la 5ème République, comme nous y invite le Président de la République, nous avons fait le choix aussi de l'amélioration de la décentralisation, pour permettre une plus grande participation des citoyens à l'action publique. Nous avons redéfini notre approche du capitalisme, non pas en marquant qu'il était pour nous un horizon indépassable, mais en affirmant, en réaffirmant notre volonté de le transformer. Notre résolution finale réaffirme également, et cela a été un des thèmes majeurs de la plupart des interventions, qui se sont succédés à cette tribune, notre différence avec la Droite et notre volonté de la combattre, car le programme de la Droite est irréaliste et démagogique. Tout à coup la Droite découvre le social, pour mettre en avant des propositions démagogiques qui, si elles étaient mises en œuvre, déboucheraient soit sur une croissance considérable des déficits, soit sur une augmentation non moins considérable des prélèvements obligatoires supportés par les ménages, c'est-à-dire par les salariés, ou bien encore sur une paupérisation importante et inacceptable des services publics.
Bref, nous nous savons que le retour de la Droite c'est aussi le creusement des inégalités, qui seraient au bout du chemin, ce n'est pas une découverte, la mémoire suffirait à nous le rappeler.

Fondation Jean Jaurès

Sur l'Europe, la Droite est divisée, entre les fédéralismes des uns et l'archéo-gaullisme des autres, c'est le grand écart et il nous revient de montrer aux Français ces divisions. Beaucoup d'intervenants ont souligné à cette tribune que le discours de la Droite à l'égard du Front National demeure à tout le moins ambivalent quand il ne relève pas de la collusion. Certes la Droite rejette officiellement toute alliance avec le Front National et a condamné les 50 propositions sur l'immigration de Le Pen. Comment d'ailleurs aurait-elle pu faire autrement ?

Mais la Droite se refuse à sanctionner tous ceux qui en son sein militent en faveur d'une telle alliance avec le Front National, ainsi que ses élus qui dans les collectivités locales, aujourd'hui et demain sans doute, gèrent les affaires locales avec des élus du Front National et leur donne des postes de responsabilité.

De plus, le discours de la Droite sur l'insécurité et sur l'immigration est en grande partie inspiré par la volonté de séduire l'électorat d'extrême droite. Nous croyons que la Droite n'a pas fait le clair dans ses idées, qu'elle n'a pas fait le clair dans ses relations internes ni dans ses relations avec Le Pen.

De fait, aujourd'hui, les Droites, qu'elles soient modérées ou extrêmes, se contentent d'exploiter les craintes et les difficultés de la période.

La Gauche rassemblée doit se mobiliser contre ces perspectives floues, mais inquiétantes, dans le combat politique, dans le débat des idées, pour les échéances électorales décisives à venir.

Enfin, et c'est le dernier point de notre résolution, elle rappelle notre stratégie, qui est celle du rassemblement à gauche, et elle précise ses conditions actuelles, car nous savons que la réelle condition du succès réside dans notre capacité à être le pôle de rassemblement de toutes les forces de progrès. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela implique tout d'abord que nous continuions à souhaiter le dialogue avec tous ceux qui se reconnaissent dans la sensibilité Communiste. Par ailleurs, nous souhaitons débattre sur le fond avec les Verts, et avancer des propositions constructives. Nous estimons en effet que nous avons en commun avec eux de nombreuses valeurs, que nous voulons faire avancer ensemble.

Enfin, nous souhaitons que toutes les forces de centre gauche et tous ceux qui refusent la radicalisation de la Droite, et le libéralisme sans projet social, s'associent à nous sans équivoque.

Sur le mode de scrutin, dont je me félicite qu'il n'ait pas perturbé nos débats, et dont nous étions convenu qu'il n'était pas à l'ordre du jour, notre résolution rappelle l'initiative prise par le Parti Socialiste, à travers l'adresse du Premier secrétaire en formation politique, c'est-à-dire l'attachement des Socialistes au scrutin majoritaire de circonscription pour les élections législatives, tout en souhaitant une adaptation de ce scrutin susceptible d'assurer une représentation plus équitable de l'ensemble du corps électoral.

Je conclus. Notre Congrès extraordinaire et l'adoption du projet ouvrent un temps nouveau pour les Socialistes : c'est le temps du retour à la confiance, confiance en nos idées, c'est le temps du combat contre la Droite et l'extrême droite pour pouvoir poursuivre l'action menée depuis 1981 et gagner les élections à venir.

Fondation Jean Jaurès

Il faut maintenant, comme l'a rappelé ici Michel Charzat, faire vivre notre projet qui sera publié, fin janvier, en livre de poche et donc résumé sera diffusé massivement dans les prochains jours. Cette démarche doit être prolongée. L'approfondissement du projet, sa réactualisation, doivent être un souci permanent. Il nous faut également confronter nos idées au-delà de la France avec les Partis Socialistes et socio-démocrates européens et, au-delà des partis politiques, sur le terrain, avec les mouvements sociaux, syndicaux, associatifs.
Le temps de la préparation d'un programme de législature, cohérent avec nos options et nos actes, est par ailleurs maintenu venu. Nous nous y attaquerons dans les prochains mois. Enfin, nous devons mettre en valeur les résultats de notre action qui témoignent du chemin parcouru.
Chers camarades, ce Congrès est celui de l'affirmation des Socialistes à travers leur projet, l'affirmation de leur unité autour de ce projet, c'est celui de la réaffirmation de la stratégie pour les prochaines années. C'est à partir de ce projet que nous pourrons aborder les échéances à venir pour convaincre, pour rassembler, pour l'emporter dans les prochaines échéances électorales.
Il nous appartient maintenant de continuer à aller à la rencontre des Français pour expliquer l'action menée, pour les convaincre de son bien-fondé, pour les rassembler et pour avancer ensemble vers une société plus juste.
Convaincre et rassembler, c'est le titre du projet de résolution qui vous est soumis, c'est aussi, sans doute, la leçon de ce Congrès.
(Applaudissements)

Yannick Bodin

Mes chers camarades, je vais donc faire devant vous le rapport de la Commission des résolutions concernant la vie interne de notre Parti.
Sachez tout d'abord que la Commission des résolutions a pris connaissance de l'état des travaux de la Commission interne, qui a été créée au mois de juin dernier, par le Bureau exécutif à la demande du Premier secrétaire et qui a travaillé sous la présidence d'André Billardon. Cette Commission avait pour mission de préparer par ses propositions l'œuvre de rénovation du Parti que nous avons tous appelée de nos vœux lors de notre dernier Congrès.
Hier soir, la Commission des résolutions a adopté un texte que je vais maintenant vous soumettre.
La Commission des résolutions propose au Congrès qu'une réflexion s'engage sur la rénovation du Parti et sur l'amélioration et la modernisation de son fonctionnement. Elle demande au Congrès, car ce pouvoir lui appartient, d'ouvrir la procédure de révision des statuts, et du règlement intérieur, afin que des propositions soient soumises au vote des militants, pour le prochain Congrès ordinaire. Je dis bien "pour le prochain Congrès ordinaire" et non pas "au prochain Congrès ordinaire". Pourquoi ? Car nous avons tous été unanimes pour considérer que l'œuvre de rénovation entreprise devait être réalisée le plus rapidement possible, et ne pas attendre le prochain Congrès ordinaire pour décider ce que nous mettrions en œuvre pour le Congrès ordinaire suivant, mais

Collection Jean Jaurès

il s’agit bien de prendre des décisions et de consulter le Parti pour une application de nouveaux statuts dès 1993. La Commission des résolutions demande donc au Congrès de mandater le Bureau exécutif pour que la Commission "vie interne" mise en place en juin dernier, poursuive ses travaux avec cet objectif.
Mes chers camarades, réfléchir à la modernisation du fonctionnement du Parti c’est d’abord tenter de répondre à un certain nombre de questions. Nous en avons relevé quelques-unes qui nous paraissent être les questions essentielles. Par exemple : comment mieux associer les militants, c’est-à-dire l’ensemble des militants et les responsables fédéraux, à la prise des décisions de toutes les décisions dans le Parti ?
Autre question : comment s’assurer que les structures de direction du Parti, aussi bien au niveau national qu’au niveau local, correspondent à la meilleure forme de représentation des militants ?
Autre question fondamentale, vous le reconnaîtrez : comment faire en sorte tout simplement que la démocratie avance, y compris dans notre Parti, c’est-à-dire qu’elle se perfectionne ? Comment faire en sorte que les femmes, que les jeunes, aient toute leur place dans le Parti avec des garanties dans l’application des décisions qui seraient prises ?
Sur quoi a porté notre réflexion ? Elle a porté en premier lieu sur le mode de désignation des dirigeants du Parti, et cela à tous les échelons, et elle a porté également sur la nature même des structures de direction du Parti.
A ce stade de la réflexion, un accord a été réalisé pour vous demander d’adopter avec la Commission des résolutions un certain nombre de principes que je voudrais maintenant rappeler. Premièrement : respect de la représentation proportionnelle des courants, mais éviter que la référence à un courant soit l’unique critère du choix des militants.
Cela peut se faire en mettant en avant un autre principe, qui est celui d’assurer une représentation, une répartition géographique équitable par une représentation dans toutes les structures de Direction nationale une représentation de toutes les fédérations.
(Applaudissements)
Troisièmement, adopter un mode de désignation de nos dirigeants pleinement démocratique. En d’autres termes, éviter d’utiliser des méthodes qui sont en fait trop proches de la cooptation, et plutôt décider par le vote à bulletins secrets, à tous les échelons de responsabilité, la désignation des responsables dans les sections, dans les Congrès fédéraux et au Congrès national.
(Applaudissements)
Quatrièmement, donner enfin à ces nouvelles structures une autorité politique renforcée et permanente qui permettrait ainsi au Congrès national de se tenir tous les trois ans et non plus tous les deux ans, comme maintenant.
A partir de ces principes acceptés par tous, quelques propositions ont été exposées, je vais vous en faire part. Elles ne sont pas limitatives, d’autres propositions bien sûr pourraient venir par la suite, puisque aussi bien nous proposons d’ouvrir le débat, mais je dois à l’honnêteté et pour une juste

information, vous donner communication des quelques propositions qui ont déjà été avancées.
Par exemple, je l'appellerai proposition n°1 pour la commodité, la première proposition consisterait à pratiquer la fusion entre le Comité directeur et la Convention nationale est de créer à la place ce que nous pourrions appeler un véritable Parlement du Parti Socialiste. Au niveau national, ce Parlement qui pourrait s'appeler le Conseil national et qui aurait 300 membres environ, serait élu par deux collèges : au niveau des départements d'abord, le collège des délégués des sections, c'est-à-dire les délégués qui se rendent dans les Congrès fédéraux, éliraient les deux tiers des membres de la Direction nationale, lors des Congrès fédéraux, les sièges étant répartis proportionnellement aux résultats obtenus par les motions au Congrès, et chaque fédération, je dis bien "chaque fédération" serait représenté en fonction de ses effectifs.
Le deuxième volet au niveau du Congrès national serait le collège des délégués des fédérations. En d'autres termes, mes chers camarades, vous-mêmes ici rassemblés, vous éliriez le troisième tiers lors du Congrès national, et c'est ce troisième tiers qui assurerait le respect de la proportionnelle intégrale pour l'ensemble de ce Conseil national, qui ferait donc les ajustements nécessaires après la première répartition qui elle est géographique.
Enfin les Premiers secrétaires fédéraux seraient membres de droit de la Direction nationale. Au niveau départemental, un Conseil fédéral serait élu selon les mêmes modalités par le collège des militants, et le collège des délégués des sections au Congrès fédéral.
Une deuxième proposition : cette deuxième proposition vise par un système à double instance à assurer une représentation équitable des fédérations.
1) Le Comité directeur élu à la proportionnelle des courants serait chargé des responsabilités des directions, et d'exécution des décisions du Parti entre deux Congrès.
2) Le Conseil national serait élu par les militants dans les fédérations, par un scrutin à dominante majoritaire. Le Conseil national se substituerait donc à la Convention nationale, il serait en outre chargé de la fixation d'un barème national de cotisations, et il serait consulté sur toute proposition de modifications statutaires avant que le Congrès en soit saisi. Au niveau départemental, un Conseil fédéral serait élu selon les modalités identiques.
La proposition numéro 3 insiste sur le strict respect de la représentation proportionnelle. Elle prévoit, cette proposition, également deux instances :

- D'une part le Comité directeur. C'est un Comité directeur qui devra être plus représentatif des fédérations et qui se réunirait effectivement et régulièrement tous les deux mois.
- D'autre part les Conventions nationales qui seraient donc maintenues mais désignées à la représentation proportionnelle nationale avec un plus grand nombre de membres. Les Premiers secrétaires fédéraux seraient membres de droit.

Cette rénovation devrait s'appliquer également bien sûr aux Commissions exécutives fédérales et aux Commissions administratives de sections.

Fondation Jean Jaurès

Enfin, cette proposition prévoit une liaison plus étroite entre d'une part les instances du Parti et d'autre part le gouvernement.
La proposition numéro 4 et nous nous arrêterons là, si vous le voulez bien, ce matin, nous dit ceci : premièrement, la représentativité politique des courants doit être maintenue. En revanche, le vote militant se substituerait aux assemblées de courants. Les militants établiraient l'ordre préférentiel des candidats de leurs motions à la CF en même temps qu'ils procéderaient au vote de la motion. Les délégués aux Congrès fédéraux classeraient par un vote secret similaire les candidats au Comité directeur.
Deuxièmement, cette proposition nous dit rendre le Congrès aux militants, en les appelant à être juges du Congrès. A l'issue du Congrès, et après la réunion du Comité directeur qui procède à l'élection de la nouvelle direction, l'ensemble des militants serait appelé à ratifier les conclusions politiques.
Voilà camarades quelques propositions qui ont été avancées. Certaines ont donné lieu, y compris dans la Commission "vie interne" à des discussions et à un débat, je pense en particulier à la première proposition, d'autres sont apparues, sans doute que d'autres encore s'élaborent, mais elles n'ont pas été explicitées à ce stade de la réflexion. En tout état de cause, elles ne sont pas, vous l'avez bien compris, la conclusion des travaux de la Commission, au contraire elles permettent l'ouverture du débat sur cette question de la direction du Parti.
Mais ce n'est pas la seule question et d'autres ont été évoquées, qui méritent, elles aussi, d'être débattues. Elles concernent par exemple, et je cite, et là encore la liste n'est pas exhaustive : le cumul des mandats, les modes de désignation de nos candidats qui posent parfois quelques problèmes dans la pratique, les cotisations, la place des femmes et des jeunes… (applaudissements)… les statuts du MJS, et puis les relations avec le Parti Socialiste et Socio-démocrate dans le cadre de la construction de l'Union Européenne.
Enfin, je terminerai en vous disant que la Commission demande que le Congrès mandate le Comité directeur pour qu'il fasse des propositions afin que les modifications éventuelles élaborées avec le souci de la recherche de l'unanimité puissent être appliquées dès le prochain Congrès ordinaire comme je vous le disais tout à l'heure.
Lorsque je dis "élaborées avec le souci de la recherche de l'unanimité" vous avez pu constater par exemple que dans les propositions qui sont aujourd'hui faites les points de divergence apparaissent, mais vous avez vu aussi qu'un grand nombre de points de convergence existaient déjà parce qu'elles reprenaient à leur compte les principes que j'évoquais tout à l'heure, ce qui veut dire que je crois que cette recherche de proposition à faire à l'unanimité est en bonne voie et que nous serons en mesure de faire rentrer la rénovation du Parti très rapidement dans les faits et en tout état de cause, mes chers camarades, si vous en êtes d'accord, dès notre prochain Congrès ordinaire.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Michel Charzat

Chers camarades, chers amis, c'est avec beaucoup de plaisir et de satisfaction que je vais faire, au nom de la Commission des résolutions, unanime, à l'exception des représentants du texte 5, le rapport qui conclut 18 mois de travail.

Chers camarades, nous nous sommes réunis dans la nuit du vendredi 13 et dans la nuit de samedi à dimanche pour compléter, amender, enrichir le texte de notre projet. Je vais tout d'abord vous donner connaissance des amendements, des choix qui ont été retenus, et ensuite je me tournerai vers l'avenir, vers la mise en œuvre de notre projet.

Chers camarades, la Commission a d'abord enregistré les résultats des votes intervenus sur les 5 options soumises au choix des militants. Concernant l'option relative à la défense européenne qui se situe page 66 de notre texte, c'est le choix n°2 qui a été retenu. Concernant les formes de représentation sociale, page 84, c'est le choix n°2 qui a été également retenu à une large majorité. Pareillement pour ce qui est de l'organisation administrative et territoriale, page 87, toujours le choix 2. En revanche, sur les institutions, c'est le choix 1 qui figurera à la page 88 de notre texte, de notre document. Et enfin, la formulation relative à la politique publique et aux prestations sociales, page 107, a fait l'objet d'une approbation majoritaire.

En conséquence, chers amis, les formulations correspondant à ces choix sont intégrées dans l'état à notre projet. Seule la partie consacrée au système européen de défense fera l'objet d'une mise à jour par Gérard Fuchs.

Par ailleurs, la Commission a ensuite pris acte de l'approbation massive des trois amendements nationaux.

L'amendement n°1, signé par André Bellon et Roger Quillot, sur le rôle et la place de la technocratie dans notre système politique est intégré sous une forme un peu réduite, page 25, à la fin du 5ème paragraphe.

L'amendement n°3, co-signé par Gérard Fuchs, Claude Bartolone, Alain Bergougnioux, Gérard Collomb, Gérard Le Gall, Pierre Moscovici, Henri Weber, sur la transformation du capitalisme, est intégré à la fin de la page 56.

L'amendement n°4, qui a été massivement approuvé par nos militants, amendement présenté par Michel Debout et par les membres du bureau de la CNE, Commission nationale entreprises, plaidant pour une stratégie industrielle au service du progrès et de la citoyenneté dans l'entreprise, est intégré page 95.

(Applaudissements)

La Commission s'est enfin penchée sur les nombreux amendements adoptés et transmis par les Congrès fédéraux, ainsi que par plusieurs Commissions nationales du Parti.

Chers camarades, nous avons dû travailler sur une matière extrêmement riche et variée, attestant à nouveau, comme nous avons su le constater avant même l'élaboration du texte, que le potentiel d'énergie, d'enthousiasme et de proposition de nos militants reste intact. Bien sûr, il ne nous a pas été possible de retenir tous les amendements. Certains étaient redondants par rapport au

texte, d'autres se situaient plutôt dans une logique d'élaboration programmatique, enfin certains relevaient de la résolution que nous avons adoptée après notre projet. Mais je tiens, en mon nom personnel, et au nom de la Commission, à saluer le travail très important réalisé par les militants et par les fédérations.

Je vais maintenant vous indiquer aussi précisément que possible les amendements qui ont été retenus par la Commission des résolutions.

- Page 15 du texte, un amendement de la fédération de Paris prévoit la tenue de rendez-vous fixes permettant une adaptation continue de notre projet.
- En haut de la page 20, un nouveau titre "petit 3" est inséré. Ce titre est intitulé "petit 3, la montée du racisme".
- Page 21, à la fin du 2ème paragraphe, la nouvelle rédaction est la suivante : "voilà pourquoi, en appelant au seul respect de l'autre et de sa différence, un certain antiracisme des années 80 a en grande partie échoué".
- Page 23, un amendement venant de la fédération de la Gironde propose l'évaluation des lois Yvette Roudy sur l'égalité professionnelle.
- Une série de formulations nouvelles nous sont proposées par la Commission nord-sud et ont été acceptées par notre Commission des résolutions, page 35, page 54, pages 57, 61 et 62. Ces modifications précisent les formulations concernant la nécessité d'appuyer l'effort de renouveau en Afrique sud-Saharienne, la nécessité de promouvoir un véritable partenariat en matière de développement, et enfin précisent le rôle des organisations non gouvernementales en matière de développement économique, social et culturel.
- Page 35, amendement de la Commission des résolutions. Il est écrit dans le texte : "le retour de l'histoire coïncide avec la revanche de dieu". Il est précisé que "la revanche de dieu" figurera entre guillemets par référence à un ouvrage de notre ami Gilles Kepel.
- Page 55, la fédération de la Charente nous propose, et nous avons accepté, dans l'énoncé des objectifs celui de l'élaboration d'une charte éthique des tests génétiques.
- Page 68, un amendement proposé par la Commission des résolutions reprend la formulation du Bureau exécutif en matière de liaison et d'articulation entre les Parlements nationaux et le Parlement européen.
- Page 72, un amendement issu de la Commission de défense nationale. Cet amendement réaffirme le caractère universel du service national et la nécessaire différenciation de ses formes.
- Pages 74 et 79, un amendement qui vient de la fédération du Val de Marne et qui concerne l'éducation. Cet amendement distingue plus clairement l'autonomie des établissements scolaires, idée à laquelle nous adhérons, de l'indépendance telle qu'elle est prônée bien sûr par la Droite. Cet amendement rappelle que l'apprentissage de l'autonomie doit être au cœur de la démarche éducative. Enfin il rappelle le rôle irremplaçable de l'apprentissage des langues européennes dans l'ouverture au monde de

demain.

- Page 91, un amendement nous est proposé par la Commission Droits de l'homme. Cet amendement insiste sur le rôle irremplaçable de la formation et du travail dans la lutte pour l'intégration.
- Page 102, amendement de la fédération du Doubs sur la prise de mesures spécifiques en matière de formation continue pour les femmes en période de maternité.

Enfin, chers camarades, l'ensemble des développements relatifs à la construction européenne fera l'objet d'un toilettage au lendemain de Maastricht par notre ami Gérard Fuchs. Voilà, chers camarades, ainsi résumé le rapport qui a été adopté, je le répète, à l'unanimité de la Commission des résolutions réunie en formation projet, puis en formation plénière.

(Applaudissements)

Maintenant, chers camarades, je voudrais me féliciter de l'heureuse conclusion de nos travaux. Au terme de 18 mois d'élaboration collective, nous avons su écouter, impliquer et finalement décider.

Je tiens à remercier personnellement tous ceux qui ont fait le pari de la réussite, dire ma gratitude à l'égard de Pierre Mauroy qui a voulu ce Congrès et qui a soutenu tout au long la démarche… (applaudissements)… dire ma reconnaissance à l'équipe qui a travaillé, l'équipe centrale du projet, dans une exceptionnelle ambiance de convivialité et de fraternité. Je ne citerai que quelques noms représentatifs de ce que nous sommes dans notre diversité.

Je pense en particulier à Henri Weber, Alain Bergougnioux, Gérard Le Gall, Gérard Collomb, Ghislaine Toutain, et bien sûr je ne saurais oublier le travail du secrétariat au projet et le rôle clé de son délégué François Dagneau. Et vous, mes camarades, qui malgré les vicissitudes de l'actualité et du calendrier politique, vous qui avez su aller à la rencontre des Français, puis mobiliser près de 70 000 militants pour le débat conclusif.

Enfin, j'exprime toute notre reconnaissance aux très nombreuses personnalités représentant toutes les écoles de pensée, toutes les formes de la réflexion et de l'innovation, tous les acteurs de la société, et qui nous ont fait bénéficier de leur regard sur le monde qui vient. Je tenais également à remercier les observateurs de la vie politique, notamment les journalistes qui nous ont accompagnés au cours de ces dix huit mois, ils ont bien voulu reconnaître l'originalité de la démarche, l'honnêteté du constat, enfin l'importance du travail de renouvellement idéologique.

(Applaudissements)

Chers amis, chers camarades, nous avons réaffirmé notre identité, redéfini méthode et morale du Socialisme démocratique, retenu les grands objectifs qui tracent désormais l'horizon du Socialisme du 21ème siècle.

Oui, soyons fiers d'être le seul Parti capable de regarder loin devant nous, pour éclairer l'avenir. Soyons fiers d'avoir réalisé la seule synthèse durable qui porte sur les raisons d'agir en Socialistes.

Au début de ce siècle, le Parti Socialiste avait su faire converger les différents courants des différentes sources communes : le Socialisme républicain moral de

Jean Jaurès, le Socialisme doctrinal de Jules Guesde, le Socialisme d'Edouard Vaillant, de tradition blanquiste, le positivisme des disciples de Paul Brousse.
Voici vingt ans le Parti d'Epinay avait commencé à rassembler et à mêler les eaux vives du Socialisme. Aujourd'hui, chers camarades, nous avons réalisé une synthèse qui est à la fois un aboutissement, et la promesse d'un nouveau commencement. Un accomplissement tout d'abord : dix ans après la grande victoire de François Mitterrand le moment était venu de concilier les deux cultures de la Gauche, la culture de transformation sociale, et la culture de gouvernement. Le moment était également venu de rapprocher les deux écoles du Socialisme moderne. Pour les Socialistes des années 90, la politique doit être l'œuvre de la société toute entière. C'est pourquoi nous proposons de donner au nouvel horizon de la démocratie la réconciliation de l'Etat et de la société, la réconciliation des principes d'égalité avec les valeurs d'excellence et de responsabilité, bref, de concilier les droits de l'individu avec les devoirs du citoyen à l'égard de la société.
Chers camarades, je crois que toutes les sensibilités retrouvent leur apport, leur originalité, dans notre synthèse. Je crois que Michel Rocard et la culture qu'il représente se retrouve dans ce texte. Je pense que Lionel Jospin, que je salue, et Laurent Fabius, l'un et l'autre qui incarnent la méthode mitterrandienne de la synthèse se retrouvent dans ce texte. Je pense que Jean Poperen, qui n'a rien à redire sur la laïcité et le contrat se retrouve vraiment dans ce texte et enfin je crois que le patrimoine idéologique hérité du CERES, puis de Socialisme République, se retrouve pleinement dans ce texte.
Chers camarades, accomplissement mais également promesse d'un nouveau commencement.
Nous avons revu notre méthode de lecture de la société. Nous avons aussi renouvelé profondément notre méthode. Je pense que nous mettrons du temps, beaucoup de temps, pour assimiler cette méthode qui nous projette loin dans l'avenir, loin dans ce nouvel âge de la démocratie, tout en nous ressourçant à nos origines.
Si nous prenons au sérieux notre texte, nous serons conduits à modifier nos comportements, nos systèmes d'action, notre rapport à la politique, nous militerons en fait pour un nouvel humanisme civique. Nous répondrons ainsi à l'aspiration contradictoire et complémentaire à l'autonomie et à la solidarité. Nous pourrons développer des propositions permettant aux gens de s'impliquer directement à la première personne, avec l'aspiration qui monte également à de nouvelles formes de solidarité.
Chers camarades, nos idées feront leur chemin : citoyenneté intégrale, pluralisme et lutte pour le droit, espace public de délibération, éthique de l'avenir, nouvelle génération des Droits de l'homme, jamais acquis, et que nous devons formuler envers tous les habitants de la planète. L'avenir n'appartient pas aux désabusés, aux cyniques, ou aux indifférents. Il peut appartenir à ceux qui comme nous affirment qu'une éthique de la responsabilité est l'espérance d'un avenir commun à construire.
Nous avons maintenant un projet, nous devons le faire vivre. Le problème est de

savoir comment passer d'un parti sans projet à un parti projet.
Je crois qu'on peut le faire d'abord en assurant la diffusion de notre texte. Dès le 23 janvier, notre projet sera publié en livre de poche installé dans les librairies, il sera publié par la revue "Le Débat" dans la collection politique. Dans le même temps, nous allons diffuser massivement dans le pays un résumé de notre texte qui nous permettra de faire connaître à nos concitoyens nos propositions. Ensuite, je crois qu'il faudra faire vivre notre projet en retournant à la rencontre des Français, en concevant également une réécriture permanente de notre texte, avec l'organisation de rendez-vous fixes. Je crois que nous aurons à confronter notre projet avec celui de nos camarades de l'Internationale Socialiste. Bref, nous devrons concevoir notre projet comme une chose à construire, comme une chose à jamais inachevée.
Nous devrons également, à partir de notre projet, préparer nos programmes, programme régional, programme départemental, et surtout le programme pour les élections législatives.
Enfin, je crois que nous devrons impliquer ou plutôt ré-impliquer tout le Parti, tous les militants dans un travail d'élaboration et de propositions, afin que nos militants pèsent sur nos choix. Dans cette perspective, nous souhaitons organiser des journées nationales thématiques tout au long de l'année 92 sur des problèmes importants, concrets et sensibles : problème de la retraite, de la famille, de l'écologie, problèmes sociaux. Nous allons donc, dès le prochain Comité directeur, arrêter un calendrier de travail pour que le Parti prenne à nouveau le temps de débattre et de proposer.
(Applaudissements)
Chers camarades, il y a beaucoup de travail pour mettre en forme les propositions, pour les concrétiser. Je voudrais brièvement souligner le foisonnement et la richesse de ces propositions dont on n'a pas suffisamment souligné l'importance. Je prends au hasard quelques-unes des propositions qu'il faudra mettre en forme, qu'il s'agisse de la déclaration universelle des Droits de l'homme, des droits de l'humain, de la charte des habitants de la terre qu'il faudra concrétiser, du développement du syndicalisme de vie avec la création de maisons de solidarité, de la création du comité de quartier, de l'élection des conseils de cité élus au suffrage universel, des résidents, de la réorganisation des structures administratives de la France, du rééquilibrage des institutions de la 5ème République, de cette nouvelle génération des droits, notamment avec le droit à l'insertion et le droit à la ville, la mise en œuvre de la coresponsabilité dans la gestion des entreprises, l'éducation permanente totale, l'harmonisation de la protection sociale des Français, le plan d'aménagement des horaires de la cité, la prise en charge du risque dépendance des personnes âgées, la mise en place d'une médiation sur le type scandinave entre les citoyens et les pouvoirs publics, la création de zones d'action publique prioritaires pour implanter les services publics, etc. Chers camarades, à l'heure de conclure, je souhaite me tourner vers notre passé. Parce que nous assumons l'héritage, tout l'héritage du Socialisme démocratique, nous sommes habilités à nous projeter vers l'avenir.
Le Socialisme démocratique a marqué le 20ème siècle. Il l'a finalement emporté

sur le Communisme et sur toutes les formes de prophétisme révolutionnaire. Il a aussi, ne l'oublions pas, profondément modifié le capitalisme, du moins dans les pays de l'Europe Centrale. Enfin il incarne désormais les espérances d'un monde plus juste et plus solidaire.
Reconnaissons donc notre dette envers tous ceux qui nous ont précédés, envers tous ces militants connus ou inconnus, envers toutes les différentes écoles du Socialisme qui ont su à la fois assurer la pérennité de notre combat, s'adapter et changer pour pouvoir continuer à travailler pour le Socialisme.
Comme le disait Pierre Mauroy hier soir, ce sont les générations de militants qui se sont succédées qui ont été les acteurs de cette permanence, de ces changements. Reconnaissons et saluons leur sacrifice, reconnaissons que tous leurs efforts ont connu leur accomplissement. En effet, si nous voulons bien considérer ce qu'étaient les programmes électoraux, les programmes pratiques des grands partis et notamment le programme du Parti Socialiste SFIO à la veille de 14 ou en 36, c'était des programmes dont tous les objectifs ont été obtenus, concrétisés par la lutte, par les sacrifices, par le bulletin de vote, par l'action sur le terrain, liberté civile, liberté syndicale, droit social, protection collective, service public... (applaudissements)... congés payés, représentation des salariés... (applaudissements)… tout ceci c'est le travail des générations qui nous ont précédés.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, il reste bien sûr toujours beaucoup d'inégalités, toujours beaucoup d'injustices, toujours beaucoup de bastilles à prendre.
Aujourd'hui nous sommes réunis pour tracer de nouvelles perspectives, pour écrire une nouvelle page de notre histoire, pour proposer un nouvel horizon. Soyons fiers de notre unité retrouvée, soyons fiers de notre synthèse. Les Socialistes peuvent avoir confiance. Comme hier, ils restent les porteurs d'une morale autant que d'une méthode, comme hier le Socialisme saura construire une société plus juste en définissant des objectifs pratiques, accessibles, ambitieux et réalistes.
Amis, camarades, le Socialisme est un chemin qui se construit en marchant. Continuons la lignée de Jean Jaurès, de Léon Blum et de François Mitterrand.
(Bans d'applaudissements)

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, un Congrès exceptionnel se termine. Il doit avoir naturellement sa conclusion, que vous venez d'apporter d'ailleurs, avec l'adoption des différents rapports. Je voudrais y ajouter quelques mots rapidement.
Après deux jours de débats, après notre Commission des résolutions, après les rapports de Yannick Bodin, de Pierre Moscovici, de Michel Charzat, je voudrais, avant que nous ne nous quittions, tirer quelques conclusions, mais je voudrais, préalablement, remercier tous ceux qui ont travaillé à l'organisation de ce Congrès et qui ont permis sa réussite.

(Applaudissements)
Et vous remercier, mes chers camarades, vous les délégués, pour la qualité d'écoute, pour l'accueil que vous avez réservé à notre Premier Ministre, Edith Cresson, et aux intervenants. Cet accueil et cette écoute sont le reflet, j'en suis sûr, de l'attente de nos militants.
Vous avez aussi remercié, et c'était juste, et félicité, et c'était juste, Michel Charzat pour la qualité du travail... (applaudissements)... Vous avez eu raison et je m'y associe amicalement et très chaleureusement.
(Applaudissements)
Ce Congrès n'a été marqué ni par l'apathie, ni par la morosité, même si les temps sont durs et nous paraissent d'autant plus durs que, jusqu'en juillet dernier, le Parti avait encore une image, en tête de toutes les formations politiques.
Avec lucidité, nous avons d'ailleurs montré collectivement notre capacité à débattre sur le fond, y compris de ces difficultés, mais surtout à démontrer notre volonté de nous mobiliser et, surtout, de nous rassembler. Dites à nos camarades que nous sommes déterminés, que nous changeons pour réussir et que nous engageons les batailles de 1991 et de 1993 pour vaincre. Dites-le, à nos camarades, dans vos fédérations et dans vos sections...
(Applaudissements)
L'unité, mes camarades, ne doit pas être un simple effet de Congrès ; je crois d'ailleurs qu'elle est plus réelle qu'il n'avait paru à certains. J'en suis très heureux, comme vous. Vous êtes les délégués à ce Congrès du projet. C'est à vous maintenant de faire passer ce message auprès de nos camarades des fédérations et des sections. Quelle conclusion pouvons-nous tirer de ce Congrès aujourd'hui pour l'avenir ?
Aujourd'hui, une conclusion idéologique : nous parlons et nous défendons tous le même Socialisme. Chacun a, j'en suis sûr, été frappé par les convergences qui se sont dégagées, l'approche commune du Socialisme qui s'est manifestée. Je crois qu'il suffit de se souvenir des controverses idéologiques qui ont marqué l'histoire du Socialisme jusqu'à une période encore très récente pour mesurer l'importance et le caractère novateur de cette situation.
Avec la déclaration de principes, votée il y a deux ans, et le projet adopté aujourd'hui, le Parti Socialiste a un véritable corps de doctrine qui nous met à l'unisson des grands partis sociaux-démocrates européens. Mais nous restons cependant le Parti Socialiste, sauvegardant ainsi l'exception française, celle de la tradition, des rapports différents Parti/syndicats, et peut-être même de l'attrait que nous gardons pour les idées, l'idéologie. En tout cas, sociaux-démocrates ou Socialistes, Socialistes ou sociaux-démocrates, nous sommes fiers d'être ensemble à l'Internationale Socialiste et nous allons travailler ensemble à la création d'un grand Parti Socialiste Européen.
(Applaudissements)
Une conclusion politique, mes chers camarades : ce Congrès a réuni sur un même texte plus de 80% des militants qui se sont exprimés. C'est un large rassemblement.

Fondation Jean Jaurès

Sur le plan de notre organisation interne, il faut prendre acte du fait que nous entrons, jusqu'à notre prochain Congrès ordinaire, dans une situation un peu paradoxale : à Rennes, j'ai été élu Premier secrétaire à l'unanimité, après une synthèse générale. Aujourd'hui, nous sommes encore statutairement dans cette situation jusqu'au prochain Congrès ordinaire qui devrait se tenir en 1993 et pourtant, de la guerre du Golfe à ce Congrès extraordinaire, la direction du Parti a vu s'affirmer en face d'elle une opposition, et même deux oppositions.
Le Parti Socialiste a donc, dans sa tradition, une majorité et une opposition. C'est une situation normale et saine. A la condition que nous apportions, les uns et les autres, majorité et opposition, une part active et responsable à l'action du Parti.
(Applaudissements)
Nous n'avons qu'un camp, c'est le nôtre. Faire la différence entre nous, pourquoi pas ? On l'a toujours faite, d'une certaine façon, à condition de n'apporter aucune aide directe ou indirecte à l'autre camp, celui de la Droite, et je demande, après Lionel, mais je le demande fermement à Max Gallo, qui a reçu de nous une délégation européenne, d'être avec nous, dans notre camp, et pas dans le camp de nos adversaires !
(Vifs applaudissements)
Une conclusion interne : nous avons tous le même souci de la rénovation du Parti. Plusieurs orateurs l'ont souligné et je les en remercie. Cette rénovation, je la souhaite depuis que je suis Premier secrétaire. Nous avons déjà, d'ailleurs, entrepris beaucoup. "Vendredi" est un succès auprès de nos militants, ainsi que ses numéros spéciaux à l'occasion de ce Congrès.
(Applaudissements)
J'en remercie tous ceux qui l'ont permis.
La Fondation Jean Jaurès, outil pour notre rayonnement international, qui est enfin créée, le Centre Condorcet pour la formation de nos militants, et bien d'autres initiatives. Je me réjouis, mes chers camarades, que nous nous engagions à aller plus loin en ouvrant la réforme de nos statuts, avec cette double volonté : volonté de faire en sorte que tout en respectant la proportionnelle, les militants soient davantage associés à la désignation des responsables, ils le souhaitent et ils le veulent, volonté de trouver les moyens d'appliquer cette réforme statutaire dès notre prochain Congrès ordinaire.
Vous avez décidé de vous en donner les moyens, il y aura donc une réforme au prochain Congrès ordinaire, qui touchera sans doute l'application de la proportionnelle, mais une adaptation tout de même nécessaire et que réclament nos militants en ce qui concerne les courants et en ce qui concerne la désignation des responsables et des élus. Cela, vous le savez, le Parti le réclame.
Mais, camarades, après la rénovation idéologique, il faut s'engager résolument dans la voie de la rénovation du Parti. Cette rénovation ne saurait se limiter à des déclarations des uns et des autres, et j'y participe, cette rénovation doit entrer dans les faits.
L'avenir, chers camarades : nous avons un programme très chargé devant nous. Dès les semaines qui viennent, nous avons un certain nombre de décisions à

prendre et d'actions à engager. D'abord les suites du projet : élaboration et diffusion du projet et d'un résumé du projet, publication du projet sous forme de livre, organisation de journées nationales thématiques où les militants seront associés pour faire vivre le projet.
Deuxièmement, mobilisation pour la manifestation du 25 janvier contre le Front National. Il faut que ce soit une grande réussite !
(Applaudissements)
Troisièmement, engager la discussion avec les organisations syndicales et les Partis Socialistes de la Communauté européenne, pour que le mouvement ouvrier tire toutes les conséquences de Maastricht.
(Applaudissements)
Enfin le projet doit être décliné et déboucher sur l'élaboration d'un programme pour les élections cantonales et régionales de 1991 et les élections législatives de 1993.
Mes chers camarades, au moment de nous quitter, je voudrais encore dire ceci : la politique, les Socialistes, le Parti Socialiste ont été attaqués durement, et quelquefois très vilainement.
Nous sommes lucides sur nos difficultés, mais nous sommes fiers de notre Parti et de notre engagement. Pour tous ceux qui sont ici et pour bien d'autres, le Parti, c'est notre vie, et le Socialisme, c'est notre espérance.
(Applaudissements)
Nous sommes fiers de faire de la politique comme nous l'entendons, et dans une période où le monde est porteur de plusieurs avenirs possibles, et de plusieurs avenirs qui sont contrastés, la politique, loin d'être tournée sans cesse en dérision, devrait être réhabilitée et tout le monde devrait y participer.
Nous sommes fiers d'être Socialistes, et depuis deux ans nous avons été mis en cause dans notre intégrité, et injustement accablés. J'ai proposé au Bureau exécutif unanime il y a déjà plusieurs mois, et c'est le gouvernement de Michel Rocard et les parlementaires qui ont voté la nouvelle loi sur le financement des partis et des campagnes.
J'ai proposé - le Bureau exécutif unanime l'a voulu et le Parlement aussi - la création d'une Commission d'enquête à l'Assemblée Nationale. Je remercie son rapporteur, Jean Le Garrec, pour le travail qu'il a fait avec bien d'autres.
J'ai souhaité - le Bureau exécutif unanime l'a souhaité et le groupe parlementaire aussi - la publication du patrimoine des élus en début et en fin de mandat.
Enfin, j'ai souhaité - et le Bureau exécutif unanime l'a voulu ainsi que notre groupe parlementaire - l'alignement de la fiscalité parlementaire sur le droit commun. Les députés Socialistes ont été les seuls cette nuit à voter la suppression de l'exonération fiscale des élus par rapport aux citoyens, je les en félicite.
(Applaudissements)
Aujourd'hui, je souhaite que toutes les propositions du rapport de Jean Le Garrec soient mises en œuvre, c'est-à-dire les conclusions de cette Commission d'enquête, mais je souhaite surtout, mes chers camarades, qu'à partir de ce

Fondation Jean Jaurès

Congrès, de ce Congrès du projet, il y ait un signe qui soit visible pour tout le monde, quant à la fierté pour nous d'être Socialistes et en disant à tous et à chacun, et particulièrement à ceux qui ont voulu nous toucher, que l'argent, on voit bien comme il coule dans le monde actuel, mais ce n'est pas notre affaire. Notre affaire, c'est de faire un autre monde, c'est de faire une autre société, nous y passons des heures, nous y passons notre militantisme, nous y passons notre vie. Qu'on le sache et qu'on nous respecte comme tels

Enfin, nous devons être fiers, nous le sommes, de notre Parti. Pendant trois jours, nous avons montré notre unité, unité de cohésion, de rassemblement. Ce message-là doit être entendu par tous les militants, tous les responsables, tous les Socialistes, tous les Français, ceux qui s'intéressent à nous et ceux qui le feront demain ou après-demain.

Cher Michel, cher Lionel, cher. Laurent... (mouvements)... on nous a dit : vous avez préparé le présent et l'avenir, qu'est-ce qu'il y a de plus naturel que de le faire ? Nous aurons l'occasion de continuer à le faire ensemble, amicalement, pour répondre à votre appel, mes chers camarades, vous qui êtes des délégués du Parti, pour répondre à l'appel de nos camarades qui, j'en suis sûr, se réjouissent à l'idée de ce qu'ils apprennent sur ce Congrès du projet, Congrès de l'unité.

Nous continuerons ensemble avec tous les responsables et avec tous les camarades du Parti. Mes chers camarades, poursuivons dans cette voie de l'unité, de la cohésion, mobilisons-nous et retrouvons ensemble la confiance des Français.

Mon dernier mot sera pour saluer notre histoire au moment où nous changeons, saluer nos militants, saluer tous ceux qui ont fait cette histoire, on a cité Jaurès, on a cité Blum, pour hier, on cite François Mitterrand pour maintenant, mais je salue surtout l'avenir que nous ferons ensemble, dans l'unité, la cohésion, et peut-être dans quelque chose que nous pouvons apporter, qui nous rendra la vie plus facile, nous qui sommes si souvent ensemble, dans l'amitié et la fraternité.

(L'assemblée debout applaudit Pierre Mauroy)

Le président - Le Congrès est clos.

Coll. Fondation Jean Jaurès